

U. Roncolato

*The Therapy Referral Collective
787-4600*

SCB 22.304



Faire de la
libération
des femmes

une revendication de la classe ouvrière

QUEBECOISES DEBOUTTE!

*Offenbacher
Lebrun*

*101 St. Louis
Dept. of
Brooklyn College*

4

publié par le centre des femmes

vol.1, no.3 - février 1973

les garderies :

Comune di Padova
Biblioteche

Cod. Bibl. 01

BID. RV 1393683

INV. 1058068

une lutte politique

Dernièrement le gouvernement fédéral a refusé de renouveler les subventions accordées aux garderies populaires dans le cadre des projets d'Initiatives locales. Le gouvernement refuse sous prétexte que ces garderies fonctionnent sans permis. C'est alors l'occasion pour chacun des gouvernements de se renvoyer la balle, comme ils le font toutes les fois qu'ils ne veulent pas vraiment régler la situation.

Le gouvernement du Québec peut tout au plus décider d'accorder les permis en sachant que le fédéral donnera quelques subventions à quelques garderies: c'est facile, c'est peu coûteux. Mais on serait bien loin de dire que le problème est résolu. Puisque d'une part, les projets financés par le fédéral le sont pour une période bien courte. Il faut ajouter que ce n'est pas en favorisant la création de quelques vingt garderies et ce, pour un temps limité, pour tout le Québec, que le gouvernement prend en charge l'éducation des enfants et favorise l'entrée des femmes sur le marché du travail. D'autre part, nous savons que le ministère des Affaires sociales n'a pas du tout l'intention de prendre la relève au niveau du financement des garderies. D'ailleurs le ministre "s'est opposé au programme d'Initiatives locales justement parce qu'il ne respectait pas les priorités québécoises et qu'au moment où les projets prennent fin, les promoteurs se tournent vers Québec pour obtenir les subventions".

Mais il faut bien le dire, les priorités du gouvernement ne sont pas les mêmes que celles de la population. La mise sur pied d'un véritable programme de garderies publiques dans toutes les régions autant dans les milieux de travail que dans les quartiers, et fonctionnant 24 heures sur 24, encouragerait les femmes à entrer sur le marché du travail. Dans les conditions présentes où le chômage atteint des proportions élevées, le gouvernement n'a surtout pas intérêt à ce que

2 *les femmes commencent à revendiquer le droit au travail. Par contre, ce qu'il veut*

c'est que les femmes restent à la maison mais demeurent disponibles au cas où on aurait besoin d'elles (cf. pendant la dernière guerre mondiale, les femmes ont été appelées sur le marché du travail pour remplacer les hommes qui étaient au front). De cette façon, les femmes sont appelées à assurer l'existence d'une réserve de "cheap labor" dont les patrons et les compagnies savent profiter.

Pour ce qui est du fédéral, il essaie de faire bonne figure. En ayant accepté de subventionner pendant quelques mois certains projets, le fédéral se montre généreux. En refusant de renouveler les subventions, il se montre astucieux. En effet, le gouvernement cherche à dire: "je veux bien vous financer mais vous fonctionner dans l'illégalité" et "ce n'est pas de ma faute mais celle de Québec". Mais une question se pose encore: pourquoi le fédéral a-t-il suspendu ses subventions à cette période-ci?

Cependant, la politique du gouvernement en ce qui concerne les garderies a des répercussions immédiates sur la situation des femmes au Québec. Et dans ce sens, ce problème est bien plus qu'une querelle de juridiction fédérale-provinciale. Des gouvernements si intimement liés aux intérêts économiques des exploités ne peuvent aller à l'encontre des impératifs de profit. Or maintenir les femmes au foyer s'avère éminemment rentable.

Quelle confiance pouvons-nous accorder à ces gouvernements? Nous ne pouvons certainement pas réclamer d'eux qu'ils prennent en main la garde des jeunes enfants. Ce que par contre nous serions en droit d'attendre d'un gouvernement populaire. Mais nous n'avons qu'à penser au système de l'éducation au Québec (cf. polyvalentes-casernes) pour vite nous rendre compte que l'organisation des garderies contrôlées par l'Etat (capitaliste et exploitateur) enrégimenterait les enfants dans une sorte de "parking" où ils apprendraient très jeunes les comportements nécessaires à ce pourquoi ils sont destinés: Cheap labor du capital.



Que faire? Il reste que les quelques garderies qui continueront à exister, seront nettement insuffisantes à l'échelle du Québec. Et pourtant, nous savons qu'elles sont un besoin réel.

Nous devons donc organiser la lutte, pousser la revendication des garderies jusqu'à ses limites pour qu'apparaissent toutes les contradictions. Parce que cette revendication est un des objectifs que nous poursuivons à long terme, un objectif qui ne pourra être réalisé que lorsque travailleurs, travailleuses, ménagères, nous aurons renversé la classe des exploités et pris en main le pouvoir politique qui seul nous permettra d'organiser la société en fonction de nos besoins. Ce que nous voulons, ce sont des garderies permanentes, ouvertes 24 heures par jour, gratuites, autogérées par les parents et ce dans tous les quartiers comme sur les lieux de travail. Cette revendication, nous le savons, un gouvernement capitaliste ne nous l'accordera pas.

Dans l'immédiat, notre travail au niveau des garderies doit donc viser surtout à donner aux femmes cet instrument essentiel qui leur permettra de se regrouper, de briser leur isolement et d'avoir le temps et l'occasion de mener la lutte contre toutes les formes de leur oppression. Et cela sans jamais oublier de soulever dans toutes nos batailles partielles (créations de garderies dans les quartiers, inclusion des garderies parmi les revendications syndicales, etc.) l'objectif à long terme, ceci afin de dénoncer les contradictions actuelles du système et ainsi d'éviter toute forme de récupération.

errata :

P. 11 de Québécoises Deboutte
de décembre 1972:
(...) et la classe des travailleurs. Bien qu'elle soit minoritaire, la classe possédante domine la classe des travailleurs du seul fait qu'elle détient le pouvoir économique et (...)

et

(...) La classe des travailleurs est dominée parce qu'elle est obligée, pour vivre de vendre son travail (sa force de travail)...

HISTOIRE D'UNE OPPRESSION

LA CONQUETE ET L'INSURRECTION (1760-1840)

1-SITUATION DU PEUPLE ET DES FEMMES:

Au sortir de la Conquête, nous retrouvons les colons dans le secteur clef de l'économie québécoise: le commerce des fourrures. D'un autre côté se développe en même temps la "destinée agricole" de notre peuple. Celle-ci possède pour l'époque certains avantages dont celui de combattre l'assimilation en se tenant à distance des conquérants et celui de pouvoir utiliser les terres à bon marché. Par la suite nos colons se verront confinés à ce seul secteur économique où ils ne prennent même pas de décisions (comme aujourd'hui d'ailleurs). Le commerce du bois fera une timide apparition à la fin du siècle pour se concrétiser par la suite.

En 1791, on divise le pays en Haut et Bas Canada. Ce qui assure une majorité canadienne-française à l'Assemblée du Bas-Canada. Ce qui cause aussi bien des problèmes aux Anglais et les pousse à soumettre au Parlement vers 1820, un projet d'union des deux provinces, sans en parler au peuple. Papineau et Neilson réussiront à faire rejeter le projet.

L'hostilité contre les Anglais se fait de plus en plus sentir chez le peuple. Ainsi, quand en 1775, l'Angleterre fait appel à des volontaires pour comb-

battre les Américains, ils n'enrôleront que 500 au lieu des 6,000 escomptés. "Les femmes elles-mêmes font de la cabale contre l'enrôlement." (1)

L'attitude du clergé irrite fort aussi les canadiens français devant leur politique "collaboratrice" avec les conquérants, ce qui a pour effet d'assainir quelque peu l'influence de l'Eglise et le niveau de pratique religieuse.

La situation s'envenime graduellement surtout au niveau agricole, les seigneurs augmentent le taux des concessions, on enregistre souvent de mauvaises récoltes pour des raisons climatiques. La population ayant augmenté, l'espace alloué à l'agriculture s'avère insuffisant par rapport aux besoins et plusieurs cultivateurs se voient obligés de s'exiler aux Etats-Unis. L'immigration devient de plus en plus importante et cause vers 1830 une terrible épidémie de choléra. En 1832, lors d'une élection partielle, les Tories déclenche une émeute, tuent trois paisibles citoyens et blessent plusieurs patriotes. Ce qui n'a pas empêché les patriotes de gagner les élections de 1834 par 483,39 votes contre 28,278.

Toutes ces épreuves et frustrations mises ensemble ne pouvaient qu'aboutir aux événements de 1837-38.

Les femmes au coeur de tous ces problèmes étaient les premières à souffrir de par l'accroissement de travail qu'exige d'une part la pauvreté, la misère et d'autre part des familles de 14-15 enfants. C'est donc dire que leur esclavage était accentué par un état de grossesse quasi incessant, ce qui n'était pas pour les ménager. Michèle Lalonde nous dit que

Les femmes de l'époque avaient la vie courte, mouraient en couches ou succombaient jeunes encore à quelque maladie, si bien que bon nombre de patriotes se marièrent deux, trois ou quatre fois. 1

Pour ce qui est de leur situation et de leur influence à l'intérieur de la famille, les historiens du temps nous rapportent qu'elle était très grande. Les hommes ne prenaient aucune décision sans prendre au préalable les conseils de leur épouse. Elles sont également plus instruites, la plupart savent lire et écrire, ce qui est plus rare chez les

hommes. Néanmoins, on ose dire que "La femme "domine" l'homme sans lui être in-soumise!" (!..) Montgomery Martin). Sans aucun doute, nous sommes en présence d'un de ces historiens qui ont créé le mythe du matriarcat au Québec sur la base ridicule d'une influence "psychologique" bornée au seul milieu familial, alors que dans les faits le pays n'était gouverné que par des hommes. Car si le patriarcat signifie que ce sont les hommes qui prennent les plus importantes décisions engageant l'avenir de toute une collectivité, nous constatons que jamais les femmes du Québec, à quelque époque que ce soit, n'ont assumé ce rôle.

Si donc elles avaient une si grande influence, il est peu probable que les patriotes aient été à l'encontre de la volonté de leurs femmes en déclenchant l'insurrection. D'ailleurs, de par leur situation, elles avaient tout intérêt à revendiquer pour un meilleur avenir, au même titre que les hommes. Bien sûr que les femmes de la "Haute" devaient désapprouver la lutte des patriotes, de par leur situation de classe, mais il est étonnant que l'histoire ne fasse mention que de ces "chouayennes" dressées contre les patriotes.

2- L'INSURRECTION ET LA PARTICIPATION DES FEMMES:

Mai 1837: les patriotes s'organisent en tournée de protestation pour sensibiliser la population au fait que les Anglais par la voix de Lord Russell font les recommandations suivantes: "pas de conseil législatif électif; pas de conseil exécutif responsable de l'Assemblée; advenant le refus de l'Assemblée de voter le budget, le contrôle du budget par le gouverneur; la confirmation du titre légal British American Land Co." Parmi les douze résolutions adoptées par la Chambre d'assemblée à la suite de ces recommandations, l'une d'elles ordonne le boycottage des articles importés et recommande la consommation de produits fabriqués par les canayens. Cette résolution légalise même la contrebande. Les femmes se mettent

donc à filer et à tisser des étoffes du pays, à s'en vêtir de même que leurs familles sans plus d'égard pour la mode anglaise. Mme Paltier et Mme Lafontaine furent les deux premières femmes à paraître vêtues de ces étoffes à Montréal.

A l'été de 1837, un groupe de femmes de St-Benoit-des-Deux-Montagnes sous la direction de Mme J.J.Girouard s'est réuni pour réclamer au Comité Central et permanent de former une association.

Elle a réuni un groupe de femmes pour prendre ensemble des résolutions à l'effet de concourir, autant que la faiblesse de leur sexe le leur permette, à faire réussir la cause patriotique.

(extrait du texte de la pétition)

Ce qui fut approuvé. Elles portèrent le nom de "Association des Dames patriotes du comté des Deux-Montagnes.

En Septembre de la même année s'est formé un groupe para-militaire "Les fils de la Liberté" qui réunissait de jeunes patriotes, étudiants pour la plupart. En octobre, on émet 26 mandats d'arrestation contre les chefs politiques de la rébellion pour haute trahison. Le 23 novembre, les patriotes remportent la victoire à St-Denis dans un combat armé mais y laissent 12 des leurs. Quatre jours plus tard, ils seront défaits à St-Charles où les pertes sont de 40.

Le 5 décembre, Gosford décrète la loi martiale. Les têtes des patriotes sont mises à prix. Le 14 décembre, à St-Eustache, ils perdent à nouveau, les soldats incendient et pillent tout sur leur passage et ce, jusqu'à Montréal. Pour cette occasion, les patriotes furent obligés de se fabriquer des armes (épées, poignards, etc.) et des jeunes femmes les ont aidé à fondre des balles pour leurs mauvais fusils.

Durham, nouveau gouverneur, exile 24 patriotes. Les Canayens exilés aux Etats-Unis se préparent à une invasion en force, on dit que 200,000 habitants étaient mobilisés tant au Canada qu'aux Etats-Unis. L'armée de libération se prépare pour novembre 1838 et prévoit des soulèvements dans tous le Bas-Canada mais seul le sud de Montréal répond à leur appel. Le reste est une succession de défaites. 99 des 753 prisonniers patriotes sont condamnés à mort. Douze seront effectivement mis à mort, 56 seront déportés en Australie, 2 seront bannis du pays, 27 libérés sous caution.

Durant toute la période 1837-38, on a fui dans les campagnes la venue des soldats anglais. Ils incendiaient et pillaient tout, laissant les femmes et les enfants quasi nus, sans plus aucun bien, dans des froids hivernaux. Souvent ces mêmes canayens mettaient du temps à trouver un refuge, les gens ayant peur des représailles s'ils les prenaient chez eux. Mmes Dumouchel, Lemaire, Girouard et Masson sont laissées ainsi presque nues sur le seuil de leur maison incendiée. On avait défendu aux



Des patriotes faits prisonniers en 1837.

habitants de les secourir parce qu'elles étaient les femmes des plus ardants patriotes. Des citoyens courageux les ont recueillis quand même. Mais deux jeunes filles n'y survécurent pas: Olive Lemaire et Cléopée Masson.

Une dame Benjamin Maynard a été arrachée de son lit par les Loyalistes avec un bébé de deux jours dans les bras. Elle en subit un tel choc qu'elle mourut le lendemain.

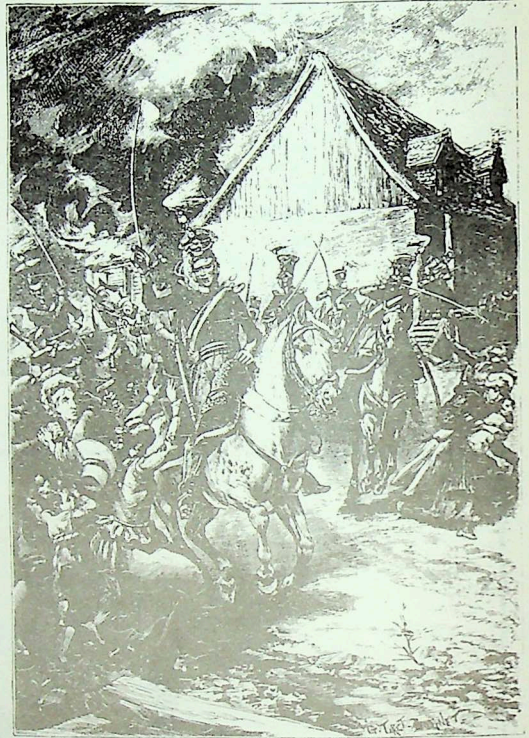
Une dame Merizzi auxquels des soldats ordonnent de quitter sa maison parce qu'ils vont l'incendier, refuse catégoriquement de sortir et proteste qu'elle préfère brûler dans sa maison que de se rendre. Ils mettent le feu, puis adoucis par son courage et sa fermeté, ils l'éteignent. La maison sera ainsi sauvée.

On a d'autre part retrouvé dans les bois de Lacolle près de Napierville, une femme morte un bébé dans les bras et deux enfants près d'elle tous morts de faim au pied d'un arbre. Elle avait accouché là de l'enfant qu'elle tenait sur elle.

Mad. Julien Gagnon née Régnier, se fait aussi "visiter" par les soldats. Elle fuit avec ses huit enfants et sa vieille mère de 75 ans vers les Etats-Unis, on l'attaque de nouveau en chemin, on la pille et elle continue sa route. Elle se rend aux Etats-Unis où elle rejoint son mari à Corbeau près de la frontière. L'hiver passé, elle revient au Canada prendre possession de ses biens et ensemercer la terre car sa famille est sans aucune ressource. Elle réussit à semer quelques minots de grains. Son mari venait la voir par les bois la nuit. Un traître les dénonce, les soldats reviennent donc en vue cette fois de prendre Gagnon au piège, mais Gagnon ne se montre pas. Alors pour faire parler sa famille, ils garottent son fils, blessent la vieille grand-mère, etc. Le lendemain, Mad. Gagnon reprend donc péniblement la route des Etats-Unis.

Mad. Théophile Barbeau a marché de St-Hyacinthe à Albany, pieds nus.

Les autres femmes citées dans l'histoire sont celles qui ont soufferts de la mise à mort de leur époux. Nous ne rapporteront pas ici leurs noms ni leur histoire. Michèle Lalonde nous dit à propos de la participation des femmes:



Là, il y eut massacre de gens sans armes (à st-benoit)

"Les patriotes eux-mêmes semblaient d'ailleurs attendre d'elles une forme d'engagement qui ne contredisait en rien les vertus considérées comme proprement féminines. Lors d'un banquet donné en l'honneur de Papineau et Lafontaine, le 26 juin 1837, on porta un toast "à Josette, ornée de toutes les vertus domestiques, la meilleure et la plus fidèle amie de Jean-Baptiste, et dont le patriotisme égale la modestie et les charmes". " 2

Deux femmes se sont illustrées contre les patriotes, Rosalie St-Jacques et Hortense Prévost, qui n'hésitaient pas à prendre les armes quand elles s'y croyaient obligées. Elles étaient cependant accusées par les patriotes de ne posséder aucune des qualités qui ornent la femme, aussi n'est-il pas étonnant de trouver peu d'exemples de tant d'audaces chez nos femmes patriotes. Leur rôle resta passif.

Cependant parmi les femmes du temps, Marcelle Reeves-Morache en cite une, Mad. Timothée Kimber, née Emilie Boileau de Chambly qui se montrait plus décidée et plus audacieuse que la majorité et ne craignait pas de prendre les armes. Voici ce que Robert Bouchette raconte d'un passage chez le docteur Kimber alors que celui-ci était absent:

"A peine y étions-nous entrés, que nous vîmes les personnes qui occupaient le fond de la salle se diviser respectueusement pour laisser passer une dame qui s'avançait vers nous avec calme et dignité. Elle tenait dans sa main droite un pistolet dont le canon reposait sur son bras gauche. M. Drolet me présenta à Mad. Kimber..." 3

et maintenant...

Les femmes ont subi la rébellion de 1837-38 ou y ont joué un rôle de soutien dans la mesure où on le leur permettait. On retrouve les mêmes phénomènes dans les grandes révolutions qui ont déterminé l'histoire (1789-1871-1917-1949) A l'heure actuelle, le peuple québécois s'est engagé dans une lutte qui vise à renverser le système capitaliste. Quelle sera la participation des Québécoises à cette lutte? Accepteront-elles de se laisser définir leur rôle ou décideront-elles de lutter pour mettre fin à toutes les formes d'exploitations? S'organiseront-elles enfin pour mener la bataille à partir de leur revendication fondamentale: l'élimination de la division du travail et des tâches sociales sur une base sexuelle?

citations

(1) Ryerson, Stanley B.: The Founding of Canada, beginnings to 1815, cité dans G. Bourque, Classes sociales et Question nationale 1760-1840.

(2) Lalonde, Michèle, "La femme de 1837-38", revue Liberté, vol. 7, nos 1-2, janvier-avril 1965.

(3) *ibid.*

bibliographie

- 1 - Reeves-Morache, Marcelle, "La canadienne pendant les troubles de 1837-38", dans Revue D'Histoire de l'Amérique Française, vol. V, no. 1, 1951, p.99-117.
- 2 - Lalonde, Michèle, "La femme de 1837-38", dans la revue Liberté, vol. VII 1965, nos 1-2, janvier-avril, p. 146-173.
- 3 - Bourque, Gilles, Classes sociales et Question nationale au Québec 1760-1840, Parti-Pris, Montréal, 1970.
- 4 - L.-J. Papineau, Histoire de l'Insurrection du Canada en 1837, Réédition-Québec, 1839.
- 5 - L.-J.-Amédée Papineau, Journal d'un Fils de la Liberté, Réédition-Québec.
- 6 - Bergeron, Léandre, Petit Manuel d'Histoire du Québec, Editions Québécoises.

A

LA

REGENT KNITTING . . .

En 1916, la Regent Knitting Mills s'installe dans la région de Saint-Jérôme. Depuis 1939, on compte sept grèves dans cette usine de textile, toutes aussi combattives les unes que les autres. Pour chaque renouvellement de leur convention collective, les travailleurs/ses ont été victimes du même chantage de la part de la compagnie: fermeture d'usine et production transférée à l'usine de Montréal. Mais cette fois la menace devient de plus en plus dangereuse. En effet, plusieurs opérations auparavant faites à Saint-Jérôme ont dorénavant et déjà été transférées à Montréal dont le tricottage, la filature de la laine peignée, le taillage, le calendage, la couture et la laine en balle. Cette situation a entraîné depuis le mois d'avril quelques 200 mises à pied. Par ailleurs, il nous semble important de souligner ici, que la grande majorité de ceux touchés par les mises à pied sont des femmes.

Dans une entente survenue le 15 octobre dernier, la compagnie s'engageait à ré-employer graduellement les licenciés/ées. Toutefois cette entente n'a pas été respectée. Face à cette situation, les travailleurs/ses décident le 30 novembre d'occuper l'usine. Cette occupation prend d'autant plus d'importance qu'elle est l'aboutissement de trente années de lutte à travers lesquelles s'est développé une solidari-

té entre les ouvriers/ières. Toutefois ce n'est qu'à partir de la quatrième semaine de l'occupation que la compagnie accepte de négocier. Pour ce qui est du résultat des négociations, il semble que les points de l'entente ne correspondent pas à la plupart des revendications des travailleurs/ses. Elle ne permettrait qu'à quarante des licenciés/ées de reprendre le travail. Elle accepterait également le transfert de certains départements à l'usine de Montréal. On sait fort bien que la presque totalité des employés de ce département étaient des femmes.

La situation qui prévaut à l'usine de Saint-Jérôme est ni plus ni moins le portrait de celle qui existe dans l'industrie du textile au Québec. Les femmes qui comprennent en grande partie la main-d'oeuvre de ce secteur sont les plus touchées par les conditions inhumaines de travail en particulier dans le secteur du vêtement où elles composent 80% de la main-d'oeuvre. La discrimination qu'elles y subissent est impressionnante. Sous-payées, elles sont les premières victimes des mises-à-pied lors des fermetures partielles d'usine. Il ne s'agit pas là d'un effet du hasard. Dans le système actuel, les femmes n'ont pas une reconnaissance égale sur le marché du travail. L'organisation capitaliste du travail engendre la dépendance économique des femmes et les placent

très souvent dans une position servile. Les patrons leur font croire qu'elles travaillent pour un salaire d'appoint en disant qu'elles ne sont pas soutien de famille même si elles le sont parfois. En utilisant ce prétexte, le patron exerce une pression sur les ouvrières en les obligeant à travailler plus, à augmenter leur cadence de production pour pouvoir obtenir un salaire convenable (travail à la pièce, bonus). De plus, ils préfèrent provoquer des fermetures partielles d'usine (slaker les ouvrières) parce qu'en augmentant le chômage dans la région, ils peuvent après un certain temps les réembaucher à un salaire plus bas et accentuer l'exploitation. Il est rare que l'on s'alarme devant une femme sans emploi; les patrons le savent et en profitent.

Le rôle qui nous est socialement attribué est celui d'épouse, de mère et de ménagère. L'attribution aux femmes de ces fonctions a pour conséquence immédiate d'exclure la possibilité d'un travail salarié pour un grand nombre de femmes ou du moins de le rendre particulièrement difficile: double journée de travail, absence de garderie, salaire

travail. Par ce fait même, ils passent vite devant les revendications telles que: à travail égal salaire égal, garderies dans les usines, congés de maternité payés, chances d'avancement égales.. De plus, les syndicats manifestent une attitude de mépris vis-à-vis les femmes. Les seuls postes occupés par celles-ci ne sont souvent que des fonctions de secrétaires. On les utilise aussi pour accomplir toutes les tâches ingrates lors d'une grève: dactylographier les textes, faire les sandwiches et servir le café. Le rôle des femmes est un rôle de soutien, rarement de responsable. De plus, l'éducation que nous avons reçue est déterminante. En effet, on nous a toujours appris à laisser aux hommes le soin de nous défendre. D'autre part, les femmes étant astreintes à une double journée de travail (travail salarié, travail ménager), elles ne peuvent participer aussi activement que les hommes aux luttes syndicales. On oublie également que les femmes sont les plus menacées par l'insécurité d'emploi: elles sont les premières mises à pied; c'est à pour effet d'intensifier leur isolement par rapport aux luttes. Elles veulent à



moins élevé, emploi subalterne. Les patrons cherchent aussi à diviser les travailleurs et travailleuses, en faisant accroire que ces dernières volent les emplois des hommes. On doit résister à cette tentative de division en inscrivant au sein des luttes ouvrières les revendications qui concernent l'oppression spécifique des femmes. Mais ce sont les femmes elles-mêmes qui doivent assumer la responsabilité d'organiser ces luttes. D'autant plus que les syndicats n'ont pas encore remis en cause la sur-exploitation des femmes sur le marché du

tout prix conserver leur emploi: les débouchés sur le marché du travail leur étant limités.

Il est donc important, à l'heure actuelle, de se regrouper afin de mener les luttes nécessaires qui permettront à de plus en plus de femmes de prendre conscience de leur oppression spécifique. Mais c'est en arrivant à faire de la libération des femmes une revendication de la classe ouvrière que nous réussirons à mettre fin au système d'exploitation actuel.

humour noir

Berceuse pour les Femmes

On n'a pas à écouter longtemps une émission populaire de radio pour entendre une chanson à l'eau de rose. Mais si on nous les sert si souvent, c'est bien parce qu'elles sont un instrument idéologique de la classe dominante de premier ordre; et d'ailleurs, ça s'avère très rentable (cf. l'industrie du disque). C'est par la culture que *"cette idéologie peut être véhiculée et ainsi servir à renforcer les bases socio-économiques du système capitaliste. C'est l'image de la femme tournée vers son rôle de mère et d'épouse qui sert de base aux manifestations culturelles. (...) On fera en sorte que les intérêts et les préoccupations de la femme soient des questions familiales (éducation des enfants, soins du ménage,...) ou concernent les rapports homme/femme (comment plaire à un homme, comment garder son mari...)"* (1)

En effet, l'après-midi, ces émissions ont une haute cote d'écoute du côté des femmes et le soir (avec une variante un peu plus "in" cependant), ce sont les adolescentes qui prennent la relève.

Des berceuses pour enfants, on en est rendu aux chansons qui cherchent à endormir les femmes et à leur donner des recettes de soumission; ainsi "Aimez-le si fort" que chante Ginette Reno est une de ces chansons que vous pourriez insérer dans votre album de folklore d'oppression idéologique. Mais nous aimerions vous la présenter avec tout ce qu'elle demande d'effacement à la femme. Somme toute, elle enseigne que la règle invariable de l'amour se situe dans "un sourire et c'est tout" et ceci indépendamment des conditions matérielles, sociales et psychologiques.



Quand il dit en entrant
Je suis là



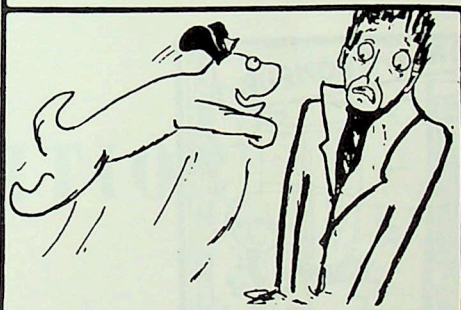
Cherchez la lueur
Dans son regard



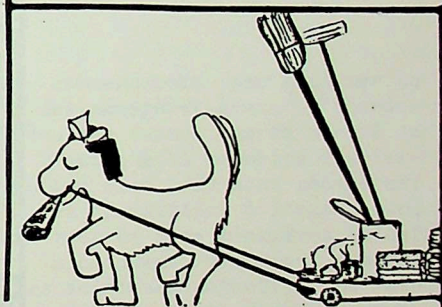
Ses yeux vous diront
S'il est aux rires ou aux pleurs



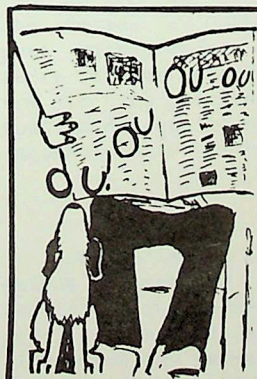
Aimez-le si fort



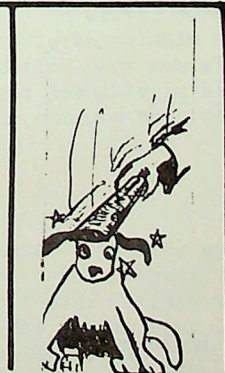
Si fort qu'il en crie de bonheur



Ne lui donnez que le meilleur
Aimez-le plus fort



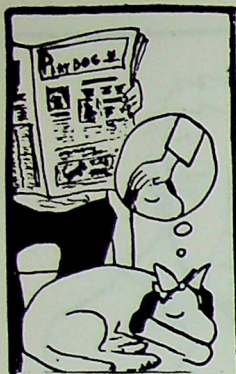
Quand il n'a pas envie de parler
Un mot de vous pourra tout changer



Posez la main sur sa joue

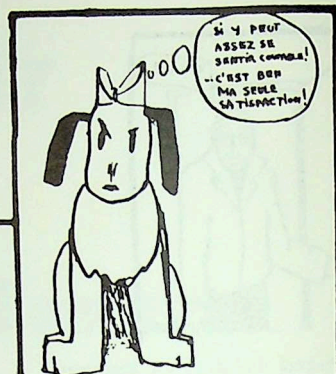
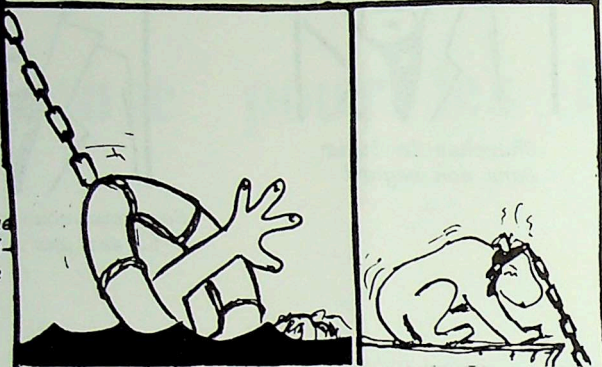


Un sourire et
c'est tout



*S'il coule, tendez-lui la main
Ne coupez pas le lien*

*S'il oublie de
vous dire je t'aime
C'est à vous de ré-
soudre le problème*



*SI Y PEUT
ASSEZ SE
SURTOUT COMME!
-- C'EST BON
MA SEULE
SATISFACTION!*

*C'est un homme, laissez-
le tout risquer
L'aventure, le succès,
le remord*



*Pour lui, le seul trésor
C'est vous, si vous savez l'aimer*

*Refrain: Aimez-le si fort
Si fort qu'il en crie de bonheur
Ne lui donnez que le meilleur
Aimez-le plus fort*

SUR NOTRE CONDITION

Au moment où de plus en plus de femmes prennent conscience de l'exploitation qu'elles subissent, il est important de préciser quelle est la situation des femmes au Québec. En effet, on ne peut entreprendre de lutte valable ni faire aucune revendication sans connaître le plus précisément possible la situation à laquelle nous voulons nous attaquer.

Les médias, à l'heure actuelle, essaient de masquer les réels objectifs des luttes qui se mènent dans différents pays, en particulier des luttes pour la libération des femmes. Le pouvoir veut "récupérer" ces luttes en diffusant de fausses informations. Une des meilleures armes contre ces tentatives de récu-

pération, c'est une connaissance très précise du fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons et, plus spécifiquement pour nous autres femmes, une connaissance exacte du rôle que nous attribue cette société et des raisons pour lesquelles elle le fait. Si nous avons cette connaissance, nous serons alors capables de constamment répondre aux mensonges qui sont diffusés autour de nous, à la radio, dans les journaux, dans notre milieu, etc...

C'est seulement à partir d'une analyse de notre situation et d'un échange de nos expériences de lutte dans notre milieu (coopératives, syndicats, garderies etc...), que nous pourrions découvrir des formes de lutte, appropriées à la réalité des québécoises. Pour cette raison, nous jugeons important d'aborder les différentes facettes de l'exploitation des femmes au Québec, dans les prochains numéros du journal.

Nous commencerons par analyser la situation des ménagères avant d'aborder le problème des femmes sur le marché du travail. C'est que la majorité des femmes au Québec (les 2/3) sont ménagères; même si elles travaillent à l'extérieur, elles sont tout de même ménagères (c'est elles qui s'occupent des travaux ménagers et des soins aux enfants). La situation des femmes sur le marché du travail est d'ailleurs en grande partie déterminée par leur rôle de "mère-épouse-ménagère": on donne des bas salaires aux femmes, sous prétexte qu'elles sont mariées; de plus, on les pousse dans des jobs "féminines", correspondant à leur rôle habituel (cuisinières, couturières, infirmières etc...)

Cette analyse de la situation des femmes, nous la ferons en utilisant la recherche "Analyse socio-économique de la ménagère québécoise"; nous tâcherons, par la même occasion, de simplifier et de vulgariser les principaux points qui cernent plus précisément l'exploitation de la ménagère. Ce travail se fera en collaboration avec quelques-unes des militantes qui ont rédigé ce dossier. 15

Chaque fois qu'une soupe est faite ou qu'un bouton est cousu sur un vêtement, cela constitue une production, mais ce n'est pas une production pour le marché. 1

En effet, il existe deux formes de production dans un système capitaliste: la production de "valeurs d'usage" et la production de "valeurs d'échange". Les biens que produit la ménagère à la maison ont une valeur d'usage, c'est-à-dire qu'ils sont immédiatement consommés (usés); tandis que les biens produits dans l'industrie ont une valeur d'échange, c'est-à-dire qu'ils sont échangés et vendus sur le marché (commerce).

La production de la ménagère est multiple: elle fabrique des produits domestiques (vêtements, nourriture, etc..) et elle fournit des services (éducation des enfants, administration du budget, soins ménagers...). Son travail se compare à celui des travailleurs et des travailleuses du secteur tertiaire qui fournissent ce qu'on appelle communément des "services" (couturières, cuisiniers, enseignants, comptables, infirmières, femmes de ménage etc...). De nos jours, les ménagères produisent plus de services que de biens domestiques.

Les produits domestiques ne vont pas sur le marché et sont donc des "valeurs d'usage". Par contre, ces mêmes biens et services, lorsqu'ils sont produits en dehors de la famille, retrouvent leur "valeur d'échange" et donnent droit à un salaire.

Nous constatons donc que le travail ménager a trois caractéristiques principales: c'est un travail invisible, privé et gratuit.

L E S MÉNAGÈRES

L'exploitation des femmes repose d'abord sur une base économique. Le travail des ménagères constitue une activité économique dont on tient rarement compte dans la production nationale, mais qui a pourtant une très grande importance. Nous allons commencer par étudier le rôle de la ménagère en tant que productrice, puis, dans un prochain article, son rôle en tant que consommatrice.

la moman

La moman s'lève

La moman a mal au ventre,

La moman prend deux midols,

La moman prépare les enfants pour l'école,

La moman fait des toasts,

La moman brasse un verre de quick,

La moman fait des jokes,

La moman fait le devoir d'arithmétique,

La moman va les reconduire sa galerie,

La moman est rien qu'en jaquette,

La moman leu'donne chacun'bec,

La moman rentre d'un coup sec,

La moman s'pogne le doigt dans porte,

La moman s'frotte avec du stuff,

La moman r'garde la table,

La table est pleine de sirop d'érable,

La moman ramasse les dégats,

Pis a s'met à laver les plats,

La moman a fini la vaisselle,

La moman sort les poubelles,

La moman est rien qu'en jaquette,

TRAVAIL INVISIBLE:

Le travail de la ménagère est un travail invisible parce que

- sa production est immédiatement consommée dans le ménage.

- sa production demeure en dehors de l'échange et du marché.

- elle ne touche pas de salaire pour son travail; donc ce travail n'est pas comptabilisé dans le revenu national.

- la production nationale ne comprend que la production de valeurs d'échange (produits manufacturés) mais ne comprend pas la production de valeurs d'usage (produits domestiques).

- la ménagère n'est pas considérée comme faisant partie de la main-d'oeuvre active mais comme une marginale, au même titre que les handicapés, malades mentaux, étudiants, retirés etc... (voir "Recensement du Canada 1971, catalogue 94-546).

Engels, dans son ouvrage "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat", explique que dans les sociétés primitives:

la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture de vivres par les hommes.2

L'apparition de la propriété privée donna naissance à la famille monogamique patriarcale telle que nous la connaissons aujourd'hui (un père, une mère et des enfants) qui isola les femmes de la production sociale. De plus, les femmes se retrouvaient chacune dans leur foyer pour effectuer un travail privé et non plus public.

Ce caractère privée du travail ménager cache la valeur sociale et l'intérêt public qu'il représente. En effet, si les femmes ne faisaient pas le travail qu'elles font, la société devrait s'en charger. C'est-à-dire que les patrons devraient payer pour des cantines convenables, des pouponnières, garderies, des buanderies etc... ce qui diminuerait beaucoup leurs profits. Mais le fait que la femme accomplisse ce travail, seule à la maison, permet aux patrons et au gouvernement d'appeler son travail "une activité privée" et donc, à ce titre, de ne pas la payer.

Le caractère privé du travail ménager exclut également toutes possibilités de réglementation. Il a été calculé que la mère d'une famille moyenne (3 à 4 enfants) travaille de 80 à 90 heures par semaine. Elle n'a pas droit aux vacances payées, pas de fond de pension, pas d'allocations pour accidents de travail (mauvais accouchements, dépression nerveuse, etc...), et évidemment pas le droit de se syndiquer. De plus, si son mari part, elle reste sans ressources, et elle n'a pas en général une formation suffisante pour trouver un bon emploi à l'extérieur.

Donc, le caractère "privé" (soi-disant) de son travail, assure la gratuité de celui-ci. Or, dans plusieurs pays, on a essayé d'évaluer en argent le travail gratuit des ménagères. Selon la Commission Royale d'Enquête sur la Situation de la Femme au Canada:

*Le travail des ménagères représenterait 11% du produit national brut. En 1968, ce pourcentage eut été l'équivalent de 8 milliards de dollars.*³

*En 1965, une étude faite aux Etats-Unis évaluait le travail ménager à un peu plus de 21% du produit national brut.*⁴



Belle économie pour les capitalistes!
Egalement,

le travail gratuit des femmes à la maison peut alors être considéré comme une "taxe cachée" sur le salaire des ouvriers. La quantité de travail non payé accompli par les femmes est énorme;

elle est profitable à ceux qui détiennent les moyens de production. Cela permet aux patrons de maintenir les salaires à un niveau plus bas et d'accroître leurs profits.*⁵

Une des conséquences de cette situation est d'une part la dépendance économique de la femme vis-à-vis du mari. Elle n'a pour salaire que son entretien. D'autre part, les ménagères se retrouvent isolées les unes des autres: elles sont chacune dans leur cuisine. Cette situation rend particulièrement difficile la naissance d'une prise de conscience collective de leur oppression spécifique. Pour ce qui est des travailleurs (ses), la situation est différente: ils ont en commun un milieu de travail à partir duquel ils peuvent s'organiser.

Il est important, à l'heure actuelle, d'envisager les formes de luttes qui nous permettront le mieux de rejoindre les ménagères. Mais il est aussi important de connaître les bases mêmes de notre oppression. C'est un instrument qui nous permettra de mieux lutter contre les deux systèmes d'exploitation: capitaliste et patriarcal.

* Moyens de production: la machinerie, les usines et les bâtiments, soit le stock physique de capital qui servent à produire les biens et les services.

1- MANDEL, Ernest, Introduction to Marxist Economy Theory, N. Y., 1967, p. 10-11.

cité par Margaret Benston dans "Pour une économie politique de la libération des femmes", Revue Partisans 54-55, p. 24.

2- ENGELS, Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat, page 71.

3- Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur la Situation de la Femme, page 36.

4- Rapport Bird, page 37.

5- Revue Mobilisation, avril 1972.

QU'EST-CE QUE LE

CENTRE DES FEMMES?

Depuis deux mois nous faisons paraître "Québécoises Deboutte", un journal féministe révolutionnaire, qui au départ se fixait plusieurs objectifs. En effet, ce journal voulait être d'abord un instrument de formation pour les militantes engagées dans un milieu particulier, une source où elles pourraient puiser des informations nécessaires à leur travail, mais aussi un organe qui nous permettrait d'opérer une liaison continue entre les divers groupes, militant à partir de l'oppression des femmes. Finalement, le journal voulait constituer un instrument de mobilisation pour certaines femmes déjà sensibilisées à leur condition mais qui, isolées dans leur milieu, parvenaient difficilement à créer des moyens de luttes.

Malgré le peu d'effort que nous avons mis à encadrer la distribution du journal (i.e. organiser la discussion et la critique de certains textes), les réponses soit enthousiastes, soit tempérées mais positives, viennent nous confirmer le besoin, à l'étape actuelle, d'un tel instrument.

Et pour nous, militantes du Centre des femmes, la parution du journal coïncidait avec une réorientation de notre travail à partir d'une analyse critique de notre cheminement depuis un an. Quel a été ce cheminement? Quelles en étaient les principales contradictions? Comment avons-nous travaillé à les résoudre? Bref, qu'est-ce que le Centre des femmes?

organiser la révolte

Le Centre des femmes avait été mis sur pied par le F.L.F. pour répondre au problème pressant de l'avortement au Québec et pour servir de local au mouvement. En janvier '72, après la dissolution du F.L.F., un petit noyau de militantes s'y regroupaient pour étendre les activités du Centre autour d'un objectif précis: travailler à créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un mouvement autonome de femmes directement lié à la lutte du peuple québécois contre toutes les formes d'exploitation.

Si l'objectif semblait clair, les moyens pour y parvenir l'étaient beaucoup moins. D'ailleurs, la situation à l'époque était particulièrement pénible et confuse. Le F.L.F. était mort après avoir discrédité le féminisme. Il avait soulevé plusieurs questions qui restaient toujours sans réponse. Des militantes qui y avaient mis beaucoup d'énergies étaient complètement démobilisées, ou n'iaient désormais la nécessité d'un regroupement de femmes.

Mais d'une prise de conscience, la révolte qui peut en découler, ce n'est pas l'organisation. Dès lors, pour des militantes féministes révolutionnaires, il restait à étendre cette prise de conscience, faire en sorte que la révolte s'organise et devienne ainsi un instrument de frappe imposant dans la lutte contre l'oppression du peuple québécois.

Pour le petit noyau que nous étions la mort du F.L.F. n'était pas la mort du féminisme révolutionnaire. Ce n'est pas en deux ans qu'on définit une idéologie, une stratégie et des moyens d'action. Le F.L.F. était plus un signe qu'une étape. Son existence exprimait un début de prise de conscience, rien de plus. Et après deux ans, c'est tout ce qu'il laissait.

quant aux moyens

Quant aux moyens, il fallait un point de départ. Pour nous, il se situait d'abord au niveau des structures. Nous avons décidé de nous constituer en petit noyau de travail, politiquement homogène, dont la tâche était de créer des instruments qui répondraient à ce que nous concevions être les besoins actuels de la lutte. Nous avons mis sur pied trois secteurs: la recherche, la propagande et l'hygiène sexuelle.

Chacun de ces secteurs visait un objectif précis, juste en soi. Dans la pratique, des contradictions ont surgi qui ne remettaient pas tant en cause le but visé, mais reflétait plutôt une contradiction plus profonde au niveau de l'orientation générale du travail au Centre. Nous disions théoriquement que nous voulions créer des instruments qui contribueraient à la mise sur pied d'une organisation révolutionnaire autonome de femmes. Mais nous accomplissions ce travail en vase clos, sans définir clairement que notre priorité c'était l'organisation avec les tâches qu'elle suppose: travail d'implantation, de propagande, formation de militantes, ces tâches définissant par la suite les instruments que nous devons nous donner. Un exposé sur chacun des secteurs et la façon que nous avions d'y penser le travail peut le mieux illustrer cette contradiction.

les secteurs: une contradiction

a. la recherche

C'était le secteur que nous privilégiions. Nous voulions en faire un instrument pour nous et pour les autres femmes militantes. Nous connaissions très peu de choses sur la situation réelle des femmes québécoises, tant au niveau du travail servile que salarié. Il nous semblait impossible d'entreprendre aucune action avec les femmes, ménagères ou travailleuses, tant que nous n'avions pas un minimum d'information.

Théoriquement, nous avions une conception relativement "dynamique" de la recherche. Nous ne voulions pas nous isoler dans une tour d'ivoire et étudier dans les livres "la question des femmes". Nous pensions qu'il fallait rencontrer les femmes en milieu, apprendre d'elles les problèmes et nos conditions d'exploitation. Et nous espérions (!) qu'à partir de ces rencontres surgiraient des possibilités d'organisation...

C'était peut-être une conception "dynamique" de la recherche mais ce n'était sûrement pas une conception révolutionnaire. D'une part, nous considérant comme un groupe de militantes dont la priorité était de travailler à l'organisation révolutionnaire des femmes, nous subordonnions l'organisation à la recherche et nous la laissions au hasard des rencontres. Nous avions une attitude petite-bourgeoise, très répandue dans les milieux universitaires: "je veux tout savoir avant de m'engager" et "allons étudier sur le terrain les phénomènes d'exploitation". C'était une contradiction flagrante que nous percevions de plus en plus clairement, mais nous avons mis du temps à la résoudre.

Pratiquement, nous avons quand même réalisé certaines choses. Nous avons recueilli des données sur la situation des femmes et commencé à monter des dossiers (ouverts pour la consultation). Nous avons une petite bibliothèque ouverte également à la consultation. Mais surtout la préoccupation constante que nous avions de mieux connaître la situation des Québécoises nous a entraîné dans plusieurs discussions qui nous ont aidé à clarifier et à systématiser le peu de connaissances que nous avions.

Comme pour les autres secteurs, il a fallu que nous posions clairement qui nous étions et quelles devaient être nos tâches prioritaires pour que la recherche, préoccupation juste en soi, reprenne cependant des proportions "normales" par rapport à l'ensemble de notre travail.

b. la propagande

Ce secteur était mis en veilleuse. Il devait à ce moment explorer les diverses possibilités au niveau de la diffusion des informations sur la situation des Québécoises et tenter de formuler un contenu idéologique pour ce que nous appelions le féminisme révolutionnaire. C'était bien dire des choses qui dans les faits ne voulaient rien dire. Car dans les faits, nous vivions un cercle vicieux parfait.

Diffuser de l'information, nous ne le pouvions pas: nous attendions que la recherche, secteur privilégié, ait fait son travail. Formuler un contenu idéologique devenait aussi impossible. Une idéologie s'élabore toujours à partir d'une réalité concrète. Or, de cette réalité, nous pensions ne rien savoir. Encore là, il fallait attendre la recherche.

Pendant une longue période, nous nous sommes contentées de répondre aux demandes. Après la dissolution du F.L.F. le Centre des femmes était resté une des seules bases identifiées à la libération des femmes. Nous recevions des lettres et des appels de femmes qui voulaient plus d'informations sur le "mouvement" ou sur le féminisme. Nous répondions au courrier, nous acceptions de donner des conférences et nous diffusions les quelques documents en notre possession.

c. l'hygiène sexuelle

En janvier '72, la clinique d'information sur l'avortement fonctionnait déjà très bien. De nombreuses femmes y venaient chaque semaine. La plupart se contentaient de recevoir l'information et ne redonnaient pas signe de vie. Mais certaines se montraient enthousiastes ou intéressées et poursuivaient les relations par la suite. Nous avons donc décidé de maintenir la clinique, d'abord parce que nous la considérons comme un service essentiel, mais aussi pour d'autres raisons:

- 1) cela nous permettait d'établir des contacts avec des femmes de divers milieux et régions;
- 2) nous donnions à l'information un contenu politique et dans notre optique, ça valait mieux que rien;
- 3) c'était alors la seule façon que nous ayons de rencontrer des femmes, donc d'essayer de comprendre comment elles percevaient leurs problèmes;
- 4) finalement, c'était pour nous une excellente école de for-

C'était finalement une propagande tout à fait incohérente. Elle était conçue, comme la recherche, indépendamment des impératifs de l'organisation. Nous nous adressions à tout le monde sans discernement, sans aucune perspective d'encadrement.

Nous pensions pour plus tard (2 ans) mettre sur pied un journal. Mais ça restait un projet lointain et nous ne savions pas très bien quels éléments interviendraient pour poser sa nécessité.

C'est seulement à partir de l'été '72 que nous avons commencé à critiquer cette incohérence.

mation: nous devions parler, expliquer, faire le lien entre un problème qui au premier abord semble apolitique, avec une situation générale d'oppression, vécue entre autres au niveau de la sexualité.

Mais nous avons créé un secteur "hygiène sexuelle" parce que nous ne voulions pas en rester au problème de l'avortement. La répression sexuelle est un facteur important parmi tous ceux qui déterminent l'exploitation des femmes. Il ne faut pas oublier que la division des tâches sociales s'effectue sur une base sexuelle. Que cette division vienne servir les intérêts des exploités, c'est juste, mais ce que nous voulions comprendre ou du moins mieux voir, c'était l'articulation entre répression sexuelle et répression politico-économique. Ceci, afin d'analyser s'il était possible à partir de la répression sexuelle de mobiliser les femmes dans des luttes qui remettraient tout le système en cause.

vers la remise en question

Nous avons remarqué à la clinique, qu'il était relativement facile de déboucher sur des problèmes socio-économiques à partir de la question de l'avortement par exemple. Pour des femmes qui majoritairement sont exclues de la vie publique donc souvent insensibles à tout ce qui s'y déroule, une possibilité nous apparaissait d'aborder des questions politiques par le biais de ce qui les touche profondément, i.e. leur vie quotidienne.

Nous voulions donc essayer de systématiser cette expérience. Encore là, nous avons mis la charrue avant les boeufs. Au lieu d'aller vérifier dans la pratique si notre hypothèse était juste au lieu de commencer un travail avec les quelques groupes ou individus qui avaient demandé notre aide, nous avons décidé qu'avant de travailler à organiser, il nous fallait certains instruments: une meilleure formation sur le plan médical, des brochures d'information vulgarisées et une meilleure compréhension de la relation pouvoir-répression sexuelle.

Repoussant ainsi les perspectives d'organisation, nos instruments se sont laissés définir de manière tout à fait subjective. Nous en sommes venues à penser que diffuser de l'information "politisée" sur la situation sexuelle au Québec était suffisant, que c'était une action libératrice en soi. Donner aux femmes le moyen de contrôler leur corps, faire cesser la fatalité de la grossesse non-désirée, c'était leur permettre potentiellement de contrôler leur vie également. Nous n'allions pas plus **loin**. Et comme les instruments que nous voulions nous donner ne répondaient pas à des objectifs précis à l'intérieur des tâches organisationnelles, nous n'arrivions pas à les concevoir clairement: pourquoi des brochures? à qui s'adresseraient-elles? quel en serait le contenu politique?...

Nous posions des questions, mais la réponse devait venir quand collectivement nous avons réalisé que nous étions engagées dans une impasse et qu'alors nous avons posé la question qui englobait toutes les autres: Quelles sont les tâches prioritaires, à l'étape actuelle, pour des militantes dont l'objectif à moyen terme est de travailler à créer une organisation autonome révolutionnaire de femmes?

Cette question, elle ne s'est posée clairement qu'au bilan tenu à la fin novembre '72. Jusque-là (comme nous l'avons dit précédemment) nous percevions certaines de nos contradictions mais quand nous discutons des problèmes qu'elles engendraient, nous le faisons toujours de manière partielle. C'est que très souvent, nos autocritiques ne portaient pas d'une analyse de la situation concrète de la lutte des femmes au Québec mais relevaient plutôt de la perception subjective que nous en avions.

Ainsi, à la mi-juin par exemple, nous avons fait un premier point où nous avons contesté la priorité du secteur recherche. Or sans plus d'analyse approfondie, nous avons conclu que la prépondérance devait être accordée à la propagande. Pourquoi la propagande? Pourquoi à cette étape précise? Et quelle sorte de propagande?

Sans répondre aux premières questions, nous avons abordé la troisième. Et c'est alors que nous avons résolu de produire "Québécoises Deboutte", un journal qui s'adresserait à des femmes engagées surtout, qui serait pour elles un instrument de formation et d'information et qui pourrait permettre une certaine liaison entre tous les groupes impliqués dans la lutte contre l'oppression des femmes. Mais pourquoi la formation? Et quel type de liaison? Une liaison en vue de quoi? Ces questions devaient être "frôlées" mais elles nous menaient fin novembre, date de notre bilan.

la situation fin novembre

Où en étions-nous fin novembre?

D'abord, notre petit noyau s'était sensiblement élargi. Le premier numéro de "Québécoises Deboutte" avait paru au début du mois et le deuxième numéro était sous presse. Nous avons tout un réseau de contacts avec des groupes ou des individus, à Montréal comme en province, et ce dans différents milieux: quartiers, écoles secondaires, cegeps, universités, associations populaires, groupes politiques, P.Q., très peu cependant dans les milieux de travail. La plupart de ces groupes ou individus avaient soit demandé notre aide pour amorcer un travail d'organisation dans leur milieu, soit avaient tenté d'établir certaines formes de collaboration avec nous (échanges d'information, de services). Les liens et le travail avec ces groupes ou individus se poursuivaient informellement, sans politique d'ensemble, un peu au gré des événements.

qu'est-ce que le centre des femmes?

Le bilan de novembre n'a pas "tout" réglé. Son aspect positif, c'est qu'il est venu poser la question fondamentale de l'organisation. Nous avons pu ainsi déblayer le terrain quant aux tâches prioritaires qui nous attendent. Les prochains bilans mensuels viendront préciser ces tâches à partir de l'analyse que nous ferons de notre pratique.

Mais cette incohérence nous pesait de plus en plus lourdement. D'autant plus que toutes les militantes étaient impliquées dans ce travail. Elles y mettaient beaucoup d'énergies sans trop voir de résultats (et pour cause). Et finalement cela les empêchait de remplir les tâches de leur secteur, tâches qui n'avaient souvent aucun rapport avec les besoins organisationnels qui se dégageaient de plus en plus de notre pratique.

A cette date, nous nous définissons comme un noyau de militantes féministes révolutionnaires dont l'objectif à moyen terme est la création d'une organisation révolutionnaire autonome de femmes, organisation dont les tâches seront:

- 1) mener des luttes regroupant travailleuses, ménagères, étudiantes à partir des revendications que viennent définir l'oppression spécifique des femmes. Lutttes visant à long terme le renversement du système capitaliste et du système patriarcal qui en établissant la division des tâches sociales sur une base sexuelle vient renforcer l'exploitation capitaliste.
- 2) faire de ces revendications et de ces luttes les revendications et les luttes de la classe ouvrière.

Ceci étant posé, nous considérons que nos tâches prioritaires sont:

- 1) travail d'implantation dans les secteurs de production où les femmes prédominent, dans les quartiers, dans les milieux étudiants: formation de noyaux militants dont la tâche sera d'élever la prise de conscience des femmes par un travail d'information et de propagande et d'organiser cette prise de conscience

autour de revendications précises;

2) travail de clarification idéologique particulièrement au niveau de l'articulation patriarcat-capitalisme;

3) travail de formation de militantes;

4) travail de systématisation des liens avec d'autres noyaux féministes;

5) rupture de l'isolement: prise de contact avec les groupes qui travaillent à la création d'une organisation politique de la classe ouvrière.

les femmes descendent dans la rue



Une force de frappe imposante dans la lutte.

Dès lors, tout notre travail est pensé en fonction de ces tâches.

Au niveau de l'implantation, la première tâche que nous avons décidé d'entreprendre, c'est l'évaluation de nos possibilités actuelles. Nous faisons une analyse critique du travail effectué avec les groupes et individus qui nous avaient contacté. Pour ceux avec qui nous décidons de poursuivre le travail, nous tentons de définir une orientation, claire qui nous permettra de ne plus nous laisser charrier par les événements. Finalement nous essayons de pénétrer le milieu de travail auquel nous n'avions accordé jusqu'ici qu'une importance théorique mais qui est désormais prioritaire. Toutes les militantes du Centre sont impliquées dans ce travail mais il y a toutefois un noyau qui en assume la coordination et la direction.

De plus, nous sommes maintenant organisées en quatre secteurs:

1) propagande: son principal outil est toujours "Québécoises Deboutte" qui s'adresse toujours à des militantes ou des femmes déjà sensibilisées. Le contenu est systématisé en chronique pour répondre aux impératifs de formation théorique (analyse de la situation des femmes, analyse des conjonctures...) et pratique (analyse des expériences de luttes...). Mais la liaison n'est plus laissée au hasard. C'est le secteur (élargi) qui l'organise.

2) formation: divisée en trois équipes thématiques, sa tâche est d'assurer une formation politique minimum aux militantes du Centre et de fournir certains instruments d'analyses dont pourront bénéficier les militantes d'autres noyaux.

3) documentation: il doit rassembler l'information dont nous aurons besoin dans nos secteurs d'intervention.

4) hygiène sexuelle: évalue à l'heure actuelle, dans la pratique (i.e. avec des groupes déjà constitués) les possibilités d'organiser la lutte autour de la répression sexuelle et plus globalement autour du problème de la santé. Le secteur tente également d'évaluer les possibilités d'organiser une première prise de conscience des femmes à partir de la sexualité.

pour faire avancer notre cause

Ce bilan peut paraître sévère. Mais en tant que militantes, nous pensons que nous devons toujours avoir une attitude très critique face à notre travail. Nous pensons que nous ne devons pas craindre de révéler nos erreurs: leur analyse sert justement à éviter qu'elles se répètent. Il ne s'agit pas d'être négatives et de constamment dénigrer notre travail. La critique et l'autocritique sont deux pratiques militantes qui ne peuvent que faire avancer notre cause.

« sexe » et « politique »

Nous avons parlé dans les deux numéros précédents de l'avortement libre et gratuit, de campagnes d'information populaires sur les moyens contraceptifs. Aujourd'hui nous allons tenter de montrer en quoi les lois régissant l'avortement et la publicité sur les méthodes contraceptives répondent aux intérêts de la classe dirigeante. Selon les besoins particuliers de cette classe, les lois visent à accroître ou à diminuer le taux de natalité.

A l'époque de Talon, il était impérieux de peupler la colonie pour avoir une main-d'oeuvre coloniale capable de répondre aux besoins de la métropole. Talon encourageait donc le mariage des hommes dès 18 ans et des jeunes filles dès 14 ans. Et pour s'assurer que ceci soit respecté il pénalisait ceux qui ne se mariaient pas en imposant une taxe aux célibataires, tandis qu'il allouait des bonis à ceux et celles qui se mari-

courageaient les femmes à avoir beaucoup d'enfants, cette fois-ci pas pour peupler les terres, mais pour répondre au besoin de main-d'oeuvre dans l'industrie.

Même si leurs impératifs étaient différents de ceux de la métropole française du 17^e et du 18^e siècle, les capitalistes anglais avaient eux aussi grand intérêt à accroître la population.

"S'il y a plus d'ouvriers à la disposition du capitaliste qu'il y en a en activité, autrement dit s'il existe constamment des chômeurs à la recherche du travail, le capitaliste peut réduire plus facilement le salaire des ouvriers en activité. Les capitalistes ont donc besoin, pour réduire le salaire des ouvriers, d'une armée permanente de chômeurs; ils en ont besoin aussi, afin de disposer de forces de travail suffisantes

Planification des Naissances ou Contrôle des peuples ???

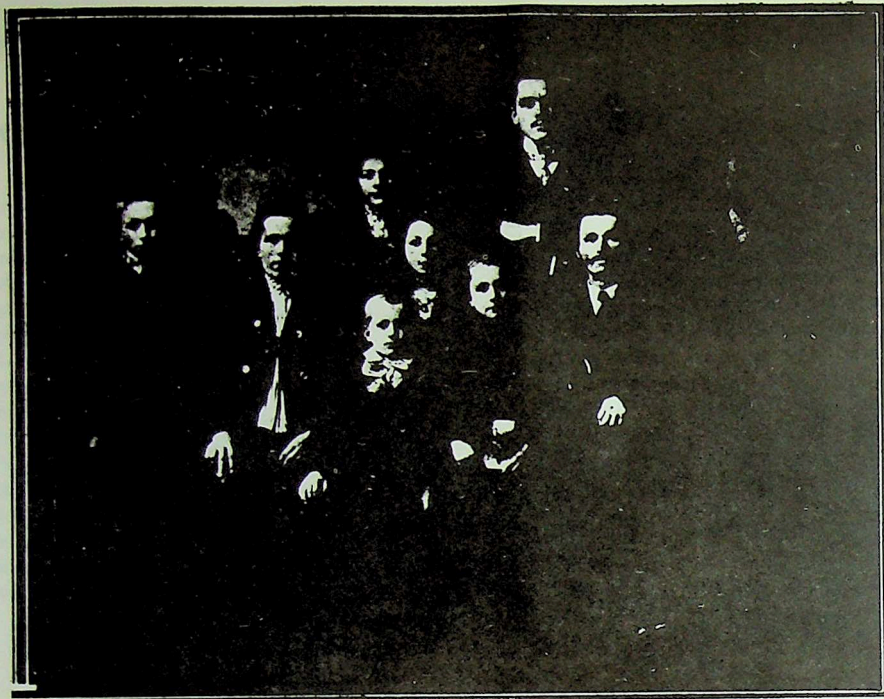
aient très jeunes. De plus les familles de 10 enfants et plus recevaient une allocation du roi.

Puis au 19^e siècle, la révolution industrielle a changé radicalement l'économie. Le Québec est passé d'une économie de chasse, de pêche et de culture à une économie à prédominance industrielle. Donc, la classe dirigeante, sous le couvert de l'Eglise et de l'Etat, en-

lorsqu'en fonction de la conjoncture ils doivent faire face à de nombreuses commandes et qu'il leur faut un nombre accru d'ouvriers. Pour cette raison, ils ont grand intérêt à ce que s'accroisse la population."

(1)

Toutefois, à partir des années '60, il semble qu'il y ait eu un revirement de politique. On assista à une série de mesures à apparences progressistes: la 27



La "revanche des berceaux" pour peupler le pays.

création au sein du Ministère de la Santé d'une division "Planification familiale" (budget d'un million et demi), la mise sur pied du Centre de Planification Familiale, l'allocation d'un budget de \$400,000 à la Fédération de Planification Familiale pour une campagne de publicité nationale sur la planification des naissances, l'apparition d'affiches publicitaires dans les autobus et le métro, et la modification de la loi sur l'avortement de façon à permettre l'avortement thérapeutique dans les hôpitaux accrédités.

A la même époque, les Etats-Unis lançaient un cri d'alarme - la surpopulation. L'administration Nixon créait un Bureau démographique au sein du département d'Etat et augmentait subitement les budgets des organismes qui s'occupaient de planification. L'Agence Internationale de développement, entre autres, a vu son budget passer de \$10.5 millions à \$250 millions en quatre ans. Le président Eisenhower a justifié ainsi son appui au contrôle démographique:

"Lorsque j'étais président, je pensais et j'ai déclaré que le contrôle des naissances ne relevait pas du gouvernement fédéral. Les faits m'ont fait changer d'avis. Aujourd'hui, tout comme l'ancien président Truman, je suis président honorifique de la I.P.P.F., parce que je suis désormais convaincu que l'explosion démographique est le plus grave problème de l'heure." (2)

Toutefois, d'après un rapport des Nations Unies,

"le problème de l'alimentation sera dans un proche avenir, bien plus celui des surplus que celui de la famine." (3)

De plus, le rapport indique qu'il y a, à l'heure actuelle, seulement un dixième de la surface cultivable de la terre, qui est cultivée. Ce n'est donc pas, comme on aurait pu le croire, un manque de denrées alimentaires qui motive l'inquiétude autour de l'explosion démographique. De plus, l'Agence Internationale de développement (américain) a mis sur pied soixante cliniques au Honduras où la densité de population est l'une des plus faibles de tout l'Occident. Dans ce cas on ne peut pourtant pas brandir le spectre de la surpopulation.

Alors pourquoi les présidents américains et les grosses compagnies privées telles les fondations Ford et Rockefeller, la Dupont Chemical Corporation et Continental Can jugent-ils l'explosion démographique un des graves problèmes de l'heure à l'échelle mondiale, et décident-ils d'investir à coup de millions pour contrôler la natalité dans les pays "moins développés"? Il faut donc chercher ailleurs les éléments d'une réponse.

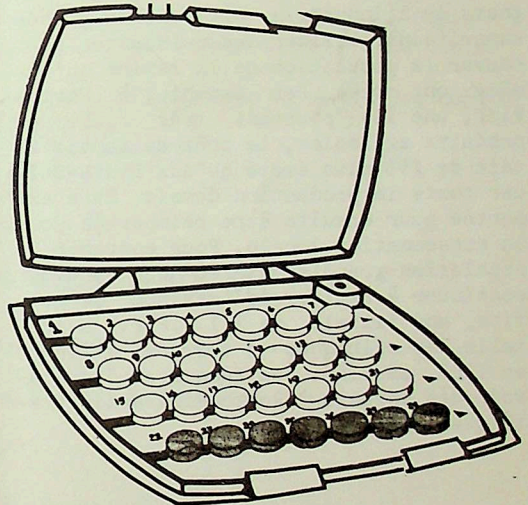
Le président de la I.P.P.F., le docteur Alan F. Guttmacher, révélait l'importance pour les grands magnats de l'industrie d'investir soit dans le contrôle de la population soit dans le développement économique pour maintenir les pays "moins développés" sous leur tutelle économique. Au cours des années '60, il disait:

"Une augmentation démographique démesurée sans croissance économique parallèle, mène à une baisse constante du niveau de vie. Une telle baisse, accompagnée d'un accroissement de la pauvreté et de la famine, livre la population à toutes les formes de "ismes", qu'il s'agisse du communisme, du fascisme, du pan-arabisme, et les éloigne de la démocratie." (4)

Toutefois il semble que les programmes de planification soient beaucoup moins coûteux que les programmes de développement économique de type conventionnel. Selon le président Johnson:

"investir moins de \$5 dans le contrôle des populations équivaut à investir \$100 pour la croissance économique." (5)

Donc, il apparaît que ce n'est pas pour répondre au "grave problème de la surpopulation", mais bien plutôt pour mieux continuer de saigner à blanc les pays du Tiers-Monde, que les grands magnats de l'industrie investissent à coup de millions dans des programmes de contrôle des natalités.



La contraception pour limiter la main-d'oeuvre industrielle.

le mouvement des femmes et

la planification des naissances

Le mouvement de libération des femmes américain a lancé le mot d'ordre "Contrôlons nos corps, nous contrôlerons nos vies". Ce mot d'ordre a été repris ici jusqu'à un certain point sous la

forme de revendications pour l'avortement libre et gratuit et pour la diffusion d'information sur les méthodes contraceptives.

Le mot d'ordre tel quel n'est pas juste; il est incomplet. Nous ne pouvons prétendre avoir le contrôle de nos vies lorsque nous sommes acculées par notre situation matérielle à éviter ou à refuser une grossesse. Car, c'est ceux-là même qui d'une main nous tendent la pilule, qui de l'autre voient à nous donner un salaire de crève-faim. Tant qu'il n'y aura pas de garderies gratuites, de congés de maternité payés, de services de travaux ménagers communautaires, etc. nous ne pourrons considérer que nous avons le choix.

En Amérique Latine, les grands magnats de l'industrie arrivent en grands samaritains, limiter les naissances pour sauver la population de la famine qu'eux mêmes ont créée. Par exemple, à Porto-Rico, une île pourtant très riche en produits agricoles, le coût de la vie était de 25% plus élevé qu'aux Etats-Unis car toute la production devait être exportée pour ensuite être réimportée pour la consommation locale. Pour contenir la population grandissante et donc pouvoir continuer à retirer le maximum de profits, une filiale de l'I.P.P.F., a installé des cliniques à travers l'île et en 1965, un tiers des femmes en âge d'avoir des enfants à Porto-Rico avaient été stérilisées.

Prévenir une insurrection appréhendue quand l'exploitation coloniale est trop brutale: voilà donc la deuxième raison d'être du contrôle de la natalité. En effet, la planification des naissances est une arme insidieuse qui peut être utilisée contre les peuples colonisés (noirs, sud-américains, québécois) en réduisant leur nombre.

Au Québec, elle peut être une sérieuse menace à la francophonie. Il est intéressant de noter entre autres, que les expériences cliniques sur le stérilet copper T, conçu par des médecins américains, se font au Québec!

Nous en arrivons donc à dire, qu'à l'heure actuelle, la ligature des trompes, la pilule, le stérilet et l'avortement nous offrent la possibilité à une échelle individuelle d'éviter ou de refuser une grossesse non-désirée. Toutefois, nous ne devons surtout pas crier victoire et nous laisser éblouir par l'apparence progressiste des réformes gouvernementales (voir la loi légalisant l'avortement aux Etats-Unis 23-1-73). Nous devons au contraire constamment expliquer le jeu du gouvernement et nous unir pour mettre fin au système d'exploitation actuel. C'est seulement alors que nous pourrons avoir un véritable contrôle de nos corps et de nos vies.

références

- (1) Reich, Wilhelm. La Lutte Sexuelle des Jeunes, Editions Maspéro, Paris 1972. Pages 40-41.
- (2) APLQ Bulletin no. 80. Article de Bonnie Mass: Le Génocide Préventif en Amérique Latine. Semaine du 4 au 12 octobre 1972. Pages VIII à XLV.
- (3) Ibid no. 2
- (4) Ibid no. 2
- (5) Ibid no. 2

Abonnements

Québécoises Deboutte, paraîtra régulièrement tous les mois. Si vous désirez vous y abonner, les conditions sont les suivantes:

- 1) abonnement individuel:..... \$3.00 pour 12 nos, une copie
- 2) abonnement de groupe:..... \$6.00 pour 12 nos, cinq copies
- 3) abonnement de soutien:..... \$15.00 pour 12 nos, cinq copies

Vous pouvez adresser vos mandats à Québecoises deboutte
3908 Mentana
Montréal
Québec.

FORMULE D'ABONNEMENT

NOM: (individu ou groupe).....
ADRESSE:
NO. DE TELEPHONE:
ABONNEMENT IND.:
ABONNEMENT DE GROUPE:
ABONNEMENT DE SOUTIEN:

~~REVUE~~ QUEBECOISES DEBOUTTE!



publié par le centre des femmes

vol.1, no.5 - avril 1973

~~REVUE~~ QUEBECOISES DEBOUTTE!



publié par le centre des femmes

vol.1, no.5 - avril 1973

SOMMAIRE

LE P.Q., ESPOIR OU ILLUSION	3
UN SALAIRE À LA MÉNAGÈRE?	8
LA RÉPRESSION SEXUELLE: ÇA SERT À QUI?.....	12
LUMIRAY: BILAN D'UNE LUTTE.....	18
LA LUTTE DES TRAVAILLEUSES A SUSAN VAN HEUSEN	24
LA VRAIE NATURE DES FEMMES A LA TELEVISION...	32
L'AFFAIRE MORGENTALER.....	37

Le

P.Q.

ESPOIR

ou

ILLUSION

"J'appréhende avec volupté les rencontres de l'exécutif..." C'est en ces termes que M. Lévesque commentait récemment à la radio l'élection de Mmes Fecteau et Gélinas à l'exécutif du P.Q.. Nous comprenons bien les "appréhensions" du vigoureux chef de parti, mais ce sont des nôtres que nous parlerons maintenant. Car l'élection de ces dames à l'exécutif et la série de mesures "proféminines" adoptées au congrès du P.Q. (fin février) ne nous apparaissent être qu'un masque trompeur.

Le programme, quand on le regarde de près, ne forme pas un tout cohérent. Mais sans être cohérent, il a un sens interne bien précis: par ses contradictions mêmes, il permet de rallier, dans un même parti, des classes (moyenne et petite bourgeoisie - travailleurs) dont les intérêts objectifs divergent et s'opposent. C'est d'ailleurs le but qu'il vise et à ce titre on peut le qualifier de programme démagogique.

En effet, la direction du P.Q. cache dans les mots "unité nationale" son dé-

sir de voir une bourgeoisie québécoise alliée à l'impérialisme américain se développer et prendre le pouvoir. Toutefois, pour atteindre cet objectif, la direction du P.Q. a besoin de l'appui des classes laborieuses (travailleurs, travailleuses et ménagères). Alors elle cherche à masquer ses véritables intérêts de classe en mettant de l'avant la notion de "l'indépendance réaliste" et en y ajoutant une longue liste de "castonguettes": mesures sociales apparemment "progressistes" qui ont pour but de rallier les classes laborieuses en donnant au P.Q. un visage d'avant-garde, tout en ne changeant rien de fondamental. Ces mesurette ne compromettent d'aucune façon l'indépendance telle que conçue par la direction du parti. C'est justement parce qu'elle touchait à quelque chose de fondamental qu'une proposition prônant la mise sur pied de conseils ouvriers dans les usines, votée par l'assemblée des délégués au dernier congrès, fut bloquée par l'exécutif.

Cet aspect démagogique du programme est important à souligner, car il nous permet de mieux saisir la portée et la

signification de l'adoption d'une série de mesures "pro-féminines" au programme du P.Q.. Cette série de mesures dont on a fait grand état dans les journaux, va constituer la plate-forme qui permettra au nationalisme de droite québécois de récupérer les revendications les plus fondamentales de la lutte des femmes.

Tous les media ont déjà souligné l'aspect électoraliste de ces mesures. Quand on sait que les femmes composent 52% de l'électorat québécois on ne peut se méprendre sur les véritables intentions d'un parti, nationaliste par surcroît, qui adopte une série de mesures à apparence "pro-féminines".



Déjà, au lendemain du congrès, dans le journal officiel du P.Q. (mars 1973) un article signé "mère de famille" signalait "qu'il nous faut premièrement contribuer à mettre le Parti Québécois au pouvoir car il est le seul (à date) qui s'occupe de nous dans son programme! On voit là clairement que le P.Q. a la même politique face aux femmes que face aux travailleurs en général: leur donner des miettes pour les rallier autour de "l'unité nationale" d'abord, et après on verra...

Par ailleurs, précisons que le P.Q. n'est pas le seul parti à s'être occupé des femmes. Les créditistes de tout poil sont aussi vivement intéressés par

Le baiser de la mort !!!

le sort des québécoises, et leur politique à ce sujet diffère de celle du P.Q. uniquement en ce qu'elle est plus explicitement réactionnaire. M. Dupuis, par exemple, parle déjà de "sauver la race" par une augmentation de la natalité.

Rien de neuf sous le soleil. Les partis nationalistes de droite ont tou-

jours manifesté un immense intérêt pour la famille et pour les femmes. Car la famille "se présente comme le premier et principal lieu de reproduction du système capitaliste (...) comme la fabrique de son idéologie et de ses structures." (1) Ce qui démontre qu'il ne suffit pas "d'être au programme" mais de savoir comment nous y sommes!

CONTENU DU PROGRAMME

Les principales résolutions adoptées concernant les femmes lors du dernier congrès se lisent comme suit:

1) Que la valeur du travail au foyer soit reconnue et que celui des deux conjoints qui l'assume soit rémunéré par l'Etat.

2) Que l'on reconnaisse l'apport de la mère à la société lorsqu'elle met des enfants au monde en lui accordant une somme substantielle par enfant au moment de la grossesse et après l'accouchement.

3) Que toute femme qui travaille à l'extérieur du foyer ait droit à un congé de maternité de six mois payé, en partie par l'Etat et en partie par l'employeur, et puisse reprendre son travail sans perte de ses droits acquis.

4) L'Etat créera des garderies et des écoles de formation d'auxiliaires familiales qui seront engagés par l'Etat à titre de fonctionnaires. Les garderies seraient gratuites et organisées en fonction du bien réel des tout-petits. La tâche essentielle des fonctionnaires sera de s'occuper de chaque enfant individuellement pour éviter de faire des garderies, des terrains de stationnement pour enfants.

5) L'Etat verra à la mise en place de services essentiels pour les foyers quand le parent qui a la charge des enfants est malade et ne peut prendre soin d'eux.

6) "Le mariage est considéré comme institution égalitaire, avec tout ce que ça implique au Code Civil. On admet que la femme mariée ne soit pas obligée de porter le nom de son mari." (2)

DES MERES CHRETIENNES AUX MERES NATIONALES

Si ce n'est l'absence de toute législation sur l'avortement (on manquait de temps!), on aurait la tentation de crier à la victoire totale. Mais ne nous réjouissons pas trop rapidement et regardons plutôt ces mesures de plus près. Elles ressemblent plus à une série de vœux pieux qu'à des points inscrits à un programme politique sérieux.

En effet, on peut souhaiter que le mariage soit une institution égalitaire, mais entre notre souhait et la réalité il y a une marge - du moins tant que l'on ne se donnera pas les moyens matériels pour faire en sorte que les conjoints ne soient pas économiquement dépendants l'un de l'autre. Et il ne s'agit pas simplement pour cela de parler de rémunérer le travail ménager. Car il serait impossible pour un état capitaliste de le rémunérer, même seulement au salaire minimum. Si on veut rémunérer le travail ménager véritablement, il

faudrait le socialiser. Toutefois, l'abolition du travail privé aurait entre autres conséquences celle d'entraîner la disparition de la famille patriarcale. Or, la famille patriarcale est le lieu principal de l'ancrage de l'idéologie répressive, nécessaire au maintien de l'Etat de classes autoritaire.

Il est clair pour nous que, dès le moment que l'on ne touche pas à ses assises - la famille patriarcale et le travail servile de la femme - l'Etat capitaliste peut se permettre certaines variantes de son organisation interne (ex.: Congés de maternité payés, garderies, etc.) sans se remettre en cause lui-même.

Par exemple, les congés de maternité de 6 mois payés, sont manifestement une utopie tant que l'on vivra dans une société basée sur le profit. Car, dans u-

ne telle société, il est évident qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'employeur de payer, même seulement en partie, une employée qui ne travaille pas directement à augmenter ses profits. Ce serait même directement dans son intérêt de la congédier pendant les premiers mois de sa grossesse pour ne pas avoir à déboursier les frais du congé de maternité et ainsi maximiser ses profits. Il est donc inutile de formuler une telle mesure sans parallèlement se donner les moyens pour s'assurer qu'elles soient respectées.

Nous savons que la direction du P.Q. ne remet pas en cause l'ordre capitaliste d'exploitation. Tout au plus veut-elle l'améliorer. De plus, le capitalisme est activement soutenu sur les plans économique, politique et culturel par le système patriarcal dont la Famille est le pivot. Mais la famille telle que nous la connaissons est le lieu par excellence de l'exploitation économique des femmes (travail ménager). Pour mettre fin à ce travail servile d'où découlent tous les autres aspects de notre oppression, il ne s'agit pas de rémunérer le travail ménager des femmes, mais de le socialiser. Le travail des femmes est gratuit parce qu'il est privé. Et il le restera tant qu'il restera privé (i.e. dans le cadre de la famille). L'Etat capitaliste est incapable d'assumer un salaire décent aux milliers de ménagères québécoises. Quand le P.Q. parle de rémunération, il parle en fait de "compensation". Or la fonction réactionnaire de la "compensation" est d'institutionnaliser le travail privé des femmes dans le cadre de la famille.

Car même si une personne bien intentionnée de la base a pris soin de ne pas parler de ménagère mais bien de "celui des deux conjoints qui assume le travail ménager", il n'en demeure pas moins que dans la majorité des cas c'est l'homme qui va travailler à l'extérieur étant donné que c'est en général lui qui y a été le mieux préparé et que c'est à lui qu'on offre les meilleures conditions de travail. Donc la rémunération, dans ce cas-ci est une forme de compensation qui servira à institutionnaliser le travail privé des femmes.

La mesure visant à distribuer des primes à la natalité, soi-disant "en reconnaissance de l'apport de la mère à la société" a elle aussi pour but d'institutionnaliser ce travail privé effectué dans le cadre de la famille. Cette soi-disant "revalorisation" du rôle de mère sous-entend en fait la mystification du rôle de mère. Et en tant que tel il sert à maintenir le travail servile et à encourager les naissances sans créer les conditions favorables. Il n'est d'ailleurs pas à négliger que loin de valoriser la femme en tant qu'individu, c'est la femme-mère que l'on glorifie.

La restauration de la famille en tant qu'assise idéologique du capitalisme et du pouvoir autoritaire de l'Etat a toujours constitué un point crucial de la politique culturelle des partis nationalistes de droite. Le P.Q. ne saurait être une exception.

Il est un parti nationaliste de droite en ce sens qu'il est dirigé par une classe (moyenne et petite bourgeoisie) dont les intérêts économiques exigent qu'elle utilise le nationalisme du peuple à ses propres fins et même contre le peuple. Pour les femmes, comme pour le peuple en général, l'autodétermination est un droit, et constitue un progrès, en autant qu'elle se fasse par lui et pour lui.

L'option électoraliste du P.Q. l'oblige à s'appuyer sur les classes laborieuses (travailleurs/ses et ménagères) qui représentent la majorité du peuple québécois. Pour ce faire, son programme foncièrement démagogique est un instrument très précieux car il mise avant tout sur le concept de nation, masquant les intérêts de classes d'une minorité, car finalement "la nation c'est tout le monde sans exception; les pompiers, les ouvriers, les politiciens, les policiers, les juges, les industriels, les ménagères et les chômeurs, sauf les Juifs et les Anglais!" (3)

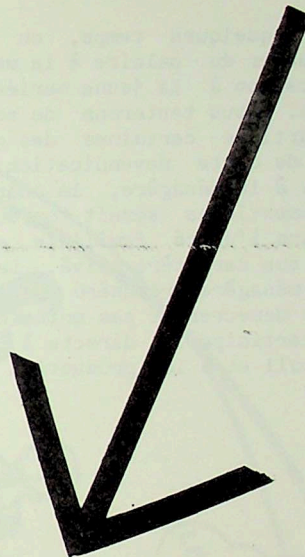
Ce concept de nation, à forte résonance émotive chez un peuple colonisé, vient donc obscurcir les intérêts de classe qui sont en jeu dans la lutte pour l'indépendance, pour le pouvoir po-

litique. Il vient cacher ce fait, que le pouvoir, ce n'est pas la nation qui le prendra, mais une classe précise (moyenne et petite-bourgeoisie avec le P.Q.), et ce afin de le mettre au service de ses intérêts.

Ainsi, la classe ouvrière, support effectif du P.Q., est délibérément trompée. Car l'indépendance n'a de sens pour elle que si elle signifie la prise du pouvoir par elle, en tant que classe, et l'établissement du socialisme.

La définition des objectifs féministes, tout comme ceux de la classe ouvrière, ne peut venir d'un programme tel que celui du P.Q.. Elle surgira des luttes des femmes, travailleuses et ménagères, qui se seront organisées en fonction de leurs intérêts réels. Le seul programme auquel nous devons nous rallier, c'est celui d'un parti qui visera à détruire toutes les formes d'exploitation.

-
- (1) Reich, Wilhem. Psychologie de masse du fascisme, Editions La Pensée molle, 1970. Page 49.
 - (2) Journal du P. Q. mars 1973. Page 6
‡ La Presse 26-2-73.
 - (3) Gagnon, Charles. Pour le parti prolétarien, L'Equipe du Journal, Montréal, 1972. Page 11.



NOUS DEMENAGEONS

à partir du 3 mai 1973, le centre
des femmes sera situé au :

4319 St-Denis, Mtl.

SUR NOTRE CONDITION

Depuis quelques temps, on entend souvent parler du salaire à la ménagère ou d'allocation à la jeune mariée et au nouveau-ne. Nous tenterons de soulever dans cet article certaines des contradictions de cette revendication. Avec le salaire à la ménagère, la charge des travaux domestiques serait toujours effectuée dans l'unité familiale et conserverait son caractère privé. Le ménage ou la ménagère rémunéré pour cette tâche n'en demeurerait pas moins éloigné de toute participation directe à la force de travail et à la production de son pays.

"L'Etat a le devoir de donner aux jeunes mariées les instruments pour sauver la race".(1)

Il ajoute:

"La plupart des femmes, si elles avaient le choix aimeraient mieux rester chez elles que de s'ennuyer dans les emplois traditionnels de sténo-dactylo".(2)

un salaire à la ménagère ?

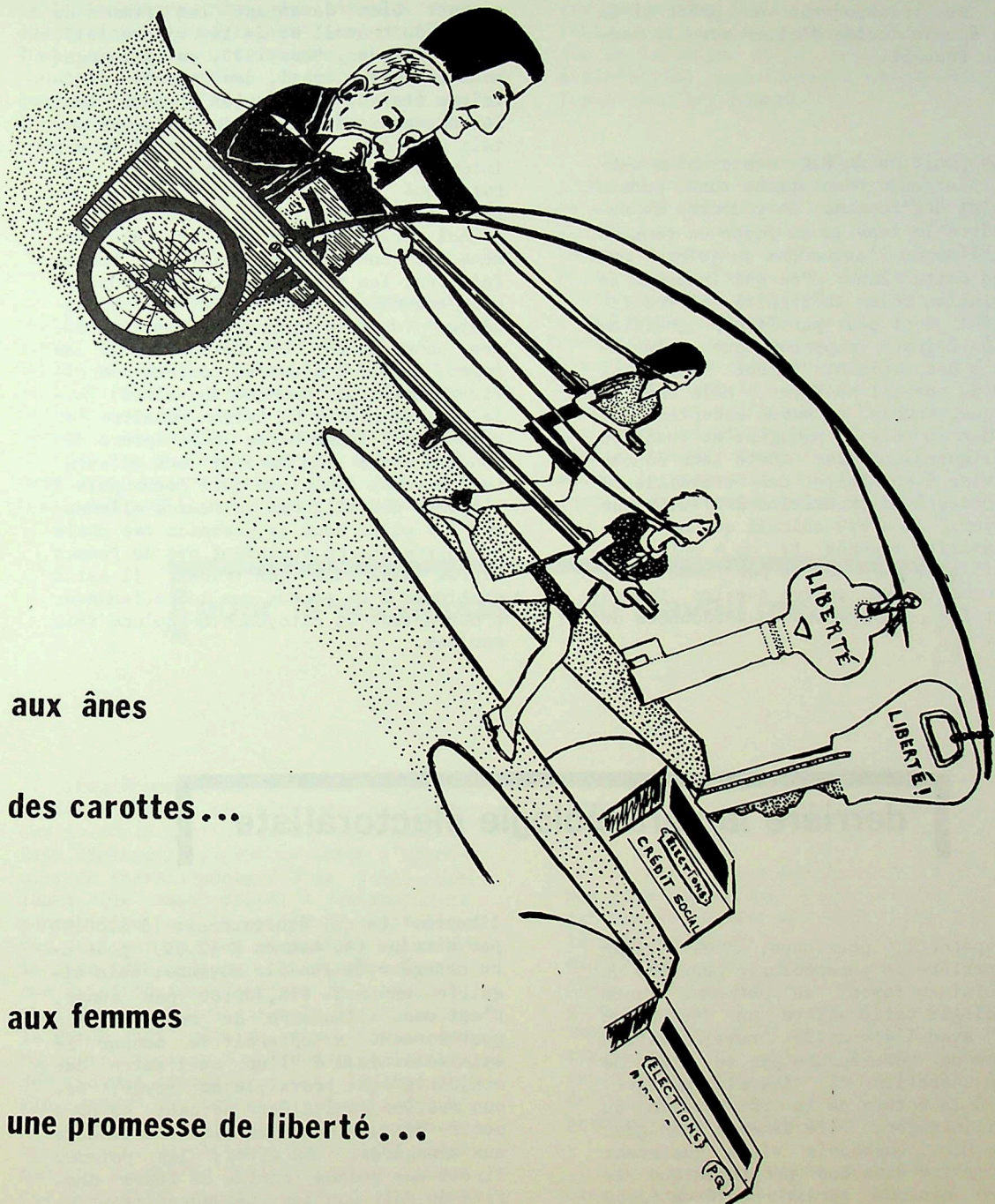
L'intérêt soudain que certains partis politiques manifestent envers les femmes reste significatif. Devant l'évolution de la prise de conscience féministe des Québécoises, les partis politiques tel le Parti Québécois et le Crédit Social commencent à développer une stratégie dans le but de récupérer cette force non négligeable. En effet, les femmes représentent 52% de l'électorat québécois.

C'est alors que le crédit social décide d'intégrer dans son programme des mesures concernant les ménagères. Dupuis mentionne dernièrement qu'il veut encourager les jeunes mariées à rester chez elles en leur donnant une allocation pour s'installer:

C'est donc dire que pour lui, la vraie place de la femme est au foyer parce que semble-t-il ce n'est pas un emploi "traditionnel" mais "naturel". Les motivations fondamentales du Crédit Social à ce sujet sont très explicites: on veut éliminer les femmes de la vie publique.

On retrouve chez d'autres réactionnaires, par exemple Hitler, quelques idées aussi remarquables envers les femmes:

"Son univers, c'est son mari, sa famille, ses enfants et son foyer...".(3)



aux ânes

des carottes...

aux femmes

une promesse de liberté...

Hitler allouait lui aussi une allocation aux nouveaux couples par l'intermédiaire de la jeune mariée. Toutefois Dupuis avec son système de bonus, provoque un certain chantage. En effet, les allocations se transforment en prêts si la jeune épouse décide d'aller sur le marché du travail.

La position du P.Q. reste plus subtile; plusieurs résolutions sont prises au sujet des femmes. On y décide de reconnaître le travail au foyer en rémunérant "l'un ou l'autre des conjoints" qui assume cette tâche: "ce qui redonne au conjoint au foyer la dignité d'être libre".(4) Ceci peut paraître progressiste de laisser supposer que "l'un ou l'autre des conjoints" peut assumer la tâche du travail au foyer. Mais dans la pratique, combien d'hommes accepteraient de jouer le rôle de ménagère et jusqu'où s'impliqueraient-ils? Toute leur éducation vise à en faire des travailleurs incorporés à la production à l'extérieur du foyer. Il a été calculé qu'une mère de famille moyenne (3 ou 4 enfants), travaille 80 à 90 heures par semaine et tout nous laisse croire que les femmes seront les plus souvent subordonnées au foyer.

Le P.Q. vise également à promouvoir la natalité en accordant une allocation pour chacun des nouveaux-nés, indépendamment des allocations familiales. Ces méthodes de séduction financière éloigneront bien davantage les femmes du marché du travail et de la vie sociale. Déjà ailleurs, vers 1933, en Allemagne sous le régime nazi, des mesures similaires étaient appliquées et pour tous les nouveaux-nés, une prime en argent était accordée. Cette tactique liée aux intérêts fascistes d'Hitler, avait pour but avoué de renvoyer les femmes au foyer afin de contrer la crise du chômage qui sévissait vers le début des années 30. Encore une fois, les femmes faisaient les frais des crises économiques engendrées par le système capitaliste. Toute la propagande mise en oeuvre pour opérer ce retour forcé au foyer, jointe à d'autres mesures coercitives (surtaxe des célibataires) allaient contribuer à faire renaître en Allemagne l'image de la mère-épouse dévouée à l'état, au mari et aux enfants. Le mouvement féministe qui regroupait à l'époque des millions de femmes allemandes dut plier sous la pression des chefs de guerre qui ne voulaient pas de femmes libres mais des génitrices. Il est à souligner à ce propos que les allemandes n'obtenaient la citoyenneté qu'une fois mariées.

derrière la phraséologie électoraliste

Cependant, pour nous, il est clair que derrière la phraséologie péquiste du "conjoint au foyer" se retrouve toute l'idéologie nationaliste du "retour au foyer" avec l'éternelle revalorisation du rôle de mère-épouse par le biais de la rémunération du travail ménager. Quand à la nature de la rémunération du travail ménager, elle demeure ambiguë. Car le Parti Québécois vient justement de soumettre dans son programme que le salaire minimum serait porté à \$2,50

l'heure. Ce qui équivaldrait à \$200.00 par semaine (80 heures X \$2.50) pour une ménagère de famille moyenne; cela signifie environ \$10,000.00 par année. C'est donc illusoire de croire qu'un gouvernement accepterait de donner le salaire minimum à "l'un ou l'autre des conjoints" qui travaille au foyer. Aucun système capitaliste ne peut se permettre de donner un salaire convenable aux ménagères. En effet, les patrons tirent une grande partie de leurs profits du fait que les ménagères font un

travail gratuit à la maison (reproduction de la force de travail du mari). Payer un salaire à la ménagère, c'est diminuer de beaucoup les profits, ce qui va à l'encontre même des intérêts des capitalistes: maximiser les profits. Tout au plus, une maigre allocation pourrait être versée. Ce qui veut dire que les femmes n'acquiesceraient pas une indépendance économique entière comme on veut nous le laisser croire.

Toutes ces tentatives de réformer le système patriarcal et la structure familiale, trahissent des intérêts liés à la course au pouvoir économique et politique. En effet, la propagande "alléchante" sur les réformes prévues pour les femmes a une couleur clairement électorale et ces promesses peuvent donner des résultats remarquables. Car, pour une fois, des partis politiques s'attardent

à déterminer législativement la condition féminine. Compte tenu du fait que la montée de la prise de conscience des femmes québécoises ne repose pas encore sur une vision claire de leurs intérêts réels, ces partis politiques ont beau jeu de manipuler et de récupérer l'insatisfaction grandissante qui se manifeste chez les femmes.

Telles que formulées, les résolutions du Crédit Social et du Parti Québécois (là plus subtilement) ont pour but réel de maintenir la division des tâches, l'homme à l'usine, la femme au foyer avec compensation, et ainsi d'institutionnaliser notre rôle de domestique et servante. Il faut bien voir que ces résolutions, en masquant les rapports d'exploitation que les ménagères subissent, renforcent la structure familiale répressive en maintenant l'isolement qui est notre lot et rendent ainsi plus difficile toutes tentatives de mettre en marche le processus de libération collective des femmes contre le patriarcat.

pour la socialisation du travail ménager

Foncièrement, la fonction de la rémunération de la ménagère est de retarder la socialisation du travail ménager. Elle dépasse largement le désir d'apprécier le travail ménager à sa juste valeur; elle vise plutôt à maintenir sa rentabilité pour le système capitaliste, tant sur le plan économique que sur le plan idéologique. La ménagère continue à reproduire la force de travail du mari "presque" gratuitement et la famille garde son rôle de reproduction des rapports sociaux. L'industrialisation des travaux domestiques est indispensable, comme la création d'équipement et de services collectifs, de services de buanderies, de cantines populaires ainsi que des garderies fonctionnant 24 heures sur 24. Sans socialisation des travaux domestiques, il ne pourrait y avoir de

véritable socialisme; car cette transformation ne touche pas uniquement les femmes mais toute la société.

Le salaire aux ménagères ne va donc pas pour autant les libérer. Il ne s'agit pas de laisser aux mains des autres le soin de régler notre condition d'exploitation. Nous devons d'abord nous-mêmes définir quels sont nos intérêts propres; établir nous-mêmes des mécanismes de destruction du patriarcat et du capitalisme qui sont la source de notre exploitation. Il n'en revient qu'à nous de décider quelle place nous entendons prendre dans un Québec socialiste.

Il y aura une place pour les femmes dans un Québec libéré ou il n'y en aura pour personne!

« sexe » et « politique »

Dans le dernier numéro, nous avons fait une erreur de montage pour l'article "Sexe et Politique" : nous avons inversé l'ordre des pages. L'article vous a sans doute paru quelque peu incohérent....! Nous avons donc décidé de le reproduire intégralement dans son ordre initial.

la répression sexuelle : ça sert à qui?

Depuis quelques années, on parle de plus en plus de "révolution sexuelle", de "libération sexuelle", etc..., mais chaque personne qui en parle a une explication différente de ces expressions. Or, avant de parler de libération sexuelle, il serait important de préciser de quoi il faut se libérer; qu'est-ce que c'est vraiment que la répression sexuelle et quel est son rôle? Il n'est évidemment pas possible de répondre à fond à cette question en un seul article, mais on peut commencer à cerner le problème et à l'analyser.

la répression sexuelle: qu'est-ce que c'est ?

Chaque individu, homme, femme ou enfant a des besoins sexuels. Il a été prouvé scientifiquement, par les découvertes de la psychanalyse, que toutes et tous nous avons des desirs sexuels, dès la naissance, qui s'expriment de façon différente selon l'âge. Mais si ces desirs ne sont pas assouvis, il se crée ce qu'on appelle un refoulement: le besoin sexuel est refoulé c'est-à-dire repoussé dans l'inconscient. Apparemment l'individu semble ne plus éprouver aucun désir, mais le besoin est toujours là, qui se manifestera sous d'autres formes.

Des desirs trop longtemps refoulés peuvent entraîner un déséquilibre psychique plus ou moins grave chez l'individu et donc des troubles de comportements plus ou moins visibles.

Mais pourquoi l'individu doit-il refouler ses besoins sexuels? Il n'a aucune raison "naturelle" de le faire, puisqu'au contraire ce sont ces besoins, comme le besoin de se nourrir, qui sont naturels. Il y a donc des causes, extérieures à l'individu, qui le pousse à refouler et même bien souvent à nier ses besoins.

Ces causes ne peuvent évidemment venir que de la société qui l'entoure et des règles qu'a créées cette société. L'Eglise et les mystiques prétendent qu'il y a une morale "naturelle" aux individus, une "chasteté naturelle", mais la science est là pour nous prouver que tous les individus ont des besoins sexuels physiologiques; que ces désirs soient conscients ou inconscients, les besoins sont toujours là. Il n'y a donc pas de morale naturelle que nous aurions en naissant. C'est la société dans laquelle nous vivons qui nous apprend **à** la naissance, un certain nombre de règles et de lois qui deviennent notre morale du moins tant que nous ne la contestons pas.

"on examine l'histoire de la répression sexuelle et l'origine du refoulement sexuel et l'on trouve qu'ils n'apparaissent pas au début du développement culturel, que donc ils ne constituent pas le présupposé de la formation de la culture, mais ne commencent à se former que relativement tard, avec la propriété privée des moyens de production et le début de la division en classes."

Et il est évident que dans une société divisée en classes, c'est la classe dominante qui va imposer sa morale et ses idées: c'est en effet la classe dominante dirigeant la société, qui a les moyens matériels suffisants pour répandre son idéologie, ses idées et ses règles à la société toute entière (par l'école, la "culture", la radio, les journaux, la télévision...). Cette idéologie qu'elle impose ne doit pas s'opposer à ses intérêts économiques, mais au contraire doit les favoriser.

Ainsi au Québec, nous avons reçu une éducation dirigée par les capitalistes anglo-canadiens et américains, soutenus par les capitalistes canadiens-français et l'Eglise. Il fallait donc que cette éducation fabrique des citoyens/nés qui s'adaptent à "l'ordre" fondé sur la propriété privée et l'exploitation des travailleurs par les patrons et les colonisateurs. Il fallait que, malgré la misère matérielle, nous tolérions cette exploitation.

Mais comment la classe dominante s'y prend-elle pour nous faire accepter ses règles en particulier au niveau de la sexualité? Comment fonctionne la politique sexuelle des capitalistes?

la politique sexuelle capitaliste

Le principal instrument de répression sexuelle est la famille. C'est d'abord dans la famille que nous sommes formés/ées. L'enfant apprend qu'il ne faut pas "jouer au docteur", que s'il touche à ses organes génitaux, il sera puni; il apprend, en somme, que le sexe est sale... Dans son esprit sexe et punition ont été indissolublement liés. L'enfant devient

"ancien, timide, craintif devant l'autorité, obéissant, au sens bourgeois: gentil et bien élevé; tout mouvement agressif étant dorénavant chargé d'une forte angoisse, elle paralyse chez l'homme les forces de révolte; (...) Bref, son but (à la répression sexuelle familiale) est de fabriquer un citoyen qui s'adapte à l'ordre fondé sur la propriété privée, qui le tolère malgré misère et humiliation."

La famille est un petit état dans l'état où l'enfant apprend à subir l'autorité arbitraire, la répression sexuelle étant l'un des meilleurs moyens de le rendre craintif et passif. Par la suite l'enseignement de l'école et de l'Eglise perpétue cette situation et essaie de nous apprendre définitivement à être soumis aux supérieurs. Cet enseignement, entre autres, condamne les relations sexuelles en dehors du mariage. Malheureusement (!), nous avons des désirs sexuels sans même nous marier... Il faut donc les refouler. Les jeunes filles doivent arriver au mariage le plus pures possible... Même à l'heure actuelle le Dr, Gendron, éminent sexologue (?) conseille aux jeunes filles:

"Au temps de l'ovulation, quelques jours avant ou après la menstruation, certaines adolescentes sentent un besoin sexuel intense qui les rend excessivement nerveuses. Ces jeunes filles ont beaucoup de difficultés à contrôler leurs sens, durant ces courtes périodes.

Vous connaissez bien vos jours de faiblesse? Alors, n'allez pas vous exposer ces jours-là! Si vous devenez trop tendues, certains tranquilisants vous aideraient à adoucir ces orages. Vous êtes souffrantes, vous êtes fiévreuses, les garçons le sentent bien. De grâce, n'allez pas vous jeter dans les bras de quiconque! Vous pouvez résister à la tentation si vous savez vous protéger.

Plus loin, il ajoute:

"Cette jeune fille connaît des moments de désirs sexuels très forts et elle ne réussit pas à les maîtriser. Pourquoi est-elle si peu raisonnable? Elle se fait alors alléchante aux yeux des hommes, elle leur laisse toute liberté d'action et elle ne sait plus quand s'arrêter. Elle ne semble pas connaître les limites et les conséquences de son comportement. Mademoiselle devient enceinte et c'est la période du bouleversement émotionnel qui commence.

Adolescentes, vous qui rêvez d'une vie heureuse, vous qui désirez être aimées véritablement, fuyez la défloration, la déception, la désillusion et la douleur morale des filles-mères. Durant votre période d'adolescence, fréquentez les groupes de jeunes, pratiquez les sports, intéressez-vous à la culture de votre esprit, participez à diverses activités sociales, ainsi, vous aurez plus de chance de vous protéger du danger d'une grossesse surprise. Une maternité

n'apporte le bonheur que dans le contexte d'un mariage heureux, souvenez-vous de cela. Ces restrictions sexuelles vous protégeront, elles n'ont pas pour but de vous faire souffrir, mais de sauvegarder votre santé psychique et physique. En acceptant le code moral comme étant nécessaire à votre bien-être, vous contrôlerez vos impulsions érotiques avec plus de facilité. Le bonheur de votre existence est à ce prix, adolescentes. Ne gâchez pas votre futur foyer conjugal, en défiant les directives de la société, elles sont les mêmes que celles de vos parents et de l'Eglise."³

Toute notre éducation est renforcée par ce genre de propagande. Après les contes de prince charmant, viennent les romans d'amour, les films, les chansons, le docteur Gendron, etc...qui tous nous vantent les mérites de la sexualité dans le mariage.

chasteté et fidélité: pourquoi?

Mais pourquoi faut-il tellement protéger la pureté et la fidélité de la femme? Parce que les possédants, les grands bourgeois, veulent s'assurer que leur héritage sera bien transmis à leurs enfants. C'est pour cela que l'on peut dire que le mariage monogamique (avec une seule femme par homme) existe depuis l'apparition d'une société fondée sur la propriété privée des moyens de production.

Les travailleurs, eux, n'ont pas d'héritage, mais il faut leur faire croire que les intérêts des possédants sont leurs intérêts. C'est ainsi qu'un "hygiéniste sexuel" de l'entre-deux-guerres a pu dire:

*"Nous devons considérer la chasteté de la femme comme le patrimoine national le plus précieux, car cette chasteté nous est le seul garant que nous serons réellement les pères de nos enfants, que nous travaillons et peinons pour notre propre sang. Sans cette garantie, pas de vie familiale possible, base indispensable de la prospérité du peuple et de l'Etat. C'est cela et non l'arbitraire égoïste de l'homme qui explique que la loi et les coutumes imposent à la femme des obligations plus sévères qu'à l'homme sur le chapitre de la chasteté avant le mariage et de la fidélité conjugale. La licence de la femme met beaucoup plus de choses en jeu que celle de l'homme."*⁴

la vie quotidienne ---

Il est une autre forme de répression sexuelle que le système capitaliste impose à tous les travailleurs et travailleuses, même si apparemment il n'y a pas de répression par des lois ou des règles: la fatigue accumulée dans la journée, sur la "job" ou à la maison, par l'homme et la femme, les empêche de prendre le temps nécessaire pour "faire l'amour" d'une façon détendue donc satisfaisante. Le mari se fait "bosser" par le patron, son salaire n'est pas bon, la femme est tannée de sa cuisine, les enfants sont toujours là et deviennent un poids, sans parler des logements trop petits où les familles s'entassent... Il est évident qu'il est absurde de parler de libération sexuelle possible dans de telles conditions de vie. Seules les privilégiés de la classe dominante peuvent prétendre à une "libération", évidemment individuelle.

La contrepartie à une telle "politique sexuelle" est la misère sexuelle généralisée des travailleurs et des travailleuses: les contraintes économiques, sociales et morales les empêchent d'avoir des relations sexuelles saines ce qui entraine chez eux et elles une série de comportements soumis, du fait de leur refoulement. Ils sont donc moins en mesure de juger de l'oppression qu'ils subissent au niveau économique et ils ont tendance à dissocier leur vie "privée sexuelle" de leur vie sociale.

l'inévitable (?) "sex exploitation"

De plus, cette répression sexuelle des conséquences inévitables telles la prostitution, le viol et la pornographie.

*"Les conditions économiques de la société, c'est-à-dire la façon dont est organisé le travail social, agissent directement sur le comportement des individus. Dans les sociétés capitalistes avancées la sexualité et l'érotisme ont pris une place démesurée et sont devenus pour le commerce une source de profits qui paraît inépuisable. C'est un phénomène normal de décomposition d'une civilisation enfermée dans ses mensonges et qui n'est plus capable que d'exploiter, comme source de bénéfices et comme dérivatif, les angoisses, les obsessions et les névroses qu'elle a elle-même suscitées."*⁵

En effet, un refoulement sexuel constant ne peut que se transformer en fantasmes sexuels maladifs.

*"Si par le procès du refoulement sexuel la sexualité est exclue des voies naturelles de la satisfaction, elle emprunte les chemins divers de la satisfaction substitutive. Ainsi par exemple, l'agressivité naturelle s'amplifie pour devenir un sadisme brutal."*⁶

"l'amour libre" ou la fausse libération sexuelle

Ces formes de sexualité "déviantes", c'est-à-dire la prostitution, le viol et la pornographie, constituent les soupapes de sécurité pour le système de répression sexuelle existant à l'heure actuelle. C'est en effet "grâce" à ces formes de sexualité que les individus peuvent se "détourner" et aussi se décharger de leurs fantasmes les plus violents ou sadiques. Sans elles, les contraintes morales que nous fait subir la classe dominante seraient tout à fait insupportables et les contradictions apparaîtraient sous leur vrai jour.

C'est pour ces raisons que les enquêtes contre la prostitution et la pornographie sont des farces monumentales; elles sont une façade pour faire croire au public que le gouvernement veut vraiment lutter contre ces formes de trafics. Mais il est clair qu'il ne peut le faire sans se détruire lui-même et détruire le système économique et idéologique qui le soutient.

La sexualité est donc devenue un commerce, les femmes sont des marchandises et ce commerce profite aux capitalistes en place de deux façons:
- d'abord pour les profits qu'il leur rapporte (cf. la vente de journaux jaunes, de films "érotiques" (!) et pornographiques, la traite de prostituées, etc...),
- et par l'abrutissement généralisé qui s'ensuit chez les consommateurs-trices d'une telle marchandise: comme nous l'avons dit, plus le travailleur et la travailleuse sont écrasés par leur situation "personnelle" (et sexuelle) et plus ils sont angoissés, moins ils se révoltent et moins ils contestent l'autorité en place. Les femmes parce qu'elles sont plus réprimées, sont en général plus soumises, plus craintives et se révoltent encore plus difficilement que les hommes. C'est que la répression sexuelle est un des nombreux aspects de l'oppression spécifique des femmes.

Depuis quelques années, les moeurs se "libéralisent", on assiste, soi-disant, à la libération sexuelle:

- Mme Tremblay couche avec M. Germain
- Mme Germain couche avec M. Tremblay.
- La petite Germain a couché avec le petit Tremblay et leurs parents ont très bien pris ça. Elle prend la pilule.
- On a fait un party, tous les gars et toutes les filles "à poil". On n'est pas "pognés" nous autres...

Les films ("Sexual Freedom in Denmark"), les médias en général, essaient de faire croire - aux jeunes surtout - que la libération sexuelle est là. Des sexologues parlent de sexe. La sexologie devient fortement à la mode et elle risque fort de se faire récupérer par la pensée bourgeoise comme la psychanalyse s'est fait récupérer.

Mais comment une libération sexuelle pourrait-elle s'accomplir si les structures même de la société qui produisent la répression sexuelle restent en place? Or, changer ces structures (la famille, l'Eglise, l'éducation, etc....) c'est évidemment renverser la classe dominante qui les a mis en place pour la servir. Il ne peut y avoir de réelle libération sexuelle s'il n'y a pas en même temps une libération économique et politique au Québec.

Il est évident qu'il y a des pas en avant. La contraception pour les femmes est un pas en avant puisqu'elle permet enfin de dissocier sexualité et procréation. La connaissance du fonctionnement de notre corps et de la sexualité aussi sont nécessaires, mais pas n'importe quelle connaissance! La sexualité n'est pas une "technique" qui s'apprend avec des nouveaux livres. Or, à l'heure actuelle la plupart des informations diffusées au sujet de la contraception et de la sexualité, sont diffusées dans les règles de la morale établie, avec une petite touche de "pro-libération" sexuelle...

* il est évident que l'utilisation du mot "déviant" ne comporte ici aucun jugement moral.

Il est donc important de se créer des instruments pour démystifier la "politique sexuelle" de notre société présente. Il faut trouver des formes de luttes appropriées à notre milieu, sans jamais oublier de montrer que la libération sexuelle ne peut se dissocier de la libération économique et politique de toutes les travailleuses et les travailleurs québécois.

Un exemple frappant du lien entre répression sexuelle et oppression économique, ce sont certains des slogans du Parti Créditiste. "Retirons le sexe des écoles et ramenons-y la religion", etc.. font partie des discours de nombreux créditistes. Yvon Dupuis, un furber en puissance, s'écrie qu'il faut repeupler le Québec, etc.. Nous étudierons plus à fond dans notre prochain article en quoi la répression sexuelle est une des causes importantes de la montée du facisme, quel que soit le pays et quelle que soit l'époque.

1. Wilhem Reich, "Psychologie de masse du facisme", Ed. La Pensée Molle, p. 24

2. Ibid, p. 25

3. Dr. Lionel Gendron, "L'adolescente veut savoir", Ed. de l'Homme, p. 74

4. Gruber, cité par Wilhem Reich dans "La Crise Sexuelle", p. 51, Ed. Hommes et Liberté.

5. Jean Baby, "Un monde meilleur".

6. Ibid, nos 1, p. 26.

NOTES

Il nous sera impossible de publier un numéro au mois de mai car nous serons empêtrées dans notre déménagement! Le numéro 6 du journal paraîtra donc au début du mois de juin.

Pour les abonnés (es): veuillez nous avvertir de votre changement d'adresse (s'il y a lieu), dans le plus bref délai.

Si vous n'avez pas reçu le numéro 4 (mars 1973), faites-nous le savoir et nous vous l'enversons aussitôt. A cause de la perquisition dont nous avons été victimes, il est possible que des erreurs se soient glissées dans notre distribution.

La chronique "Histoire d'une oppression" ne paraît pas encore dans ce présent numéro. C'est une chronique que nous repensons à l'heure actuelle.

LUMIRAY

St-Henri était, jusqu'à la fin de la dernière guerre, un des plus importants centres industriels du Québec. A cause des avantages que présentait le quartier (proximité du canal Lachine et des voies du CN et du CP), plusieurs grandes entreprises s'y étaient installées, amenant avec elles une série d'entreprises secondaires. Cependant, vers les années 60, les grandes entreprises et les entreprises secondaires qui se modernisaient, ont commencé à quitter le quartier ou à réduire considérablement leur personnel, entraînant la fermeture de plusieurs petites usines (depuis 66, plus de 30 industries ont quitté St-Henri ou ont déménagé une partie importante de leur production). Les déménagements d'usine répondaient généralement aux seuls impératifs de rationalisation de la production (vieux édifices à plusieurs étages, espaces réduits, voies de transport en déclin). Les usines vont s'installer ailleurs, créant ainsi une situation de chômage désastreuse dans le quartier.

bilan d'une lutte

Actuellement St-Henri se caractérise par une multitude de petites industries n'ayant aucune influence sur le développement économique. En général, ces usines ne dépassent pas 100 employés. La plupart ne sont pas syndiquées ou sont affiliées à la FCAI (syndicat de boutique): sur 101 industries à St-Henri, seulement 26 sont syndiquées. A l'exception des quelques grandes shops qui sont syndiquées depuis longtemps, les conditions de travail se ressemblent: bas salaires, longues heures de travail, slacks périodiques, surveillance étroite et répression quotidienne, absence de mesures de sécurité, machinerie ancienne, odeurs nocives nombreux accidents de travail. Comme la plupart de ces shops ne demandent ni spécialité, ni apprentissage, les travailleurs(es) sont facilement remplaçables et sont ainsi continuellement soumis au chantage des patrons: "Si t'es pas content, prends la porte, y en a 10 pour te remplacer". Ces usines font donc appel au cheap-labor, particulièrement aux femmes et aux jeunes qui n'ont ni métier ni spécialisation, qui ont un taux de scolarité très bas et qui, en général, n'ont aucune expérience d'organisation collective.

Cependant, une amorce d'organisation s'est développée depuis 2 ans dans plusieurs entreprises, principalement en faisant entrer un syndicat là où il n'y en avait pas (Lumiray, Canada Fiber Can, Thomas Bonnan, Montreal-Phono), en débarquant la FCAI pour la remplacer par un vrai syndicat (à Clix, Coleco) ou en démocratisant le syndicat existant (à Simmon's Bed). Partout la lutte a été dure.

Des militantes de deux de ces usines (Lumiray & Coleco) se sont réunies pour expliquer leur lutte et essayer de généraliser sur les conditions particulières qui affectent les femmes et les jeunes dans ce genre d'usine. La FCAI était présente dans l'une de ces usines (Coleco); dans l'autre (Lumiray) il n'y avait jamais eu de syndicat.

Ce mois-ci nous vous ferons part de l'expérience de bataille menée à Lumiray et le mois prochain de celle menée à Coleco.

Ce texte a été écrit par des militantes de Lumiray.

les femmes à lumiray

Lumiray compte de 90 à 140 employés selon les périodes de production. Les travailleurs sont en général très jeunes la moyenne est d'environ 20 ans. Certains n'ont même pas l'âge légal de travail (16 ans). Par contre, depuis l'entrée du syndicat, les boss font plus attention parce qu'ils craignent davantage de se faire dénoncer. Compte tenu de leur âge, de leurs conditions de travail et de leur situation familiale (famille nombreuse, problème de logement, chômage, etc...), il n'est pas surprenant de voir à quel point leur santé est fragile.

La présence des femmes à Lumiray est très importante: elles constituent de 65% à 70% des travailleurs. Parmi elles près de la moitié sont mariées et la plupart ont déjà des enfants. Les femmes ont en général un degré de scolarité assez faible. Celles qui ont fait leur 10e et leur 11e année constituent des exceptions, contrairement aux gars. Pour les femmes, il y a donc peu d'espoir de s'en sortir. Elles sont condamnées à travailler chez Lumiray ou dans une autre shop présentant des conditions de travail identiques. Aussi le syndicat est-il pour elles extrêmement important: c'est le seul moyen qu'elles voient qui peut éventuellement leur amener de meilleures conditions de travail.

comment

est né le syndicat

Une fille ayant déjà travaillé à Coleco contacte l'organisation des Métallos pour faire entrer le syndicat à Lumiray. Mais comme elle manque de confiance en elle, elle se retire immédiatement de l'organisation, dès que 3 ou 4 gars prennent l'affaire en main. La signature des cartes se fait rapidement (moins de 3 semaines) et sans que les boss le sachent. Les filles jouent un rôle secondaire à ce niveau. Dès la demande d'accréditation, l'organisateur met une quinzaine de travailleurs en contact avec 3 militants. Le groupe, composé d'une dizaine de filles (à l'exception d'une, elles ne sont pas mariées) et de 7 à 8 gars, décide de se rencontrer régulièrement et de mener une enquête pour mieux se préparer aux négociations.

L'enquête porte sur les conditions objectives (structure de l'usine, mécanismes d'exploitation, conditions de travail) et les conditions subjectives (lutttes antérieures, degré de conscience, perception de leur milieu et des rapports de production, etc...) L'ensemble du groupe participe activement à l'enquête objective. Cette enquête nous révèle de nombreuses inégalités entre les gars et les filles, surtout en ce qui concerne les salaires, les augmentations, les bonus, les postes. A quelques exceptions près, les gars considèrent ces inégalités comme normales. Par contre la participation des filles est beaucoup moins importante lors de l'enquête subjective. Ceci est dû au fait que les contacts sont faits par un gars qui minimise le rôle des femmes au sein du syndicat et qu'il ne connaît pas les problèmes subjectifs des femmes et ne peut les aborder avec elles.

réunion

et organisation

Dès que la demande d'accréditation est déposée, la répression se fait sentir, particulièrement envers les filles (surveillance étroite des allées et venues, même aux toilettes, suspensions pour avoir parlé, augmentation des cadences...).

Il est évident que les boss jouaient sur le fait que les filles ont en général plus peur et sont moins combattives. Pour contrer la répression, d'une part et pour parer à l'absence d'information de la part du syndicat des Métallos d'autre part, le groupe décide de monter une structure d'information à l'intérieur (les poteaux). Ceci a plus ou moins fonctionné: le groupe de poteaux étant constitués d'amis, il avait de la difficulté à rejoindre l'ensemble des travailleurs. Aussi les tâches des poteaux n'avaient pas été assez précisées et les méthodes de propagande n'avaient pas été développées suffisamment. La participation et la prise de conscience de l'ensemble des travailleurs auraient sans doute été plus élevées si le travail des poteaux avait été alimenté par une propagande large et une information plus soutenue (tracts, journeaux).

Entre-temps, le groupe propose qu'on se prépare aux négociations en élaborant dès maintenant un projet de convention, en utilisant les données de l'enquête. Congédié pour activités syndicales, le président du syndicat joue un rôle prioritaire dans la préparation du projet de convention. La diffusion des clauses se fait auprès des poteaux mais d'une façon beaucoup trop dense et intensive, ce qui se répercute sur la diffusion auprès de l'ensemble des travailleurs.

Dès l'accréditation tout se déroule très vite. Lors d'une assemblée générale le comité de négociation est formé. Il se compose de 4 gars et d'une fille. La participation féminine est considérée un peu comme une concession. La majorité des gars considère que les filles sont incapables de négocier, mais qu'il faut en avoir au moins une pour assurer la représentativité.

Dès la semaine suivante, les négociations commencent déjà sans que le comité soit vraiment prêt, ce qui permet au permanent de prendre le contrôle des négociations. A partir de ce moment, l'information cesse complètement de circuler. Le permanent va même jusqu'à donner la consigne du silence au comité sous prétexte de ne pas nuire à la bonne marche des négociations. En même temps, les boss changent d'attitude (ils passent de la répression à la "compréhension"), ce qui enlève toute méfiance de la part du comité. Parallèlement, les boss commencent un shift du soir en prévision d'une grève. Même si l'ensemble des travailleurs se sentent insécures, la combativité monte de plus en plus, mais elle n'est pas soutenue et elle est même contrée par le permanent.

les moyens d'action

Le journal

Malgré tout, un journal apparaît et devient le seul instrument d'information malgré de nombreuses difficultés (peu d'information sur les négociations -instabilité du groupe dû au roulement élevé). Le journal joue un rôle important en suscitant la combativité et en dénonçant certaines pratiques lors des négociations.

. Les assemblées générales

Les femmes ont joué un rôle extrêmement important lors des assemblées générales. Ce sont elles qui ont revendiqué avec le plus d'acharnement les clauses les plus progressistes (égalité des salaires - abolition du rôle de lead-hand* la semaine de 40 heures - abolition du temps supplémentaire, ces deux dernières clauses étant étroitement liées au problème de la double journée de travail). Par contre, elles ont demandé un congé de maternité (prévu dans la loi de l'assurance-chômage*) pour toutes les travailleuses régulières (à Lumiray, on devient régulier/ère après un mois de travail). Cependant, elles n'ont pas insisté sur cette clause des congés de maternité, prenant sans doute pour acquis qu'il n'est pas normal qu'on soit payée quand on fait des enfants.

Résultat: la convention accorde le congé de maternité et le droit à l'ancienneté cumulative seulement aux femmes ayant un an d'ancienneté au moment de leur départ pour congé de maternité. Ce qui veut dire, que les femmes n'ayant que onze mois (ou moins) d'ancienneté au moment de leur départ devront recommencer leur ancienneté à zéro si elles ont envie de revenir chez Lumiray après l'accouchement. Donc une travailleuse de Lumiray est pénalisée de sa grossesse si elle a moins d'un an d'ancienneté à son départ. Et ce problème s'est déjà produit chez Lumiray: une travailleuse qui était à Lumiray depuis 7 mois a perdu toute son ancienneté pour cette raison.

petition et arrêt de travail

Encore là, les femmes ont joué un rôle important. Elles avaient mis toute leur confiance dans le syndicat et elles se rendaient compte qu'elles étaient en train de se faire jouer par le permanent Face à l'absence d'information, elles décident de faire circuler une pétition pour exiger la tenue d'une assemblée générale.

Le lendemain du vote pour l'acceptation du contrat (le permanent leur avait dit d'accepter, sans quoi elles/ils seraient obligés de faire la grève), elles se rendent compte qu'elles sont nettement défavorisées sur les salaires. Elles organisent donc un arrêt de travail et exigent une augmentation de salaires. L'arrêt de travail fut un succès: il fut suivi par l'ensemble des travailleurs et obligea le permanent à négocier de nouveau.

changement depuis le syndicat

De plus en plus, les filles se rendent compte qu'elles sont capables d'assumer des postes. Même si ces postes sont secondaires, ceci est nettement le signe d'une évolution. De plus, elles adoptent une attitude beaucoup plus critique et moins dépendante face aux contremaîtres, aux lead-hand et aux gueulards qui assuraient auparavant la direction de la lutte.

Enfin, on remarque que les griefs sont surtout déposés par les filles et qu'elles sont beaucoup plus militantes.

D'autre part, elles doivent continuer à prouver constamment leur combativité et même plus que les gars si elles veulent être prises au sérieux. En effet, même si cela est moins prononcé qu'auparavant, les gars, surtout ceux qui ont des postes, gardent toujours une attitude méprisante et paternaliste face aux filles. On continue à les considérer avant tout comme des femmes-objets (si tu portes une robe, on te siffle, on te demande ce que tu fais en fin de semaine...).

Les travailleurs/euses de Lumiray viennent d'installer un syndicat chez eux. Le syndicat a été la première arme qu'ils se sont donnée et aussi le premier instrument d'organisation dans leur milieu de travail.

De plus, un noyau de militants/es de Lumiray tente d'engager la bataille de plus en plus sur le plan politique et essaie d'amener les travailleurs/euses à prendre leur syndicat en main. Un journal constitue un des premiers instruments qu'ils se sont donnés: avec la création du journal comme instrument de lutte, un début de solidarité s'est créé entre les différents groupes de la shop (Italiennes, noires, francophones, anglophones...) et les femmes deviennent de plus en plus actives. D'autre part, des liens commencent à s'établir avec les travailleurs/euses d'autres shops de St-Henri (Coleco, Clix, etc.)

Mais il y a tout de même des faiblesses car la bataille est dure surtout pour une petite shop comme celle-ci. D'une part, il y a un roulement considérable de la main-d'oeuvre à cause des bas salaires; et ce sont surtout des femmes et des immigrés/es qui y travaillent parce qu'ils constituent un cheap labor facile à trouver et généralement plus soumis. Et d'autre part, Lumiray faisant partie d'un local composé du syndicat des Métallos, il y a un éparpillement géographique des shops du même local (ex. une des shops est située à Rigaud). En effet, sur le plan syndical, il est plus difficile à une petite shop comme Lumiray de pousser une lutte vers l'avant quand elle n'a pas un syndicat qui lui est propre. C'est que généralement, quand plusieurs petites shops se partagent un même syndicat, il existe une convention-type que chaque shop peut négotier (après avoir eu son accréditation): cette convention comprend des clauses générales qui sont normalement demandées (hausse des salaires, congés payés, etc.). Donc, quand une shop (comme ce fut le cas à Lumiray) essaie de faire inclure d'autres clauses (allant plus loin que la convention-type) le permanent (négociateur) la freine rapidement sous prétexte que ça crée un précédent et qu'il serait trop difficile de commencer une bataille là-dessus: il faudrait donc que d'autres shops du même local mènent la bataille avec elle!*)

Et il y a aussi une menace constante de la part des patrons: Lumiray doit déménager d'ici un an (local trop vieux). Les patrons se sont servis de ce fait pour ne pas faire inclure certaines clauses de sécurité pendant la négociation, créant une instabilité certaine qui nuit aussi à l'organisation de la lutte des travailleurs/euses.

Mais une chose est certaine, pour que la bataille progresse à Lumiray, il faudra que les travailleuses continuent à développer leur prise de conscience sur l'oppression spécifique des femmes. Et d'autre part, il faudra aussi que les travailleurs endossent les revendications propres aux femmes.

(*) En général les syndicats accordent plus d'importance à la syndicalisation de gros lieux de travail: il y a plusieurs raisons à cela dont le fait qu'ils reçoivent plus de cotisations et aussi à cause de tout le prestige et du poids politique que prend la centrale syndicale. Le syndicat (par l'entremise des permanents), a donc moins d'intérêts à faire accepter les clauses plus combative que des travailleurs/euses de petites shops auront mis dans leur projet de convention: elles rapportent moins autant du point de vue politique qu'économique.

(*) Lead-hand: travailleur/euse d'une usine qui peut être syndiqué/e (s'il y a un syndicat), nommé/e par la Cie pour distribuer et surveiller le travail dans les chaînes de production. Ce n'est pas un/e contremaître/sse, mais le lead-hand est pris/e entre les patrons et les travailleurs/euses. Le lead-hand a un rôle de petit patron servant à diviser les travailleurs/euses entre eux.

petit lexique syndical

Les permanents Ce sont des gars employés à temps plein par une centrale syndicale et dont le rôle est de faire soit :

- du recrutement
- de l'organisation
- ou négocier une convention collective.

Ces différents rôles s'appliquent à différentes étapes de la lutte syndicale.

Convention collective Contrat d'entente entre les patrons et les employés au sujet des conditions de travail et des salaires pour une période ne dépassant pas 3 ans (en principe). Mais il est plus avantageux pour les travailleurs/euses de signer pour une période de 2 ans, car le niveau de vie peut considérablement augmenté en 3 ans.

Accréditation du syndicat Faire accréditer un syndicat dans un lieu de travail, c'est faire reconnaître légalement le syndicat que les travailleurs/euses ont choisi. Pour obtenir l'accréditation, il faut faire signer une carte d'accréditation à 50% plus un des travailleurs/euses du lieu de travail.

Comité exécutif du syndicat Comité élu par les travailleurs/euses pour les représenter. Il y a d'abord un comité provisoire avant l'accréditation; une fois le syndicat accrédité, il y a une nouvelle élection pour nommer un comité exécutif permanent.

Président du syndicat Travailleur/euse du lieu de travail, élu par les travailleurs/euses pour être le président du comité exécutif. Le président/e du comité exécutif est le président/e du syndicat. A ne pas confondre avec le permanent.

Grief Une des deux parties qui a signé la convention collective (le patron ou le syndicat) dépose un grief lorsqu'elle estime que l'une (ou plusieurs) des clauses de la convention n'ont pas été respectées par l'autre partie.

Comité de négociation (syndical) Elu par les travailleurs/euses pour aller négocier la convention avec les patrons. Le président du comité exécutif est nécessairement sur le comité de négociation. Le comité de négociation ne dure que le temps de la négociation de la convention collective.

LA LUTTE DES TRAVAILLEUSES

A SUSAN VAN HEUSEN

historique du conflit

Le 20 décembre 1972, Canadian Converters émet un avis de fermeture de son usine Susan Van Heusen; Jean-Noel Godin, président de la Fédération du Vêtement affiliée à la C.S.D., en est averti presque aussitôt. Ce n'est pourtant que le 10 janvier 73 que les ouvrières, directement touchées par la fermeture, sont averties par Laforest (agent d'affaires de l'Union), Berger (patron) et deux représentants du gouvernement, que l'usine va fermer dans un mois et demi. Laforest dit qu'il n'y a rien à faire, que la compagnie est dans son droit. Il ajoute qu'elle consent même à accorder des bonis de 10% (pour la période du 12 janvier au 16 février) et de 20% (pour la période du 16 au 20 février). On (?) s'occupera aussi de leur reclassement.

La présidente du syndicat de l'usine, Pierrette Troie, est absente ce jour-là, elle est malade. Elle n'a pas été avertie par Laforest. C'est que

dans le passé, elle s'était constamment opposée à l'attitude du syndicat dans l'usine. Elle aurait été la seule, à ce moment-là, qui aurait pu questionner le patron et Laforest sur la fermeture de l'usine.

La raison invoquée par les patrons pour la fermeture c'est que la compagnie doit déménager. Leur bail serait terminé et une autre compagnie viendrait les déloger. En fait, il semble qu'il y ait dans cette histoire de déménagement une question de transactions financières déterminées par certains intérêts et certains profits. Mais lesquels au juste? On l'ignore encore.

La compagnie va déménager à Shawinigan. Quelles en sont les vraies raisons?

- le coût de la main-d'oeuvre est inférieur. (À Shawinigan et au Cap-de-la-Madeleine: \$0.08 de moins l'heure).

- la compagnie vient de recevoir une subvention de \$141,000.00 pour "agrandissement de son usine" et "création de nouveaux emplois"; ce qui comprend l'u-

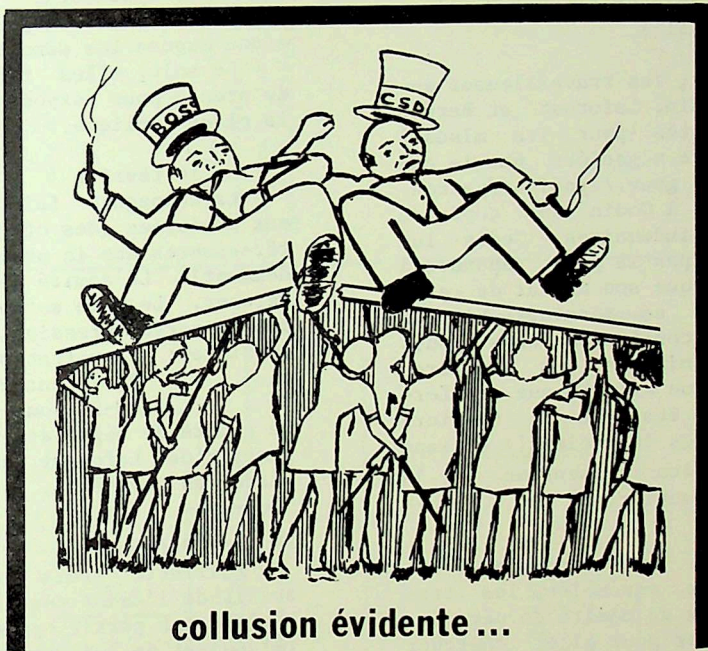
sine à Shawinigan et peut-être aussi celle du Cap-de-la-Madeleine. (Elle avait déjà reçu une subvention l'an dernier).

Où va cet argent? Il sert à augmenter les profits de Canadian Converters; il passe en nouveaux investissements (nouvelle usine, nouvelles machines...) tout pour grossir le capital du holding Finkelstein (président de la Canadian Converters) et autres...

En fait d'emplois nouveaux, 125 travailleuses/rs sont mis à pied à Montréal (plusieurs ouvrières ont une ancienneté de 25 à 30 ans) et on en engage d'autres à Shawinigan sur le programme "Training on the job".

Du 12 janvier au 21 février

A une réunion du bureau de la Fédération du Vêtement, Pierrette Troie doit elle-même faire inscrire à l'ordre du jour le cas Susan Van Heusen. P. Troie demande à Dalpé et Godin ce qu'ils feront. Ils lui répondent qu'ils ne sont pas là pour changer les lois...pour renverser les gouvernements...pour nuire aux compagnies...etc.. P. Troie demande alors que la C.S.D. dénonce au moins la compagnie devant l'opinion publique; Laforest désavoue sa proposition.



Le "Training on the job" est un programme qui fournit une main-d'oeuvre quasi-gratuite aux compagnies. Les patrons engagent des travailleurs/ses à un salaire minimum et le gouvernement défraie 75% de ce salaire (avec nos impôts); les patrons n'ont plus qu'à payer 25% du salaire. Les compagnies peuvent ainsi organiser la nouvelle production à peu de frais puis de renvoyer une grande partie des travailleurs/ses (à Susan Van Heusen, à Montréal, sur ce même programme, 10 travailleuses sur 25 avaient conservé leur job).

Ainsi du début à la fin, les travailleuses ignorant les lois et les procédures, se retrouveront seules face aux patrons et à la C.S.D.. Les représentants de la Centrale des Syndicats Démocratiques ne donnent aucune information sur le fait que les travailleuses ont le droit de négocier des indemnités à la fermeture d'une usine. Jamais Laforest ne convoquera de réunions pour expliquer quoi que ce soit de la situation en cours.

Pour ces raisons, un petit groupe

d'employées de l'usine va s'informer auprès d'un ancien confrère de la C.S.N.. Il les renseignera sur leurs droits, chose que leur syndicat ne voulait pas faire.

Envers et contre tout, les ouvrières ont d'autres réunions pour tenter de s'informer et de défendre leurs droits elles-mêmes.

Le 24 janvier, Berger (le patron) est invité à une réunion à l'usine par P. Troie, au nom des ouvrières. Doucet, avocat de la C.S.D. leur dit entre autres: "La grève ça ne vous donnera rien, il n'y a rien à faire. La fermeture de l'usine vous n'avez pas à vous y opposer puisque ça sert à créer de l'emploi ailleurs". (!!!)

Le 25 janvier, les travailleuses apprennent par Godin, Laforest et Berger que les indemnités (pour les mises à pied) ont déjà été négociées par le comité tripartite gouv./syndicat/patron. P. Troie demande à Godin une copie de l'accord sur les indemnités. Godin lui dit qu'il n'est pas là pour répondre à ses questions et que son mandat de présidente pourrait se terminer bientôt (menace qui se confirmera sous peu). Dans les jours suivants, les ouvrières ont pu voir sur une affiche que la fermeture de l'usine était le 21 février; que les indemnités (négociées!) étaient les mêmes que celles consenties par la compagnie le 10 janvier.

Face à cette situation, le 5 février, lors d'une assemblée, les travailleuses élisent un comité de négociation de 6 personnes pour aller chercher des indemnités plus substantielles. Ce même jour, P. Troie est expulsée de l'union du Vêtement sans en être elle-même avertie. Godin avait préparé depuis longtemps cette expulsion.

L'expulsion du syndicat implique pour elle:

- la perte de ses droits de syndiquée, donc le patron peut la mettre dehors n'importe quand.

- de plus elle aura de la difficulté à trouver un emploi dans son métier à Montréal car la plupart des usines du textile sont syndiquées à la C.S.D..

Durant les semaines qui suivent, les travailleuses doivent donc utiliser différentes tactiques dans leur lutte, d'autant plus que le syndicat est clairement main dans la main avec le patron.

Le 12 février, elles font une journée de grève, leur première grève depuis 30 ans! La solidarité entre les travailleuses est alors très grande.

Le 13 février, les ouvrières votent à l'unanimité pour que P. Troie garde son poste de présidente du syndicat à l'usine jusqu'à la fermeture. (Sans savoir que depuis le 5 février elle n'a plus ce poste mais qu'en plus, elle est exclue du syndicat).

Le comité de négociation enfin reconnu expose les demandes des ouvrières.

Le soir, elles font une conférence de presse pour exposer la bataille sur la place publique.

Le 16 février

La compagnie fait d'autres offres aux employées (des offres guère plus intéressantes que la première entente évidemment). Le comité de négociation veut refuser. Le vote est pris finalement après diverses pressions exercées sur les ouvrières: 27 votent pour,

21 votent contre,

20-25 sont absents.

Le comité de négociation refuse de signer; c'est Laforest qui va signer à la place des ouvrières.

Le 19 février

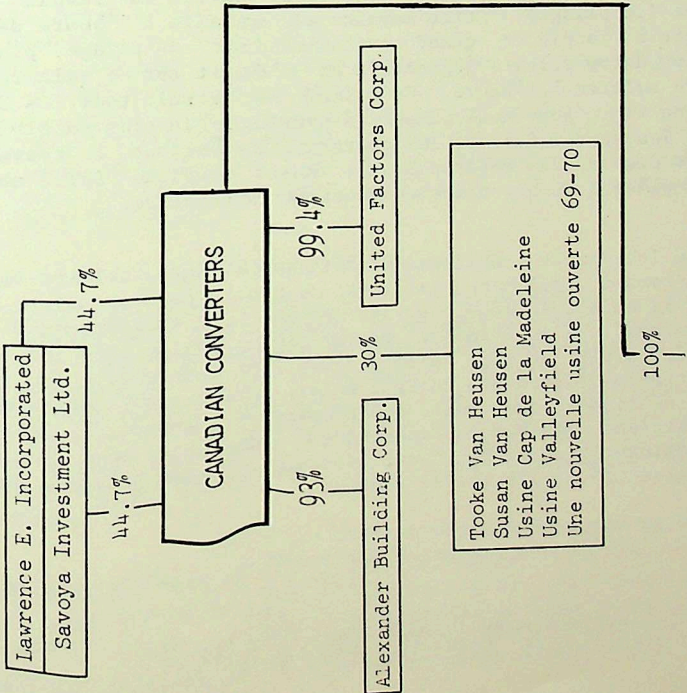
Pierrette Troie est congédiée et sortie de l'usine par la police (elle ne voulait pas partir puisque les patrons refusaient de lui donner son certificat de cessation d'emploi). C'est seulement ce jour-là qu'elle apprend son expulsion du syndicat; expulsion décidée le 5 février.

Une certaine démobilisation et une certaine lassitude également se font sentir. Les travailleuses ne tiennent plus à se battre à l'usine d'ici la fermeture.

La bataille ne se livre plus qu'au niveau juridique. On demande une injonction au ministère du Travail pour pouvoir fouiller dans les livres de la compagnie.

3 FORCES EN PRESENCE

C'EST QUOI LA CANADIAN CONVERTERS



CENTRALE DES SYNDICATS DEMOCRATIQUES

Fédération du Vêtement
Président: Jean-Noel Godin

Présidente du
syndicat à
l'usine:
P. Troie

Union Nationale du Vêtement (Mtl)
1,000 membres; 14 sections locales
dont Susan Van Heusen
Agent d'affaires: Lucien Laforest

TRAVAILLEUSES

Il nous a paru important de cerner plus précisément quelle était la situation des femmes à l'intérieur de l'usine. Nous avons donc rencontré Pierrette Troie employée à Susan Van Heusen depuis 15 ans et présidente de la section Susan Van Heusen, afin qu'elle nous parle de leur condition de travailleuses et de la lutte qu'elles viennent de mener contre leurs patrons.

la situation des femmes

Q. Combien y a-t-il d'employés?

R. Il y a environ une centaine d'employés. Il y a 8 employés masculins: ce sont les 3 camionneurs, les 2 travailleurs à l'expédition et les 3 tailleurs. Tous les autres employés sont des femmes.

Nous étions plus de cent employés auparavant mais le bill 49... oblige les patrons à donner 3 mois d'avis avant une mise à pied quand il y a 100 employés et plus. Ce bill n'exige que 2 mois d'avis quand il y a moins de 100 employés. La compagnie a joué sur le nombre de travailleurs en renvoyant des employés avant le 20 décembre. Ce qui fait que lorsque nous avons appris que l'usine fermait, nous avons aussi appris que nous n'étions que 99 employés. La compagnie a refusé de nous laisser voir les listes de paye.

Q. Quelle est la moyenne des salaires?

R. La moyenne des salaires est de \$2.22 l'heure.

Q. Y a-t-il seulement du travail payé à l'heure?

R. Non, pour les presseuses, il y avait une partie du travail qui était payée aux pièces (le pliage). Notre moyenne de salaire à l'heure dépendait de notre salaire à la pièce: quand on travaillait au pliage, plus nous produisions, plus notre salaire augmentait et c'était sur ce salaire qu'était calculé notre salaire à l'heure. Ce calcul se faisait tous les 3 mois.

C'était une façon pour nous pousser à produire le plus possible.

Mais pour les autres filles, les opératrices surtout, le travail à la pièce n'existait plus depuis environ 5 ans. Nous voulions faire abolir tout travail à la pièce à la prochaine convention collective.

Q. Est-ce que les femmes travaillaient à travail égal, salaire égal?

R. Non. Les femmes tailleurs (il y en a peu) gagnent moins que les hommes tailleurs. Il en est de même pour les femmes qui travaillent à l'expédition (2 femmes environ). A la dernière convention collective, les filles se sont battues pour avoir le même salaire que les hommes mais on leur a répondu qu'elles transportaient des charges moins lourdes que les hommes. Elles ont rétorqué en disant que quand les hommes à l'expédition étaient absents, elles portaient les marchandises, quel que soit leur poids. "Oui, mais c'est occasionnel, on ne peut vous donner le même salaire pour des cas extraordinaires...", telle fut la réponse.

Q. Est-ce que la majorité des femmes sont mariées?

R. Non, il y a plutôt une majorité de femmes célibataires, qui sont restées filles.

Q. Quelle est la moyenne d'ancienneté des travailleuses?

R. La moyenne d'ancienneté est à peu près de 18 ans et la moyenne d'âge de 43 ans.

Les nouvelles venues étaient plus jeunes, mais la plupart des travailleuses sont assez âgées et elles auront beaucoup de difficulté à se retrouver un emploi ailleurs. Elles trouveront peut-être un emploi pour quelques mois, mais elles auront perdu toute leur ancienneté. Elles retrouveront les mêmes problèmes ailleurs, mises à pied temporaires, etc...

Q. Quelle est l'attitude des contremaîtres face aux travailleuses?

R. C'était surtout le gérant de production qui nous poussait dans le dos pour produire le plus vite possible. Il ne nous lâchait pas, il nous suivait même jusqu'aux toilettes pour voir à ce qu'on ne reste pas trop longtemps.

Q. Est-ce qu'il y a déjà eu d'autres conflits à l'usine?

R. Depuis 30 ans, il n'y a jamais eu aucune bataille à l'usine Susan Van Heusen. Avant chaque négociation pour une convention collective, la compagnie faisait croire qu'elle allait fermer l'usine si les travailleurs étaient trop exigeants; personne n'osait rien dire et les conventions étaient signées sans rapporter d'avantages aux travailleurs.

Une seule fois en 15 ans, du temps de la C.S.N., il y a eu une courte grève pour réclamer \$0.02 ou \$0.03 d'augmentation. Le patron l'a donné et tout est revenu dans l'ordre. Les filles avaient peur de perdre leur job. Elles manquaient d'information et elles pensaient que ce que le syndicat disait, c'était vrai.

Q. Est-ce que c'était difficile de mobiliser les femmes pour lutter contre les patrons?

R. Oui. Les employées de l'usine pensent que sans le patron l'usine ne peut pas marcher. Mais c'est le contraire; sans nous l'usine ne marchera pas et le patron ne fera pas des profits. Même quand elles ont appris la fermeture de l'usine, elles ne savaient pas comment réagir, tellement elles étaient étonnées, écrasées. En plus, la C.S.D. essayait de nous convaincre qu'il n'y avait rien à faire.

Mais on a commencé à se réunir, et quand elles ont vu que c'était vrai qu'il y avait bien une loi (bill 49) qui donnait la possibilité de négocier les indemnités de salaire, qu'il y avait peut-être quelque chose à faire. Alors elles ont décidé de s'engager dans la bataille.

Il fallait expliquer en langage simple les textes sur les lois, calculer qu'est-ce que c'était les 10% et les 20% que nous offrait le patron etc...Ça prenait beaucoup de temps et il ne nous restait que quelques semaines avant la fermeture. Il fallait donc se dépêcher: on se réunissait très souvent le soir après l'ouvrage.

Q. Justement, le fait d'être des femmes, donc ménagères ou mères de famille, n'a pas empêché les travailleuses de venir à ces réunions?

R. Ça créait un problème, parce que l'ouvrage de maison était en retard; le lavage pi le repassage ne se faisaient pas. Pour celles qui avaient des enfants, c'était encore plus compliqué. Elles avaient personne pour garder. Toutes n'avaient pas la chance que j'ai d'avoir un mari qui acceptait de faire son souper tout seul. Il était d'accord avec la lutte que nous menions. Lui, il est politisé, il comprenait que c'était important d'aller aux réunions.

Q. Parce qu'il y avait des maris qui n'étaient pas d'accord?

R. Oui, il y avait des maris qui n'étaient pas contents parce que le travail se faisait pas à la maison, ils avaient pas l'habitude de se faire à souper. Il y avait des filles, leurs chums les menaçaient de sortir avec d'autres si elles continuaient d'aller à toutes ces réunions-là.

- Q. La dernière entente avec les patrons vous a-t-elle rapporté des avantages?
- R. Oui et non. Le comité de négociation des six, élues par les travailleuses, a négocié des indemnités meilleures que celles qu'avaient négociées le comité tripartite (sans demander l'avis des ouvrières!). Et, si Laforest n'avait pas été si pressé de signer, on aurait pu continuer la lutte et obtenir plus. Le syndicat ne nous a pas dit non plus que les indemnités comptent à la place des premières prestations d'assurance-chômage à moins que ces indemnités soient placées (dans une compagnie de fiducie par exemple). À ce moment, on peut retirer l'argent plus tard. Sinon, on ne gagne rien. J'essaye avec d'autres d'avertir les ouvrières encore à l'usine pour ne pas qu'elles perdent tout.
- Q. Quand l'usine doit-elle fermer?
- R. Y a encore du travail, les filles font même de l'overtime. Les boss veulent écouler la production et fermer l'usine le plus tôt possible. Après, ça va être le chômage ou une job où elles recommenceront au bas de l'échelle. Celles qui ne trouveront pas d'ouvrage, avant la fin des prestations d'assurance-chômage, seront obligées de demander le bien-être social.
- Q. Qu'avez-vous retiré de la lutte?
- R. Les filles ont pris conscience qu'il ne faut pas avoir peur de se battre. Elles ont vu qu'il faut s'informer par soi-même et entre elles pour se défendre. Elles se sont aperçues que le patron a besoin de nous pour sortir la production. Elles n'oublieront pas cette bataille. Elles vont retrouver les mêmes problèmes dans les autres usines, mais elles comprendront ce qui se passe. Elles s'en souviendront de ce qui est arrivé.
- Q. Pour vous, qu'est-ce qui ressort de cette lutte?
- R. Il faut pas compter sur d'autres que nous-mêmes pour s'organiser contre les patrons. Quand le syndicat travaille contre nous on n'en a pas besoin, il faut prendre nos affaires en main. C'est pour ça qu'il faut lutter contre la C.S.D.. Les syndicats peuvent aider mais c'est aux travailleurs de s'occuper de leurs droits.

bilan

Lorsque l'usine Susan Van Heusen fermera ses portes dans quelques semaines, les ouvrières en partiront avec des acquis certains. Les gains qu'elles ont obtenus EN LUTTANT en sont un. Le fait qu'elles aient dépassé leur situation durant deux semaines, qu'elles se soient mobilisées et qu'elles aient été solidaires dans la lutte est sans doute leur plus grande victoire. Lorsqu'on a jamais fait de grève durant trente ans, qu'on a jamais eu un syndicat pour aider, c'est un grand pas en avant de se lever debout et de se battre à la fois contre des patrons et contre un syndicat.

Il vaut la peine de signaler d'autres faits aussi:

- les ouvrières n'ont pas été encouragées par leurs maris ou leurs "chums". Au contraire, les hommes ont bougné, se demandant où cela mènerait leurs femmes, de la même façon que des femmes peuvent faire pression sur leurs maris en grève pour que ceux-ci pensent à leur famille, à leurs enfants, etc.... On a souvent reproché aux femmes de travailleurs impliqués dans un conflit d'avoir une attitude réactionnaire et individualiste. Il semble que les hommes, placés dans une même situation, seuls à la maison, pris avec les soins du ménage et les enfants, aient le même genre de réaction.

- la double exploitation des femmes s'est trouvée accentuée de façon aigue. Après le travail, les réunions, après les réunions, préparer les repas de la famille, après les repas, toutes les activités ménagères... Cette situation exténuante, peu propice à encourager une mobilisation sur une longue période, a été un des facteurs de la démobilisation. Quand le lavage n'a pas été fait depuis deux semaines, il faut bien prendre le temps à un moment donné...

Une des principales lacunes qui s'est manifestée dans cette bataille, c'est que les ouvrières n'avaient pas les outils pour se défendre et, en premier lieu, l'information. La combativité qui s'élevait au fur et à mesure de la mobilisation, n'a pu être entretenue. Dès que Pierrette Troie a été absente, celle qui mobilisait, celle qui informait, les ouvrières se sont trouvées démunies.

En tirer des conclusions? Le syndicalisme, tel que pratiqué à la Fédération du Vêtement et à l'Union nationale du vêtement, n'est absolument pas un outil dans les mains des travailleurs, c'est même le contraire: un second boss!

La lutte à Susan Van Heusen est une lutte qui risque de se mener aussi dans des centaines d'usines de textile du Québec où les conditions de travail se ressemblent toutes:

- la majorité des employés sont des femmes
- les salaires sont très bas
- l'usine peut fermer ses portes quand bon lui semble
- le syndicat est un syndicat de boutique (main dans la main avec les patrons).

Cette lutte, rappelons-le, prend d'autant plus d'importance, qu'elle a eu lieu dans une usine où il n'y avait eu aucune bataille depuis trente ans que le syndicat était là.

Les travailleuses de Susan Van Heusen, par leur lutte contre les patrons et la C.S.D., donnent un exemple aux autres travailleuses du textile, dont les usines peuvent fermer d'une année à l'autre. Comme d'autres ouvrières du textile avant elles, elles se réveillent lentement après des dizaines d'années d'exploitation. Après Regent Knitting, il y a eu Susan Van Heusen, quelle sera la prochaine bataille?

la "vraie nature"

humour noir

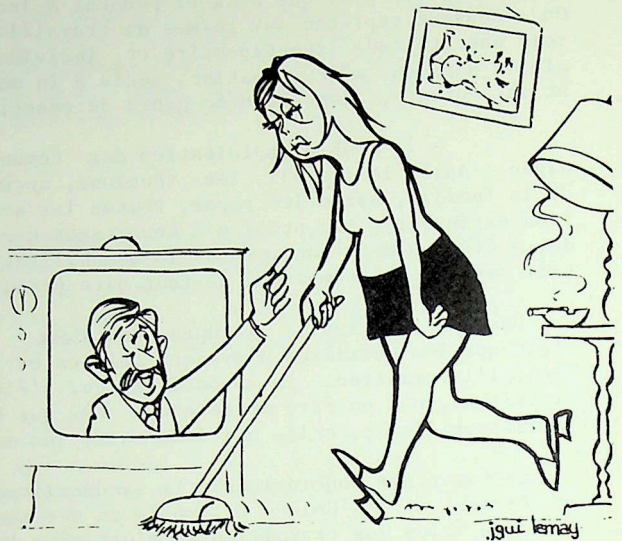
des femmes

à la télévision

Vous êtes-vous déjà installée devant la télé pour y passer 12-15 heures d'affilées? Nombreuses sont les ménagères qui ouvrent leur télévision le matin après le départ des enfants pour ne la refermer que tard dans la soirée. Tout en travaillant d'une pièce à l'autre, la télévision trompe leur solitude et crée une présence familière tant rassurante que peu exigeante (on n'est jamais obligée de répondre ni d'écouter, elle nous laisse la paix quoi!). Pendant tout ce temps où les ménagères vaquent à leurs multiples activités, les émissions "féminines" se succèdent, croyant fournir information et divertissement à ces pauvres femmes "désœuvrées"...

Nous avons procédé à un échantillonnage d'émissions des réseaux Radio-Canada et Télé-Métropole, s'adressant surtout aux femmes et qui sont passées le mardi 13 mars. Ces émissions seront analysées à partir de leur contenu. Nous en avons retenu quatre caractéristiques: un appel à l'"instinct" de "mère-épouse-ménagère", la mauvaise qualité de l'information qu'on leur offre, un paternalisme permanent, le conditionnement à la "féminité". Voici la liste de ces émissions:

- Pour vous Mesdames (Télé-Métropole),
 - Personnalités (Télé-Métropole),
 - Boubou (Radio-Canada),
 - Femmes d'aujourd'hui (Radio-Canada)
 - Madame est servie (Télé-Métropole),
- et les télé-romans que vous connaissez à part "Rue des Pignons".



"Allô, les belles p'tites madames !!!"

mère-épouse-ménagère

La première et la plus évidente constatation que l'on puisse faire en tentant de voir ces émissions d'un oeil critique, surtout entre autres les émissions dites d'information, c'est l'indiscutable prépondérance des sujets d'ordre "ménager", c'est-à-dire les sujets qui cantonnent les femmes dans le cercle vicieux "mère-épouse-ménagère". Ainsi un autre cercle vicieux se crée: en croyant (en tentant de faire croire) que les femmes ne sont préoccupées que d'elles-mêmes, de leur maison et de leurs enfants et en ne leur servant que ces thèmes dans les émissions créées pour elles, elles s'en convainquent elles-mêmes et bientôt, tout autre sujet les rebute.

Passons en revue les sujets traités dans trois émissions populaires: "Pour vous mesdames" (TM), "Femmes d'aujourd'hui" (RC) et "Madame est servie" (TM). Dans les deux premières on a parlé de tricot, d'éducation sexuelle des enfants, de garderies, d'arrangements de fleurs, d'oiseaux, d'appareils électroménagers et un témoignage d'une "femme heureuse au foyer" (dont nous reparlerons plus loin). Le cas de "Madame est servie" est un peu différent car cette émission est télédiffusée à une heure où les maris sont rentrés du travail. Alors là, les sujets sont moins limités: interview d'une chanteuse, discussion sur la hausse du coût des aliments avec nul autre que le ministre de l'Agriculture lui-même (noter l'effort d'objectivité...), un peu de publicité pour l'Association canadienne des Consommateurs, une information pour les médecins (!) désirant se recycler à la maison pour être à l'affût des nouveautés médicales et finalement un mot sur l'enquête gouvernementale sur le crime organisé donné par un des organisateurs de l'enquête... (noter encore l'objectivité...). Voilà un éventail révélateur de ce que l'on croit bon de dire aux femmes... et de leur cacher. Mais autre chose qui ne paraît pas dans cet éventail c'est la façon de donner ces informations... (voir "Les femmes n'ont pas de jugement").

Il est à noter également que tous les commerciaux durant la journée s'adressent toujours infailliblement aux ménagères: on vous vante un nouveau savon, un nouveau détergent, on vous exhorte à acheter tel soutien-gorge "pour être plus séduisante", telle gaine miracle, on vous bourre de pilules contre les maux de tête, de petits puddings Laura Secord (à vous en donner mal au coeur), de soupes Lipton, de vitamines on vous arrose de shampoing, de crème rince, de colorants pour les cheveux, de pepsi, de coca-cola, de café instantané, d'huile Crisco, on vous beurre de vaseline, de crème démaquillante, de savon de beauté. "Employez Spic and Span"... "Employez Duncan Hines, votre mari en raffolera!"... puisqu'un homme, ça se garde par l'estomac... et vous ne voudriez pas que votre mari vous quitte, n'est-ce pas?

les femmes n'ont pas de jugement

Qui n'a pas appris que "L'homme raisonne tandis que la femme résonne"... Ceux et celles qui ne le savaient pas l'apprennent en tout cas devant leur petit écran! Car c'est à partir de ce principe que l'on a découvert la formule miracle pour intéresser les femmes à n'importe quelle information: s'adresser avant tout à la sensibilité, à l'émotivité légendaire des femmes. Voilà où réside notre faiblesse et, par un curieux détour, notre "force" aux dires de ceux qui tiennent à ce que les femmes restent à leur place inoffensive.

Les femmes n'ayant pas de jugement il ne sert à rien de leur fournir d'analyse sérieuse sur des situations actuelles telles le chômage (tout ce qu'elles ont besoin de savoir, c'est qu'elles enlèvent les jobs aux hommes si elles ne restent pas à la maison...) ou la crise en éducation (on alimente des réactions telles: "Y sont mieux d'pas faire perdre une année à mon p'tit gars les maudits professeurs!"). Dès qu'un sujet ne se rapporte pas à la condition "mère-épouse-ménagère", il ne peut intéresser une femme que s'il est abordé de façon anecdotique; C'est-à-dire s'il fait appel à la sentimentalité en racontant un petit fait anodin émouvant (parfois drôle mais toujours émouvant), qui a trait à l'individu ou aux individus ayant un lien avec le sujet. Mais la plupart du temps l'anecdote n'a aucun rapport objectif avec le sujet dont il est question. Prenons un exemple: lors de la manifestation de La Presse, en octobre '71, une femme, Michèle Gauthier, est morte à la suite de la charge des policiers. Comme c'est un événement qu'on n'a pas pu cacher, on s'est arrangé pour qu'il discrédite le moins possible les forces policières en portant certains jugements sur la vie privée de Michèle, sachant que cela influencerait la "majorité silencieuse" qui ne savait trop qui ou que blâmer. Ils ont alors, sans aucun respect (respect qui fut pourtant assuré à la mort de Pierre Laporte), propagé que

cette femme était séparée de son mari, laissant entendre que ses moeurs étaient légères et que d'ailleurs, étant asthmatique, elle n'avait qu'à rester chez elle! De cette façon on attirait l'attention des gens sur des peccadilles, sans parler de la brutalité policière devant une manifestation d'abord pacifique dont Michèle Gauthier bien qu'asthmatique pouvait absolument faire partie (tant qu'elle se déroulait sans l'intrusion des policiers). Ce sans parler du fait que Michèle Gauthier a dû attendre une demie-heure à l'hôpital, pour se faire administrer de l'oxygène!

Avec un tel exemple, on voit clairement de quelle façon il est possible et facile de diriger le jugement de la majorité, puisque l'information est filtrée selon le bon vouloir de ceux qui la possèdent. Cette méthode de l'anecdote, si elle n'est pas toujours employée pour toute la collectivité, l'est cependant toujours quand il s'agit de s'adresser aux femmes.

« allô les belles p'tites madames ! »

Et qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre chez Boubou...! "Bonjour tout le monde! Aujourd'hui nous recevons des madames de Xville, membres du Cercle des Jardinières. J'ai près de moi madame la présidente... Allo madame la présidente! Vous avez donc un beau pendentif!... Qu'est-ce que ça représente?... Y est assez beau que j' pense que j'vas vous l'échanger pour un bec!... Non?... Vous voulez pas?... Ben j'vas vous en donner un pareil!... Vous m'avez dit tantôt qu' aujourd'hui, c'était la fête de votre mari?... Ben souhaitez-lui bonne fête là c'est l' temps!" etc. etc. (parmi des petits rires gênés et des grincements de dents...) Serait-ce du paternalisme?

Suivent des chansons à l'eau de rose et des jeux de hasard ridicules tandis que l'animateur honore les femmes en distribuant ses baisers et en leur faisant la grâce de pouvoir dire quelques mots à la tv. Il exploite ainsi le mythe que les gens du milieu ouvrier entretiennent à l'égard de tout ce qui a trait au phénomène de la télévision.

Les femmes sont traitées comme des enfants tant dans les jeux auxquels elles participent que dans les conversations qu'elles doivent subir. Pour se plier aux buts divertissants de ce genre d'émission, on exige des femmes qu'elles entrent dans le jeu. Ainsi l'animateur, profitant de l'embarras obéissant de ses spectatrices, ne craint pas d'encourir les foudres de ces dames en réclamant un peu de "participation" afin de mieux rire d'elles. Comme si rien n'était plus drôle que ces petits êtres asservis et peu encombrants, à qui on fait dire des finesses, à qui on fait faire des tours et qui ne demandent en retour que quelques sourires ou quelques mots flatteurs,

Il existe parmi les émissions divertissantes qui s'adressent aux femmes un petit quiz très enrichissant à Télé-Métropole qui pose des questions sur la vie privée des artistes et plus précisément les titres des petits journaux de fin de semaine. Cela rappelle les anecdotes inoffensives dont nous parlions précédemment... Voilà des préoccupations de premier ordre pour des femmes qui se veulent à l'affût des dernières nouvelles!

les télé-romans ou ce que
toute femme devrait savoir

Bien que les télé-romans soient des émissions pour toute la famille, il reste indéniable qu'ils sont suivis par une majorité de femmes et que leur influence se fait surtout sentir chez elles. Nous tenterons d'examiner quelle image de la femme ils véhiculent en général sans nous attarder à chacun en particulier. Nous nous réservons pour un prochain numéro le "plaisir" d'analyser le phénomène "Rue des Pignons".

Dans toutes ces émissions, on nous présente les femmes selon qu'elles aiment un homme, qu'elles attendent le grand amour ou qu'elles sont déçues. Toutes les femmes se doivent d'être altruistes, de ne vivre qu'en fonction de l'homme de leur vie et de leurs enfants ou qu'en fonction des autres si elles sont célibataires (en fonction des en-

fants si elles sont institutrices; des malades si elles sont infirmières, etc.) Le "don de soi", le dévouement, le sentiment maternel, sont des vertus entièrement féminines. Une femme qui va à l'encontre de ces vertus travaille simplement contre sa nature et ainsi, ne sera jamais heureuse. L'épanouissement de la femme ne vient que lorsqu'elle s'oublie totalement pour les autres. Ex: Mme Berger dans "les Berger", Mme Lajoie dans "la Petite Semaine", Mme Tremblay dans "Quelle Famille", Mme Joyal, la secrétaire du "beau docteur" et Jojo dans "Mont-Joye" etc.) Il faut bien que quelqu'un, à l'intérieur de chaque cellule familiale, tente d'essayer les nombreuses frustrations qu'homme et enfants subissent à l'extérieur. Il est bien plus facile d'aliéner la moitié de la population à cette tâche charitable que d'aller aux sources économiques, politiques et sociales de ces frustrations....



Quand, par malheur, on nous présente une "mauvaise femme" une femme qui pense trop à elle (ex.: l'amie du "beau docteur" dans Mont-Joye: Mme Hélène), c'est toujours pour nous démontrer ses troubles intérieurs et, dans un coup de théâtre, son repentir d'être si égoïste. Vous rappelez-vous de Gaétane, la jolie femme dans le "Paradis Terrestre", sans enfant, mariée à un "brasseur d'affaire" détestable, qui ne s'occupait jamais d'elle? Elle avait fini par le quitter pour suivre un amant qui semblait la combler de bonté et de compréhension et (ce qui ne gêne rien dans une bonne histoire) qui était bourré d'argent. Malgré son bonheur, les remords la rongeaient et elle est revenue vers son détestable époux...

Par opposition, les rôles d'hommes sont toujours sous le signe de l'initiative, de la combativité, de la protection et du paternalisme à l'égard des femmes. Il arrive qu'ils soient même carrément méprisants, surtout les plus "don Juan". Ainsi, les rôles sexuels traditionnels sont assurés d'une reproduction grandissante dans le comportement de tous et dans celui des enfants et adolescents qui suivent ces émissions,

témoignage d'une femme heureuse au foyer

Mais le "clou" de cette journée s'enrichissante ("clou" qui nous fait en core mal au pied...) fut vraiment l'entrevue de "Femme d'aujourd'hui" où l'on tentait de faire "avouer" à une femme son bonheur de rester à la maison.

Le plus étonnant, c'est surtout la façon dont nous sommes amenées à conclure (grâce à Mme Françoise Faucher: sans elle, nous n'aurions jamais deviné!) que Mme Sarrazin était heureuse au foyer. Mariée, mère de deux enfants, cette dame était ce qu'on pouvait appeler une femme de carrière car elle avait accédé à un poste assez enviable dans la compagnie pour laquelle elle travaillait. Sa première fille naquit six ans après le mariage. Durant ces six ans, elle avait réussi à se partager entre le travail et les tâches ménagères, cependant la naissance d'un enfant est venue bouleverser sa vie et elle décida "par devoir", précise-t-elle, de demeurer à la maison pour consacrer tout son temps à sa fillette. Elle nous expliqua alors à quel point il fut pénible pour elle d'abandonner sa carrière, son milieu

ses ami(es), et de s'isoler avec ses enfants (car la première fille ne tarda pas à être suivie d'une seconde). Elle insiste sur cet isolement, le manque de contacts avec l'extérieur, la dévalorisation et le vide soudain de sa nouvelle vie; bien sûr il est merveilleux de voir grandir vos enfants mais votre vie se découvre malgré cela très restreinte à cause de l'isolement.

Mme Sarrazin continue en parlant l'importance de l'instruction dans la motivation des femmes à demeurer à la maison: "Une femme qui est moins instruite va moins souffrir de rester à la maison qu'une autre qui, par exemple, aurait terminé son secondaire." Mais comment une femme peu instruite pourrait-elle se sentir "libérée" par un travail de manufacture abrutissant? L'assurance d'une indépendance économique (superficielle étant donné l'insécurité d'emploi) n'est pas suffisante pour lui donner le repos qu'elle ne trouve pas le temps de prendre, tant à cause du rythme effarant de la production, que des travaux ménagers qu'elle doit accomplir en rentrant chez elle.

Notre dame conclut "que la société va être obligée de se repenser" pour permettre aux femmes une participation à la mesure de leurs capacités. Pour sa part, elle ne retourne pas au travail car elle ne pourrait profiter de son expérience, les choses ont trop changé depuis si longtemps... Elle occupe son temps aux bonnes oeuvres et parle de la joie d'éduquer ses filles, de les aguerir devant la vie, de bien les préparer à un siècle difficile...

"Mais ça m'a pris du temps à m'habituer, à me résigner à ces nouvelles limites que je m'étais imposées: l'isolement constant, le seul contact de mes enfants avec lesquelles il était impossible de discuter, d'acquérir des connaissances nouvelles, de se tenir au courant de l'actualité... Je me sentais dans un monde à part, différent."

"Mais quand même, vous êtes heureuse au foyer!...."

L'AFFAIRE MORGENTALER

Le jeudi 29 mars, le dr Henry Morgentaler tenait une conférence de presse, où il annonçait, qu'en dépit de la loi fédérale sur l'avortement, il en avait pratiqué à date, environ 5,000. Deux jours auparavant, il avait fait parvenir une lettre au ministre Claude Castonguay pour lui demander d'approuver sa clinique pour fin d'avortements et de mettre sur pied d'autres cliniques semblables dans diverses régions.

Dans sa lettre au ministre, il déclarait:

Depuis quelques années, je pratique des avortements dans ma clinique à Montréal avec les méthodes les plus modernes, celles de l'aspiration utérine combinée avec anesthésie locale et le protozyde d'azote. Je crois que ma clinique pourrait servir de modèle à des cliniques semblables à travers la province et le Canada où les gens désirant un avortement pourraient l'avoir sous le régime d'assurance-santé sans danger et sans la nécessité de grands déplacements à l'étranger.

Les cliniques de ce type existent aux Etats-Unis et donnent de très bons résultats. J'étais le pionnier au Canada et j'ai perfectionné la méthode d'aspiration utérine. J'ai même enseigné cette technique à quelques médecins américains et canadiens.

Les avantages des petites cliniques spécialisées au niveau de l'avortement sont les suivants:

- ça permet d'utiliser la méthode d'aspiration sous anesthésie locale qui est la moins dangereuse de toutes et a le taux le plus bas de complications;*
- l'hospitalisation n'est pas nécessaire (le séjour moyen est d'une heure);*
- les pertes sanguines sont minimes, aucun dommage n'est causé aux tissus et le rétablissement est immédiat;*
- les lits d'hôpitaux restent libres pour d'autres patients ayant des besoins vitaux;*
- le coût des opérations ainsi pratiquées est beaucoup moindre que celui des opérations pratiquées dans les hôpitaux avec hospitalisation;*

- *l'accès facile de ces cliniques éviterait l'attente et les complications qui deviennent quatre fois plus fréquentes lorsque la grossesse dépasse 12 semaines.*

Ces cliniques sont légales aux Etats-Unis. Au Canada la loi permet au ministre de la santé ou des affaires sociales de chaque province d'approuver des hôpitaux ou des cliniques pour fin d'avortement pourvu qu'un comité dit thérapeutique d'une telle institution approuvée juge qu'un avortement est nécessaire pour conserver la vie ou la santé de la femme.

Toutefois la loi ne permet pas, à venir jusqu'ici, la pratique d'avortements à l'extérieur des hôpitaux, même lorsqu'il a été prouvé que les conditions médicales ainsi que les résultats obtenus égalent, et même surpassent, ceux obtenus dans les hôpitaux et les meilleures cliniques américaines.

En effet, le dr Morgentaler affirme que sur 5,000 cas, il n'a eu aucun cas de mortalité, seulement 5% ont dû être hospitalisés. Il y a eu 6 cas d'hémorragie, 17 de fièvres au-delà de 102°, 13 avortements incomplets avec rétention des tissus et 2 perforations utérines, mais toutes ces complications ont été traitées avec succès et n'ont eu aucune conséquence fâcheuse pour les femmes.

En s'appuyant sur ses statistiques et son expérience, le dr Morgentaler soutient que n'importe quelle patiente qui se présente à sa clinique pour un avortement, est aussi en sécurité, sinon davantage, que dans n'importe quelle autre unité médicale.

Il est intéressant de constater que, malgré l'importance de la nouvelle, les media n'en ont pas fait grand cas. Pourtant quelques semaines auparavant, trois quotidiens montréalais titraient en première page: "85 femmes ont eu un avortement à New-York cette fin de semaine".

Serait-ce qu'on aurait voulu étouffer "le cas Morgentaler". Et si oui, pourquoi?

Il est bien évident qu'un reportage sur les avortements à New-York (organisés par le Centre Betty Farhood) n'a pas la même couleur politique que la prise de position d'un médecin québécois en faveur de l'avortement et du libre choix des femmes. La déclaration fracassante du dr Morgentaler est donc tombée dans le vide. Les gouvernements (fédéral et provincial) y ont répondu par un silence qui définit sans doute leurs intentions: maintenir le statu quo. Et cela, même

si de récents sondages révèlent que près des 2/3 de la population canadienne sont en faveur de l'avortement sur demande (sondage GALLUP).

Le statu quo, c'est évidemment la solution facile. Pour les femmes québécoises, c'est une situation insupportable et il est à prévoir que la lutte s'engagera de plus en plus durement pour le respect de ce droit fondamental i.e. celui de refuser une grossesse non désirée.

Pour nous, la légalisation de l'avortement (avortement gratuit et sur demande) n'est pas une fin en soi; cependant c'est un service essentiel que doit nous rendre une société qui n'assure même pas les conditions matérielles minimums nous permettant d'élever des enfants (garderies gratuites, congés de maternité payés, collectivisation des travaux ménagers, etc...). Pour nous les femmes, le contrôle des naissances par la contraception et l'avortement (si la contraception a fait défaut) est primordial. C'est le premier pas vers une possibilité de prise en main de nos vies.

73.9% SONT
EN
FAVEUR
DE
L'AVORTEMENT
SUR
DEMANDE

DES FEMMES A
TRAVERS LE CANADA

TIRÉ DE CHÂTELAINE - MARS 1971



LUTTONS ENSEMBLE, ENFIN SOYONS SOLIDAIRES

LUTTONS ENSEMBLE, MENAGERES & OUVRIERES

IL N'Y A PLUS DE TEMPS A PERDRE

NOTRE MONDE EST A REFAIRE

LEVONS-NOUS DES MAINTENANT !

QUEBECOISES DEBOUTTE !

publié par le centre des femmes

vol. 1, no. 6 - juin 1973

SOMMAIRE

POUR UNE VRAIE FÊTE DES MÈRES ET MENAGERES.....	3.
L'A.D.D.S. une organisation politique des non-salariés exploités.....	8
"RUE DES PIGNONS" C'EST-Y WESTMOUNT?.....	21
RENCONTRE AVEC 2 FEMINISTES.....	26
2 CHANSONS: CHU MENAGERE & DEBOUT LES FEMMES.....	40
\$ \$ \$ \$ \$ \$ S.O.S. \$ \$ \$ \$ \$ \$.....	41
FEMMES EN LUTTE A COLECO.....	42

Abonnements

Québécoises Deboutte, paraîtra régulièrement tous les mois. Si vous désirez vous y abonner, les conditions sont les suivantes:

- 1) abonnement individuel:.....\$3.00 pour 12 nos, une copie
- 2) abonnement de groupe:.....\$9.00 pour 12 nos, cinq copies
- 3) abonnement d'organismes officiels
et
abonnement de soutien.....\$15.00 & plus, pour 12 nos
(spécifier si on veut plus d'une copie)

Vous pouvez adresser vos mandats à QUEBÉCOISES DEBOUTTE
4319 St-Denis
Montréal, Québec

NOM: (individu ou groupe).....

Adresse:

No. de téléphone:

Abonnement individuel

Abonnement de groupe

Abonnement d'organisme officiel

Abonnement de soutien

POUR UNE VRAIE FÊTE

DES MÈRES & MÉNAGÈRES

le 1^{er} mai et la fête des mères

Au mois de Mai, il y a deux fêtes:

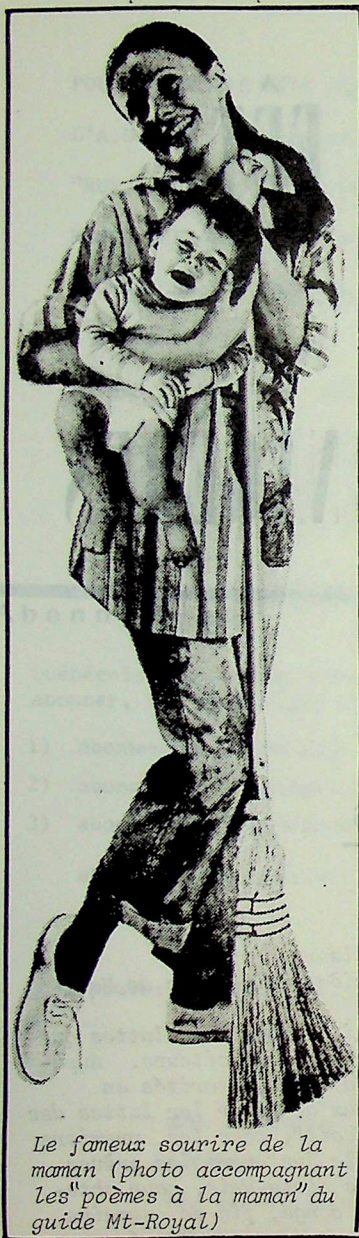
- le 1^{er} Mai, la fête des travailleurs
- le 13 Mai, i.e. à tous les deuxièmes dimanches de Mai,

la fête des Mères.

Au Québec, c'est encore nouveau de fêter le 1^{er} Mai, symbole des luttes que mènent les travailleurs/euses à travers le monde contre les exploités. Auparavant, en Amérique du Nord, on ne fêtait pas le 1^{er} Mai: les autorités en place aux Etats-Unis, jugeant qu'il était trop dangereux de fêter les luttes des travailleurs, instituèrent à la place une fête du "Travail", tous les premiers lundis de Septembre. Ironie du sort, le 1^{er} Mai rappelle justement les grèves de Mai 1886, entreprises par les travailleurs/euses des Etats-Unis, pour obtenir la journée de 8 heures. Fête inoffensive, jour de congé, fin de semaine d'accidents de la route, la fête du Travail est devenu un jour de congé comme le Lundi de Pâques et elle perd ainsi tout sens combattif.

Avec le nouveau développement des luttes des travailleurs/euses au Québec est apparu la nécessité d'avoir une fête symbolisant ces luttes. C'est donc maintenant le 1^{er} Mai, comme dans le monde entier, que l'on fête les batailles menées par les travailleurs/euses vers leur libération.

Pour ces travailleuses que sont les mères, on leur offre à tous les deux-
ième s dimanches du mois de Mai, la "Fête des Mères". Mais fêter les "mamans",
qu'est-ce que c'est?



Le fameux sourire de la
maman (photo accompagnant
les "poèmes à la maman" du
guide Mt-Royal)

"Maman, c'est ta fête dimanche!

Un être cher, c'est un être que l'on aime, que
l'on admire. C'est un être à qui l'on ne veut que du
bien. C'est un être que l'on veut aussi remercier. Qui,
mieux qu'une maman, représente l'être cher. Une mère,
c'est le symbole parfait de l'amour, du dévouement, de
l'abnégation même.

Les occasions de la remercier de son amour, de
son dévouement sont multiples. Mais la plus appropriée
demeurera toujours la "FETE DES MERES".

....."Qu'y a-t-il de plus précieux sur la terre
qu'une maman.

Comment ne pas l'inonder de notre recon-
naissance.

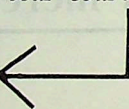
Maman par tes prières, tes larmes, tes
souffrances et surtout ton sourire

Tu as engendré en moi ce respect, cette
dignité de mon être."

Jean Hébert, membre du
Club Optimiste Plateau Mt-Royal.

(Citations du Guide Mont-Royal, Mercredi 9 Mai 1973.)

Voilà, on fête les mamans pour leur dévouement, leur
abnégation, leurs larmes, leurs souffrances et aussi pour...
leur sourire!



Imagine-t-on les travailleurs le jour du 1er mai, à
leur manifestation, se promenant avec des pancartes du genre:

"VIVE NOTRE DEVOUEMENT A L'USINE!"

"VIVE NOS SALAIRES DE MISERE!"

"VIVE NOS SOUFFRANCES CAR ELLES ENGENDRENT LA DIGNITE DE
NOTRE ETRE!"

"DONNEZ-NOUS DES FLEURS POUR NOS PLEURS!"

NON, on ne peut pas imaginer une telle manifestation... Et pourtant, une fête
toute spéciale a été inventée pour "inonder de notre reconnaissance" toutes
les mères. Ainsi les mères, travailleuses à plein temps, silencieuses et i-
solées, recoivent un bouquet de fleurs UNE fois par année, pour continuer à
pleurer, prier et souffrir les 364 autres jours de l'année!

C'est sûr, on ne passe pas son temps à pleurer ou à souffrir quand on s'occupe des enfants et nombreuses sont les mères qui sont heureuses de voir arriver leurs enfants avec une fleur ou un dessin pour elles. Il ne s'agit pas de dire qu'on ne devrait pas fêter les mères, mais plutôt de savoir pourquoi et comment les fêter.

la fête des mères, qu'est-ce que c'est?

L'origine de la fête des mères

C'est Napoléon qui a créé la fête des mères; la petite histoire nous dit qu'il a créé cette fête en l'honneur de sa mère qu'il admirait et qu'il chérissait beaucoup. Mais il y a des choses que cette même petite histoire "oublie" de nous dire. C'est que:

- Napoléon était un chef d'Etat impérialiste et qui, pour ses guerres de conquête, avait besoin d'une nombreuse armée, de bonne chair à canons en d'autres mots. Il fallait pousser les françaises à avoir beaucoup d'enfants... pour les envoyer se faire tuer; mais il fallait remercier les mères de bien travailler pour la nation ("la patrie reconnaissante..." On connaît la chanson!). Un des candies (bonbons, en français) que Napoléon offrit aux mères de France, fut donc d'instituer la fête des mères.

- Ce même Napoléon en apparence si généreux pour les femmes, créa le fameux Code Napoléon: ce code civil faisait des femmes mariées des individus complètement impuissants, "incapables" au même titre que les enfants et les "fous" et sans aucun droit au point de vue juridique. Ce code institutionnalisait la soumission de la femme envers son époux. En faisant ce code, Napoléon détruisait les derniers espoirs de nombreuses femmes qui s'étaient battues lors de la Révolution française de 1789, pour faire reconnaître leurs droits. Ce code inspira le premier code civil québécois de 1869, qui, à part quelques modifications, fut le même jusqu'au bill 16 de 1964. (cf. Analyse socio-économique des Ménagères; page 248.)

Il ne faudrait donc pas se méprendre sur les intentions de Napoléon lorsqu'il institua la fête des mères.

de nos jours

La fête des mères, telle qu'elle est fêtée de nos jours, semble avoir une signification bien précise: il s'agit de convaincre les mères-ménagères, qu'elles font leur travail uniquement par amour pour leur mari et leurs enfants. On escamote ainsi le fait que le travail qu'elles font, c'est effectivement un travail qui demande beaucoup de temps et d'énergie. On passe sous silence le fait qu'il n'y a pas de garderies et que donc les mères n'ont pas réellement le choix de rester à la maison avec les enfants, ou de prendre un travail à l'extérieur. On fait de la mère une sainte qui est prête jour et nuit à s'occuper des enfants sans compter son temps et sa fatigue, puisque "c'est par amour" qu'elle agit. La maman est toujours là pour écouter les peines des uns et des autres; mais qu'une mère revendique un peu de temps libre, elle devient une "mère ingrate", dont "l'instinct maternel" est dévié!

Par la fête des mères, on valorise le côté sentimental de l'éducation des enfants sans parler des tâches matérielles indispensables à cette éducation: le ménage toujours à recommencer, le marché, le repas, le raccomodage etc... On fait perdre aux mères de famille (et aux membres de leur famille) la notion de la valeur réelle du travail qu'elles accomplissent. On fête les mères, oui, mais on n'en continue pas moins d'attendre qu'elles jouent le même rôle traditionnel qui leur a toujours été accordé. De plus, la publicité diffusée dans les journaux et à la radio, à l'occasion de la fête des mères, confirme à toutes et à tous que la place des mères est bien A LA MAISON.

Aimer c'est...



... être la meilleure mère au monde.

Aimer c'est...



Aimer, c'est... lui servir son petit déjeuner au lit par un beau dimanche.

Aimer c'est...



... faire table rase plusieurs fois par jour pour lui.

Aimer c'est...;



... faire quelque chose pour lui plutôt que de regarder la télévision.

Tout ce qu'il faut faire "par Amour", voilà ce que nous enseigne régulièrement le Montréal-Matin...

la publicité et la fête des mères

"POUR LIBERER VOTRE MAMAN, OFFREZ-LUI UN LAVE-VAISSELLE VIKING".

"AVEC UNE MACHINE A COUDRE BERNINA, VOUS DONNEREZ LE PLUS BEAU CADEAU A VOTRE MAMAN".

"LE FER A REPASSER XYZ RENDRA VOTRE MAMAN SI HEUREUSE".

Toute occasion est bonne pour les compagnies de vendre, vendre, vendre... C'est la fête des mères, leur seul jour de relâche de l'année - en principe-. Qu'à cela ne tienne! on leur offre de quoi leur rappeler que dès demain elles retourneront dans leurs chaudrons et leur lavage..

Une fois de plus, on exploite le sentimentalisme qui entoure la famille pour pousser à la consommation et à l'endettement. Le meilleur exemple de cette course à la consommation est le Salon des Femmes qui a lieu chaque mois de Mai, et qui termine en beauté le jour de la fête des mères. Ce salon des femmes devrait plutôt s'appeler "la foire des objets ménagers". La majorité des kiosques invite les femmes à s'acheter le petit rien (ou le gros rien) qui facilitera leurs tâches ménagères. On ajoute un soupçon "d'activités socio-culturelles" (comme la nomination des 10 femmes de l'année de l'année au Québec, présidée par Mme Bourassa) et le tour est joué! Nous voilà transportés dans le monde des femmes! ou plutôt dans le monde où on veut les enfermer...

Cette année, on a même eu la gentillesse de faire une belle petite garderie pour permettre aux femmes d'aller se promener dans le Salon et de dépenser leur argent encore plus tranquillement. C'est bien la preuve que lorsque les industriels-commerçants ont besoin des femmes, ils font des garderies!.. Par contre, quand c'est dans nos intérêts à nous, ils n'ont plus "les moyens" de faire des garderies... (rappelons-nous les dernières déclarations de Castonguay: "Et j'opterais davantage pour une politique visant à l'augmentation des allocations familiales, en 1974, plutôt qu'à l'établissement d'un réseau de garderies populaires au Québec. Cette augmentation substantielle laisserait aux parents le choix. Le choix d'employer cet argent à l'achat d'aliments, de vêtements ou à payer les services d'une garderie." "1 Quel choix!").

pour une vraie fête des mères & ménagères

Que faut-il en conclure? Qu'il ne faudrait plus de fêtes des mères? Certainement non car mères et ménagères, nous sommes des travailleuses aussi et nous avons des batailles à mener et des luttes à fêter.

Cette année, la manifestation contre la répression anti-ouvrière qui a eu lieu à Montréal, le premier mai, regroupait plus de 25,000 travailleurs et travailleuses. Les femmes étaient présentes et en grand nombre. En tant que femmes-ménagères-travailleuses et militantes du Centre des femmes, nous sommes allées manifester en signe de solidarité avec tous les autres travailleurs/ses. Nous portions nos pancartes disant entre autres:

PREMIER MAI, FETE DES TRAVAILLEUSES, MENAGERES ET TRAVAILLEURS.

TRAVAILLEURS ET MENAGERES, TOUS UNIS CONTRE LES CAPITALISTES.

QUEBECOISES DEBOUTTE! (évidemment!)

PAS DE LIBERATION DES MENAGERES SANS LIBERATION DES TRAVAILLEURS, PAS DE LIBERATION DES TRAVAILLEURS SANS LIBERATION DES MENAGERES.

Nous tenions à rappeler que les ménagères sont des travailleuses (ou à l'apprendre à certains). Mais il est sûr que les batailles des ménagères-travailleuses pour leur libération ne font que commencer au Québec. Ce sera donc au cours des luttes qui se mèneront que nous apprendrons à célébrer ces luttes et les victoires que nous gagnerons. Alors, peut-être enfin pourrons-nous choisir de fêter une vraie fête des mères-ménagères en lutte!

PAS DE LIBERATION DES MENAGERES SANS LIBERATION DES TRAVAILLEURS, PAS DE LIBERATION DES TRAVAILLEURS SANS LIBERATION DES MENAGERES!

L'ADDS

une organisation politique des non-salariés exploités

Qu'est-ce que l'A.D.D.S. ?

L'ADDS (Association pour la Défense des Droits Sociaux) est un mouvement qui s'est créé, il y a deux ans environ, sur l'initiative des assistés-sociaux. Parti de Pte St-Charles, le mouvement s'est rapidement développé pour englober les quartiers suivants: Petite-Bourgogne, Centre-sud, Mercier, St-Louis, St-Henri, St-Laurent, St-Michel, Rosemont et Outremont. Depuis un an, un secrétariat a été mis sur pied pour desservir ces dix locaux qui regroupent une cent cinquante de personnes.

Dans un premier temps, l'ADDS se voulait être l'organisation de défense des assistés-sociaux. Le gros des activités consistait à fournir aux assistés-sociaux de l'information sur leurs droits, et à aller défendre ces droits avec eux jusque dans les bureaux du Bien-être social (BES). On s'est vite rendu compte qu'il fallait dépasser cette étape et qu'il ne s'agissait pas tant de défendre les assistés-sociaux comme de les rendre capables, en leur donnant certains moyens, de se défendre eux-mêmes.

Le congrès, qui eut lieu cette année, accentuait la démarche par une remise en question du travail des avocats populaires (*) et par certaines prises de position qui vont marquer, c'est certain, le développement ultérieur du mouvement. Ainsi, le congrès déclarait que la lutte des assistés-sociaux était partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière au Québec. De cette manière, il se refusait à ce que l'ADDS devienne une sorte de tampon entre les assistés-sociaux et le gouvernement. Le congrès critiquait également la formation d'une petite élite d'assistés-sociaux qui une fois "promus" avocats populaires risquaient de se couper de la majorité des assistés-sociaux. De plus, il demandait la démocratisation du secrétariat. Finalement, le congrès soulignait la nécessité de dépasser le service d'avocats populaires pour déboucher sur un travail de politisation et d'organisation dans les quartiers respectifs des locaux. Et il proposait à ces mêmes locaux d'accorder une grande importance à la formation politique des militants (es).



militantes au congrès...

Depuis quatre ou cinq mois, les différents locaux ont entrepris de mettre en application cette orientation générale définie par le congrès. Les expériences varient selon les locaux, dépendant de leur situation respective. Il semble qu'à l'heure actuelle, l'ADDS soit un mouvement populaire, qui comme bien d'autres, cherche ses formes de lutte.

QUEBECOISES DEBOUTTE a rencontré cinq militantes de l'ADDS qui représentaient les locaux de Mercier, Centre-sud, St-Michel et St-Louis. Nous avons voulu en connaître plus sur ce mouvement dont on parle beaucoup mais qu'on connaît peu finalement. Cela nous intéressait d'autant plus que l'ADDS est un mouvement où les femmes, assistées-sociales pour la plupart, prédominent largement. Au cours de l'interview, les militantes nous ont expliqué pourquoi il en était ainsi et elles nous ont parlé des implications qui se dégagent d'une telle situation de fait.

Un mouvement

qui rejoint des femmes

Question Votre mouvement s'adresse à qui?

Mercier

Le groupe de gens que l'on côtoie le plus souvent, ce sont les femmes séparées qui vivent sur le bien-être et qui ont pour la plupart 4 ou 5 enfants. On a aussi des travailleurs à faible revenu. Et là, j'ai remarqué une chose, y sont beaucoup embarqués au point de vue dette. Y sont sur la finance pis y s'embarquent de plus en plus. Y faut leur faire prendre conscience qu'y doivent pas s'embarquer davantage. Y a aussi une catégorie de gens qui sont handicapés et qui peuvent pas aller au travail, mais qui sont pas de l'âge de la pension de vieillesse. On en a passablement. Y faut leur faire avoir du bien-être pis tout ce qu'y ont droit. Finalement, y a les chômeurs.

En grande partie, c'est des femmes qui viennent, au moins 85%. Y a pas d'hommes. C'est très rare qu'on voit des hommes venir demander des renseignements...sauf peut-être à St-Henri où y a beaucoup de chômeurs qui viennent.

Question Comment expliquez-vous ça?

Mercier

D'abord y a beaucoup de femmes qui sont séparées. Mais y a celles aussi qui ont leur mari mais qui sont "pognées". Je pense qu'elles sont plus capables d'aller demander des renseignements pour s'en sortir. L'homme, y veut, mais y est pas capable de foncer pour y aller. D'après moi, avec son orgueil d'homme, y est pas capable de dire que là y est dans le trou. C'est ça l'affaire: de par son tempérament. Tandis que la femme, le fait des enfants la pousse à oublier tout ça, à dire "ben là y faut voir à ça". L'homme y va essayer tout seul ou ben y va se refermer sur lui-même... parce qu'y se sent dévalorisé.

structures de l'adds

locaux

se réunit annuellement pour définir l'orientation générale du mouvement

congrès des membres

au nombre de dix, constituent la base militante du mouvement

conseil régional

composé d 3 membres de chaque local, il voit à adapter l'orientation à chaque situation

comité de direction

composé d'un membre de chaque local, il voit à définir des tâches pratiques, en fonction de l'orientation

coordonateur

il voit à l'exécution des tâches définies par le comité de direction

secrétariat

Un problème concret;

le manque d'argent

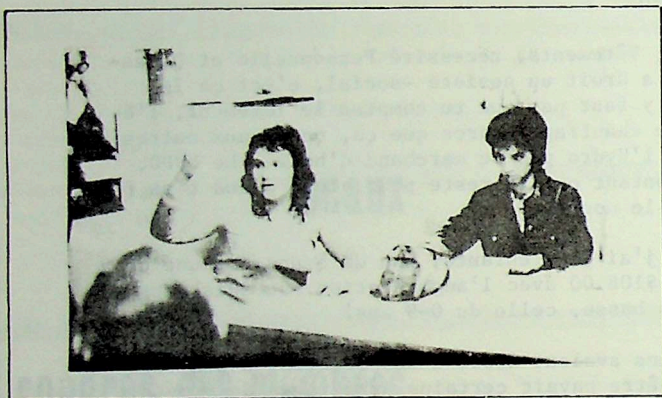
- Question Qu'est-ce que c'est le principal problème que vous rencontrez?...le manque d'argent?
- Mercier Ah oui! Définitivement, c'est un manque d'argent. Le coût de la vie est encore augmenté. Pis si on regarde les barèmes du bien-être, le plus haut montant accordé pour le NVPD, c'est \$184.00 par mois. Ca, c'est si t'as 4 enfants de 16 ans et plus. Y a rien à faire avec ça. C'est des miracles qu'y faudrait faire pour arriver.
- Question C'est quoi le NVPD?
- Mercier C'est Nourriture, Vêtements, nécessité Personnelle et Domestique. Ce à quoi a droit un assisté-social, c'est ça le NVPD. Là-dedans, y faut pas que tu comptes le logement, l'électricité pis le chauffage. Parce que ça, ça va aux autres: le propriétaire, l'hydro pis le marchand d'huile. Le NVPD, c'est le petit montant qui te reste pour vivre quand t'as fini de payer tout le monde.
- St-Michel Par exemple, moi j'ai deux enfants, une de 5 ans pis une de 9 ans. Y me donnent \$106.00 avec l'augmentation. Je suis dans la catégorie la plus basse, celle du 0-9 ans!
- Centre-sud Pis avant, les gens avaient droit à des meubles, à des réparations. Le bien-être payait certains arriérages de compte. Mais maintenant, y ont même plus le droit à ça. Avec le petit montant du bien-être (NVPD), y doivent se nourrir, s'habiller acheter la literie, les meubles, faire réparer les appareils ménagers, la plomberie. Le gouvernement a donné une petite augmentation, la même pour tous les assistés-sociaux, pis y doivent s'arranger avec ça.
- Mercier Vois-tu l'écoeurerterie que le gouvernement a fait! Y sont arrivés en avril pis y ont tout coupé les besoins spéciaux. Pourquoi y ont pas attendu au mois de juin ou juillet? Pour les déménagements au mois de mai, y ont dit: "trouvez-vous un logement pis organisez-vous!" Pis là y arrivent avec la loi de coupure au mois d'avril. Alors automatiquement les gens sont pognés dans leur logement avec pas d'installation, rien pour payer, rien pour s'organiser. Y ont pas demandé l'avis des gens pour faire ça.
- Question Ce que vous pouvez faire, c'est seulement revendiquer pour les assistés-sociaux dans les termes des barèmes que le gouvernement a fixé?
- Mercier C'est ça. On leur fait connaître leur droit pis on les motive à aller le chercher leur droit.
- Centre-sud C'est qu'avant, y leur donnaient pas ce qu'y avaient droit.

Mercier Maintenant que l'ADDS existe, y réalisent que les avocats populaires sont là pis qu'y vont faire respecter les barêmes. Alors y sont plus intéressés à faire rire d'eux autres. Mais après les barêmes, y a les besoins spéciaux. Nous on dit aux gens "vous avez droit à ça, ça". Mais si la même personne va voir un officier de bien-être, y lui dira pas qu'elle y a droit.

Centre-sud Je vais vous donner un exemple. Moi, l'année passée, quand j'ai passé au feu, toute ce qu'y m'ont donné c'est \$100.00. Le gars du bien-être m'a pas dit ce à quoi j'avais droit mais normalement j'aurais pu avoir \$500.00!

St-Louis On dirait que c'est leur argent qu'y défendent.

Mercier Ouais...y défendent les intérêts du gouvernement.



"On dirait que c'est leur argent qu'y défendent!"

" C'est à nous autres de se réveiller "

Question Les officiers agissent-ils vraiment comme ça?

Centre-sud Y en a qui sont encore plus écoeurants. Y vont demander à une femme de coucher pis si elle accepte, elle va avoir un peu plus. Y a aussi les rackets d'appareils ménagers. Y sont en rapport avec des compagnies pis par exemple, dans un cas, la même télévision s'est faite réparée sept fois dans un ah! Pis y a la corruption directe: un gars va donner une bouteille de cognac à l'officier pour faire enlever certaines pièces de son dossier.

Mercier Un autre jeu qui se fait aussi, c'est qu'un officier dit: "M'as te faire avoir \$130.00 par mois. Donne-moi \$30.00, tu vas en avoir \$100.00. Quatre ou cinq de même par mois, ça va vite. Y a pas seulement les assistés-sociaux qui fraudent, les officiers aussi.

Question La fraude, la soi-disant fraude des assistés-sociaux, est-ce que c'est courant?

- Mercier Ben moi, j'appelle pas ça de la fraude, j'appelle ça des besoins. Les assistés-sociaux sont obligés de prendre des moyens détournés pour s'en sortir. Mais les officiers appellent ça de la fraude. Tu te dis "j'ai pas assez avec mon NVPD" ben tu vas essayer d'aller chercher des besoins spéciaux. C'est pas de la fraude mais eux y appellent ça de la fraude.
- Question Une autre chose que le gouvernement dit, c'est qu'y a beaucoup d'assistés-sociaux qui fraudent dans le sens où y pourraient travailler...
- St-Michel D'après une enquête, y en a pas plus que 2% de même. Mais penses-tu que le bonhomme qui va aller travailler pour \$40 par semaine y est pas mieux de rester chez eux?
- St-Louis Avant, quand le bien-être donnait de l'argent pour les besoins spéciaux, un homme pouvait être plus regagnant de rester sur le bien-être. Maintenant avec les coupures, on dirait qu'y veulent inciter le monde à aller travailler.
- Mercier Pis aller travailler pour du "cheap labor". Qui c'est qui va en profiter? Les industries pis les patrons. Pas les assistés-sociaux.
- St-Michel Pis pour une femme comme moi avec deux enfants, je calcule que ça me coûterait une affaire de \$35.00 par semaine pour les faire garder. Si je fais \$100.00 par semaine, mettons \$80.00 clair, y va me rester à peu près \$50.00 par semaine. C'est quasi impossible que j'aïlle travailler. Le gros bobo, c'est qui manque des garderies gouvernementales. Si y avait des garderies où ça nous coûterait rien, là y aurait possibilité que j'aïlle travailler. J'ai toutes mes facultés mais en partant, avec le coût de la gardienne, plus m'habiller, plus les transports, plus mes repas à l'extérieur, plus la mise en plis de temps en temps (les boss y aiment pas ben ça voir arriver une fille avec une crigne comme la mienne!) ...calcule-le commé tu voudras, je pourrais pas arriver, c'est impossible.
- St-Louis Mais les garderies, faudrait pas te faire d'illusions la-dessus. Avec le livre de Lalonde, les gouvernement dit que les catégories de gens qui vont avoir droit au bien-être, c'est les handicapés, les aveugles pis les mères seules avec des enfants! Les garderies sont pas tellement au programme...
- Mercier Moi, une question que je me pose c'est pourquoi le gouvernement y veut tant forcer les assistés-sociaux à travailler quand y a tant de chômage?
- St-Michel C'est parce qu'ils veulent qu'on soit du "cheap labor".
- Mercier C'est à nous autres de se réveiller. Pourquoi qu'on va embarquer dans leur galère? C'est à nous autres de dire "non on y va pas".

Partir d'une réalité précise

- Question Est-ce que c'est facile justement de "réveiller" les assistés sociaux?
- Centre-sud Non, c'est pas facile. D'abord y faut dire une chose: le bien-être social, c'est pas un droit, c'est une "charité" que fait le gouvernement. Alors les assistés-sociaux vivent sous une menace constante: celle de se faire enlever leurs chèques de se faire couper telle et telle affaire...
- St-Louis Par exemple à St-Louis, on a voulu monter un atelier de couture avec des assistées-sociales. C'était un projet PIL, les femmes auraient été payées. Ben on a eu toute la misère du monde à trouver des femmes. Elles avaient peur de pas être capables de se remettre sur le bien-être après le projet.
- Centre-sud De même, y en viennent vite à croire qu'y peuvent rien changer. La peur finalement, ça les rend amorphes. C'est ce qui explique je pense les difficultés qu'on a à organiser des réunions. Entre la télévision pis une soirée d'information, les gens vont choisir la télévision.
- Mercier La seule façon d'arriver à regrouper le monde, c'est de partir d'un problème ben précis. On s'en est rendu compte à Mercier avec les cours d'information sur le Bill 26 (**). Y fallait partir de situations ben concrètes. Mais après une série de trente heures de cours, on pouvait remarquer une chose: des gens qui sont informés, y ont moins peur. La plupart disait qu'y voulaient continuer les cours parce qu'y commençaient juste à comprendre. Mais c'est ben difficile de faire une politisation à partir de là. Faut y aller tranquillement. Les gens font pas le lien entre leur chèque pis le gouvernement. Y croient pas que toute leur merde vient du gouvernement

Les femmes sur le bien-être social

- Question Vous disiez au début de l'interview que ce sont les femmes en grande majorité qui veaient demander votre aide. Vous nous avez expliqué en gros pourquoi et vous avez mentionné que le manque d'argent é-ait un problème fondamental. Est-ce que vous pourriez nous parler des problèmes spécifiques que les femmes sur le bien-être racontent.
- Centre-sud D'abord, on retrouve différentes catégories de femmes sur le bien-être social: les mères célibataires, les veuves, divorcées et séparées. A part le manque d'argent, le principal problème qu'elles rencontrent c'est sûrement l'envahissement et le contrôle de leur vie privée.

St-Michel

Par exemple, les mères célibataires. Le contrôle commence à l'hôpital, lors de l'accouchement. Tout de suite après la naissance, une travailleuse sociale rend visite à la mère et exerce des pressions sur elle pour qu'elle abandonne son enfant. On peut leur dire: "pourquoi tu gardes ton petit, ça va t'empêcher de te trouver un homme?"

Les officiers de bien-être eux y vont dire: "c'est lui qui a eu du fun pis c'est nous autres qui va s'occuper de ses troubles!" Ou bien: "pourquoi tu te trouves pas un amant pour te faire vivre?"

Dans L'ADMES (association des mères étant seules), qui regroupe environ deux cents femmes, la moitié est sur le bien-être. Y se font écoeurer. C'est une bataille perpétuelle avec les maudits officiers.

Centre-sud

Et puis les mères célibataires ont pas le droit d'habiter dans un logement. Faut qu'elles vivent dans un meublé. Y disent qu'une femme seule avec des enfants c'est pas une vraie famille et pis qu'ils meublent pas des futurs mariés.

St-Michel

Si une femme (célibataire, veuve ou séparée) a un "chum", on lui coupe le bien-être. On présume que le "chum" la fait vivre. Cette loi-là est vraiment écoeurante pis son application encore plus. Les officiers viennent fouiller la maison pour voir si y aurait pas un homme qui y vit. Quand y arrivent, y s'identifient pas et si la femme refuse d'ouvrir, les prestations sont coupées. Une vraie gestapo!

Centre-sud

Des fois, c'est des femmes qui se dénoncent entre elles, exaspérées qu'une autre s'en sorte mieux. Dans notre société compétitive, c'est presque "normal". En tout cas, ça fait l'affaire du gouvernement. Pour la garde des enfants c'est pareil: il suffit qu'une voisine te dénonce pour ta vie "irrégulière" pis tu peux te faire enlever tes enfants.

St-Michel

Pour les femmes séparées pis divorcées, c'est pas ben drôle non plus. Surtout celles qui reçoivent une pension. Elles sont dépendante du mari pis du bien-être. Elles sont toujours obligées de courir.

Question

Qu'est-ce qu'elles reçoivent du bien-être les femmes qui ont des pensions?

St-Michel

Elles reçoivent la différence de la pension, en fonction des barèmes du bien-être. Là aussi la loi est écoeurante. Si une femme émet pas de refus de pourvoir (***) , elle ne peut pas recevoir de bien-être. Quand un mari abandonne sa femme, le bien-être attend un mois avant de lui donner de l'argent... au cas où le mari reviendrait! Pis pour une femme, c'est ben difficile d'obtenir une pension: la plupart des maris n'ont pas les moyens de la payer, y a même des hommes qui arrêtent de travailler pendant la durée du procès en poursuite ou qui vont jusqu'à menacer leurs femmes.

Centre-sud

Tu sais, c'est assez difficile de garder ta dignité dans ces conditions-là. Quand le gouvernement lui-même te considère comme une putain en puissance...

Question

Dans le Centre-sud, vous avez commencé une bataille contre les officiers...Pouvez-vous nous en parler?

La « bataille des officiers »

Centre-sud

D'abord faut dire une chose: la loi du bien-être social est écoeurante pis la job d'officier l'est aussi. Y faut bien se rendre compte de ça. Au début de la bataille, l'ADDS demandait le renvoi de 3 officiers du bureau Plessis. Après réflexion, on décidait de ne demander que le déplacement des officiers à un poste où ils n'auraient plus affaire au public. C'est que l'ADDS refusait de se poser en juge face à d'autres travailleurs.

Après une campagne d'information dans le quartier et certaines pressions exercées sur le gouvernement (délégation de l'ADDS à l'Assemblée nationale), la bataille demeurait sans suite. Au bout d'un mois et demi environ, un fonctionnaire gouvernemental vint proposer à l'ADDS d'organiser une commission d'enquête au bureau Plessis, commission dont elle aurait le contrôle entier. Si la commission réussissait à étayer par des faits les plaintes formulées contre les 3 officiers, le gouvernement s'engageait à renvoyer ces officiers.

Flairant le piège, l'ADDS constatait que le gouvernement se posait en arbitre neutre entre deux groupes de travailleurs: les assistés-sociaux et les fonctionnaires. De plus, il présentait l'image d'un gouvernement "libéral" qui se met à l'écoute des groupes populaires.

L'ADDS décidait donc de contourner le piège en contactant le syndicat des fonctionnaires pour mener cette bataille avec eux. Désormais, l'objectif, ce n'est plus uniquement le déplacement des officiers concernés, mais une remise en question de leurs fonctions. L'ADDS demande au syndicat de dépasser les revendications économiques pour étudier la fonction politique, sociale et économiques des officiers du bien-être et de déterminer quelles conditions de travail seraient plus avantageuses afin que les officiers puissent donner un service plus adéquat.

L'ADDS est ben consciente des limites de cette bataille. C'est pas demain que la loi va changer. Dans l'immédiat il n'y a qu'une chose à obtenir: le déplacement des 3 officiers particulièrement odieux. Mais c'est une bataille importante, ne serait-ce que plusieurs groupes du quartier y sont impliqués: la clinique juridique du centre-sud, le journal de quartier "Le va vite", un groupe de travailleurs des services familiaux et le local de l'ADDS centre-sud. C'est donc une bataille à finir.

Question Cette bataille est un exemple, je pense, des efforts tentés par les locaux de l'ADDS de sortir du cadre étroit du service d'avocats populaires et de la lutte contre le Bill 26...

Centre-sud Oui. Dans le Centre-sud, on se dirige de plus en plus vers ce que nous on appelle un syndicat de quartier. On veut plus rassembler tout le monde autour du Bill 26. Il s'agit plutôt de devenir un centre de référence pour les gens du quartier, un endroit où ils pourraient trouver des instruments qui leur permettrait de mener des luttes dans le quartier. Il s'agit aussi de les aider à ce que ces luttes ne soient pas récupérées par le pouvoir. L'idée de ce syndicat reste à préciser bien sûr, mais pour nous, c'est un pas en avant.

Mercier A Mercier c'est différent, mais là aussi on n'est plus limité au service d'avocat populaire. Dernièrement, des gens du quartier ont parti un mini-prix. Ils vendent du linge usagé à très bas prix (.05, .10, .25...). Avec les profits, ils vont acheter du neuf pour le revendre presque au prix coûtant. Y a 4 avocats populaires qui vont travailler bénévolement dans ce petit magasin. Tranquillement, on s'organise. Y a quelqu'un qui prend les noms des clients pour rester en contact avec eux et les inviter aux cours d'informations.

"on se dirige de plus en plus vers ce qu'on appelle un syndicat de quartier"



des militantes en grosse majorité

Question On sait maintenant que ce sont des femmes qui majoritairement viennent vous demander de l'aide. Mais ce sont aussi des femmes qui majoritairement participent au travail des locaux...

Mercier Oui, c'est des femmes en grosse majorité. A Mercier on est 8, 8 femmes.

Centre-sud Nous on est 6 femmes.

St-Michel Nous y a pas d'hommes.

St-Louis Nous y a trois hommes mais y sont ben conscients de la situation des femmes. En tout cas y se forcent!...

Centre-sud

Je pense que c'est normal que ça soit de même. Le travail qu'on fait y est ben quotidien. Par exemple: le service, la garderie, les repas... Les problèmes des femmes qui viennent nous voir sont aussi ben quotidiens: la popotte, les enfants. Les hommes y ont ben de la misère à s'impliquer à ce niveau-là. On dirait qu'eux autres y aiment mieux les grandes batailles!

St-Michel

Moi je dirais qu'y se sentent humiliés de s'occuper de problèmes de femmes.

Centre-sud

C'est pas qu'y veulent pas... y se sentent moins concernés. C'est des bons gars mais y se sentent moins concernés, y suivent pas. Dans notre local, y en avait 5. Maintenant y en reste 1. On se retrouve entre femmes. Ca c'est fait soucement.

Question

Le fait que ce soit des femmes qui militent est-ce que ça pose des problèmes particuliers... la garde des enfants par exemple?

St-Louis

Ca, c'est à moitié résolu. L'ADDS paye les gardiennes des militantes.

Centre-sud

Nous on a une garderie. C'est une garderie qui fonctionne par rotation. Les militantes ont chacun leur jour pour s'occuper des enfants. On pourrait en parler plus longuement dans un autre numéro du journal de la garderie parce que c'est vraiment intéressant. D'abord, on l'a monté avec pas grand chose, elle fonctionne le plus collectivement possible et la vie enfantine est respectée. Les gens se font des idées sur les garderies. Y s'imaginent qu'y faut absolument des spécialistes. Y faut surtout des gens qui aiment les enfants, qui les respectent comme des individus, des gens qui ont du gros bon sens finalement. On est le seul local qui a une garderie. C'est plus un besoin pour nous parce qu'on a des enfants en bas âge. Dans les autres locaux, les enfants vont à l'école. A St-Henri, les femmes voudraient s'organiser pour que les enfants viennent dîner avec elles.

"Faut pas se
faire d'illusions:
les garderies
c'est pas pour
demain!"



"Y faut surtout
des gens qui
aiment les
enfants..."

Question Qu'est-ce qui motive les femmes à venir travailler avec l'ADDS?

Centre-sud D'abord le désir de s'en sortir, pis d'aider d'autres à s'en sortir.

Question Est-ce aussi parce que ce travail permet aux femmes de sortir de la cuisine?

Centre-sud Ca joue beaucoup.

Question Ce facteur-là n'est-il pas très important quand on envisage des regroupements de femmes dans un quartier?

St-Louis C'est évident. Les femmes ne se connaissent pas entre elles, même entre voisines. La plupart veulent sortir de la cuisine. C'est à considérer pour faire un premier processus de socialisation. Mais c'est difficile d'organiser des affaires qui pourraient déboucher sur une prise de conscience. Je veux dire que c'est facile d'organiser un cours de couture pour des femmes du quartier mais c'est difficile d'aller plus loin avec ça.

Question Mais si on pense par exemple à une maison des ménagères, une maison dans un quartier où les femmes pourraient d'abord se retrouver entre elles, faire garder les enfants, suivre des cours qui les intéressent...est-ce que vous pensez qu'à plus ou moins long terme y aurait des possibilités?

St-Louis Je pense que oui. Nous autres, toutes les femmes qui sont venues pour le cours de couture sont venues aussi pour les cours sur le Bill 26. Pis si c'était difficile de déboucher pendant le cours de couture, y avait toujours le café qu'on prenait ensuite. Là on pouvait se parler...

.....

* Bill 26: loi sur l'assistance-sociale votée par l'assemblée nationale le 12 décembre 1969

** Avocat populaire: nom que se donne les militants (es) de l'ADDS en rapport avec leurs activités d'information et de défense légale.

*** Refus de pourvoir: recours que possède une femme mariée, selon la loi, de poursuivre son mari quand il abandonne son rôle de pourvoyeur.

une orientation qui se dessine

Après lecture du texte de l'entrevue, un fait s'impose clairement: l'ADDS est un mouvement populaire qui s'adresse aux femmes ménagères les plus démunies et les plus exploitées, ainsi qu'à cette catégorie de travailleurs qu'on dit "déclassés" et marginaux parce qu'ils sont exclus du salariat.

Ce fait est de toute première importance car c'est à partir de cette réalité que devront se définir les orientations de l'ADDS.

Les femmes ménagères comme les chômeurs et les assistés-sociaux ont traditionnellement été exclus, sinon en théorie du moins en pratique, de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Soi-disant "exclus" de la production sociale (dans sa conception orthodoxe), on ne leur accordait aucun pouvoir - à l'opposé des travailleurs qui eux ont cet ultime pouvoir face aux capitalistes de faire grève et de stopper la production. On prétextait aussi qu'ils étaient "inorganisable" du fait qu'ils n'étaient pas déjà regroupés dans un lieu de travail.

La lutte des femmes particulièrement a souffert de cette analyse qui s'avère insuffisante et absolument inadéquate à la réalité québécoise.

Pour leur part, les militantes de l'ADDS la remet en question. Comme les militantes du mouvement des femmes (auquel certaines d'entre elles s'identifient), elles croient important de situer les femmes ménagères et tous les non-salariés exploités dans l'organisation capitaliste actuelle, et d'établir clairement leur potentiel de lutte. Ce potentiel, s'il se situe à l'usine (pour les ménagères-travailleuses), il se situe également dans le quartier. Car c'est là que les femmes travaillent à produire et à reproduire la force de travail que les capitalistes vont exploiter.

L'ADDS semble s'orienter dans cette voie en situant son action auprès des non-salariés (es) et dans le quartier. Le syndicat de quartier dont parlait une militante sera peut-être la force politique de "L'autre moitié de l'organisation capitaliste", cette moitié qui travaille justement à produire cette "marchandise" si importante: la force de travail.

«rue des pignons» c'est-y westmount ?

Voilà maintenant 7 ans que des milliers de québécoises (cois) s'installent tous les mardis soirs, 9 heures, pour regarder leur téléroman préféré "Rue des Pignons". Sans plus penser nous nous laissons bercer par ce que Mme Riddez nous dit être la réalité des quartiers ouvriers. Allez-y voir entre le Parc Lafontaine et la rue Hochelaga...

où est la réalité ?

Toute l'intrigue a pour noyau 4 familles ou groupes: les Jarry, les Milot, les Marsouin, les Lafeuille, autour desquels évoluent des personnages "satellites". Voyons d'abord ce qui arrive aux Jarry, famille de 12 enfants dont le père est ouvrier certes mais contremaître et qui plus est, le seul ouvrier de toute la Rue des Pignons. Alors qu'en réalité, les ouvriers se retrouvent majoritaires dans ces quartiers et ne sont pas particulièrement contremaîtres. Il arrive que les Jarry parlent de soucis d'argent mais grâce au ciel (il occupe une grande place dans cette émission), ils ne sont pas endettés contrairement à la majorité des gens de ces quartiers. On n'a qu'à regarder l'appartement et l'ameublement de la famille Jarry, l'élégance des robes de Mme Jarry, ses cheveux impeccables pour nier l'importance des problèmes financiers dont ils font parfois état. Nous sommes transportés d'ailleurs régulièrement dans le monde des maris et amants des filles Jarry qui



Des problèmes financiers?...Allons donc!



sont médecins, présidents de cie ou avocats et avec lesquels on retrouve bien peu des préoccupations qui sont le lot des ouvriers. Les filles Jarry se sentent bien à l'aise dans cette classe "d'adoption", à croire qu'il n'y a vraiment aucune différence entre leurs conditions de vie passées et présentes.

Parlons donc de l'in vraisemblance ahurissante de la petite fille d'ouvrier qui devient hôtesse d'un chic restaurant de Westmount, dont un "bon" millionnaire tombe amoureux et qui l'épouse. Comme l'affirme Mme Riddez, c'est la vie quotidienne, c'est la réalité... Parlons donc de cette petite secrétaire sans expérience qui se retrouve dans un bureau d'avocat à \$130. par semaine! Vous croyez vraiment qu'elle couche avec son boss par amour?... Avez-vous été à sa place au Centre de Main-d'Oeuvre? Pensez-vous qu'elle avait le choix?... Parlons donc du fils Jarry qui va à l'université pour devenir ingénieur; qui paie ses frais de scolarité? Evidemment tous les fils d'ouvriers ont un beau-frère millionnaire... Tous les fils d'ouvriers font de hautes études. Heureusement Laurent a la chance d'être le seul gars de la famille, s'il y en avait eu 3 ou 4, auraient-ils tous été à l'université? On ne parle pas des filles, elles, ça ne vaut pas la peine, c'est de l'argent gaspillé puisqu'elles se marient et restent à la maison par la suite.

Le groupe Milot est structurellement plus complexe que la famille traditionnelle. Flagosse Berrichon et les trois enfants Milot qu'il a pris en tutelle ont, paraît-il, connu une grande misère. Nous n'avons vu de tout ça que la fine psychologie de Flagosse pour éduquer les petits voyous que Maurice et Hector étaient dans les premières saisons. Nous avons vu de quelle façon Flagosse en est arrivé à canaliser la révolte de Maurice dans la boxe et comment par la suite Maurice s'est "casé". Il y eut bien sûr sa maladie qui acheva tout à fait d'en faire un "homme sérieux". Lui aussi a connu une facilité déconcertante à obtenir un emploi important dans une bonne cie, malgré qu'il était épileptique.



Les joies qu'on trouve à servir "ses" hommes...

Même en prenant des cours du soir, un gars sans instruction peut-il accéder à un haut poste aussi facilement? Et là je parle d'un gars bien portant; demandez aux épileptiques s'ils ont facilement des emplois?... Bien que souvent ils ne souffrent qu'à un faible degré de cette maladie, les patrons ne font pas de différence et finalement ces gens souffrent plus de la discrimination accrochée au mot "épileptique" que de l'épilepsie elle-même...

Parmi le groupe Milot on retrouve aussi Hector et sa jeune femme (la seule femme mariée qui travaille à l'extérieur du foyer dans l'émission . . .). On croyait qu'Hector ne se marierait jamais n'étant pas très séduisant, mais il eut la "bonté" de prendre pour épouse une fille-mère (c'est le 2ème bon homme qui épouse une fille-mère depuis le début de la Rue des Pignons...). Andrée travaille dans une manufacture comme opératrice de machine à coudre à l'exemple de bien des femmes de milieu ouvrier, mais la réalité s'arrête là: elle vient d'être promue, par une chance inestimable, dessinatrice de mode pour enfants. Il y a de l'avenir partout n'est-ce pas? Parlez-en aux femmes attelées à leur machine à coudre depuis 20 ans! Parlez-en aux femmes mises à pied de la Regent Knitting et de Susan Van Heusen!...

Le groupe Marsouin aussi n'est pas conforme aux normes structurelles de la famille. Le père est veuf, la fille aussi avec deux enfants. Le groupe se constitue donc surtout des employés de leur petite épicerie et des amis (es) du veuf et de sa fille. Il y a quelques années, on nous a présenté un "mariage par obligation" exceptionnel qui a viré en un roman d'amour très mélo (-méli...), Sylvette avait transformé sa pitié pour le bon gros Jacky en un grand amour, ébranlée qu'elle était par la compréhension et l'amour de son mari ainsi que par son propre sentiment de culpabilité vis-à-vis cet homme qui l'aime, même avec l'enfant d'un autre que lui. On en voit beaucoup de ces bons mariages...! Heureusement, même si cet amour était bien émouvant, on a tous été reconnaissant à l'auteur d'y mettre fin (alors qu'il brillait encore de toute sa beauté) par la mort de Jacky, pour permettre à Sylvette de revenir à ses anciennes amours et à Maurice (quand même plus séduisant que le gros Jacky) de se racheter complètement de ses vieux péchés...

Un autre couple dans le groupe Marsouin c'est celui de Fifine (ancienne employée à l'épicerie) et Manius (boucher à l'épicerie) le plus réaliste parce que le plus pauvre. On les sentait à l'étroit dans leur petit logement avec les triplés et les couches qui séchaient un peu partout. Voilà que, de façon tout aussi réaliste, ils viennent de gagner \$5,000. à la loterie... C'est la vie quotidienne quoi!...

On pourrait croire que le plus réel dans tout ça c'est Abondius Désiré, assisté social, alcoolique. Ce n'est qu'un piège...! Est-ce par hasard que le seul assisté social de toute l'émission soit aussi dégoûtant, aussi alcoolique, aussi voleur? La seule chose qui l'empêche de travailler c'est cet alcoolisme méprisable; pourtant le beau docteur Lavergne a bien vaincu ce vice par amour! Si Abondius ne veut pas essayer c'est qu'il est un lâche. Le fin mot de tout ça c'est qu'Abondius est un écoeurant et que les gens de la Rue des Pignons sont bien bons de s'occuper de lui avec toute leur "charité chrétienne!"



Faute de mieux...

pleine de mépris et de préjugés... La réalité est pourtant autre, une enquête du gouvernement a prouvé dernièrement que seuls 3% des assistés sociaux ont la capacité de travailler et donc que 97% ne le sont pas "pour le fun" comme nous le fait croire Mia Riddez, mais le sont par pure nécessité. Mia Riddez ne fait qu'alimenter la colère des gens contre les assistés sociaux, cette gang de paresseux et de vauriens qui vivent de nos taxes; sachez-vous qu'un homme dans la situation d'Abondius ne peut avoir que \$75. par mois pour payer sa nourriture, ses vêtements, ses loisirs, ses médicaments, ses meubles?...

La "gang" des Lafeuille est plus restreinte: le père Lafeuille, sa femme et les 3 enfants de celle-ci. Pour eux aussi tout s'arrange toujours pour le mieux. Emery devient heureux grâce à l'amour de sa Pauline après avoir été un homme taciturne, bête et malheureux. Il réussit à se faire aimer des enfants de sa femme, etc. Ils n'ont pour ainsi dire pas d'histoire, ils sont là pour donner l'exemple aux vieux couples. Leur plus vieux va aussi à l'université; comment paient-ils ses frais de scolarité? Mystère et boule de gomme...

En tout cas, tout est toujours bien qui finit toujours bien... Comme dans la vie de tous les jours dans tous les quartiers populaires de Montréal!

conséquences idéologiques

Non seulement la "Rue des Pignons" péche-t-elle en faussant la réalité mais encore, elle nous dicte des jugements, des attitudes, des comportements qui ne remettent aucunement en question l'organisation sociale et qui nous font croire que tout problème ne peut avoir qu'une solution individuelle. En faisant monter chaque personnage dans l'échelle sociale, en leur faisant profiter de chances inespérées sous prétexte qu'il faut "donner de l'espoir", la "Rue des Pignons" encourage le monde à se contenter de cette petite demi-heure hebdomadaire d'espoir (il serait plus juste de parler d'illusion). Pourtant, le reste de la semaine, ils se laissent exploiter de la même façon en attendant cette chance qui viendra bouleverser leur vie et les "sortir du trou".

Écoutons ce que Mia Riddez pense de son travail: "Je suis engagée par Radio-Canada pour écrire ce qui se passe chez les gens ordinaires et démontrer qu'il y a toujours un embryon d'espoir, même si on est écrasé par une politique avilissante et si la vie est devenue si chère qu'on ne peut plus rien acheter. On dit que je fais des romans à l'eau de rose; il faut quand même décrire la réalité et donner de l'espoir". 1

Nous ne sommes pas contre le fait qu'il faille donner de l'espoir, au contraire, il est de première importance que la classe ouvrière soit consciente de ses capacités, de ses possibilités, qu'elle sache qu'elle peut se délivrer de son état de servitude millénaire, de son exploitation institutionnalisée pour que par la suite elle puisse prendre les moyens de se libérer. Mais cela est un espoir qui doit se baser sur des faits et des données réelles, sur des analyses de sa situation objective, sur les possibilités concrètes de transformer cette situation et non sur des illusions où chaque individu se cantonne en lui-même

afin de "saisir la chance quand elle passe" (quand on sait dans quel camp se crée cette chance) ce qui pour la majorité des gens signifie l'attendre "jusqu'à ce que mort s'en suive"...

Non, ce que Mia Riddez nous offre ce n'est pas de l'espoir parce que ce n'est pas réalisable (du moins pas pour la majorité), c'est de la pure illusion et en cela Mme Riddez fait pire que "tricher avec la réalité", elle empêche toute lutte objective de se développer et empêche les gens de s'unir pour que cette lutte réussisse en attaquant les vraies racines de l'exploitation et de la misère de la classe ouvrière.

"Mia Riddez refuse de parler de la société elle préfère parler des individus. (...) Plus j'écoute parler Mia Riddez, plus je me dis qu'il n'y a pas de société définie mais seulement des individus qui ne cessent de transformer une société". 2

Voilà une bien belle phrase qui se situe absolument à l'opposé de la réalité. Parler ainsi c'est nier la réalité fondamentale de notre société: la lutte des classes. Celle-ci détermine la société en ce sens qu'une poignée de possédants contrôle la société et que la majorité des gens est transformée par cette société. Il existe ainsi toutes sortes "d'agents" (d'intermédiaires) comme Mia Riddez, pour nous amener à penser et à vivre ce que ceux qui possèdent veulent nous faire penser et vivre, pour mieux nous exploiter. Ils s'assurent ainsi que nous ne serons pas en désaccord avec eux.

Ainsi "Rue des Pignons" nous pousse à mépriser les assistés sociaux; à encourager l'oppression que les femmes connaissent par le mariage et le travail ménager en ne nous présentant que des femmes heureuses, aimées de leur mari; à nier la lutte des classes en faisant côtoyer des présidents de cibles avec les familles du quartier; à encourager la répression sexuelle en faisant se sentir coupable une fille-mère, en faisant croire que l'avortement est moralement

impensable dans un tel cas, en l'obligeant à aller se cacher à la campagne pendant sa grossesse, en l'empêchant de prendre ses propres responsabilités vis-à-vis sa grossesse puisque ce sont les parents des deux "pêcheurs" qui ont décidé de leur avenir et de celui de l'enfant; à prêcher la résignation et le sens du devoir en imposant à la mère toutes les responsabilités des actes de sa fille; à nier la pauvreté en faisant croire que ceux qui sont pauvres le sont par paresse ou par manque d'organisation et que quelqu'un qui travaille bien toute sa vie voit toujours nécessairement sa situation s'améliorer; à nier le chômage; à faire croire que le désir d'avoir des enfants est un besoin inné chez toutes les femmes et que c'est là la seule vraie source d'épanouissement; à faire croire que la famille est un antre de paix, d'amour et de compréhension où les désaccords ne sont que passagers et où tout le monde s'épanouit; etc., etc..

Tout cela dans le seul et unique but de neutraliser, en imposant comme "naturelle" la logique des exploitateurs, la révolte qui a toujours tendance à monter au coeur de ceux dont les conditions de vie sont trop difficiles et dont les besoins ne sont jamais que partiellement satisfaits. "Rue des Pignons" n'est qu'un exemple parmi d'autres de la façon subtile dont les exploitateurs s'y prennent pour parvenir à leurs fins.

Notons qu'il est bien déplorable que dans la "lutte idéologique" amorcée par les militantes et militants du Québec, on ne tienne compte que de l'exploitation économique vécue sur le marché du travail sans s'attaquer sur un même plan à ce qui se passe dans les maisons, dans les familles, en oubliant qu'il y a là aussi une exploitation économique et donc qu'il y a là aussi une lutte à mener. La classe dominante pourtant, n'oublie pas elle, que chaque foyer est un bastion à défendre...



Une femme sans enfants n'est pas une "vraie" femme"...



REFERENCES.-

- 1)- Photo-Journal, Lise Lapierre, 16 au 24 avril 1973, page 11.
- 2)- *idem.*

rencontre

Question - Pourriez-vous résumer l'essentiel de vos positions?

Selma - Nous avons cherché à définir quel est le rapport entre les femmes et le capital et quelles luttes nous devons mener pour le détruire. Il n'y avait aucune analyse marxiste sérieuse qui visait à situer la fonction des femmes dans l'économie capitaliste. Le mouvement des femmes a donc dû se définir lui-même à partir des expériences de luttes concrètes. De cette recherche, il s'est dégagé deux tendances politiques qui à première vue apparaissent comme les deux pôles opposés de l'éventail politique du mouvement féministe.

La première tendance affirme que c'est la notion de caste et non celle de classe qui est fondamentale et qu'une lutte politique ne peut mettre fin à l'oppression physique et psychologique des femmes. Ces femmes rejettent d'ailleurs carrément la lutte politique révolutionnaire. Elles prétendent que l'on doit se changer et changer les hommes avant tout. Ainsi, non seulement la lutte politique est rejetée mais aussi la possibilité de libération pour la majorité des femmes qui sont trop occupées à travailler et à s'occuper des autres pour avoir le temps de chercher des solutions individuelles.

L'autre tendance ^{au contraire} affirme que c'est la classe et non la caste qui est fondamentale et que le capital est l'ennemi principal, non parce qu'il existe mais parce qu'il n'est pas assez bien organisé. Elles ne visent pas à détruire le système capitaliste pour changer la situation des femmes mais seulement à l'organiser plus rationnellement (à travail égal, salaire égal, des garderies plus nombreuses et de meilleure qualité). Cette tendance soi-disant politique a servi jusqu'à maintenant à limiter le secteur d'intervention du mouvement féministe.

On retrouve dans ces deux tendances le même caractère libéral et la plupart des femmes de notre mouvement n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre de ces deux tendances.

En fait, les femmes de la tendance "politique" ne voient pas la lutte comme étant QUALITATIVEMENT différente de celle du mouvement ouvrier organisé sous une direction masculine. La différence, c'est qu'il existe maintenant un appendice à la lutte globale, quelque chose qu'on appelle "libération des femmes".

avec deux

Le 29 et 30 avril dernier, deux féministes marxistes, Mariarosa Dalla Costa et Selma James étaient de passage à Montréal. Nous avons pensé qu'il pouvait être important de les rencontrer pour échanger nos expériences de lutte et faire le point de nos analyses respectives. Dans cette optique nous avons organisé une rencontre avec des femmes militantes de divers milieux ainsi qu'une conférence publique à laquelle plus d'une centaine de personnes ont assisté.

L'analyse qu'elles font du système économique actuel et de la fonction des femmes dans ce système ouvre des perspectives de lutte entièrement nouvelles pour la classe ouvrière. Nous n'endossons pas cette analyse inconditionnellement mais elle nous a amené à poser plus clairement certaines questions concernant entre autres la fonction et la nature du travail ménager, les modalités de regroupement des ménagères, le salaire aux ménagères etc... Nous envisageons ces questions dans l'optique d'un travail constant de clarification d'une analyse féministe révolutionnaire ainsi que de précision de nos objectifs à moyen terme et des modalités de l'organisation des femmes.

Mariarosa Dalla Costa et Selma James ont publié ensemble une brochure, "The power of women et subversion in the community", qui doit paraître en français sous peu.

Nous avons profité de leur bref séjour pour préparer en collaboration avec l'APLQ un interview résumant l'essentiel de leurs positions que nous vous présentons ici. Le texte peut paraître quelques fois assez lourd mais cela est dû aux problèmes de traduction que nous avons eu à affronter.

féministes marxistes

Les questions qui se posent sont les suivantes:

a) est-ce que les femmes non salariées sont auxiliaires au fonctionnement du capitalisme et conséquemment sont aussi auxiliaires à la lutte plus globale contre le capitalisme? b) Est-ce qu'une lutte qui a exclu les femmes pendant si longtemps peut être considérée comme globale?

Obligées de développer notre propre analyse politique, nous avons rejeté les analyses toutes faites des mouvements socialistes traditionnels et nous avons progressivement transformé la notion de caste en un féminisme révolutionnaire basé sur la notion de classe.

Refusant d'une part de subordonner la question de classe au féminisme et d'autre part de subordonner le féminisme au concept de classe, Mariarosa a tenté d'élaborer une base théorique pour la lutte révolutionnaire autonome de des femmes en formulant une critique de l'exploitation des femmes.

le quartier cette usine sociale

Maria-Rosa prétend non seulement que la famille est le centre du conditionnement, de la consommation et une réserve de main-d'oeuvre, mais aussi et surtout un centre de production sociale. Quand les marxistes traditionnels disaient que la famille capitaliste ne faisait pas partie de la production sociale, ils refusaient de reconnaître que la femme avait un potentiel de pouvoir social et que la ménagère était productive. Pourtant si notre production est vitale pour le capitalisme, le refus de travailler, le refus de produire constitue une source de pouvoir social fondamental. En effet, Maria-Rosa démontre que même lorsque les femmes ne travaillent pas à l'extérieur du foyer, elles sont des productrices essentielles; le bien qu'elles produisent c'est l'être humain, le travailleur lui-même.

La maison, le quartier ne sont donc pas des endroits de détente et de liberté annexés à l'usine, où par hasard il y a des femmes qui sont les servantes personnelles des hommes. Au contraire, le quartier est l'autre moitié de l'organisation capitaliste, l'autre secteur de l'exploitation capitaliste, l'autre source cachée de plus-value. Le point central de cette usine sociale qu'est le quartier, c'est la ménagère qui produit un bien, la force de travail.

Les luttes menées par les femmes constituent une menace à la domination capitaliste qui a fait de nous aussi des instruments d'accumulation de la plus-value et qui a transformé nos rapports avec les hommes et les enfants en travail de reproduction et d'entretien de cette force de travail.

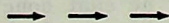
Jusqu'à maintenant, les femmes qui tentaient de sortir de l'isolement de leur foyer pouvaient trouver une alternative seulement à l'intérieur de l'organisation capitaliste. Aujourd'hui cependant la lutte des femmes pose comme seule alternative possible la destruction du capitalisme.

D'après Maria-Rosa, la classe ouvrière ne comprend pas seulement le travailleur salarié. D'après elle, le rapport social qui existe entre le salarié et le non-salarié au sein de la famille est partie intégrante de la structure du capital et par conséquent la lutte de l'un est interdépendante de la lutte de l'autre. Cette définition de la famille et du quartier comme centre possible de transformations sociales, ouvre une toute nouvelle perspective de lutte et d'organisation révolutionnaire qui doit mener à réévaluer le poids et l'impact des femmes dans la lutte.

Maria-Rosa - Pour résumer l'essentiel de nos positions en ce qui concerne l'autonomie de la lutte des femmes et le salaire pour le travail ménager, nous devons préciser ce que représente le mouvement des femmes et cela malgré les différentes tendances qui y sont exprimées.

A leurs débuts, les mouvements de femmes tentèrent de voir les hypothèses et les stratégies de lutte susceptibles de mettre fin à leur situation d'exploitation et d'oppression. En fait, les femmes recherchaient une force collective, un pouvoir pour lutter contre cette situation.

la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière



Question - Quels liens faites-vous entre la lutte de classe et la lutte des femmes?

Ce que nous appelons un pouvoir n'est pas le pouvoir que le capital donne à quelques femmes, mais le pouvoir de toutes les femmes de lutter contre leur situation d'exploitation économique.

Mariarosa - Puisque les mouvements de femmes blanches, noires et de toutes les races représentent la révolte, la rébellion, la tentative d'organisation de la section de classe la plus exploitée et la plus méconnue, je pense que les mouvements de femmes vont vraiment poser la question de classe c'est-à-dire non seulement la question des femmes mais à travers la question des femmes celles de l'exploitation de toute la classe ouvrière.

A partir du moment où les femmes commencent à s'organiser, commencent à prendre conscience de leur force et de leur pouvoir, c'est la classe ouvrière tout entière qui trouve de nouvelles forces et de nouvelles possibilités de luttes.

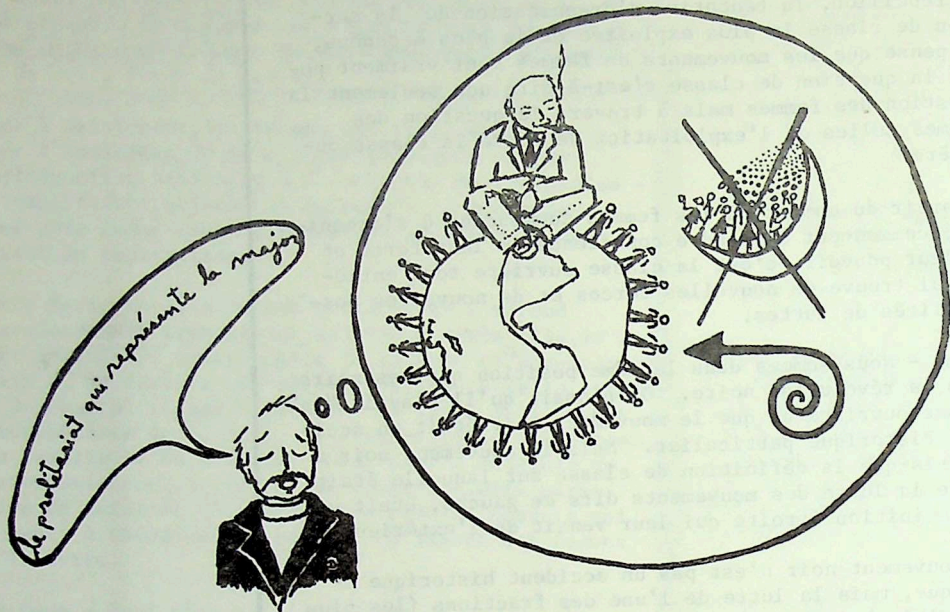
Selma - Nous sommes dans la même position que les noirs dans la révolution noire. On pensait qu'il y avait "la" classe ouvrière et que le mouvement noir était un accident historique particulier. Mais le mouvement noir a compris que la définition de classe sur laquelle était basée la lutte des mouvements dits de gauche, était une définition étroite qui leur venait de l'extérieur.

Le mouvement noir n'est pas un accident historique exotique, mais la lutte de l'une des fractions (les plus exploitées) de la classe ouvrière qui ouvre à nouveau les possibilités de lutte de toute la classe ouvrière.

Nous, féministes, représentons exactement la même chose; nous ne sommes pas une annexe, un appendice d'une classe mais une partie intégrale de cette classe. Mais parce que nous n'avons pas les mêmes privilèges que d'autres sections de cette classe, nous sommes capables de voir l'organisation complète du travail capitaliste et nous avons la possibilité d'établir des liens dans la lutte ouvrière qui n'ont jamais été établis précédemment. Nous avons une perspective de lutte dans le quartier sans laquelle la lutte dans les usines ne peut réussir.

Pour revenir à la comparaison avec les noirs, signalons que malgré le fait que des milliers de noirs aient affronté l'Etat américain, beaucoup de gens prétendaient encore que la classe ouvrière américaine n'avait pas agi. Alors que c'était la première fois depuis des années que toutes les usines de Détroit s'arrêtaient de produire, personne ne comprit que la classe ouvrière avait stoppé la production capitaliste. Ils ne comprirent pas, parce que les ouvriers en lutte étaient des noirs. Il en est de même pour nous! Parce que nous avons un utérus, quand nous nous battons, nous ne sommes pas considérées comme faisant partie de la classe ouvrière...nous ne sommes que des femmes!

Il est aussi ridicule de considérer que le travail ménager des femmes n'a pas une fonction spéciale dans le système économique que de considérer que le travail des esclaves ou celui des paysans du Tiers-Monde se situe en dehors du processus économique.



Je trouve fort étonnant que des gens qui se réclament du marxisme, puissent présumer que 50% de la population adulte active (les femmes) ne rapportent aucun profit direct aux capitalistes.

La femme ne travaille pas gratuitement, pas plus que l'esclave ne travaillait gratuitement, sinon elle mourrait de faim et de froid. La femme est payée pour une partie de son travail comme tous les autres travailleurs, sauf qu'elle n'a pas directement de salaire, même quand elles passe beaucoup de temps à effectuer une tâche; le capitaliste n'a pas à la payer à l'heure.

Les ménagères de la classe ouvrière ne sont pas exclues des salariés, elles sont simplement payées à même le salaire de leur mari et le capitaliste obtient la force de travail de deux ouvriers pour le prix d'un.

Mariarosa - Les femmes ménagères au même titre que les chômeurs et les assistés sociaux ne sont pas directement salariées, mais constituent une réserve de main-d'oeuvre à bon marché toujours soumise aux diktats du capital. La quasi totalité des femmes ont à assumer des tâches ménagères mais on ne peut pas dire que du simple fait qu'elles assurent l'entretien et la reproduction de la classe ouvrière au profit du capital elles constituent une classe. La question devient d'ailleurs

particulièrement épineuse quand on parle des femmes de la petite-bourgeoisie qui font partie de cette bourgeoisie strictement à cause de leurs liens de mariage. Etre la femme d'un homme riche c'est un peu comme être l'esclave dans bien des cas d'un riche patron; s'il y a rupture, la femme est souvent condamnée à chercher du travail et nous savons quelles sont les conditions des femmes sur le marché du travail... A cause de l'insécurité complète de leur position sociale, ces femmes peuvent donc avoir intérêt à se lier aux femmes de la classe ouvrière et à mener un combat commun avec ces dernières, contre le capital, Les femmes ne constituent pas une classe en soi mais une fraction de classe particulièrement exploitée et quoique seules les femmes de la classe ouvrière ont un intérêt immédiat à s'organiser pour renverser leur situation, certaines femmes de la petite bourgeoisie peuvent aussi avoir intérêt à mener un combat contre le capital.

Question - En tant que groupe féministe marxiste comment considérez-vous le travail d'organisation des femmes dans les usines et la relation des luttes des femmes avec les luttes ouvrières. D'autre part, quels types de liens, avez-vous établi avec les groupes dits révolutionnaires?

lutte des femmes
et luttes
révolutionnaires

Mariarosa - QUAND ON DIT QUE LES FEMMES CONSTITUENT LA SECTION LA PLUS EXPLOITEE DE LA CLASSE OUVRIERE, IL NE S'AGIT PAS DE TOUTES LES FEMMES. NOUS VOULONS SEULEMENT DIRE QU'A L'INTERIEUR DU PROLETARIAT, LES FEMMES SONT LES TRAVAILLEURS LES PLUS EXPLOITES. On les retrouve dans les secteurs les plus instables (textile, alimentation), les plus susceptibles de fermer ou de congédier les travailleurs à la moindre crise. Lorsqu'elles sont dans des usines mixtes, le secteur automobile par exemple, elles occupent les pires emplois et en Europe on les utilise à la place des Marocains, des Grecs ou des Algériens. Non seulement les femmes sont les travailleurs les plus exploités mais en plus elles doivent assumer une double journée de travail, faisant leur travail ménager au retour de l'usine.

Comme dans les groupes de gauche la notion de classe ne tenait nullement compte de l'exploitation particulière des femmes, leur stratégie ne pouvait être radicale et vraiment révolutionnaire.

7

Quand les femmes posent la question de leur exploitation, elles posent la question d'une stratégie entièrement nouvelle et elles ne peuvent présupposer que les groupes de gauche possèdent déjà une stratégie à laquelle elles n'ont qu'à se rattacher, comme un appendice. Beaucoup de femmes à l'intérieur des groupes de gauche pensaient, et pensent encore, que les hommes doivent définir la question de classe et les femmes doivent s'occuper de la question des femmes. Nous pensons au contraire que la question des femmes doit être posée en terme de classe par des femmes et celles-ci doivent définir les étapes et les instruments de leur lutte.

L'organisation de la lutte autonome des femmes aura des influences sur toute la classe ouvrière et peut-être les hommes consentiront-ils à s'interroger sur leurs rapports avec la lutte des femmes.



En effet, les hommes ne tiennent compte que de l'exploitation dans le secteur du travail faisant abstraction de toute cette autre source de plus-value qu'est l'organisation de la vie à la maison et le quartier. Ils oublient donc souvent de nombreux éléments oppressifs de la vie quotidienne tels les rapports d'autorité dans la sexualité, la famille et le travail. Leur front de lutte porte essentiellement sur l'aspect économique et laisse de côté les aspects idéologiques du capitalisme.

Les femmes parce qu'elles sont doublement exploitées, à l'usine où elles sont les plus mal payées, à la maison où elles n'ont aucun salaire et parfois à ces deux endroits en même temps, sont davantage en mesure de formuler des critiques plus radicales sur l'ENSEMBLE de la domination capitaliste.



Prenons un exemple de l'attitude de certains groupes de gauche face à la lutte des femmes.

Dans une usine de produits chimiques à Venise, les travailleurs avaient mené de dures luttes et avaient été à l'avant-garde des luttes qui secouèrent l'Italie à la fin des années 60. Mais les batailles de ces camarades n'avaient en rien modifié la situation d'exploitation de leurs femmes. Ces dernières s'étaient pourtant organisées pour appuyer les hommes en grève comme les femmes l'ont d'ailleurs toujours fait dans des situations semblables.

Un jour, ces femmes qui vivaient dans un quartier dépourvu d'espaces verts et de parcs pour enfants, découvrirent un terrain vague et voulurent l'utiliser. Après quelques jours cependant, on leur en interdit l'entrée et on éleva une clôture de barbelés. Elles détruisirent aussitôt la clôture et continuèrent à l'utiliser. Le propriétaire riposta en affichant des pancartes interdisant l'entrée. Elles passèrent outre à cette défense. En dernier lieu, le propriétaire eu recours à des chiens.

En désespoir de cause, les femmes firent appel à leurs maris. Ceux-ci répondirent de façon classique: "Nous avons des choses plus sérieuses à régler, ne nous dérangez pas!"

C'est un exemple typique de la position subordonnée des femmes à l'intérieur des groupes mixtes. Les femmes doivent renverser ces rapports en organisant de façon autonome leur propre lutte, et alors seulement elles pourront compter sur un appui éventuel des hommes.

Selma- Au même titre que ce sont les groupes révolutionnaires blancs qui ont établi des liens avec les groupes noirs, les groupes de gauche doivent prendre l'initiative d'établir des liens avec les groupes féministes. C'est à eux d'accepter et d'appuyer le programme des mouvements féministes et non aux mouvements féministes de leur demander leur appui.

En tant qu'exemple précis de la relation entre hommes et femmes dans les usines, nous pouvons nous référer aux luttes des années 30 aux Etats-Unis et en France, lors de la création de l'AFL-CIO et de d'autres syndicats. Je me souviens par exemple d'une usine de montage automobile où hommes et femmes travaillaient ensemble et naturellement dans ce secteur les hommes étaient en majorité. Lorsque les travailleurs occupèrent l'usine, ils comprirent rapidement que la police et l'armée allaient tenter de les expulser mais ils étaient prêts à les affronter. Les hommes ordonnèrent cependant aux femmes de sortir prétextant qu'il était trop dangereux de rester dans l'usine. Les femmes supplièrent les hommes de rester en disant: "nous avons été exploitées comme vous, nous avons le droit de lutter au même titre que vous. C'est d'ailleurs la seule façon, si nous vaincons que cette victoire soit "notre" victoire. Mais les hommes refusèrent et, comme ils étaient en majorité, les femmes durent sortir. Elles organisèrent la lutte de l'extérieur, apportèrent des vivres aux hommes. Elles étaient reléguées encore une fois aux tâches dévolues aux femmes et devenaient "de simples auxiliaires de leur propre lutte."

Au cours d'une lutte que nous avons menée, il y a quelques années en Angleterre, cette même question a été soulevée. Elle a cependant été posée en termes différents puisque les femmes étaient en majorité. Les hommes ont dû reconnaître qu'ils ne pouvaient rien obtenir pour eux-mêmes sans appuyer la lutte des femmes.

Ainsi, quand l'égalité du salaire entre hommes et femmes a été revendiquée, les hommes ont appuyé leurs camarades.

Au cours des dernières années, les femmes ont souvent mené de très dures luttes pour l'égalité du salaire et les hommes les ont rarement appuyées. Très souvent d'ailleurs, ce sont les syndicats qui brisaient l'unité de ces deux groupes de travailleurs et qui incitaient les hommes à ne pas appuyer ces luttes sous le prétexte qu'il s'agissait là de revendications de femmes. Mais c'est faux, la revendication à travail égal salaire égal est une revendication fondamentale pour toute la classe ouvrière.

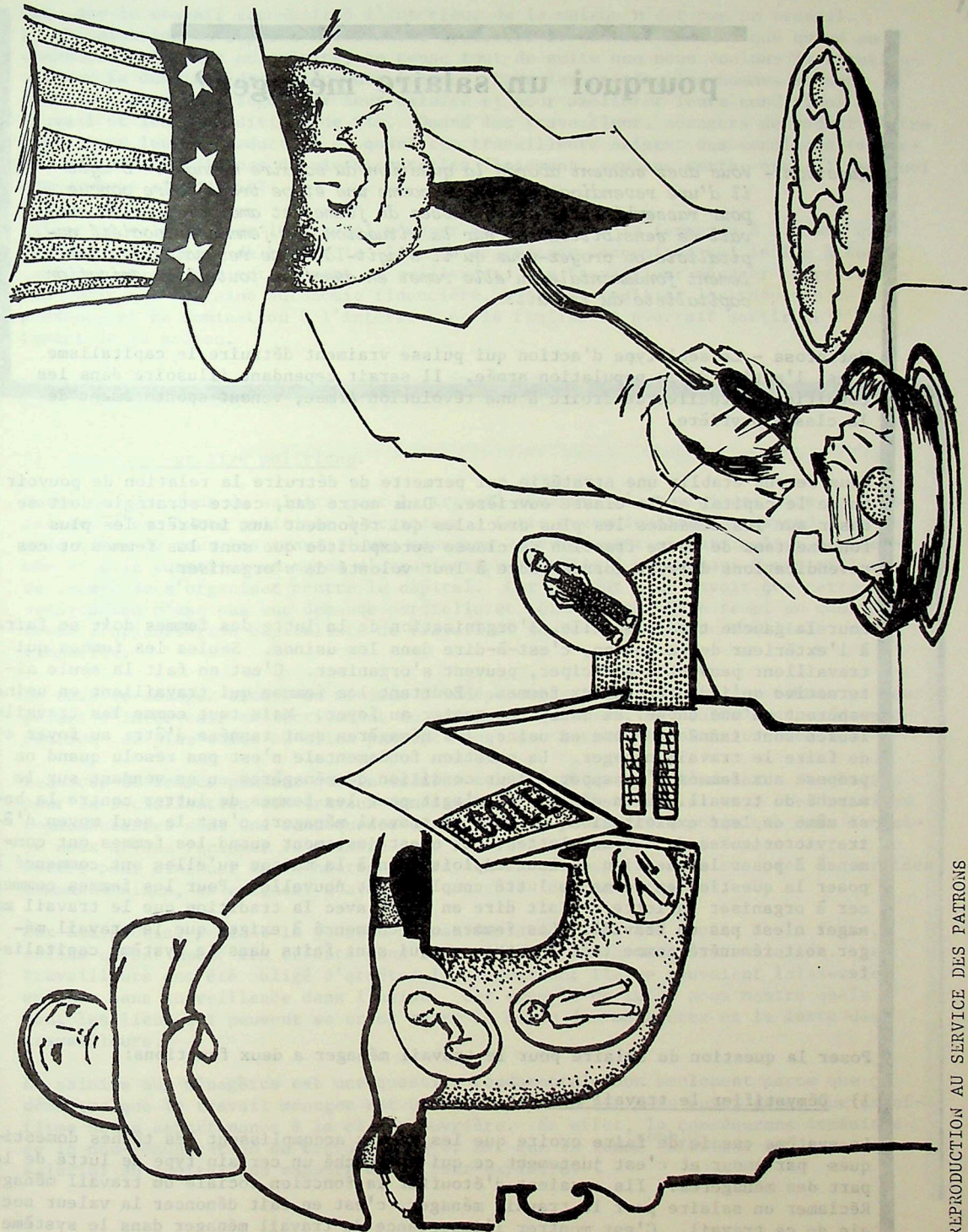
On accuse souvent les femmes d'être réactionnaires parce qu'elles ne luttent pas, parce qu'elles ne semblent pas combattre suffisamment leur condition d'exploitation. On oublie qu'elles ont une longue histoire dans la cuisine et qu'elles sont rarement appuyées par les hommes dans leur lutte. En tant que féministes, nous ne voulons pas nous isoler des hommes, au contraire. Mais nous voulons que les hommes nous rejoignent et acceptent le programme, les conditions, les perspectives de lutte de cette section de classe qui est la plus exploitée et à qui la société capitaliste a refusé tout privilège.

Nous voulons aussi préciser que nous considérons la question de la sexualité comme une question de classe. Quand nous parlons de mener une lutte féministe à l'intérieur de l'usine, nous voulons détruire les barrières que les syndicats ont élevées entre hommes et femmes sous le prétexte qu'il s'agissait d'une lutte de classe, par conséquent d'une lutte sérieuse, dont la stratégie et l'organisation appartenaient aux hommes. Pour nous, la sexualité est une question de classe parce que reproduire des enfants pour nous c'est reproduire des enfants pour la classe capitaliste. Notre travail ménager est au service du capitalisme et l'institution de la famille elle-même est au service du capitalisme. A partir du moment où les femmes, qu'elles soient à l'usine ou à la maison, commencent à identifier les intérêts de leur fraction de classe, et commencent à lutter pour défendre leurs propres intérêts, les luttes ouvrières prennent un caractère tout à fait différent.



Certains
nous appellent
"les poules"

pensent-ils bien ce
qu'ils disent ?...



LA REPRODUCTION AU SERVICE DES PATRONS

pourquoi un salaire ménager?

Question - Vous avez souvent abordé la question du salaire ménager. S'agit-il d'une revendication conçue comme une étape transitoire conçue pour rassembler de larges masses de femmes et amorcer tout un travail de sensibilisation sur la situation des femmes en société capitaliste ou croyez-vous qu'il s'agit-là d'une revendication tellement fondamentale qu'elle remet en question toute l'organisation capitaliste du travail?

Mariarosa - Le seul type d'action qui puisse vraiment détruire le capitalisme c'est l'action de la population armée. Il serait cependant illusoire dans les conditions actuelles de croire à une révolution armée, venant spontanément de la classe ouvrière.

Nous devons établir une stratégie qui permette de détruire la relation de pouvoir entre le capital et la classe ouvrière. Dans notre cas, cette stratégie doit se baser sur les demandes les plus cruciales qui répondent aux intérêts les plus fondamentaux de cette fraction de classe surexploitée que sont les femmes et ces revendications doivent correspondre à leur volonté de s'organiser.

Pour la gauche traditionnelle, l'organisation de la lutte des femmes doit se faire à l'extérieur de la maison, c'est-à-dire dans les usines. Seules les femmes qui travaillent peuvent s'émanciper, peuvent s'organiser. C'est en fait la seule alternative qu'ils offrent aux femmes. Pourtant les femmes qui travaillent en usine espèrent qu'une chose: se marier et rester au foyer. Mais tout comme les travailleuses sont tannées d'être en usine, les ménagères sont tannées d'être au foyer et de faire le travail ménager. La question fondamentale n'est pas résolue quand on propose aux femmes d'échapper à leur condition de ménagères en se vendant sur le marché du travail. Loin de là. Il s'agit pour les femmes de lutter contre la base même de leur exploitation qui est le travail ménager; c'est le seul moyen d'être victorieuses dans leurs luttes. Et c'est justement quand les femmes ont commencé à poser la question de leur exploitation à la maison qu'elles ont commencé à poser la question en terme de lutte complètement nouvelle. Pour les femmes commencer à organiser la lutte voulait dire en finir avec la tradition que le travail ménager n'est pas un travail. Les femmes ont commencé à exiger que le travail ménager soit rémunéré comme tous les travaux qui sont faits dans le système capitaliste.

Poser la question du salaire pour le travail ménager a deux fonctions:

1) Démystifier le travail ménager.

Le système essaie de faire croire que les femmes accomplissent les tâches domestiques par amour et c'est justement ce qui a empêché un certain type de lutte de la part des ménagères. Ils essaient d'étouffer la fonction sociale du travail ménager. Réclamer un salaire pour le travail ménager, c'est en fait dénoncer la valeur sociale de ce travail. C'est montrer l'importance du travail ménager dans le système capitaliste. C'est rompre avec cette mystification très dangereuse pour les fem-

mes, que le travail accompli à l'intérieur de la maison n'est pas un travail. L'organisation du capital a tellement mystifié le travail ménager que quand on commence à réclamer un salaire, on pense tout de suite que nous voulons institutionnaliser la destinée domestique des femmes. Dans les usines, les hommes se sont d'abord battus pour augmenter leur salaire et pour améliorer leurs conditions de travail et leurs conditions de vie. Quand les travailleurs ménagers demandent d'être payés pour leur reproduction et quand ces travailleurs exigent des conditions (garderies) et des conditions de vie acceptables (logement, espaces verts, etc...) pourquoi sommes-nous si surpris?

Exiger un salaire pour le travail ménager permettrait à la femme ou à l'homme qui effectue ce travail de briser le lien de dépendance économique qui le lie à son conjoint et qui devient souvent si avilissant. Le travailleur ménager pourrait enfin avoir une certaine autonomie financière, pourrait modifier les rapports de dépendance et de domination à l'intérieur de la famille et pourrait sortir de l'isolement de la maison.

2) Notre perspective politique.

Quand nous parlons du salaire pour le travail ménager, c'est vraiment dans la perspective d'une lutte politique à organiser. Cette revendication correspond à un besoin vital de tous les travailleurs ménagers et évidemment en particulier des femmes et elle constitue un moyen d'organisation privilégié permettant à des milliers de femmes de s'organiser contre le capital. Car il faut bien savoir que cette revendication n'est pas une demande partielle et réformiste. Elle remet en cause toute l'organisation capitaliste du travail et toute la structure familiale traditionnelle.

Le salaire ménager assure un minimum d'indépendance indispensable aux femmes et leur permet d'intervenir collectivement au niveau du quartier, cet autre secteur de production de plus-value où elles peuvent mener des luttes tout à fait nouvelles.

Beaucoup de femmes pensent que le salaire aux ménagères va à l'encontre des luttes pour la socialisation des travaux domestiques. Ce n'est pas le cas. Les services communautaires sont une conséquence directe de la perspective politique dans laquelle nous devons réclamer le salaire pour le travail ménager. Les femmes devront se battre pour diminuer leurs heures de travail en exigeant la mise sur pied de services communautaires, en exigeant d'avoir le contrôle de ces services.

Aux Etats-Unis, pendant la journée de manifestation pour les droits de la femme, celles-ci ont amené les enfants dans les usines où les hommes travaillaient. Les travailleurs ont été obligés d'arrêter la production; ils ne pouvaient laisser les enfants sans surveillance dans l'usine. Cet exemple de lutte nous montre quels sont les liens qui peuvent se créer entre la lutte des ménagères et la lutte des travailleurs.

Le salaire aux ménagères est une question fondamentale non seulement parce que ça démontre que le travail ménager est un travail productif mais aussi parce que ça affirme notre appartenance à la classe ouvrière. En effet, la conséquence immédiate de la non-rémunération du travail ménager est que la femme ^{semble} extérieur au processus salarial du capital, au rapport exploitateur-exploité.

Question - Dans un sens, vous ne voyez pas le salaire pour le travail ménager ne ferait que souligner cette division des rôles établit sur une base sexuelle?

Notre point de vue est exactement l'opposé. Le travail ménager a toujours été sur les épaules des femmes parce que ce n'est pas un travail payé. L'organisation capitaliste du travail a réussi à désorganiser la capacité de lutte des femmes et a réussi à maintenir ce travail comme un travail féminin. Le même problème se pose pour les noirs. Nous savons que ce sont les noirs, en général, qui accomplissent les travaux les plus durs et les moins bien payés; exemple: les porteurs à l'aéroport. Auparavant, ce genre de travail était réservé exclusivement aux noirs. Mais à partir du moment où les noirs se sont regroupés pour mener des luttes exigeant de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, les blancs ont commencé à réclamer l'accès à ce genre de travail. Nous voulons montrer par cet exemple qu'un travail est féminin, noir ou sur les épaules des sections de classe les plus exploitées dans la mesure où ces sections de classe ne luttent pas durement pour changer ces conditions.

l'organisation autonome

Question - Vous faites partie dans vos pays respectifs d'organisations féministes. De quel type d'organisation s'agit-il et quel type de lutte menez-vous?

Mariarosa - Nous faisons toutes deux partie de mouvements féministes marxistes et nous refusons d'endosser plus longtemps les vieilles notions de classe qui subordonnent les travailleurs non-salariés aux travailleurs salariés; on cache derrière ces notions l'exploitation du travail de la femme à la maison i.e. sa productivité ainsi que les raisons de sa double exploitation lorsqu'elle se retrouve sur le marché du travail. De cette analyse découle la possibilité d'intervenir dans de nouveaux champs de lutte et la possibilité de faire de la subversion non seulement à l'usine et au bureau mais aussi dans le quartier et il ressort aussi la nécessité de lier la lutte de ces deux secteurs de production: l'usine et la maison. Par conséquent à Lotta Femminista, qui n'a aucun lien de parenté avec Lotta Continua, nous intervenons dans ces deux secteurs à la fois.

Lotta femminista tient des rencontres de coordination deux fois par mois afin d'approfondir certaines questions politiques, de déterminer plus clairement la stratégie, de confronter les expériences des divers groupes et de régler certains problèmes techniques. Cependant, les groupes locaux conservent une entière autonomie pour définir leurs priorités de lutte en fonction de l'évaluation de leurs forces et de la situation particulière de leur région, tout en tenant compte cependant des perspectives d'ensemble du mouvement.

Jusqu'à présent, nous avons préféré mener des luttes locales correspondant à nos capacités d'organisation plutôt que d'engager des batailles larges sans base militante réelle. Nous commençons toutefois à envisager la possibilité de mener des luttes à travers toute l'Italie. Ainsi, actuellement nous faisons une vaste campagne d'information pour supporter l'une de nos camarades, Lolla, qui subit un procès pour avortement. Nous voulons utiliser ce cas pour appuyer la lutte de toutes les autres femmes aux prises avec cette question afin de démasquer les forces réactionnaires qui refusent à la femme cette liberté et ce droit fondamental de contrôler son propre corps.

Nous avons aussi commencé à soulever la question des allocations familiales, qui en Italie sont versées directement aux hommes. Dans la perspective d'exiger un jour le salaire ménager, nous devons exiger que cette allocation soit directement versée aux femmes. Il importe d'autre part que cette question soit posée au plan national car elle constitue une demande fondamentale pour l'organisation des femmes et permet de dégager toute une analyse politique. Il est évident que les femmes qui souvent par le biais d'un travail large se joignent au mouvement n'ont pas toutes le même degré de maturité politique mais leur appartenance au mouvement leur permet de développer cette maturité.

Selma - De notre côté, en Angleterre, nous avons entrepris une dure lutte contre l'Etat qui veut retirer aux femmes les quelques miettes d'argent qu'elles recevaient par le biais des allocations familiales. Déjà des milliers de femmes de tendances différentes se sont jointes au mouvement et il est étonnant de voir comment nous réussissons à discuter de nos divergences politiques, à respecter les particularités de chaque groupe et même à mener des actions différentes qui se situent dans une même perspective et se complètent.

NOUS SOMMES DEMENAGEES

au 4319 St-Denis, Mtl.

Centre des femmes: 288-4057

• CHU MÉNAGÈRE
 • Une autre journée à m'mettre dans l'corps
 • J'ai mon voyage mais ça fait rien
 • Faut ch'continue le même train-train
 • Laver, frotter, torcher tout l'temps
 • Quand chu malade, pis quand chu ben
 • Pas moyen d'faire d'aut'chose
 • A coeur d'année, à coeur de vie
 • Mauvite belle vie!

• Une autre journée à m'mettre dans l'corps
 • J'ai mon voyage mais ça fait rien
 • Faut ch'continue le même train-train
 • Aimer, guérir, aider tout l'temps
 • Quand chu malade, pis quand chu ben
 • Pas moyen d'faire d'aut'chose
 • J'ai une job steady, chu pas une autre
 • Chu ménagère

• Une autre journée à r'commencer
 • Les p'tits sont d'bout, Jean est parti
 • Faut j'me dépêche, y sont en retard
 • Ché pas par quel bout' commencer
 • Vaisselle, lavage, époussettage
 • Avant le r'pas d'midi
 • j'ai une job steady, chu pas une autre
 • Chu ménagère

A NOTER:

A cause du volume du présent numéro, la chronique SEXE ET POLITIQUE réapparaîtra seulement dans le prochain numéro

A NOTER:

Nous ne publierons qu'un seul numéro de QUEBÉCOISES DEBOUTTE pour les 2 mois d'été: juillet et août.

chansons féministes

A Poèmes & Chants de la Résistance 3
 (le 9 mai au Centre Paul-Sauvé et le 14 mai au Petit Colisée de Québec),
 deux militantes du Centre des Femmes
 ont relié les luttes des femmes aux
 luttes ouvrières. Elles ont interprété
 deux compositions collectives (parole
 et musique) des militantes du Centre
 des Femmes: Chu Ménagère

&
 Debout les Femmes

DEBOUT LES FEMMES

• Debout les femmes, prenons nos vies dans nos mains
 • Debout les femmes, et ne courbons plus les reins
 • Soyons fortes pour demain
 • Nous aussi il faut lutter
 • Avec tous les exploités

• Vivre à genoux, dans le creux de nos misères
 • Vivre à genoux, en silence comme nos mères
 • C'est assez de servitude,
 • C'est assez de solitude,
 • Nous n'avons plus à nous taire

• Oui nous savons, que le profit des patrons
 • Nous le savons, il se fait dans notre chair
 • Aussi dans notre travail
 • Notre double exploitation
 • A l'usine, à la maison

• Luttons ensemble, enfin soyons solidaires
 • Luttons ensemble, ménagères et ouvrières
 • Il n'y a plus de temps à perdre
 • Notre monde est à refaire
 • Levons-nous dès maintenant

• Debout les femmes, prenons nos vies dans nos mains
 • Debout les femmes, et ne courbons plus les reins
 • Soyons fortes pour demain
 • Nous aussi il faut lutter
 • Avec tous les exploités

\$ \$ \$ \$ \$

S.O.S.

Le Centre des Femmes, fonctionne déjà depuis un an et demi. Nous avons commencé la publication du journal *QUEBECOISES DEBOUTTE* en novembre dernier et déjà six numéros ont été publiés. La rentrée massive des abonnements nous a grandement surprises et nous a fait constater que ce journal suscitait un grand intérêt, non seulement au Québec mais ailleurs dans d'autres pays.

Le coût peu élevé de l'abonnement a nécessairement contribué à rendre ce journal très accessible. Mais il reste que les frais de publication et d'envoi dépassent le prix chargé jusqu'à maintenant pour l'abonnement. Toutefois, nous maintenons le prix de \$3.00 pour l'abonnement individuel mais nous demandons à partir de maintenant \$9.00 pour les abonnements de groupe. L'abonnement de groupe comprend cinq copies par numéro pour douze publications, ce qui revient à .09 la copie (+ .06 pour frais de poste). Cette augmentation reste minime, mais elle nous permettra de payer les frais de publication. De plus, les frais d'abonnement pour les organismes officiels s'élèvent à \$15.00; cet abonnement pouvant aller jusqu'à cinq copies par numéro.

Mais il reste que la rentrée des abonnements demeure insuffisante pour assurer la possibilité financière de poursuivre le travail amorcé depuis six mois. De par l'intérêt que suscite *QUEBECOISES DEBOUTTE*, nous voulons travailler dans une prochaine étape à organiser un réseau de distribution structuré afin d'élargir la diffusion de textes féministes et de permettre l'utilisation maximum de cet instrument privilégié qu'est notre journal.

Pour réaliser ces objectifs nous avons besoin de l'aide de toutes celles et ceux qui appuient et soutiennent la lutte des femmes. Nous faisons donc appel à vous et nous vous demandons de contribuer financièrement dans la mesure de votre possible. *QUEBECOISES DEBOUTTE* nous concerne toutes et tous, féministes révolutionnaires.

Vous pouvez adresser vos mandats à *QUEBECOISES DEBOUTTE*
4319 rue St-Denis
Montréal, Québec

QUEBECOISES DEBOUTTE!

FEMMES EN LUTTE

à

C

O

L

E

C

O

Coleco compte de 500 (dans les périodes de "Slack") à 800 employés/es et les femmes y constituent 70% de la main-d'oeuvre. D'autre part, les immigrés (surtout des hommes) en représentent 20% .

La moyenne d'âge se situe à environ 23 ans à Coleco. On calcule cette moyenne car il y a environ 50% des employés/es qui ont moins de 18ans (même si on déclare avoir 18ans). Comme la main-d'oeuvre est très jeune, la plupart des femmes ne sont pas mariées ou plutôt "pas encore mariées", car en général elles ne travaillent que pour pouvoir se trouver un mari. Mais règle générale, il ne faut surtout pas qu'il travaille à la même shop. Une partie de leur salaire sert à payer pension aux parents. Tout le reste passe surtout en vêtements à la mode, en produits de maquillage, etc. D'ailleurs, les filles sont bien souvent sur la finance, car elles ont beaucoup de dettes. Et la plupart ne savent trop si elles verront le jour de s'en sortir. C'est pourquoi un bon nombre achètent en plus des billets de loterie en espérant que "leur" billet viendra régler leurs problèmes très bientôt.

La scolarité des travailleurs/euses ne dépasse pas la 10^e ou la 11^e année chez les jeunes, mais chez les plus vieux, elle se situe autour de la 3e ou la 4e année en moyenne. Par contre, plusieurs ne savent pas écrire.

Le salaire initial pour tout employé/e est le salaire minimum (\$1.69). Après 3 mois de travail, quand on est devenu régulier, on monte à \$1.89 l'heure.

D'autre part, Coleco compte une infirmerie à son crédit. Mais comme l'infirmière veut profiter le plus possible des faveurs que lui font les patrons, elle ne prend jamais position pour la prévention des accidents: comme son silence par rapport à la colle utilisée pour l'assemblage qui s'est avérée dangereuse à la manutention à plusieurs reprises.

Coleco est une usine de jouets située à St-Henri et dont le mot d'ordre est: "Rendre les gens heureux, c'est notre affaire'." (sic)

Coleco a un syndicat de boutique affilié à la Fédération canadienne des associations indépendantes. Mais les travailleurs/euses vont vouloir mettre la FCAI dehors. ILS ET ELLES ONT DECIDE DE SE DONNER UN SYNDICAT QUI SERVIRA LEURS INTERETS A EUX.

des femmes se réunissent

Après avoir créé des sympathies à l'intérieur de Coleco, deux militantes de l'usine, invitent un groupe de femmes à une réunion pour se parler du besoin d'organisation des travailleurs/euses à Coleco. Mais dès le départ, on se rend compte de l'instabilité à laquelle fait face le groupe.

Composé uniquement de femmes, on perçoit très vite les difficultés qui ressortent d'un travail d'organisation avec des femmes: difficultés qui tournent toutes autour du rôle traditionnellement réservé à la femme dans la société, son rôle de mère-épouse-ménagère. Elles ont des enfants à charge, des tâches ménagères à assumer toutes seules, etc.

Mais plus encore, on perçoit à quel point l'oppression des femmes peut être forte au sein de la famille: entre autres, certains maris ne permettent pas à leur femme d'avoir des activités le soir. Il y a aussi l'exemple de cette femme qui doit se lever à 2:00am toutes les nuits pour faire à manger à son mari qui revient du travail à cette heure-là; ceci même si elle doit être debout à 6:00 am pour son travail à Coleco et qu'elle a la charge entière des travaux ménagers à assumer en plus.

D'autre part, il y a même eu une femme qui n'est plus retournée au travail quand son mari (très jaloux) a su qu'elle se chargeait de faire signer des cartes d'accréditation syndicale en faisant du porte-à-porte chez les travailleurs/euses de Coleco.

Il y a eu des départs, mais le groupe s'est tout de même consolidé par de nouvelles arrivées (hommes et femmes) et la ténacité des autres femmes du groupe initial.

Coleco était déjà "syndiquée" mais c'est beaucoup dire car la FCAI n'est pas connue comme un syndicat qui défend les intérêts des travailleurs/euses mais ceux des patrons. D'ailleurs, on a constaté après une brève enquête, que les travailleurs/euses n'avaient perçu la FCAI que comme un "gobe-sous": ils/elles ne connaissaient rien d'autre, d'elle que le montant des cotisations qu'ils/elles devaient lui verser chaque semaine. Le travail d'organisation a donc commencé à partir d'une critique de la FCAI par les travailleurs/euses de Coleco, insatisfaits de ce "syndicat".

Un travailleur de chez Clix * (qui venait de se syndiquer) suggère au groupe de se syndiquer aux Métallos (FTQ) parce que les Métallos est le syndicat qui a le plus d'expérience pour éliminer la FCAI au niveau des grosses shops et est soi-disant le syndicat le plus combattif(!).

On commence à faire signer des cartes et on utilise toute sorte de moyens: on va faire sa recette de sucre à la crème pour parler du syndicat, chez des femmes de l'usine, etc. On fait aussi des caricatures des boss dans les toilettes (les patrons étant déjà au courant du début d'organisation syndicale).

* Clix: usine de fermetures-éclair, située dans le complexe de l'ancienne Defense Industries Ltd (DIL) à Verdun.

on élimine la FCAI

D'autre part, comme il y a 3 shifts à Coleco, les Métallos paient un gars qui doit se charger de faire de l'animation et de l'organisation pour qu'il y ait une continuité du travail dans les deux autres shifts.

Cette étape des signatures a duré 2 mois en tout: elle a commencé au mois de septembre '71 et on a déposé la demande d'accréditation du syndicat le 11 novembre. Ce fut très rapide quand on considère le nombre d'employée/es à Coleco.

répression anti-syndicale

La période des signatures n'a duré que 2 mois mais elle n'a pas été sans embuches. La FCAI s'était rendue compte qu'elle allait perdre ses intérêts à Coleco. Il semble qu'elle est d'abord payé un gars pour espionner si un nouveau syndicat était en formation. Le gars qui se disait payé par la Cie *, a demandé à une militante du groupe si elle voulait travailler comme lui à espionner les vols dans la shop. Cependant, on le revoit par la suite à une réunion chez un des militants. On lui demande de partir parce qu'on n'est pas sûr de lui et qu'on le soupçonne de venir espionner leur travail. Mais se sentant repéré, il tente de prouver sa bonne foi en signant "sa carte": pas besoin de dire qu'il a donné une mauvaise adresse et que cette journée-là fut sa dernière à Coleco.

Après ça, la FCAI envoie une lettre à tout le monde, faisant croire que les cartes signées aux Métallos ne seraient plus bonnes au bout d'un certain temps. Elle ajoute même en faisant allusion à 2 émissions de radio (sur la syndicalisation) à laquelle participe un militant du groupe: "Ce n'est pas lui qui va vous donner des jobs!" Mais les travailleurs et travailleuses ne se sont pas laissés duper par ce manège.

Après avoir échoué auprès de l'ensemble des travailleuses, la FCAI entreprend des menaces individuelles auprès d'une militante en particulier.

Cette militante est une de celles qui a aidé à l'organisation depuis le début: la FCAI tentait d'attaquer une des "têtes", croyant pouvoir briser l'élan du groupe. Elle reçoit deux fois des menaces par téléphone tard le soir (elle habitait seule). Un autre soir, en sortant faire une commission, une auto l'aurait frappée si elle ne s'était mise à courir en entendant un crissement de pneus tout près d'elle: elle croit à un gars saoul. Pourtant 15 minutes plus tard, un autre téléphone lui dit: "On t'a manquée à soir, mais la prochaine fois on t'aura!" Cette militante n'a que 17 ans à ce moment-là...

* On croit en fait qu'il devait être payé par la U.B.S. affiliée à la FCAI. La U.B.S. est chargée entre autres de "protéger" les intérêts de la F.C.A.I.

De leur côté les boss savent qu'elle joue un rôle important auprès des travailleurs/euses de son département. Ils saisiront donc le moindre prétexte pour l'isoler. Et, c'est au nom d'un motif ridicule qu'ils ne se gêneront pas pour la muter sur un autre étage avec le staff (dépt du personnel): les patrons veulent clairement l'intimider dans son travail. Par contre même si ses "breaks" sont à des périodes différentes que celles des travailleurs/euses du staff, elle réussit tout de même à créer des sympathies. Mais le boss s'en rend compte et dès le lendemain, plus personne n'ose lui adresser la parole: ils sont menacés de renvoi s'ils sont surpris à lui parler!

Plus tard quand elle sera enceinte, le boss en profitera pour essayer de la motiver à partir d'elle-même. Elle sera suspendue à plusieurs reprises: -p.c.q. elle s'est absentée (en raison de sa grossesse)

-p.c.q. elle est surprise à parler (on invoque les dangers d'accident quoique le risque soit presque inexistant dans son dépt). D'ailleurs la Cie n'a aucune politique d'absences: les patrons procèdent donc d'une façon tout à fait arbitraire pour faire des suspensions. Cet autre exemple le prouve aussi: un militant a été suspendu pour avoir insulté un contremaître (dernièrement). Mais patrons & contremaîtres ne le sont pas, s'ils insultent des travailleurs/euses.

Entre la déposition de la demande d'accréditation et l'accréditation, il y a eu 5 procès d'arbitrage * pour des travailleurs/euses à cause de mises-à-pied: 4 d'entre eux, pour activités syndicales et la 5^e (une femme) parce qu'elle ne s'est pas présentée pendant deux semaines pour raison de santé: "Un paquet d'os comme toé, on n'en a pas besoin" (dit le boss). Cette femme a eu tellement peur, qu'elle ne s'est jamais présentée au procès...

MAIS LE MEPRIS N'AURA QU'UN TEMPS!

Toutefois, on a perdu quelques forces en cours de route: deux gars du groupe des mis-à-pied sont revenus à la shop quelque jours: le temps nécessaire pour être en droit de retirer le salaire perdu entre leur mise-à-pied et leur réengagement. En effet, ils avaient gagné leur procès et avaient droit à être payés pour tout le temps où ils étaient dehors.

* Procès d'arbitrage: quand il y a grief, on peut avoir recours à un arbitrage. Un commissaire-enquêteur nommé par le gouvernement écoute les 2 parties (patron et syndicat) plaider leur cause. C'est lui qui décide lequel gagne. Très souvent, les procès d'arbitrage traînent en longueur ce qui désamorce la combativité des travailleurs/euses.

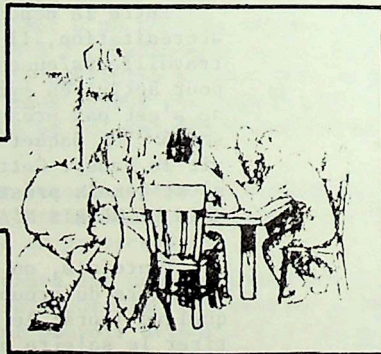
l'exécutif se forme

Pour la période des signatures de carte (d'accréditation) les travailleurs/euses avaient nommé un exécutif provisoire, la présidente était la jeune militante dont on a parlé. D'autre part, dès que le syndicat fut accrédité légalement, un comité s'est formé pour négocier (en faveur des intérêts des travailleurs/euses) la nouvelle convention collective). Sur cinq personnes, il y a deux femmes sur ce comité dont l'une est cette militante. Cependant dès que le contrat est signé, un complot (monté par des militants du groupe) est organisé contre elle, pour qu'elle ne soit pas réélue à l'exécutif (officiel) du syndicat.

On invoque le fait qu'elle est une femme. Selon eux: Les travailleurs/euses auraient moins confiance en une femme pour les représenter.

C'est par cet argument, qu'ils ont d'ailleurs réussi à la convaincre de ne se présenter que comme secrétaire plutôt que comme présidente. Mais ils comprendront plus tard que les travailleurs/euses ne s'identifient à un exécutif que s'ils ont confiance en lui, en constatant le travail concret qu'il (exécutif) effectue dans l'usine; c'est une des raisons qui peut les motiver à s'impliquer dans une lutte future. D'ailleurs, les militants à l'origine de ce complot reconnaissent tous maintenant que cette militante avait la confiance nécessaire des travailleurs/euses pour se faire élire présidente.

D'autre part, au niveau de la participation des femmes à un travail d'organisation, on retrouve à Coleco une situation commune à la majorité des cas où les travailleurs/euses essaient de s'organiser.



Pendant toute la période précédant l'accréditation officielle, les femmes travailleuses ont été présentes et actives et même majoritaires dans ce début de travail d'organisation. Mais dès qu'il y eut l'élection pour un exécutif syndical, elles se sont éclipsées, elles aussi (cf. Lumiray) C'est pourquoi, il n'y a que 3 femmes parmi les 11 personnes de l'exécutif; d'ailleurs elles ne se sont proposées qu'aux postes les moins importants, à part cette militante qu'on a fait élire secrétaire (!). De plus, ces 3 travailleuses ne participent presque plus (maintenant) aux réunions de l'exécutif: problèmes familiaux toujours.

manipulation

Les négociations commencent au milieu de janvier '72 et se caractérisent par un manque d'information à cause du boss et de la négligence du permanent syndical (!). Le permanent a en outre manipulé d'une façon constante les travailleurs/euses. D'autre part, il ne faut pas oublier que pendant toute la période des négociations, il y a 3 militants/es à l'extérieur (mis-à-pied) et qu'une autre militante est mutée et isolée sur un autre étage. Les patrons savent qu'en les maintenant à l'extérieur de la shop, l'information syndicale circulera avec beaucoup plus de difficultés. Ils tiennent le bout le plus fort de la corde: ils profitent du manque d'expérience de l'ensemble des travailleurs/euses.

De l'autre côté, le permanent se fie au bon ententisme avec les boss, et néglige de compter sur la force des travailleurs/euses. Le mot d'ordre qu'il lance constamment le prouve facilement: "N'intervenez pas trop, il ne faut pas nuire aux relations avec le boss!" De plus, il n'informerait pas les travailleurs/euses: toute sa politique vise à les écarter de la négociation; même si ce sont eux qui auront à subir pendant 3 ans environ, une convention qui ne sera pas adaptée à leurs besoins et revendications particulières.

D'ailleurs pendant toute la période la préparation du contrat, le permanent manipule constamment le comité de négociations (qui représente les revendications des travailleurs/euses). Entre autres, sur la question d'une hausse de salaires, il utilise le prétexte qu': "On ne négocie pas dans la bière, ce qu'on négocie dans les jouets!" Ce qui veut dire que la "demande en bière" sur le marché étant constante, on peut exiger de plus hauts salaires que dans les jouets. Parce que les patrons doivent tout de même faire leurs profits(sic).

Le contrôle du permanent était tellement fort que le boss lui téléphoniait directement pour régler les griefs (sans passer par le comité de négociations comme ça doit être fait). Puis quand on a été prêt à présenter le projet de convention à l'ensemble des travailleurs/euses, on convoque une assemblée générale. Chose curieuse: à cette assemblée, il n'y a que le permanent à avoir une copie du projet- il le lit pendant 5 heures (un samedi en plus). Manoeuvre subtile qui décourage toute tentative de critiques générales du projet et toute intention de faire intégrer des revendications particulières à Coleco. On note en plus que le permanent rassemble continuellement les militants en assemblée générale et conséquemment décourage toute initiative de la part des travailleurs/euses.

Par exemple, si des militants essaient de faire ressortir ou critiquer un point particulier de la convention, le permanent rétorque immédiatement: "Y vous font rêver en couleurs, vous l'aurez pas, j'le sais!" Par cela, il prouve encore qu'il se fie plus au bon ententisme avec le boss que dans la force des travailleurs/euses.

le rôle des permanents

Comme dans tout processus de syndicalisation, il y a une division très nette du travail de chacun des 3 permanents, recruteur-organisateur-négociateur. Certains militants ont même constaté que le travail de syndicalisation est tellement contrôlé par les permanents (en général) que les travailleurs/euses se disent en shop: "J'espère que vous aurez pas affaire à X comme négociateur, y'é pire qu'Y."

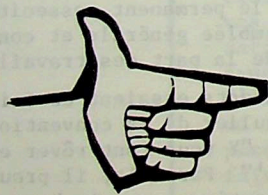
Cette constatation n'est pas exclusive aux Métallos (FTQ) car les autres centrales semblent procéder de la même façon. Un seul permanent devrait suivre le cheminement des travailleurs/euses dans leur lutte pour l'organisation syndicale. Son rôle devrait être surtout axé sur l'information. Car il revient aux travailleurs/euses d'orienter eux-mêmes leur travail d'organisation pour qu'ils puissent prendre définitivement en main le syndicat qu'ils se donnent.

changements depuis le syndicat

On a fait diminuer à 3 mois le temps requis pour être reconnu employé régulier: c'est-à-dire le temps requis pour être dorénavant protégé par le syndicat.

En ce qui concerne les maternités, le mari obtient un jour payé pour l'accouchement de sa femme. Mais comme dans la plupart des cas, les travailleuses-même de Coleco ne sont pas payées pour leur journée d'accouchement. Elles bénéficient par contre d'un congé de maternité tel que prévu dans la loi de l'assurance-chômage (mais bientôt elle n'aura plus court) *. Mais ne bénéficient de ce congé que celles qui reviennent au travail après la période prévue.

On a aussi obtenu égalité de salaire pour travail égal; mais il faut le dire ce sont encore les femmes qui ont les jobs les plus difficiles. Les boss savent qu'elles sont le cheap labor le plus soumis (comme les immigrés): quel que soit le salaire qu'on leur donne, elles restent par nécessité. Et il y a toujours une réserve suffisante pour assurer un bon roulement. Un des contremaître ne se gêne pas non plus pour afficher le mépris qu'il leur porte: "*Les femmes, c'est comme la loto, y'en a partout!*"



* "Grossesse: Si vous êtes enceinte au moment de faire votre demande de prestations ou êtes enceinte alors que vous recevez des prestations, (...) il se peut que vous ayez droit à des prestations pendant les 9 semaines qui précèdent et les 6 semaines qui suivent l'accouchement (...)" Renseignements aux prestataires, Commission d'assurance-chômage, 1971

Si la nouvelle loi de l'assurance-chômage est amendée, comme le gouvernement Trudeau veut le faire, la clause - grossesse - disparaîtra. Motif: c'est une des largesses de la loi qui coûte trop cher!

un instrument: le journal

Maintenant que le syndicat est installé, un groupe de 5 militants/tes (un peu différent de l'exécutif parce qu'il y a certaines dissensions) se rencontre: il est composé de 3 femmes et de 2 hommes.

Ce groupe de militants/tes s'occupent surtout de faire sortir un journal pour rejoindre plus encore, l'ensemble des travailleurs/euses. Ils ont constaté que c'était leur meilleur instrument parce qu'il est lu et apprécié par les travailleurs/euses. Le contenu du journal concerne surtout les batailles internes de Coleco et aussi d'une façon plus générale les batailles de St-Henri. Les militants/tes qui font le journal se sont rendus compte qu'il est plus important à l'heure actuelle de montrer aux travailleurs/euses que leurs luttes à l'intérieur de Coleco est aussi politique; ils se sont en effet aperçus qu'il est encore trop tôt de mentionner les luttes qui se mènent à l'échelle nationale ou internationale. Un des objectifs du journal est que les travailleurs/euses prenant de plus en plus conscience de la lutte à mener au sein de l'usine, s'impliquent plus dans cette lutte et prennent complètement leur syndicat en main. Il est très important que les travailleurs/euses dépassent la lutte syndicale.

Ce texte a été écrit à partir d'une rencontre avec une militante de Coleco.

L'équipe de QUEBECOISES DEBOUTTE peut maintenant dégager des caractéristiques communes à Lumiray et Coleco (cf. Lumiray Bilan d'une lutte- Q.D. no 5) traitant des luttes auxquelles les femmes participent en usine ; et aussi des traits communs aux travailleuses de St-Henri, d'une façon plus générale, en ce qui concerne les conditions de vie et les conditions de travail en usine à St-Henri.

conclusion: _____ les _____

Dans les quartiers comme St-Henri, on retrouve des problèmes communs à toutes les femmes qui travaillent en usine.

Pour les jeunes femmes:

Elles voient comme une "libération" (!) le jour où elles vont sortir de l'usine pour se marier.

En général, elles doivent donner une partie de leur salaire à la famille. L'autre partie sert à s'habiller et à se décorer pour se trouver un mari.

Pour les mères de famille:

Nombreuses sont les femmes qui assument seules la tâche de faire vivre leur famille. Il y a beaucoup de femmes séparées ou abandonnées et les cas de veuvage ne sont pas rares (à cause de l'usure rapide des travailleurs... et des accidents de travail fréquents.).

Les mères de famille qui travaillent en usine le font par nécessité. Ce que pourrait leur offrir le bien-être social, ne suffirait pas à la survie de la famille. Elles sont donc obligées d'accepter n'importe quel ouvrage.

Elles ont à assumer une double journée de travail, le travail ménager étant aussi épuisant que le travail à l'usine. Elles sont dans la crainte continuelle de se faire mettre à la porte, vu qu'il y a une grande concurrence:

"Les femmes, c'est comme la lotto, y'en a partout!" dit un contremaître, chez Coleco.

Les femmes en général, jeunes ou moins jeunes, ont un niveau de scolarisation très bas. Ceci leur enlève donc tout espoir d'être autre chose que des "jilles de shop".

Dans les usines, les femmes sont très difficilement solidaires entre elles: -les jeunes qui ne veulent pas vivre ce que leurs mères ont vécu, ont l'impression que les problèmes des mères de famille ne les concernent pas. Elles communiquent donc assez peu avec les plus âgées.

Sur les chaînes de montage, il est difficile d'établir une solidarité entre les femmes, car il faut sans cesse augmenter les cadences et les patrons favorisent la compétition entre elles.

D'autre part, les femmes d'usine ont en général peu confiance en elles. Ceci explique un peu le fait qu'elles ne se proposent qu'aux postes les moins importants dans un travail d'organisation.

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEUSES DANS LES USINES

Il y a de nombreuses difficultés à organiser les travailleuses dans les usines. Mais même si des travailleuses, décident de s'organiser pour revendiquer de meilleures conditions de travail, elles rencontrent différents obstacles tels:

-l'attitude des hommes à leur égard:

les maris ou les "chuns" à cause de leur éducation, n'ont pas l'habitude d'accepter que les femmes fassent autre chose que les tâches familiales.

Ils refusent que leur femme aille aux assemblées, ils leur reprochent de s'occuper de "ce qui ne les regarde pas" (i.e le syndicat). De plus, ils sont souvent très jaloux, et ils manquent de confiance dans leurs femmes.

travailleuses — à St-henri

Toutes ces attitudes découragent souvent les femmes prêtes à s'organiser, et elles préfèrent sauvegarder la "paix" familiale plutôt que de s'engager dans une lutte à l'usine qui leur occasionnerait de nombreux problèmes familiaux. Quant aux hommes qui travaillent dans les mêmes usines que les femmes, ils ont des attitudes pleines de suspicion, face à leurs compagnes de travail qui manifestent le désir de faire un travail d'organisation pour le syndicat. S'ils les acceptent dans leur rang, il est bien rare pourtant qu'ils acceptent de leur donner des postes importants dans le syndicat (même si l'usine est à 70 % de femmes!). En général, ils considèrent que la place des femmes est d'abord à la maison. Et en cas de luttes importantes ou de grèves, ils laissent aux femmes des rôles secondaires (faire des affiches, les cafés, sandwiches...).

-1'attitude des syndicats:

la mentalité des syndicats face aux travailleuses a quelque peu évolué ces dernières années, mais en général les syndicats exercent la même discrimination vis-à-vis les femmes, que la société en général. On dirait qu'ils acceptent encore difficilement que les femmes ont autant le droit au travail que les hommes. De plus, ils acceptent encore - de moins en moins pourtant - que les femmes aient un salaire inférieur aux hommes pour un même travail. Quant aux revendications propres aux femmes (congé de maternité payé, garderies sur les lieux de travail) elles ne sont jamais poussées de l'avant (dans les cas où les femmes ont pu les formuler!)

Les travailleuses ont donc une bataille à mener à l'intérieur même de leur syndicat - quand il y en a - pour revendiquer leurs droits et faire reconnaître que la lutte est aussi leur lutte, et qu'elles ont aussi leur mot à dire.

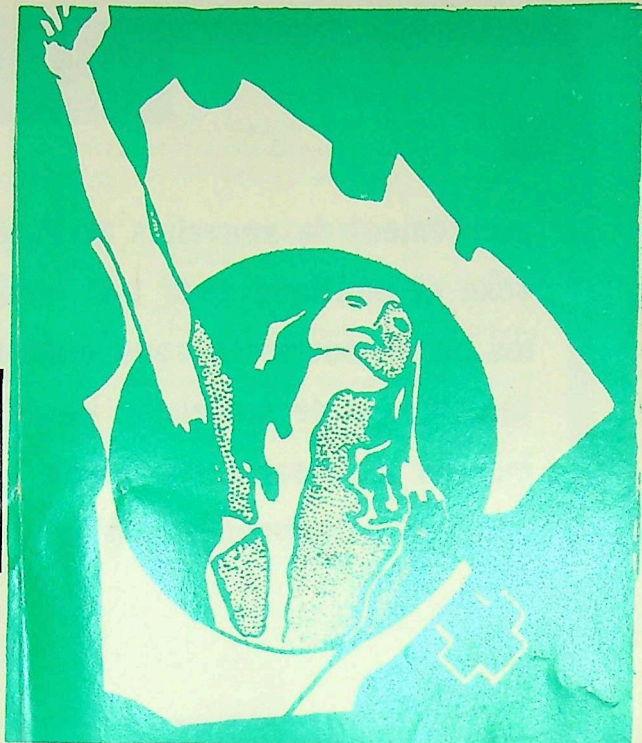
-les travailleuses sont aussi ménagères:

On oublie souvent que les femmes en usine sont aussi ménagères et dans le travail d'organisation dans les usines, il est très important de considérer que les travailleuses ont 2 lieux de travail: l'usine et la maison. Il faut donc mettre de l'avant le fait que les luttes à entreprendre doivent l'être sur 2 fronts: l'usine et la maison. Car le militantisme des femmes à l'usine dépend des conditions de travail qu'elles vivent à la maison. Ainsi les revendications mises de l'avant à l'usine doivent toucher des points spéciaux concernant les femmes: parce qu'il faut le dire les femmes sont moins "libres" que les hommes et il est beaucoup plus difficile pour elles de sortir du cadre familial.

D'autre part, il est devenu une nécessité de lier les luttes des travailleuses et des ménagères; car les travailleuses sont aussi des ménagères à leur sortie de l'usine et tant que les ménagères ne seront pas organisées sur la base de leurs revendications spécifiques (prise en charge collective des enfants, socialisation des tâches ménagères, etc.), les travailleuses en usine auront toujours une double journée de travail à assumer. Et il sera de plus en plus important pour elles, que leurs luttes à l'usine visent non seulement leur condition de travailleuse mais aussi leur condition de ménagères: ces 2 luttes sont interdépendantes.

MENAGÈRES ET OUVRIÈRES
SOYONS ENFIN SOLIDAIRES!

POUR UNE MAÎTRISE LIBREMENT
CHOISIE
LUTTONS POUR AVORTEMENT ET CON-
TRACEPTION LIBRES ET GRATUITES.



QUEBECOISES DEBOUTTE!

publié par le centre des femmes

vol.1 , no.8 - septembre 1973

SOMMAIRE

avortement: de nouvelles arrestations 4
sexe et politique: pour une meilleure connaissance de notre corps 6
les luttes ouvrières sous duplessis 14
témoignage de madeleine parent 18
humour noir: saviez-vous que 29
cahier: les femmes en chine

Abonnements

Québécoises Deboutte, paraît régulièrement tous les mois. Si vous désirez vous y abonner, les conditions sont les suivantes:

- 1) abonnement individuel:.....\$3.00 pour 12 nos, une copie
- 2) abonnement de groupe:.....\$9.00 pour 12 nos, cinq copies
- 3) abonnement d'organismes officiels
et
abonnement de soutien.....\$15.00 & plus, pour 12 nos
(spécifier si on veut plus d'une copie)

Vous pouvez adresser vos mandats à QUEBÉCOISES DEBOUTTE
4319 St-Denis
Montréal, Québec

NOM: (individu ou groupe).....

Adresse:

No. de téléphone:

Abonnement individuel

Abonnement de groupe

Abonnement d'organisme officiel

Abonnement de soutien

Le numéro 8 de Québécoises Deboutte est encore, dans un certain sens, un numéro d'été. C'est-à-dire qu'il a été préparé et rédigé alors que la moitié des militantes du Centre des Femmes étaient en vacances. Aussi est-il peu volumineux certaines chroniques (comme sur notre condition) ayant été suspendues temporairement.

Dans ce numéro 8, vous trouverez un article sur les luttres syndicales sous Duplessis, la chronique humour noir qui traite des femmes et la loi, la chronique sexe et politique dans laquelle on parle de l'anatomie et de la sexualité et finalement la continuation de la série "les femmes en Chine" (2e cahier).

Mais si la plupart des chroniques seront reprises normalement en septembre Québécoises Deboutte, dans les mois qui suivront, subira probablement quelques changements de contenu et de forme, suite à l'enquête que nous avons menée auprès des lecteurs et lectrices du journal, suite également aux rencontres qui ont eu lieu (et se poursuivent) avec des groupes de militantes de la région de Montréal.

En effet, une enquête a été adressée cet été à tous les abonnés (es) de Québécoises Deboutte. Cette enquête visait trois objectifs principaux:

- 1) permettre à notre équipe de mieux connaître les abonnés (es) du journal,
- 2) savoir ce qu'ils et elles pensaient du journal (recueillir des critiques constructives),
- 3) évaluer l'utilisation du journal.

A date, environ 10% des abonnés (es) ont répondu. C'est beaucoup si l'on considère que nous avons distribué l'enquête en plein été alors que les gens à cette époque sont relativement mobiles. Mais c'est encore peu par rapport à nos objectifs. Comme les réponses déjà reçues sont très intéressantes et nous offrent beaucoup de matière à réflexion, nous aimerions inciter ceux et celles qui n'ont pas encore répondu à le faire dans le plus bref délai. Les questionnaires seront compilés à la fin septembre et nous tenterons d'en faire un compte-rendu.

Parallèlement à cette enquête, nous avons rencontré (et continuons de le faire) certains groupes de militantes de la région de Montréal, toujours en vue d'effectuer une critique systématique du journal. Ces rencontres ont été très profitables. En plus d'être une réflexion sur cet instrument de lutte que veut être Québécoises Deboutte, elles ont été une occasion d'aborder (il s'agit bien d'une première approche aux problèmes) certaines questions fondamentales pour le mouvement des femmes: la situation de classe des ménagères, le salaire aux ménagères, l'organisation des femmes dans les milieux de travail et dans les quartiers, l'autonomie du mouvement, les problèmes de l'avortement et des garderies.

Certaines militantes de ces groupes ont manifesté leur désir de se rencontrer entre elles pour discuter de ces questions plus longuement, ainsi que de leurs expériences de lutte respectives. Sans qu'aucune date n'ait été fixée précisément, il semble qu'une telle rencontre inter-groupes puisse avoir lieu en novembre ou décembre.

D'ici là, une de nos tâches au Centre des Femmes sera de réévaluer Québécoises Deboutte et de le repenser en fonction des besoins formulés cet été.

avortement

Le 15 août dernier, des policiers opérant sous les ordres de l'inspecteur Daniel Crépeault et du capitaine-détective J.C. Roudou, ont pris d'assaut la clinique privée du Dr. Henry Morgentaler, située sur la rue Beaugrand à Montréal.

Le Dr. Morgentaler reprit le chemin de la prison jusqu'au lendemain pour la reprise des débats. Ceux-ci furent longs et tendus. Personne ne pouvait prévoir l'issue de cette enquête pour cautionnement. Finalement, après deux heures, le Dr. Morgentaler fut libéré jusqu'à son procès mais sous conditions:

- 1) respecter la loi,
- 2) ne pas rencontrer les témoins de la couronne,
- 3) rester dans la région de Montréal,
- 4) ne pas tenir de conférences (de presse ou autres) en faveur de l'avortement libre et gratuit.

DE NOUVELLES ARRESTATIONS

D'après la police, 16 personnes ont été arrêtées: le Dr. Morgentaler, ses employées (dont 5 infirmières) et des patientes venues consulter le médecin. Alors qu'employées et patientes étaient relâchées le soir vers 10 heures sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles, le Dr. Morgentaler, par contre, a été détenu jusqu'au lendemain.

Jusqu'à sa comparution en cour au matin du 16 août, il lui fut impossible de rencontrer son avocat (ce qui est illégal). Accusé d'avoir pratiqué trois avortements illégaux, le Dr. Morgentaler plaida non coupable et son avocat demanda sa libération jusqu'au procès qui doit se tenir le 10 septembre. Mais le procureur de la couronne s'y opposa et demanda trois jours pour assigner des témoins et préparer des arguments devant démontrer que le médecin ne devrait pas, cette fois, être admis à cautionnement. Le juge Cousineau refusa cette requête et n'accorda qu'une journée au procureur Me Robichaud.

Ce n'est pas la première fois que la "Justice" s'attaque au Dr. Morgentaler. Avant que ces dernières charges soient portées contre lui, il subissait son enquête préliminaire pour des accusations similaires. Pourquoi s'acharne-t-on contre ce médecin que les "Amis du Foetus..." se plaisent à nommer "assassin"?

La raison en est peut-être que le Dr. Morgentaler est avant tout un partisan de l'avortement sur demande et gratuit. Il s'est prononcé à maintes reprises contre la loi actuelle, proclamant que l'avortement est avant tout une "nécessité sociale". Le fait qu'on le prive de son droit légitime d'exprimer ses opinions publiquement est assez significatif à cet égard. Si le Dr. Morgentaler se taisait...on le laisserait peut-être pratiquer en paix!!! Mais quand on dénonce l'hypocrisie du Pouvoir, on peut s'attendre à des représailles.

Nous protestons contre l'intimidation dont ont fait l'objet le Dr. Morgentaler, ses employées et ses patientes. Et pour que cessent les procès qu'intentent les médecins dans les hôpitaux contre les femmes qui demandent un avortement **, nous réclamons:

POUR UNE MATERNITE LIBREMENT CHOISIE,

L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT.

* Amis du Foetus: organisation réactionnaire qui exerce de fortes pressions auprès des autorités pour que les lois sur l'avortement soient maintenues.

** Quand une femme demande un avortement à l'hôpital, son cas est soumis à un comité de médecins pour être jugé. Habituellement, ce comité cherche à prouver que la femme est "mentalement" incapable d'assumer sa grossesse. Autrement dit, les femmes qui demandent des avortements à l'hôpital doivent être déclarées incapables ou "dérangées" pour l'obtenir.

N.B.: Il n'est pas trop tard pour répondre au questionnaire que nous vous avons fait parvenir en juin dernier. Nous vous prions à nouveau de bien vouloir le compléter et nous l'envoyer car il est de première importance pour l'avenir de QUEBECOISES DEBOUTTE! : avis à toutes celles et tous ceux qui n'ont pas encore répondu!

pour une meilleure connaissance de notre corps

**s
e
x
e
e
t
p
o
l
i
t
i
q
u
e**

Quand nous avons une douleur inhabituelle ou un malaise persistant, en général notre réaction est de l'ignorer ou de se rassurer en utilisant des explications "maisons".

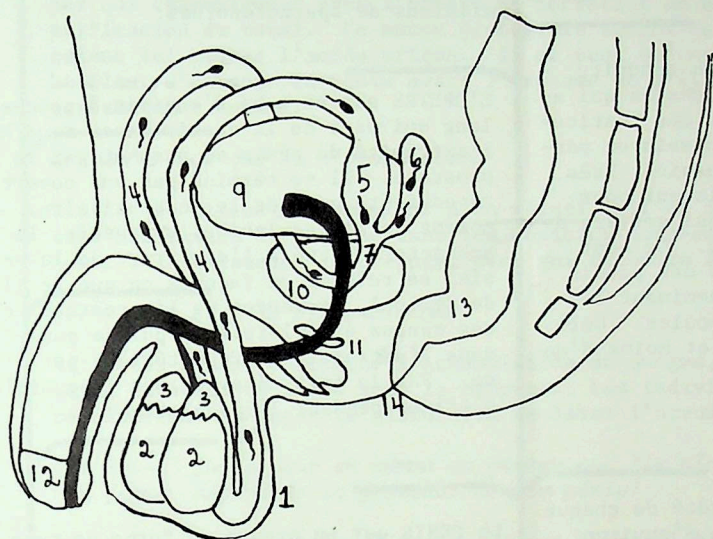
Ces réactions sont dues au fait que dans la grande majorité des cas, on n'a pas la possibilité de comprendre ou d'analyser ces symptômes. De plus, on nous a amené à penser que c'était des choses que seul un médecin pouvait comprendre, et les médecins se sont faits complices en ne nous expliquant pas ce qui se passe dans notre corps.

L'organisation de la santé reflète ainsi l'organisation de toute la société capitaliste. Tout au haut de la hiérarchie, ceux (les médecins) qui détiennent le pouvoir, le savoir et l'argent: une "caste" privilégiée qui protègent ses intérêts au détriment du bien-être de la majorité. En effet, toute cette organisation de la santé qui ici, au Québec, passe de plus en plus sous le contrôle de l'Etat capitaliste (cf: assurance-maladie, Bill 65) n'a pas pour objectif le bien-être et la santé des gens puisqu'elle reconnaît et endosse un système d'exploitation. La médecine actuelle ne soigne pas, elle "patche" une partie des maux engendrés par ce même système.

Une lutte s'est déjà amorcée pour contester la médecine capitaliste.* Un des instruments qui peut nous aider dans cette lutte c'est la démystification du savoir: connaître son corps, son fonctionnement, ses besoins. C'est d'une part nier le fait que la connaissance soit réservée à une minorité de technocrates et c'est aussi faire cesser la relation d'étranger à étranger que nous entretenons avec notre corps.

* Pour plus d'informations sur cette lutte, vous pouvez consulter le journal du front commun des cliniques populaires ainsi qu'une analyse produite par la Clinique des citoyens de St-Jacques à Montréal (4510 rue Cartier) intitulée "La santé du peuple".

organes génitaux de l'homme



Spermatozoides !

- 1- Scrotum
- 2- Testicules
- 3- Epididymes
- 4- Canaux déférents
- 5- Ampoules
- 6- Vesicules séminales
- 7- Canaux éjaculatoires
- 8- Urètre (en noir)
- 9- Vessie
- 10- Prostate
- 11- Glandes de Cowper
- 12- Gland du pénis
- 13- Rectum
- 14- Anus

L'appareil génital de l'homme comprend le pénis, les glandes et les tissus qui y sont rattachés, et le scrotum.

Le SCROTUM est un sac de peau qui contient et protège les deux testicules et qui est situé derrière le pénis, entre les cuisses. Chez l'homme parvenu à sa maturité physique, la peau du scrotum est ridée et couverte de poils; normalement le scrotum pend librement afin de maintenir les testicules à une température inférieure à celle du corps. Cette basse température est nécessaire à la production de spermatozoides. Par temps froid cependant, les muscles des parois du scrotum se contractent et rapprochent ainsi les testicules du corps. Le scrotum est sensible à la stimulation sexuelle.

Les TESTICULES, glandes ovales, mesurent environ un pouce 1/2 de long et un pouce d'épaisseur. Chaque testicule est divisée en 250 lobes différents, chacun contenant plusieurs tubes séminifères. A la puberté, ces tubes commencent la production continue de millions de spermatozoides, production qui peut se poursuivre jusqu'à l'âge de 90 ans.

Il est important de se rappeler qu'il existe deux testicules tout comme il y a deux épидидymes, deux canaux déférents, deux ampoules, deux vésicules séminales, deux canaux éjaculatoires.

Les EPIDIDYMES: les tubes séminifères des testicules se joignent en une douzaine de canaux qui se joignent à leur tour à la sortie de chaque testicule pour former un conduit appelé canal déférent.

Les CANAUX DEFERENTS sont des conduits d'environ 18 pouces de long chacun qui acheminent les spermatozoides des testicules jusqu'à l'intérieur du bassin en passant de chaque côté de la vessie. Près de la prostate, ils s'élargissent pour former une sorte d'AMPOULE qui servira de réservoir aux spermatozoides. Ce sont les contractions des muscles des parois des canaux déférents qui acheminent les spermatozoides jusqu'aux ampoules. Celles-ci ont un pouce de long et moins d'un pouce de large.

Les VESICULES SEMINALES: à côté de chaque ampoule se trouve une glande d'environ deux pouces appelée la vésicule séminale. Les vésicules séminales produisent des substances importantes à la survie des spermatozoides. Elles ne libèrent ces substances qu'au moment de l'éjaculation. Le canal de la vésicule séminale et l'ampoule (ampoule: élargissement du canal déférent) se rejoignent à l'entrée de la prostate pour former le canal éjaculatoire. Les deux CANAUX EJACULATOIRES (droit et gauche) se joignent à leur tour à l'urètre dans la prostate.

La PROSTATE est un organe fait de glandes et de tissus musculaires. Située sous la vessie, la prostate est traversée de haut en bas par l'urètre. Les glandes de la prostate sécrètent, quelques secondes avant l'éjaculation, un liquide blanc et alcalin qui contribue au déplacement des spermatozoides. Les sécrétions de la prostate constituent d'ailleurs la majeure partie du liquide séminal. (sperme).

Le liquide séminal ou sperme est formé des spermatozoides, des substances des vésicules séminales et des substances de la prostate. Le nombre de spermatozoides présents dans chaque éjaculation varie de façon marquée suivant les individus; une éjaculation moyenne toutefois, recèle 530 millions de spermatozoides.

L'URETRE est un tube d'environ 8 pouces de long qui part de la vessie et se rend à l'extrémité du pénis en passant par la prostate. Il se termine par une ouverture en fente appelée le méat urinaire. Au moment de l'éjaculation, un muscle, le sphincter, situé à l'ouverture de la vessie, se referme de façon à ce que le liquide séminal, provenant de la prostate et des canaux éjaculatoires, puisse passer dans l'urètre sans être détérioré par l'urine. Par le fait même, il est impossible d'uriner pendant l'éjaculation.

Le PENIS est un organe en forme de tube, constitué de trois corps de tissus spongieux qui deviennent rigides (en érection) lorsqu'ils sont irrigués de sang. Une stimulation mentale ou physique provoque l'afflux du sang vers le pénis ce qui entraîne l'érection. Des trois corps de tissus spongieux, deux constituent la masse du pénis. Le troisième tissu, situé derrière les deux autres, contient l'urètre. A la racine du pénis, les deux premiers tissus, les plus volumineux, se séparent et s'attachent aux os du bassin, alors que le troisième s'élargit pour former le bulbe du pénis. De même, à l'extrémité extérieure du pénis, ce troisième tissu s'élargit pour former le gland; cette partie est extrêmement sensible à la stimulation sexuelle, qu'elle soit recouverte ou non du prépuce.

Le pénis d'un adulte peut mesurer de 3 1/4 pouces à 4 1/4 pouces de long; toutefois, en état d'érection, il peut atteindre 6 ou 7 1/2 pouces de long et 1 1/2 pouce de large. La peau qui recouvre le pénis peut se déplacer de l'avant vers l'arrière et vice versa. A la base du pénis, cette peau est couverte de poils.

questions et réponses

QUESTION: *Lorsqu'un peu de liquide s'échappe du pénis avant l'éjaculation, est-ce un symptôme de maladies vénériennes ou d'impuissance?*

REPOSE: Non, car sous la prostate se trouvent des glandes, les glandes de Cowper qui communiquent avec l'urètre et sécrètent un mucus contribuant à la lubrification du canal. Ce mucus protège le sperme des détériorations que pourraient lui causer l'acide urique. Il se peut qu'une partie de ce liquide lubrifiant s'échappe du pénis avant l'orgasme et l'éjaculation. Ce phénomène est parfaitement normal.

Q.: *Qu'est-ce que la circoncision?*

R.: Le mot circoncision vient d'un rituel juif et musulman. C'est une opération maintenant de routine dans les hôpitaux nord-américains qui consiste à enlever à la naissance le prépuce, peau qui recouvre le gland.

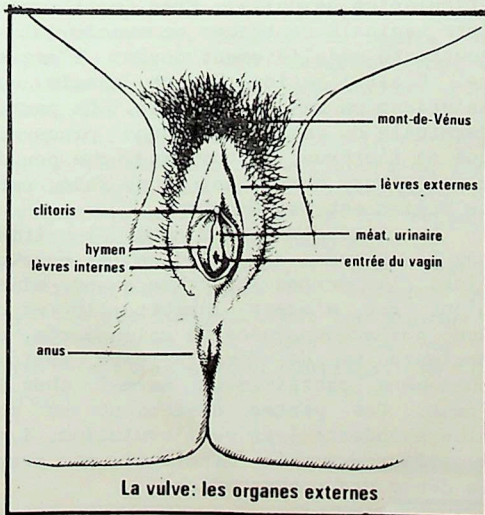
Q.: *A quoi sert la circoncision?*

R.: Cette pratique empêche l'accumulation de smegma, une substance à consistance de cire qui se forme sous le prépuce. Les individus non-circoncis doivent régulièrement dégager le gland afin de laver l'accumulation de smegma.

Q.: *Est-il juste pour un homme de penser que "le plaisir qu'il peut donner" à une femme dépend de la grosseur de son pénis?*

R.: Non, comme c'est le clitoris qui est particulièrement sensible à la stimulation sexuelle, la "quantité de plaisir" d'une femme lors d'une relation dépend entre autre de la stimulation directe ou indirecte du clitoris et non de la longueur et de la largeur du pénis en érection.

organes génitaux de la femme



les organes externes

La VULVE désigne l'ensemble des organes génitaux externes de la femme.

Le MONT-DE-VENUS localisé au point de jonction des lèvres externes, au-dessus de l'os du pubis, est un petit coussin de gras recouvert de poils dès la puberté.

Les LEVRES EXTERNES (les grandes lèvres) sont les deux bourrelets de peau qui délimitent les organes génitaux externes. Ces bourrelets sont recouverts de poils à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur la peau, près de l'entrée du vagin, est humide et délicate.

Les LEVRES INTERNES (les petites lèvres) sont constituées par les plis d'un tissu rougeâtre et sensible dont l'excitation sexuelle peut entraîner l'érection. Elles se joignent au-dessous du clitoris pour former le prépuce.

Le CLITORIS, l'organe le plus sexuellement sensible de tout l'appareil génital féminin, est enfoui dans les tissus, à l'extrême jonction des lèvres internes. Le clitoris augmente de volume et devient rigide (érection) lors de l'excitation sexuelle. Le clitoris et les lèvres internes constituent la zone la plus érogène des organes génitaux de la femme.

Le MEAT URINAIRE se trouve entre le clitoris et l'entrée du vagin. C'est l'ouverture de l'urètre, canal par lequel l'urine s'écoule de la vessie.

Les GLANDES DE BARTHOLIN, situées dans les lèvres internes, sécrètent, lors de l'excitation sexuelle, quelques gouttes d'un liquide lubrifiant.

L'HYMEN est la membrane élastique qui recouvre partiellement l'entrée du vagin. Son épaisseur, sa forme et sa résistance varient selon les femmes. En général la rupture de l'hymen, lors de la première relation sexuelle, se fait sans grande douleur quoique souvent accompagnée de légers saignements. Certaines femmes préfèrent agrandir elles-mêmes progressivement avec leurs doigts l'ouverture de l'hymen avant d'avoir des relations sexuelles. Dans les cas où la membrane est très résistante, la rupture de l'hymen peut être obtenue au moyen d'une légère intervention chirurgicale.

les organes internes

Les organes reproducteurs comprennent le vagin, l'utérus, les trompes de Fallope et les ovaires.

Le VAGIN est un conduit à paroi élastique qui relie la vulve à l'utérus; il mesure généralement de 4 à 5 pouces de long. C'est le canal de sortie des tissus (ensemble des cellules ayant une même forme) rejetés de l'utérus lors des menstruations. L'ouverture vaginale varie selon l'âge de la femme et le nombre de grossesses; la fréquence des relations sexuelles ne modifie pas considérablement l'ouverture du vagin ou son diamètre. Les parois du vagin se touchent, mais le conduit vaginal s'élargit lorsqu'on y introduit un tampon, ou lors d'une relation sexuelle ou encore, lors du passage de l'enfant durant l'accouchement.

Le premier tiers du vagin, près de l'ouverture, est pourvu de nombreuses terminaisons nerveuses sensibles à la stimulation sexuelle. Près de l'ouverture vaginale se trouve un muscle qui se contracte régulièrement durant l'orgasme. C'est l'action de ce muscle qui maintient un tampon en place. La partie terminale du vagin, où prend place le col de l'utérus, ne comporte que peu de terminaisons nerveuses; de ce fait, cette région est peu érogène.

Les tissus vaginaux sont lubrifiés par les glandes situées dans les parois. Ainsi, les pertes blanches quand elles n'ont pas d'odeur inhabituelle et ne sont pas accompagnées de saignements, de douleurs ou de démangeaisons sont un phénomène parfaitement normal chez la femme. Ces pertes deviennent un peu plus abondante lors de l'ovulation, i.e. au milieu du cycle menstruel, et avant le début des menstruations.

L'UTERUS ou matrice est un organe fait de muscles très forts où se développent les tissus qui constitueront le futur bébé (foetus). Situé entre la vessie et le rectum, l'utérus a plus ou moins la forme d'une poire. Chez la femme qui n'a jamais accouché, il mesure à peu près 3 pouces de long et 2 pouces dans sa partie la plus large; ses parois se touchent presque. L'utérus est maintenu en place par des ligaments. L'un de ces ligaments recouvre l'utérus et maintient les trompes de Fallope et les ovaires. La partie la plus large de l'utérus est normalement penchée vers l'avant alors que sa partie la plus étroite pointe vers le bas de la colonne vertébrale. Il peut arriver que l'utérus soit trop renversé vers l'avant, on le dit en "antéflexion"; si au contraire il est basculé vers l'arrière, il s'agit d'une "rétroversion". On doit tenir compte de ces positions particulières de l'utérus lors d'une grossesse, d'un avortement, ou de l'utilisation de certaines méthodes de contraception.

Les parois internes de l'utérus sont recouvertes d'une membrane spongieuse appelée l'endomètre. La partie inférieure de l'utérus, celle qui touche au vagin, se nomme le col de l'utérus. L'endomètre, membrane constituée de plusieurs glandes et de minuscules vaisseaux sanguins, subit plusieurs transformations tout au long du cycle menstruel. A la fin des menstruations, les ovaires sécrètent des substances chimiques, les hormones (l'oestrogène et la progestérone) qui stimulent la croissance de l'endomètre: les glandes de l'endomètre grossissent et produisent des substances nutritives. Si la fécondation (rencontre d'un spermatozoïde et d'un ovule) se produit, l'ovule fécondé tirera sa subsistance des éléments nutritifs que lui procurent les glandes de l'endomètre et ce, jusqu'à ce que le placenta et le cordon ombilical se dé-

veloppent. Si la fécondation n'a pas lieu, l'activité hormonale change et les couches de surface de l'endomètre se rompent. Ces tissus sont expulsés de l'utérus en passant par le col, conduit musculaire communiquant avec le vagin. L'évacuation sous forme de flux sanguin des tissus de l'endomètre constitue les menstruations et marque le début d'un nouveau cycle menstruel.

Les TROMPES DE FALLOPE sont deux conduits sortant de l'utérus, de chaque côté de ses extrémités supérieures. Chacune des trompes se termine près d'un ovaire, en un pavillon dont les extrémités sont frangées. Les trompes sont appelées "oviductes" car ce sont elles qui transportent l'ovule de l'ovaire à l'utérus.

Les OVAIRES sont deux glandes de forme ovale (d'environ $1\frac{1}{2}$ à 2 pouces de long) situés de chaque côté de l'utérus. Chacun contient à lui seul des milliers d'oeufs (ovules non développés). Une fois par mois, plusieurs ovules parviennent à maturité et vers le 14^e jour du cycle menstruel un de ces ovules est libéré par les ovaires. En général, les ovaires libèrent un ovule chacun leur tour. L'extrémité frangée de la trompe de Fallope située près de l'ovaire "actif" attire l'ovule par un mouvement de succion et l'achemine vers l'utérus. La fécondation ou rencontre de l'ovule et du spermatozoïde se produit dans la trompe de Fallope; l'ovule fécondé se déplace jusqu'à une paroi de l'utérus où il s'implante pour les 9 mois de sa croissance. Si l'ovule n'est pas fécondé, il continue son chemin et au bout de 3 ou 4 jours, il est rejeté parmi les sécrétions normales de l'utérus.

la relation sexuelle et l'orgasme chez la femme

L'orgasme peut être une sensation très douce presque aussi légère qu'un soupir paisible ou ça peut être un état d'extase extrême accompagné de mouvements incontrôlables et d'une perte momentanée de conscience. Il peut durer quelques secondes ou une demi-minute ou plus. En somme, il n'y a pas de façon correcte ou pas correcte d'en vivre un.

L'origine physique de l'orgasme est le clitoris, pas le vagin. La réaction sexuelle que provoque le pénis en nous dépend beaucoup de la stimulation de notre clitoris avant ou pendant la relation sexuelle. Pendant la relation, le pénis de l'homme rentre et sort du vagin, tour à tour élargissant et relâchant les petites lèvres, qui sont enflées et partiellement en érection à la suite de l'excitation sexuelle. Comme les petites lèvres se rejoignent pour former un capuchon sur le clitoris, leur mouvement de va et vient fait qu'elles frottent sur le bout sensible, ou gland, du clitoris, le stimulant de telle façon à entraîner parfois l'orgasme même si le

pénis n'a pas été en contact direct avec le clitoris. Souvent un couple va chercher à trouver les positions dans lesquelles il y a le plus de pression directe sur le clitoris.

Ceci ne veut pas dire que le clitoris est la seule partie sexuellement excitable de nos parties génitales. Au fur et à mesure que nous devenons de plus en plus excitées, toute la région génitale y compris les petites lèvres qui sont enflées et le tiers extérieur du vagin peuvent devenir tellement sensibles que chaque mouvement du pénis est jouissif. Cette sensibilité généralisée toutefois, ne peut être atteinte avant que le clitoris ait été suffisamment stimulé. Les tissus sont tellement reliés entre eux, qu'il est juste de dire, comme Masters & Johnson* le font, que nous n'avons pas "d'orgasmes vaginaux" ni "d'orgasmes clitoridiens" mais plutôt des orgasmes sexuels. (1)

cycle menstruel

Le cycle menstruel type est de 28 jours même si chaque femme a pu remarquer des variations quant à la durée de son cycle.

jour 1 à 5

Le cycle menstruel débute le premier jour des menstruations lors de l'évacuation, sous forme de flux sanguin, des tissus constituant la surface de la muqueuse interne de l'utérus. Cette perte de sang varie en quantité suivant les

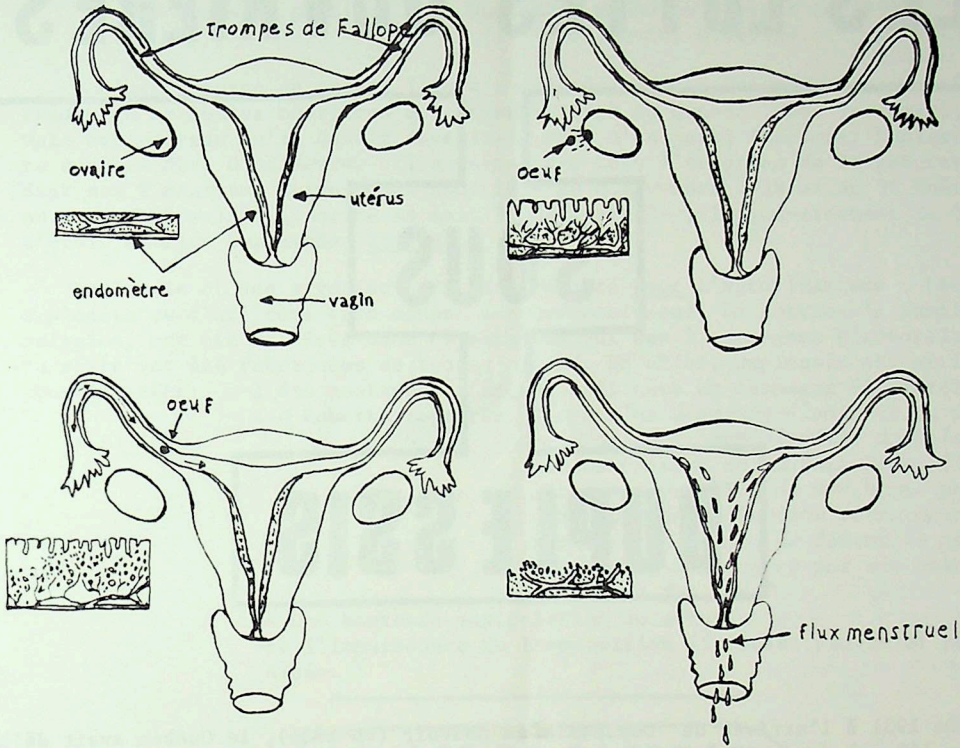
femmes. Lorsque l'écoulement est plus considérable, quelques caillots de sang peuvent se former dont le passage au col de l'utérus entraîne parfois des crampes menstruelles. La période des menstruations peut durer de 3 à 7 jours durant lesquels l'écoulement va en diminuant.

C'est durant les menstruations que débute la croissance dans les ovaires, de plusieurs follicules ovariens (petits sacs contenant les ovules).

*Masters & Johnson: sexologues progressistes américains; auteurs de Les Réactions Sexuelles, Les Mésententes Sexuelles et leur Traitement, etc.

(1) The Boston Women's Health Book Collective, Our Bodies, Ourselves, Simon and Schuster, New-York, 1973. Page 33.

ENDOMÈTRE ET QUATRES ETAPES DU CYCLE MENSTRUEL
 JOUR 5, JOUR 14 (OVULATION), JOUR 19, JOUR 1 NOUVEAU CYCLE



jour 6 à 13

Pendant cette période, les glandes de la paroi de l'utérus (endomètre) commencent à grossir et à se multiplier en vue d'être apte à recevoir un ovule fécondé. Ceci entraîne aussi un changement du mucus du col de l'utérus, lequel est ainsi rendu plus facile d'accès au sperme. C'est l'hormone oestrogène, substance chimique produite par les follicules, qui est transporté jusqu'à l'utérus où elle active la formation de l'endomètre. Les follicules, dans lesquels les ovules croissent, se déplacent lentement vers la paroi de l'ovaire mais un seul parmi ces follicules commence vers le 12e jour à forcer cette paroi.

jour 14: ovulation

L'extrémité du follicule devient mince et transparente et finalement se rupture libérant ainsi l'ovule. La libération de l'ovule dont le follicule est parvenu à rompre la paroi de l'ovaire est ce qu'on appelle ovulation. A ce moment, l'extrémité frangée de la trompe de Fallope (nommé le pavillon), aspire l'ovule. Une fois l'ovule libéré, le follicule se transforme en une glande le "corps jaune".

suite page 25...

LES LUTTES OUVRIERES

SOUS

DUPLESSIS

De 1931 à l'arrivée de Duplessis au pouvoir (en 1936), le Québec avait déjà connu 119 grèves incluant les grèves qui touchaient les travailleurs/euses des autres provinces du Canada, en même temps que le Québec (à cause de succursales dans d'autres provinces).

TABLEAU 1 (voir E. Dumas, Dans le sommeil de nos os, P.13)

Années	Nombre de grèves
1931	14
1932	24
1933	19
1934	27
1935	14
1936	21

Mais bien sûr, il n'y a pas que des luttes ouvrières au Québec, car à la même époque,

"les patrons encouragent la formation d'organisations nazies et fascistes afin de détruire le mouvement ouvrier québécois. Le Parti national-social-chrétien présidé par le nazi Adrien Arcand, se développe, les Faisceaux d'action autonomiste de tendance mussolinienne sont créés, ainsi que les Jeunesses patriotes (l'équivalent des Jeunesses hitlériennes et des chemises noires). Les fascistes décidèrent de créer un "parti nationaliste" en récupérant le vieux parti conservateur, et les financiers américains approchèrent Maurice Duplessis (avocat et financier) pour en être le président en lui adjoignant Adrien Arcand comme organisateur en chef du parti. On fit un semblant de congrès et on fonda l'Union Nationale avec u-

ne caisse électorale financée en grande partie par les hommes d'affaire américains (on estime à plus de 3 millions la caisse électorale du parti). Duplessis prend le pouvoir en 1936."

P. Jauvin, Histoire... , p. 23-4

Duplessis entre en scène. Il avait été désigné par les patrons pour mâter la tradition de luttes ouvrières qui existait déjà au Québec. Dès le départ, il avait été convenu qu'il devait devenir le chef d'un parti fasciste: Duplessis sera donc un dur. D'ailleurs, il a eu maintes fois l'occasion de le prouver pendant ses 2 mandats. Entre le 26 août 1936 au 8 novembre 1939 et du 30 août 1944 au 7 septembre 1959 (jour de sa mort à Shefferville), le gouvernement du Québec, c'était Maurice Duplessis, le chef.

Duplessis et ses organisateurs ont donc été pour l'autoritarisme. Les thèmes duplessistes d'ailleurs très connus des Québécois/ses, la patrie- la famille -la religion, ont été utilisés dans ce sens pendant ses 2 campagnes électorales qui du reste ont été fabriquées de toutes pièces. En effet, Duplessis est arrivé au pouvoir grâce:

-à des montagnes d'argent utilisées en campagne électorale. Leslie Roberts rapporte: *"Lors d'un discours électoral au Cap de la Madeleine, municipalité dont les finances étaient en mauvais état, il fait cette menace: "Elisez mon homme puis le lendemain de l'élection votre maire va recevoir un chèque de \$30 mille piastres, autrement, vous aurez pas une cenne!" , son homme fut élu."*

-à une honteuse manipulation du scrutin

-et l'impuissance de l'opposition libérale: pauvre et mal organisée.

LA LOI DU CADENAS

Duplessis se manifeste dès 1937. Il fait adopter la "loi protégeant la province contre la propagande communiste": la loi du Cadenas. Nulle part les mots "communisme" et bolchévisme" (contre lesquels la loi était faite) n'était définis. Il est évident qu'elle avait pour but d'attaquer les mouvements ouvriers en intimidant ses membres: il n'y avait donc qu'un pas pour que tout citoyen qui contredisait les opinions de M. Duplessis soit automatiquement jugé communiste.

La loi soulignait même que le procureur-général (nul autre que Duplessis) est responsable de l'application de la loi: on crée les escouades anti-subversives de la PP et de la Police de Mtl.

La répression commence dès 1937 et dans chaque cas, sur un simple ordre du procureur général, sans procès, sans mise

en accusation ou condamnation par une cour de justice, etc. On fit arrêter des chefs syndicaux, et il est même arrivé à de nombreuses personnes de voir un cadenas sur leur maison, ou même à leur chambre à coucher. Il va sans contredit que la loi interdisait (dans tous les cas) de briser un tel cadenas.

Cette loi fut jugée anticonstitutionnelle, beaucoup plus tard par la Cour Suprême (la plus haute instance judiciaire du Canada). Entre-temps, elle a pu servir à merveille de matraque invisible auprès des formations syndicales qui se montraient trop militantes. C'est ainsi que *"Duplessis mettait au point la politique violemment anti-ouvrière qui allait le rendre si cher au coeur des employeurs anti-syndicaux."* Leslie Roberts, Le chef, p.49

L'opposition à DUPLESSIS

Mais l'opposition des travailleurs/eu-
ses surgit de partout au Québec. Cet exem-
ple le prouve:

*"Le 2 août 1937, les 10,000 travail-
leurs de la Dominion Textile, à tra-
vers tout le Québec, déclenchèrent une
grève qui dura près de 3 semaines.
Duplessis accusa le syndicat catho-
lique du textile d'être des "Révolu-
tionnaires communistes". Il y eut
affrontement avec les escouades anti-
subversives, et même l'armée. Les
travailleurs séquestrèrent le patron
et l'obligèrent à signer la conven-
tion... les grévistes avaient gagné."*

Plusieurs grèves ont continué à éclater
de 1938 à 1941, mais la répression con-
tinue à être plus forte contre elles.
Duplessis se durcit de plus en plus. Il
brise des unions internationales, s'al-
lie aux trusts du textile et de l'acier
contre les syndicats ouvriers, supprime
les journaux ouvriers, ... mais pis encore,
il encourage les manifestations violentes
des groupes fascistes contre les unions
ouvrières.

Duplessis met tout en oeuvre pour assu-
rer aux patrons, une main-d'oeuvre docile.
Il favorise une forme paternaliste de
relations entre le Capital et le travail.
Et naturellement il veut mettre les chefs

syndicaux à leur place. Duplessis n'a pas
peur des grands moyens; il saura faire
"preuve de fermeté et de courage contre
les agitateurs ouvriers" (selon ses pro-
pres termes.

Dans son éditorial du 13 décembre 1952,
le Devoir résume ainsi (à propos de la
grève de Louiseville) quelles stratégies
Duplessis emploie pour mater le mouve-
ment ouvrier, depuis son entrée dans le
jeu de la politique:

*"Comme à Lachute, à Valleyfield, à
Asbestos, à Chambly, les troubles
ont commencé après et non avant l'ar-
rivée de la police provinciale. Com-
me à Lachute et comme à Asbestos, la
police est restée sur les lieux, a
créé de l'intimidation, a énervé la
population, a agacé les grévistes,
bref, a provoqué des troubles pour
ensuite se donner le rôle de rétablir
l'ordre."*

C'est la "justice sociale à la pointe du
révolver" (titre du Devoir, 13 déc. 1952)

Pourtant le Québec, a connu de dures lut-
tes à partir des années 1934 et c'est à
partir des années 1940 que le syndicalisme
prend vraiment de l'expansion et peut es-
timer aussi sa force à travers les nom-
breuses luttes ouvrières qui ont été me-
nées.

LE TEXTILE

*"... l'histoire des tisserands se confond avec celle du capitalisme.
Partout, l'industrie du textile a été, dans le passé, et semble de-
meurer, encore actuellement, l'une des pionnières dans la phase pre-
mière d'industrialisation des pays et des continents."*

J.-P. Lefebvre, *En grève*, P. 24

Et pour cause, en '34, la branche des textiles et tissus était de loin le
plus important employeur suivi du bois et du papier. Le fer et ses produits se
classaient seulement en cinquième place. Ces rapports ont commencé à changer seu-
lement avec la 2^e grande guerre. Et ce n'est qu'en 1943 pour la première fois de-
puis l'apparition des entreprises manufacturières au Québec, qu'ils sont déclas-
sés par le fer et ses produits.

TABLEAU 2 (voir P. Jauvin, L'histoire...P.23)

<u>Secteurs Industriels</u>	<u>Main-d'oeuvre</u>	
Textile	49,700	Main d'oeuvre en 1934
Papier	28,234	
Fer	16,184	

On sait de toute évidence que Duplessis était contre le syndicalisme. Mais par opposition, si on feuillette les journaux de l'époque, on constate que dès 1937, le nom de Duplessis était hué dans bon nombre d'assemblées syndicales et notamment dans les régions des grévistes du textile. Pourtant la loi du Cadenas existe déjà en '37.

Plusieurs historiens (de la vague traditionnelle) du Québec, s'ils n'ont pas toujours réussi à passer complètement sous silence les luttes ouvrières du moment dont celles du textile, ont toujours du moins tenté de faire croire que les Québécois et Québécoises ont une longue tradition de soumission à l'ordre établi. Pourtant quelques textes de recherche et le témoignage de Madeleine Parent (militante et organisatrice syndicale active dès ces années-là) nous prouvent le contraire: les luttes ouvrières des années noires de Duplessis comptent parmi les luttes les plus combattives du Québec et figurent bien sûr dans la tradition bien québécoise des luttes ouvrières.

combattivité des tisserands/des

Le textile est le plus grand employeur jusqu'en '43, mais il a aussi été secoué de très nombreux conflits. De 1934 à 1940, il se passe à peine un mois sans que la Gazette du Travail (publication du gouv. fédéral), n'ait à rapporter quelque grèves dans l'un ou l'autre secteur: confections masculines, féminines, chapellerie, fourrure.

Mais c'est l'année 1937 qui a marqué une date importante dans l'histoire du syndicalisme et des luttes ouvrières. C'est à cette date qu'eut lieu la grève la plus spectaculaire que le textile ait connu: elle a impliqué plus de 10,000 ouvriers/ères. Elle figure aussi parmi l'une des plus grandes grèves que le Québec ait connu (cf. plus haut). Mais les grévistes ont été trahis par Duplessis, et aussi par le clergé et le syndicat catholique; ils leur firent accepter une convention qui ne répondait pas à leurs revendications. Après un an (ou à peu près) à peine, il n'existait plus de syndicat du tout.

témoignage de madeleine parent

"En 1940, on commence un peu partout à sortir de la crise économique. 1940, c'est aussi la seconde guerre mondiale. Au Canada, il y a beaucoup de mouvements de protestations vis-à-vis de l'enrôlement militaire. On remarque que ce seront surtout les chômeurs et les très bas salariés qui s'enrôleront dans l'armée qui "offre de meilleures conditions de vie...!"

Ces années seront aussi caractérisées par un besoin continu de main-d'oeuvre industrielle; les hommes étant à la guerre, on embauche une forte proportion de femmes dans les industries.

Dans l'avionnerie au Québec, les machinistes et les plombiers lancent une campagne de syndicalisation dans l'industrie de guerre. Par ce moyen, on veut exiger la sécurité d'emploi, menacée par l'approche de la fin de la guerre.

C'est dans ces années que le mouvement syndical prend de l'essor. En effet, les travailleurs et travailleuses ont beaucoup moins peur du mouvement d'organisation syndicale étant donné qu'ils ne risquent presque plus de perdre leur job pour cette raison.

Quand Madeleine Parent commence à militer comme organisatrice syndicale en '42, tout était à recommencer. Elle raconte:

"C'était pendant la guerre. Il y avait une demande de main-d'oeuvre partout. Les usines de guerre prenaient une bonne partie de la main-d'oeuvre régulière chez les travailleurs du textile. De sorte que plus que jamais auparavant, les femmes travaillaient.

Pour ma part, j'ai commencé au comité d'organisation des travailleurs de la Fédération américaine du travail, ici à Montréal (la FAT était attachée au Conseil des Métiers et du Travail de Montréal); et j'avais décidé que je voulais faire du travail d'organisation. Le seul moyen d'entrer, ça été d'accepter un travail de bureau, comme c'est la tradition pour les femmes.

Dans mon entourage on me disait: "C'est des idées romantiques que tu as; tu vieilliras et tu comprendras que c'est pas comme ça que ça se passe."

On organisait les ouvriers en temps de guerre. A l'époque, le comité de la FAT n'était pas encore structuré. Alors quand les ouvriers venaient et demandaient de l'aide rapide pour organiser les travailleurs de l'usine, on s'organisait avec les moyens du bord. On faisait des tracts sur leurs revendications et le lendemain on les distribuait en risquant de se faire arrêter par la police (loi du Cadaveras).

On allait jaser dans des restaurants pour voir s'il y avait des résultats ou encore il y avait des réunions plus grandes auxquelles je participais. J'ai pris de l'expérience comme ça: je me suis trouvée mêlée aux luttes."

N.B.: Le texte du Témoignage de Madeleine Parent provient de notes prises au cours de rencontres qu'on a eues avec elle, au cours de ses deux récents passages à Montréal en avril et en mai dernier. La première au Centre de Formation Populaire (à Mtl) où environ 75 militants/tes étaient venus/es l'entendre. La seconde pour une entrevue qu'elle a bien voulu nous accorder pour "Québécoises Deboutte" le 19 mai dernier. Madeleine Parent milite maintenant au sein d'une centrale syndicale canadienne à Toronto.

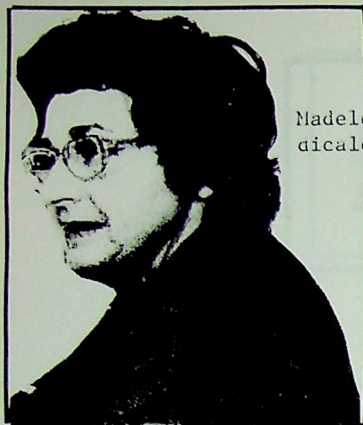
des femmes

organisatrices

1942 a été une année prospère en syndicalisation de divers milieux. Des femmes y ont joué un rôle primordial.

Il y a eu entre autres, Léa Roback qui est venue à RCA Victor à St-Henri après avoir eu des difficultés dans l'Union de la robe. C'est elle qui a dirigé la stratégie d'organisation syndicale à la RCA Victor; par son travail, elle a réussi à entraîner les 97% des travailleurs de la RCA à s'organiser eux-mêmes. On doit faire remarquer cependant, que parce qu'elle est une femme, on a très souvent oublié de mentionner tout le travail que Léa Roback a fait à la RCA.

Autre exemple, Danièle Cuisinier, ouvrière à la DIL (Defense Industries Ltd) à Verdun, est devenue à l'âge de 16 ans, l'agent d'affaires d'un local des Machinistes (local d'un syndicat). Elle avait auparavant organisé plus de 2,000 ouvriers à l'intérieur du syndicat (l'Union des Machinistes). A noter, comme il y avait beaucoup trop de locaux à l'intérieur du syndicat, on acceptait que les femmes fassent ce travail d'organisation. Ce, même à l'Union Internationale des Machinistes qui est reconnue comme étant "traditionnellement chauviniste" (dixit M. Parent). Plusieurs autres plans de la DIL ont emboîté le pas, peu de temps après.



Madeleine Parent militante syndicale.

organisation dans

le textile

Cependant la syndicalisation ne se limitera plus à l'industrie de guerre, car comme conséquence de la prospérité éphémère de l'industrie de guerre, la campagne de syndicalisation a pu rebondir dans les industries permanentes. Et c'est ainsi qu'on assistera malgré la guerre et malgré le régime duplessiste, à une série de luttes ouvrières où travailleurs et travailleuses ont eu à maintes reprises à affronter les forces policières.

Il y a aussi eu Charlotte Gauthier, militante à l'Union des travailleurs de la fourrure en même temps que Madeleine Parent. Madeleine explique quel a été le résultat de son travail militant:

"Aujourd'hui, c'est la seule section des métiers de l'aiguille (vêtements pour dame pour hommes, sportifs, et la fourrure) où il n'y a pas une aussi grande différenciation entre le salaire pour un homme et le salaire pour une femme dans la même occupation. Et c'est parce que malgré la tendance prédominante chez les unions américaines dans les métiers de l'aiguille, Charlotte, ici au Québec, réussissait à prôner non pas une augmentation à pourcentage mais une augmentation à base de 15¢, 25¢ de l'heure pour tout le monde. De sorte que la différence des salaires des gens les mieux payés (traditionnellement les hommes) et les gens les moins payés (traditionnellement les femmes) n'a pas augmenté.

Au moins, elle a réussi à empêcher cette exploitation additionnelle. Et c'est quelque chose qui n'a jamais été compris ici, malheureusement."

Le textile est le secteur le plus actif durant les années '34 à '43. Le textile sera aussi un lieu d'intenses luttes syndicales.

Après la trahison de '37, dans le textile (cf grève des 10,000), il n'existe plus de syndicat du tout. Donc, en '42 on doit recommencer à établir des contacts dans ce secteur. On réussira à obtenir la sympathie de plusieurs ouvriers/ères après avoir fait un contact sûr au moulin de Valleyfield. Cette usine comprend 3,000 travailleurs/euses. Mais à cette date aussi, la majorité des travailleurs/euses sont méfiants vis-à-vis de toute initiative d'organisation: ils se souviennent qu'ils ont été trahis lors de la grève de '37. On aura donc beaucoup de travail à faire pour les encourager à se syndiquer.

Cependant les militants du moment ont fait l'erreur d'organiser les travailleurs sous la bannière des syndicats américains. Erreur véritable, car se syndiquer sous cette bannière signifiait pour les ouvriers/ères qu'ils ne pourraient avoir le contrôle absolu ni sur leur syndicat ni sur les événements: aussi on a pu remarquer qu'à chaque grand conflit, les syndicats américains comploteront contre les ouvriers/ères. Puis, ils ont tous été remplacés par des syndicats de boutique affiliés à la Dominion Textile.

Le groupe de militants syndicaux dans lequel militait Madeleine Parent se fait accuser d'être communiste. On essaie donc de se faire reconnaître représentants syndicaux des travailleurs/euses de la Dominion Textile: on est obligé de s'adresser au gouvernement fédéral qui crée la loi 1003 devant juger s'il y a représentativité.

A St-Henri, des travailleuses de la Merchants (dans la Dominion Textile) où est maintenant situé Coleco * entreprennent un travail d'organisation. Elles seront très militantes. La Merchants était composée de 60% de femmes: une des raisons étant qu'à Montréal, les hommes avaient un plus grand choix d'emplois.

À la Merchants, il y a 1,300 employés/es; on habite les rues avoisinantes; on y travaille de 10 à 12 heures par jour, et le samedi on y travaille 5 heures, faisant une semaine de 55-60 heures de travail. On y compte beaucoup d'enfants qui y travaillent même la nuit: ces enfants ont 10 ou 12 ans. Et il n'est pas rare qu'après l'heure du repas vers minuit de voir quelques enfants traînés dans la cour: les contremaîtres les ont battu. Puis comme les enfants savent qu'ils ne doivent pas nuire au sommeil de parents fatigués qui commencent leur "shift" tôt le matin, ils préféreraient rester dehors. On doit donc essayer de leur trouver un lit pour la nuit au poste de police.

Le militantisme des femmes

Une des raisons qui font que les femmes sont très militantes est qu'elles et les enfants sont méprisés par les patrons et assument le plus souvent les tâches les plus ingrates ou les plus épuisantes; elles subissent aussi des conditions de travail révoltantes. Entre autres, les femmes perdaient toute ancienneté après leur retour d'un accouchement.

Mais pour les diviser entre elles, les patrons usent souvent de favoritisme vis-à-vis de la plus jolie, etc.: elles ont les meilleures machines, ... Mais dès que le travail d'organisation est devenu plus structuré, on a constaté une baisse remarquable des femmes-espions (les favorites). Les femmes en général ont milité spontanément dans la campagne de syndicalisation.

Une des premières revendications des femmes fut d'exiger d'être toutes traitées de la même manière selon l'ancienneté de sorte que les machines vacantes en meilleure condition reviennent aux plus anciennes; elles ont exigé aussi le droit à la même "maintenance" et le droit à l'avancement.

Les femmes ont acquis le sens de la solidarité. Elles avaient plus à gagner que les hommes

La Dominion Textile s'acquitte avec le syndicat catholique (qu'elle avait combattu en '37), afin de créer des divisions dans le travail d'organisation: vers '43-44 la Cie s'engageait même à financer le syndicat catholique.

C'est ainsi que la Cie faisait cadeau d'un syndicat aux ouvriers/ères: plusieurs sont malheureusement tombés dans le panneau.

En 1944, une offensive, est montée contre le groupe de militants. Mgr Léger (pas encore cardinal à l'époque) montait des groupes de collégiens contre le groupe de Madeleine Parent: ils iront tout saccager dans le local "pour sauver Valleyfield, la patrie et la religion". Léger avait l'appui des patrons et de Duplessis.

Mais malgré cela, on a pu continuer à informer les travailleurs/euses et la population par l'installation de hauts-parleurs dans la ville. "On continue tous, jusqu'à l'accréditation", était le mot d'ordre.

En 1945, le gouvernement voulait faire l'accréditation moulin par moulin. Mais à Valleyfield où on a une grande force numérique (3,000) on refuse: on répond

* Ci.: Québécoises Deboutte no.6

qu'on est déjà syndiqué et qu'on ne recommencera pas tout le travail. Cependant qu'à Montréal, on obtient quelques accréditations.

Pourtant à l'automne de '45, on fait une grève illégale à Montréal pour demander une seule accréditation pour toute la Dominion Textile. On réussira à arracher du gouvernement un comité d'arbitrage portant sur toutes les usines à Montréal pour pouvoir faire la grève partout en même temps. Au cours de l'hiver, il y aura plusieurs grèves sur le tas.

En juin '46, les 6,000 ouvriers/ères de Valleyfield et de Montréal font une grève. A Valleyfield, on a complètement fermé le moulin. De son côté, Léger continue ses manœuvres derrière le comité anti-grève.

Cependant à l'usine d'Hochelega (la plus petite usine de la Dominion Textile), la grève commence à se désintégrer (bri-seurs de grève). Au même moment, toute la direction de l'Union du travail du Canada menace de se retourner contre le syndicat si on ne signe pas la convention. Mais les travailleurs/euses décident de ne pas se faire fractionner par des menaces.

Le 13 août de la même année, il y a une grande émeute à Valleyfield. Les "scabs" (travailleurs embauchés pour remplacer les grévistes) sont obligés de se rendre à l'église avant le travail, pour pouvoir se faire encadrer de vicaires vers le moulin. Mais à leur sortie pour le dîner, 5,000 piqueteurs les attendent. Parmi ces piqueteurs, il y avait au moins 50% de ménagères de la ville: elles s'é-taient données le mot à travers la ville. Le 13 août était une journée décisive pour les grévistes: Madeleine Parent était à Montréal pour négocier avec le ministre du travail.

Pendant ce temps, à Valleyfield, la Police Provinciale (PP) lance des bombes à gaz lacrimogènes aux grévistes. Mais ceux-ci déchirent le pavé et tirent des pierres, etc. aux policiers. Les grévistes répondent systématiquement aux ripostes de la PP jusque tard dans l'après-midi.

Puis la police agite une mouchoir blanc: mais on ne réussit pas à s'entendre. Les bombes continuent à pleuvoir; et les grévistes les reprennent toutes chaudes pour les relancer à l'intérieur de la forteresse. La PP est obligée de sortir et agite son mouchoir blanc à nouveau.

Les autos-polices devront venir les aider à sortir de la ville, car malgré toutes les mesures, les piqueteurs continuent le saccage même sur les autos de la police. Résultat: plusieurs policiers devront être hospitalisés, mais surtout pas à Valleyfield. Cependant quand la grève sera terminée, plusieurs dirigeants syndicaux seront emprisonnés et n'auront plus la permission de retourner à Valleyfield. Ainsi un mandat d'arrestation fut déposé contre Madeleine Parent; mais elle réussira à se cacher jusqu'à ce que son avocat obtienne du juge, qu'elle aura un cautionnement si elle se présente.

Il était important pour Madeleine Parent d'être présente pour négocier avec les représentants de Duplessis la façon dont le vote serait pris (Duplessis avait envoyé ses officiers immédiatement après la grève pour pouvoir diriger le vote qui serait pris). Autrement, ceux-ci auraient pu monter le scrutin à leur guise.

Pendant qu'ils négocient, un régiment de 300 femmes vient sérénader des chansons syndicales et crée ainsi un rapport de force qui indiquera la façon dont le vote sera pris. De plus, 1,500 personnes viendront se masser autour du palais de justice pour attendre les résultats du vote. Les représentants gouvernementaux n'ont pas le choix: ils sont obligés (par nécessité) de donner des résultats positifs avant de sortir de la ville et naturellement du palais de justice.

Résolument les ouvriers/ères de Valleyfield avaient décidé que personne ne prendrait de décision à leur place "pour régler leur cas".

Mais on a réalisé un peu tard cependant qu'au lieu de trop diriger, on aurait dû écouter un peu plus les demandes ouvrières qui suggéraient une grève vers l'automne de '43. Tous les moulins de la Dominion Textile auraient suivi dans la grève générale. La grève aurait été de courte durée, les patrons ne voulant pas risquer de diminuer la production et ne voulant pas aussi donner l'exemple aux ouvriers/ères des autres secteurs (la solidarité entre patrons, ça existe aussi!). Aujourd'hui, au lieu d'avoir des syndicats de boutique et fragmentés, on aurait un seul syndicat pour tout le textile.

au moulin de lachute

Au moulin de Lachute qui n'employait que 600 travailleurs/euses, la PP arrive dans la ville dès qu'il y a un début d'organisation. Marc Carrière (déjà) est embauché pour briser la grève. Ça se soldera par un échec, à cause de la très forte répression policière. Plusieurs travailleurs/euses auront des procès et Madeleine Parent devra purger 3 mois de prison pour conspiration séditionnelle.

Le syndicat sera affaibli par cet échec, mais aussi parce que les patrons de la D.T. s'acoquinent avec les chefs syndicaux américains. Ils font venir un américain qui doit fractionner les travailleurs/euses à la D.T. Par contre, les ouvriers vont en grève à 100% pendant 3 autres semaines, autant à Valleyfield qu'à Montréal. On aura un autre échec pour les mêmes raisons: répression policière et aussi l'intervention des américains.

Après ces échecs, la Dominion Textile applique un nouveau système à la pièce qui intensifie les cadences de travail. Résultat: on réduit la main-d'oeuvre de 50%: elle passera donc de 6,000 à 3,000. Ça affectera beaucoup de femmes. Et il y aura aussi un grand découragement dans le textile.

La Dominion Textile fabriquera de plus, une liste noire avec les noms de tous les militants actifs et s'en servira pour faire des congédiements. Même le président du syndicat y passera: il travaillait depuis l'âge de 9 ans à La Dominion Textile, 50 ans de service.

Le syndicat restera à la Dominion Textile jusqu'en 1955 après quoi il n'y aura que des syndicats de boutique et très fragmentés.

Même si nous savons que l'impact idéologique utilisé avec le retour des travailleurs de la guerre pour entraîner peu à peu le retour des femmes au foyer (un pourcentage de 40 à 60%), nous savons définitivement par contre que, la grande participation des femmes aux luttes ouvrières sous Duplessis, détruit complètement le mythe qui voulait la Québécoise réactionnaire (anti-lutte, anti-grève).

Le travail accompli par les travailleuses et les ménagères vient confirmer que les femmes ont contribué à l'édification de la tradition des luttes ouvrières au Québec.

Lorsque nous nous rappelons ces luttes, nous pensons qu'effectivement les femmes de par leurs conditions d'exploitation, de par leur rapport avec la production du pays, avaient tous les intérêts à changer cette situation. Leur grande combativité avait nécessairement contribué à améliorer les conditions de travail dans les usines. Mais la fin de la guerre força peu à peu les femmes à reprendre leur poste dans la famille. C'est-à-dire à recommencer à assumer leur rôle dit "naturel", en se coupant de toutes les activités sociales et politiques.

Alors que pendant la guerre, les femmes remplaçaient les hommes dans des secteurs qui devaient n'être réservés qu'à eux, tels l'avionnerie, on a remarqué cependant qu'immédiatement après la guerre, des structures ont définis les secteurs qui deviendraient les ghettos du travail féminin.

Elles n'allaient donc pas elles-mêmes profiter des luttes qu'elles avaient entreprises. Car les conditions de travail à l'intérieur de la famille étaient restées les mêmes. Cela nous amène à constater une fois de plus, que dans la société actuelle les femmes sont avant tout mère-épouse-ménagère. Car même pour celles qui se retrouvent sur le marché du travail, la réalité économique et sociale du travail ménager influence leurs conditions de travail à l'extérieur du foyer.

Maintenant que la lumière est faite sur ces batailles et sur la participation active des femmes, les ménagères, travailleurs et travailleuses du Québec d'aujourd'hui, peuvent être fiers de leur tradition de lutte et pourront contribuer à faire avancer l'histoire en se servant de ces expériences combatives, de ce passé qui n'est pas si lointain.

REFERENCES.

- E. Dumas, Dans le sommeil de nos os, éditions Lemeac, 1971.
P. Jauvin, Histoire du peuple québécois, Presses du Cirque Enrg., 1972.
En collaboration, En grève,
Leslie Roberts, Le Chef.

1. Marc Carrière:-Président (prop.) du conseil d'administration de Dupuis Frères Ltd.
-Président de Gattuso Corp. Ltd
-Sur le conseil de direction de Désourdy Construction.
-Sur le conseil de Direction de Distiller Melchers.

jour 15 à 25

Immédiatement après l'ovulation, le "corps jaune" sécrète la progestérone qui, en même temps que l'oestrogène produite par les ovaires, stimule le développement de l'endomètre. L'endomètre, (paroi de l'utérus) devient un nid riche en vaisseaux sanguins et en tissus, en vue de rendre possible l'implantation de l'ovule fécondé.

Si un ovule est fécondé, le placenta (organe qui reliera l'embryon à l'utérus pendant la grossesse), est formé dans l'endomètre puis entreprend la production de progestérone, hormone qui empêche la production d'autres hormones essentielles à l'ovulation.

S'il n'y a pas fécondation, le "corps jaune" commence à s'appauvrir vers le 25e jour. Ces cellules sont réabsorbées et remplacées par le tissu ovarien normal. Les follicules qui avaient commencé à se développer au début du cycle mais qui n'avaient pu se rompre sont aussi réabsorbés par l'ovaire.

jour 26 à 28

La détérioration du "corps jaune" diminue les sécrétions d'oestrogène et de progestérone. Ce bas niveau d'hormones cause la contraction des vaisseaux sanguins qui irriguent l'endomètre, diminuant de ce fait l'afflux sanguin dans cette région. Les veines minuscules et les artères de l'endomètre se rompent, libérant le sang, ce qui marque le commencement du flux menstruel. C'est le début d'un autre cycle.

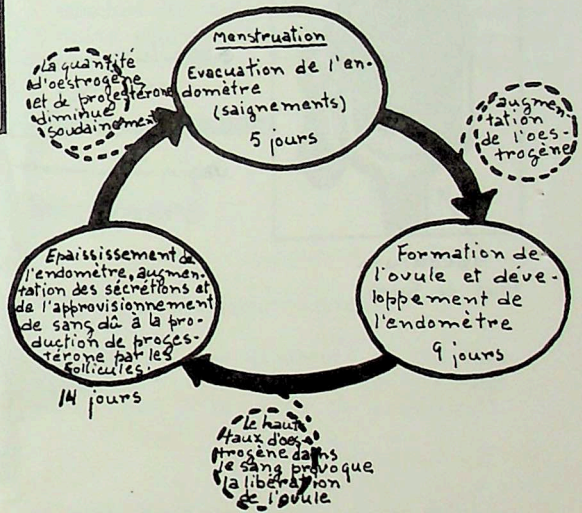
En somme, les menstruations sont l'évacuation (lorsque la fécondation n'a pas eu lieu) de l'endomètre (paroi interne de l'utérus) qui s'était développé en vue d'une grossesse.

la ménopause

Le cycle menstruel se poursuit sans interruption (sauf pendant la grossesse) jusqu'au moment où les ovaires commencent à "s'affaiblir". Le phénomène le plus perceptible de cette période de changement, la ménopause ou fin des menstruations se produit vers 45 ou 50 ans. Ce n'est pas un changement soudain mais un processus graduel: peu à peu l'ovulation devient irrégulière et peu fréquente. Dès que l'ovulation cesse, la production de progestérone cesse aussi alors que celle de l'oestrogène diminue considérablement.

La façon dont beaucoup de femmes des sociétés occidentales vivent leur ménopause (état dépressif, irritabilité) dépend, en partie de la définition de la féminité ainsi que du rôle exclusif de mère-épouse-ménagère que la société leur impose.

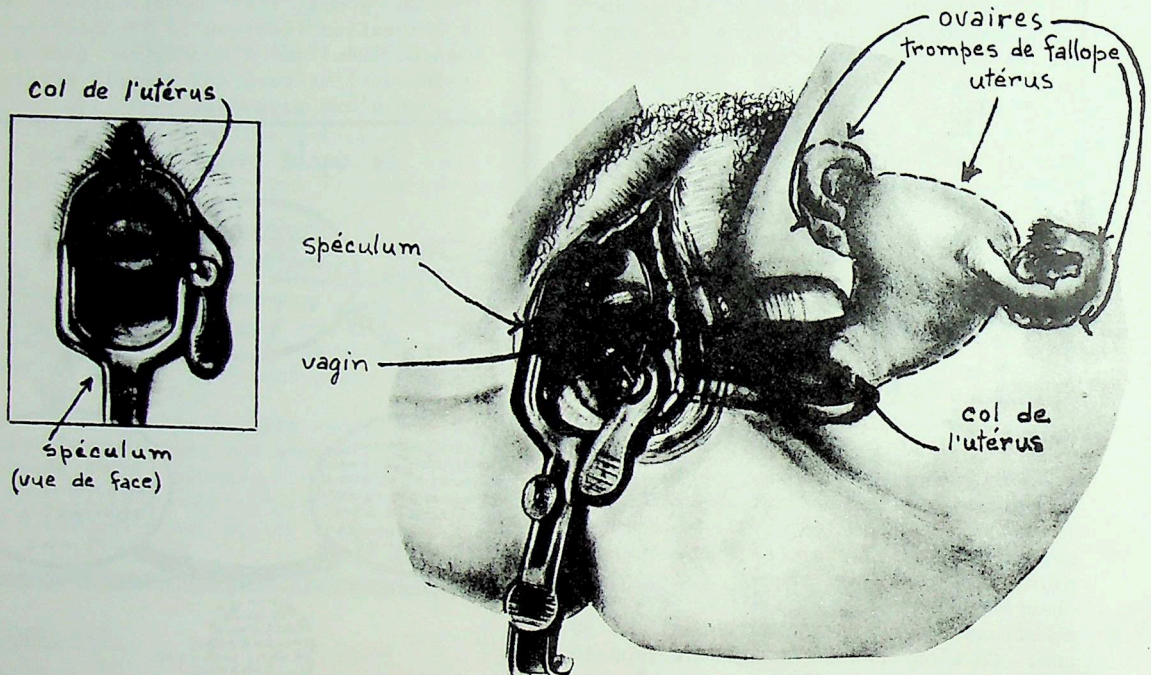
Le cycle menstruel



C'est aux environs de la ménopause que la femme correspond de moins en moins à l'idéal d'objet sexuel socialement imposé. Il est frappant, par exemple, de remarquer que la femme qu'on nous présente pour nous inciter à acheter tel ou tel marchandise a toujours entre 18 et 25 ans même si l'aspect extérieur varie selon la mode. La ménopause coïncide aussi avec le départ des enfants à qui elle s'était consacrée et avec la difficulté de retourner ou de rester sur le marché du travail.

Dans une société où la vieillesse ne signifierait plus l'inutilité sociale, dans une société où la sexualité et la reproduction ne seraient pas indissociablement liées, dans une société où le soin des enfants seraient assumé collectivement et ne seraient donc plus pour la femme l'unique raison d'être, la ménopause ne serait pas l'objet de tant d'appréhension et de malaises.

examen gynécologique



La majorité d'entre nous allons voir le médecin seulement lors d'une grossesse ou encore, de troubles gynécologiques particuliers. Et pourtant, chaque femme devrait, dès la puberté, subir un examen gynécologique annuel. Ceci permet de déceler des troubles bénignes avant même que nous en percevions les symptômes et avant qu'ils se soient aggravés. Souvent, lorsqu'une femme se présente pour un examen gynécologique, le médecin se limite à ce qu'on appelle l'examen de la vulve et des organes reproducteurs et

l'examen interne. Pour examiner le vagin et le col de l'utérus, le médecin écarte au moyen d'un instrument appelé spéculum les parois du vagin qui normalement se touchent. Le spéculum est fait de plastique ou de métal et comporte deux palettes incurvées. Le médecin écarte les palettes du spéculum; celles-ci exerçant une pression délicate sur les parois du vagin le maintiennent ouvert. On peut se servir du spéculum dans presque tous les cas, même si l'hymen de la patiente n'est pas rompu. Une

fois le spéculum en place, le médecin peut effectuer le test de Pap par lequel on détecte le cancer du col de l'utérus. Avec un bâtonnet plat ou rond, de bois ou de verre, il détache délicatement quelques cellules du col de l'utérus et les dépose sur une plaque de verre qui sera envoyée au laboratoire pour analyse au microscope. Le médecin retire ensuite le spéculum et exécute l'examen interne. Il insère deux doigts gantés dans le vagin. De l'autre main, il appuie légèrement sur le bas ventre et examine l'utérus, vérifiant ses dimensions, sa forme et sa mobilité. En général, on ne peut palper les ovaires ou les trompes de Fallope à moins qu'il n'y ait enflure ou excroissance anormale. Toutefois, avant de faire l'examen précédent, le médecin devrait faire l'examen de la tête, du cou, des seins, des poumons, du coeur et de l'abdomen pour y détecter des enflures, des excroissances ou tumeurs. Il devrait aussi prendre note de la grandeur, du poids et de la pression sanguine de la patiente et ef-

fectuer une prise de sang. Cet examen préalable est important à cause des indications que le médecin peut en tirer. Etant donné l'interaction des glandes entre elles, l'enfllement d'une glande du cou peut être le symptôme d'un trouble qui a ses origines au niveau des organes reproducteurs ou qui aura des effets sur ces derniers.

De plus, la première fois qu'une femme consulte un médecin, il devrait établir sa fiche médicale. Cette fiche devrait comporter des renseignements sur son état de santé actuel et sur ses maladies antérieures et sur les interventions chirurgicales qu'elle a déjà subies. Elle devrait aussi contenir les renseignements gynécologiques de base: à quel âge elle a eu ses premières menstruations, si son cycle menstruel est régulier, si elle a déjà été enceinte et le nombre de ses grossesses, fausses couches ou avortements. Ces renseignements généraux permettent de mieux comprendre certains troubles gynécologiques ou autres.

questions et réponses

Q.: Est-ce qu'une femme peut tomber enceinte pendant ses menstruations?

R.: Oui, car même si l'ovulation se produit en général aux alentours du 14^e jour, il peut arriver qu'une femme ait une ovulation dite "spontané" à un autre moment du cycle menstruel ou même pendant les menstruations, à la suite de troubles émotifs ou de tension nerveuse.

Q.: Est-ce que le fait de ne pas avoir ses menstruations constitue une preuve certaine de grossesse?

R.: Non, car même des femmes qui ont un cycle menstruel régulier peuvent remarquer des variations quant à la durée de leur cycle particulièrement à la suite de tensions psychologiques ou de troubles émotifs (par exemple à la suite de mortalité, de voyage ou d'exams.)

Q.: Comment des variations dans le cycle menstruel peuvent-elles se produire chez des femmes de toute âge à la suite de tensions psychologiques ou de troubles émotifs?

R.: Les ovaires font partie d'un réseau complexe de glandes (système endocrinien) dont l'interaction affecte toutes les fonctions du corps.

Q.: Est-il vrai qu'une femme peut avoir des relations sexuelles durant les menstruations?

R.: Il n'y a aucune raison objective qui puisse interdire les relations sexuelles durant les menstruations.

Q.: Une femme qui n'a jamais eu de relations sexuelles peut-elle utiliser des tampons internes?

R.: Oui, même si l'hymen est encore intact une femme peut utiliser des tampons sans aucun danger. Dans certains cas, l'utilisation du tampon peut briser ou agrandir l'hymen ce qui n'implique rien au niveau médical.

Q.: Est-ce possible de tomber enceinte sans qu'il y ait pénétration?

R.: Dans plusieurs formes de contacts sexuels (ex. "necking, petting"), l'homme éjacule près de la vulve ou sur la vulve, sans pour cela qu'il n'y ait pénétration du pénis dans le vagin. Dans ce cas, il est possible que des spermatozoïdes puissent être transportés grâce aux sécrétions couvrant les lèvres internes, de l'entrée du vagin jusqu'au col de l'utérus. Les possibilités de grossesse résultant de cette pratique sont très minces, bien qu'existantes.

Q.: Est-ce que la ménopause entraîne la fin de l'activité sexuelle?

Non, l'arrêt des menstruations ne change rien à l'activité sexuelle de la femme.



*"Votre sexe n'est fait que pour la dépendance
Du côté de la barbe est toute la puissance
Bien qu'on soit deux moitiés de la société
Ces deux moitiés n'ont point d'égalité."*

Molière

humour noir

Si on remonte aussi loin qu'aux origines de la croyance religieuse chrétienne (qui prévaut encore), la "Sainte-Trinité" ne comprend pas de femme-mère: il y a bien Dieu le Père et Dieu le Fils mais sauf erreur et la Vierge est là pour en témoigner, le St-Esprit n'a rien de féminin.

Mais on nous dira, ce n'est pas la religion mais les nouvelles lois concernant les femmes qui sont importantes pour régler la question de l'égalité des hommes et des femmes. Mais est-ce bien vrai ça?

Ce texte de la chronique "humour noir" se veut être une énumération 1) de plusieurs points de la loi concernant les femmes et aussi 2) des situations de fait discriminant les femmes dans leur vie quotidienne. Notre échantillon est très réduit mais notre intention n'était pas d'en faire la compilation complète. Nous voulions par ce texte, démontré non seulement la discrimination ouverte encore véhiculée dans certaines lois pour préserver les privilèges de l'homme (et du mari), mais aussi démontrer la nette insuffisance des lois (quand elles existent) qui devaient dorénavant assurer l'égalité de la femme avec l'homme. Depuis le bill 16 (loi sur la capacité juridique de la femme mariée) en 1964 et le bill 10 (loi concernant les régimes matrimoniaux) en 1970, plusieurs se sont mis à proclamer les bienfaits pour les femmes de ces lois qui les rendaient les "égales" de l'homme.

Mais pourtant, sur chaque rue, il y a encore à peu près les mêmes femmes qu'avant 1970. Se sont encore elles qui sont dans les cuisines; ce sont encore elles qui apportent le café au patron; ce sont encore elles qui sont objectivisées sexuellement; ce sont encore elles qui sont prétendument responsables de la planification familiale quand toute la propagande sur les meilleures méthodes sont interdites; ce sont encore elles qui s'occupent à temps plein de leurs enfants (sans avoir accès à des services communautaires); ce sont encore elles qui sont enrégimentées dans le même rôle : mère-épouse-ménagère.

Et les lois qui existent, ne peuvent pas prétendre avoir changé les mentalités. D'ailleurs quasiment aucun mécanisme constructif n'a été créé pour tendre à briser cette situation de fait: il y a bien quelques sanctions prévues en cas d'irrespect mais il faut bien peser le rapport de forces. La justice est faite en fonction des intérêts de la classe dominante, et à ce qu'il nous semble les plus importants membres de cette classe, démontrent encore clairement qu'ils aiment bien "les belles et douces (de Players)" et sont charmés par "cette féminité qui nous ravit". Bref, cette "égale" de l'homme doit surtout être belle, absente et servile...

Morale:

*Tant que dans les faits,
Nous ne serons pas les égales de l'homme
Les lois quelles qu'elles soient,
Ne pourrons pas nous faire croire que nous le sommes!*

saviez-vous que

RAPPEL HISTORIQUE

SAVIEZ-VOUS QUE en Nouvelle-France le consentement des parents fut exigé pour tout mariage en bas de 25 ans, même pour les jeunes veuves?

SAVIEZ-VOUS QUE les jeunes filles devaient se marier entre 13 et 16 ans sous peine d'amendes ou d'autres sanctions en Nouvelle-France?

Le rôle de la femme en Nouvelle-France était très concret et ne voilait pas du tout son objectif: elle devait assurer la reproduction de la race et le peuplement continu de la colonie.

DROIT DE VOTE

SAVIEZ-VOUS QUE les femmes (une certaine catégorie d'entre elles) se sont vues donner et retirer le droit de vote, deux fois avant de se le voir définitivement accorder pour la première fois lors des élections fédérales de 1917?

-les femmes propriétaires votaient au même titre que les hommes en 1791, mais l'Assemblée législative du Bas-Canada passe des lois au cours des années 1834-49 qui défendent à toutes les femmes de voter.

-en 1892, toutes les femmes "seules" (veuves ou célibataires) et toutes celles qui sont propriétaires peuvent voter aux élections municipales de Montréal. Il est vite retiré cependant.

SAVIEZ-VOUS QUE le Québec a été la dernière province canadienne à accorder le droit de vote aux femmes: 24 ans après que la première province eut fait ce pas et 15 ans plus tard après la dernière province?

L'ÉGLISE

SAVIEZ-VOUS QUE pour l'Eglise, c'est la "consommation sexuelle" qui valide le mariage et que c'est le sacrement même? L'amour et l'amitié entre deux êtres sont pour elle secondaires: Le soir des noces, le mari "consomme" sa femme et elle est mariée... pour l'éternité.

SAVIEZ-VOUS QUE le Droit canon (lois de l'Eglise) autorisait même le mari à battre sa femme?

SAVIEZ-VOUS QUE l'Eglise (selon Mgr Lavoie, un des fondateurs du Centre de documentation conjugale de Québec) n'acceptera probablement jamais l'usage de moyens mécaniques ou chimiques de contrôle des naissances?

SAVIEZ-VOUS QUE l'Eglise n'accepte l'usage d'anovulants (pilule anticonceptionnelle) que pour: 1- permettre à la femme de reprendre son cycle menstruel après une grossesse;

2- permettre de régulariser son cycle;

3- soustraire aux dangers de la grossesse, les religieuses missionnaires soudainement menacées de viol !;

4- permettre à des athlètes féminins de pouvoir participer à des épreuves sportives;

5- permettre à l'épouse dont le mari ne rentre qu'en fin de semaine, de se donner à lui sans compromettre son bonheur conjugal.

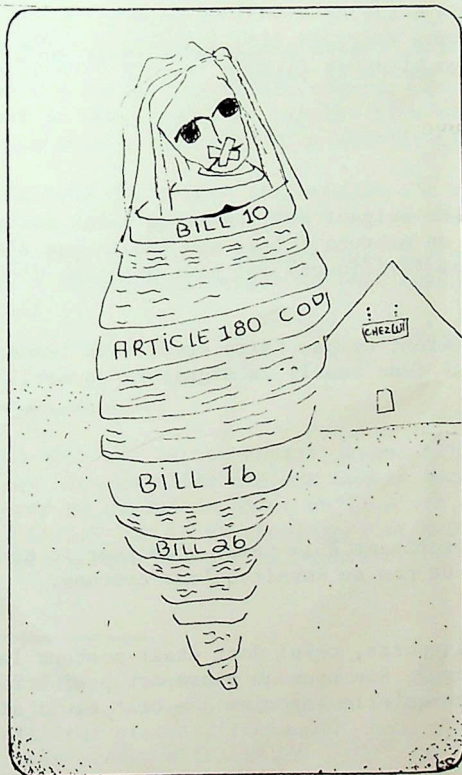
BILL 16 ET BILL 10

SAVIEZ-VOUS QUE la loi sur la capacité juridique de la femme mariée (Bill 16- 1964) et que la loi concernant les régimes matrimoniaux (Bill 10- 1970) n'ont apporté qu'une égalité formelle à la femme? Les quelques droits qu'on lui reconnaît peuvent pour la plupart être révoqués: par exemple l'article 180 du Code Civil.

art. 180: la femme mariée a, sous tous les régimes, le pouvoir de représenter le mari pour les besoins courants du ménage et l'entretien des enfants y compris les soins médicaux et chirurgicaux.

Les actions ainsi accomplies par la femme obligent le mari envers les tiers, à moins qu'il n'ait retiré à la femme le pouvoir de faire les actes dont il s'agit...

Le mari pourrait donc par exemple, "retirer à la femme le pouvoir de"... faire des achats à crédit à l'épicerie du coin s'il en avait donné avis à l'épicier.



LA MOMIE QU'EN A FAIT L'ÉTÂT

SAVIEZ-VOUS QUE le domicile de la femme mariée (et de ses enfants mineurs) est celui que le mari a choisi et qu'elle doit le suivre en tout temps. Si elle se soustrait à cet article de la loi, le mari peut invoquer ce motif pour demander le divorce contre son épouse?

SAVIEZ-VOUS QUE la femme mariée doit prendre la nationalité imposée par son mari?

Ces deux articles sont probablement à l'origine de ce vieux dicton québécois: "*Qui prend mari, prend pays*".

SAVIEZ-VOUS QU'un mari peut prendre une action en aliénation d'affection et réclamer des dommages à qui lui vole sa femme ? Celle-ci était considérée comme propriété du mari.

SAVIEZ-VOUS QUE la loi du divorce n'accepte pas le consentement mutuel comme motif de divorce? Elle exige un coupable: un conjoint doit nécessairement accusé l'autre de torts judiciaires (adultère, cruauté physique ou mentale grave, etc.)

RECENSEMENT

SAVIEZ-VOUS QUE le dernier recensement (1971) situe la ménagère dans la catégorie des marginaux: handicapés, malades mentaux, personnes retirées ou ne voulant pas travailler?

SAVIEZ-VOUS QUE dans l'esprit du recensement, chaque ménage doit avoir un "chef" et que ce chef, c'est nécessairement l'homme de la maison?

CREDIT

SAVIEZ-VOUS QUE certaines banques du Québec exigent des femmes qu'elles montrent leur contrat de mariage quand elles font un emprunt à leur nom tandis que d'autres (redoutant la possibilité de complications juridiques) ont pour principe d'obtenir la signature du mari?

SAVIEZ-VOUS QUE les grands magasins préfèrent ne pas faire crédit aux femmes mariées à titre personnel et exigent souvent (eux aussi) la signature du mari?

NOM

SAVIEZ-VOUS QU'il n'existe aucune loi prescrivant à la femme d'adopter le nom de son mari après le mariage? Le changement de nom ne serait qu'une coutume.

SAVIEZ-VOUS QU'en ce qui concerne les passeports, celui dont était porteur la femme n'est plus valide après son mariage? Son nouveau passeport peut être fait à son nom de jeune fille qu'à la condition qu'elle inscrive son état civil ainsi que le nom et l'adresse de son mari.

BIEN-ETRE SOCIAL

SAVIEZ-VOUS QUE les mères célibataires n'ont pas le droit d'habiter dans un logement, mais dans un meublé car une femme seule avec des enfants, ce n'est pas une vraie famille et que le Bien-être social ne veut pas meubler de futurs mariés.

SAVIEZ-VOUS si une femme seule (célibataire, veuve ou séparée) a un "chum", on lui coupe le bien-être social? On présume que le "chum" la fait vivre.

SAVIEZ-VOUS QU'il arrive a souvent que des officiers du Bien-Être social demandent aux femmes de coucher avec eux si elles veulent avoir un peu plus?

SAVIEZ-VOUS QUE le Bien-être social paie davantage une tierce personne en ce qui concerne la garde des enfants que lorsque c'est la mère qui les garde avec elle?

FEMMES ET MERES CELIBATAIRES

SAVIEZ-VOUS QU'il arrive encore qu'une femme célibataire qui travaille se voit refuser l'obtention d'un bail. On prétexte qu'elle n'offre pas assez de garantie de stabilité.

SAVIEZ-VOUS QUE la Société d'adoption et de protection de l'enfance (et d'autres organismes officiels) fait pression pour que la mère célibataire (même celle qui a pu prouver qu'elle pouvait subvenir à ses besoins et celui de son enfant), abandonne son enfant? La raison donnée: elle ne pourra pas travailler et éduquer son enfant en même temps. On exprime bien encore une fois, que la femme doit d'abord être un mère et tout tend à ce qu'elle ne soit rien d'autre que cela.

SAVIEZ-VOUS QUE la mère célibataire n'a pas droit aux bourses d'étude?

SAVIEZ-VOUS QU'encore aujourd'hui, les mères célibataires doivent la plupart du temps cacher l'existence de leur enfant(s) si elles ne veulent pas perdre leur emploi?

SAVIEZ-VOUS QUE de nombreuses jeunes filles sont arrêtées et accusées de vagabondage bien qu'elles n'aient commis aucun délit, simplement parce qu'elles n'ont ni foyer ni argent ou parce qu'il n'y a pas d'endroit où elles peuvent passer la nuit? La loi sur le vagabondage sert aussi à incriminer les prostituées car il n'existe aucune loi sur la prostitution en tant que telle.

SAVIEZ-VOUS QU'en vertu d'un récent jugement de la Cour Suprême (plus haute instance judiciaire au Canada), les Indiennes qui épousent des non-Indiens, perdent du fait leur statut d'Indienne? Dans pareil cas, les hommes indiens, conservent eux, leur statut d'Indien.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE

SAVIEZ-VOUS QUE LE Titre VIII du Livre I du Code Civil s'intitule De la puissance paternelle (articles 242-245)?

art. 243 ...c'est le père seul qui exerce l'autorité (sur l'enfant)

art. 244 Le mineur non émancipé ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

art. 245 Le père ou à son défaut la mère (à son défaut seulement) a sur son enfant mineur et non émancipé un droit de correction modérée et raisonnable, droit qui peut être délégué et que peut exercer ceux à qui l'éducation de cet enfant a été confié.

On constate que pour bien tenir l'enfant sous l'autorité, on ne sacrifie rien. Pour ce qui est des droits des enfants, aucun article n'y touche: ils peuvent toujours aller se plaindre d'avoir subi des corrections im-modérées et ir-raisonnables, mais allons-y voir quels enfants se risqueront à ça?

Ils sont complètement dépendants de leur parent (de leur père...) Ils sont sa propriété exclusive. Ils portent son nom et dépendent de son autorité. Même dans le cas de blessures graves, il est rare que des procédures soient prises contre les parents; ces cas sont pourtant très fréquents. Les urgences des hôpitaux ne font pas d'enquêtes; elles se fient aux déclarations des parents. De toutes les catégories sociales, les enfants sont la catégorie la plus opprimée.

SAVIEZ-VOUS QUE l'enfant ne profite pas de la même protection légale que les adultes en matière d'assaut corporel? 42,000 enfants environ sont hospitalisés chaque année au Canada à la suite de mauvais traitements; une centaine en meurent.

SAVIEZ-VOUS QUE pour doter son enfant d'un acte de naissance plutôt que d'un acte de baptême, la loi ne prévoit qu'un laps de temps de 4 mois, suivant la naissance de l'enfant (après ce temps on n'inscrit plus les nouveaux-nés sur les registres). Dépassé ce temps, on doit adresser une requête à un juge de la Cour supérieure et déboursier une centaine de dollars en honoraires d'avocats. De plus, selon la loi (bien qu'elle semble plus ou moins respectée), seul le père peut enregistrer la naissance de son enfant. La mère n'est admise à poser cet acte qu'en cas d'absence ou de décès du père. Pourquoi? On craint que la mère n'attribue à un homme une paternité que celui-ci ne reconnaît pas.

QUEBECOISES DEBOUTTE EST DISPONIBLE SUR ABONNEMENT
ET AUSSI A CES ENDROITS:

Agence du Livre Français 1249 rue Bernard, Mtl
Librairie Progressiste 1867 rue Amherst, Mtl
Librairie Renaud-Bray 5219 Côte-des-Neiges, Mtl
Librairie Gutenberg 3453 rue St-Denis, Mtl
Coop Etudiante de l'U.Q.A.M. 1280 rue Bleury, Mtl

BON DE COMMANDE

Susan Griffin, LE VIOL, (traduction et introduction par des militantes
du Centre des Femmes), Ed. L'Etincelle, 1972...\$1.25

MANIFESTE DES FEMMES QUEBECOISES, Ed. L'Etincelle, 1971.....\$0.50

Poster:QUEBECOISES DEBOUTTE (vert, blanc, rouge, sur fond noir).....\$2.00

Ci-joint un mandat de.....\$......

à Centre des Femmes
4319 St-Denis
Montréal

-pour:....LE VIOL

-pour:....MANIFESTE DES FEMMES QUEBECOISES

-pour:....Poster: QUEBECOISES DEBOUTTE

LES FEMMES EN CHINE



Le comité du quartier fait des suggestions au personnel d'un marché aux légumes.

la socialisation des travaux domestiques

Comme nous le mentionnons dans le numéro précédent de *Québécoises*, Deboutte, nous produisons ici un second cahier concernant la libération des femmes en Chine. Pour faire suite aux thèmes que nous avons déjà touchés, nous aborderons maintenant la socialisation des travaux domestiques. Nous citerons également deux exemples concernant le travail des femmes dans les campagnes et leurs efforts de collectivisation des travaux ménagers. Comme pour le premier, nous reproduirons ici de larges extraits du livre de Claudie Broyelle : "La Moitié Du Ciel".

Nous espérons que les exemples cités dans ces cahiers, vous aideront à situer où en est la libération des femmes en Chine. Toutefois, comme l'explique Claudie Broyelle dans son livre:

"Nous devons mettre en garde les lecteurs. Ils ne trouveront pas ici un "bilan" de la réalité chinoise; nous sommes bien loin d'avoir cette vue d'ensemble pour songer, ne serait-ce qu'à l'esquisser. Il ne faut donc pas prendre certaines expériences d'avant-garde, pour le niveau moyen de toute la Chine."

Et elle cite un peu plus loin, un commissaire de l'armée populaire de libération:

"Il est absolument nécessaire de comprendre que la Chine n'est pas toute rouge. Par exemple, il y a en Chine aujourd'hui des partisans de l'impérialisme américain, une poignée de réactionnaires. Si l'on perd de vue cette réalité, nous échouons dans tous nos projets. Deux choses luttent entre elles: la révolution, d'une part, la contre-révolution, d'autre part. Bien sûr, c'est cette lutte qui fait progresser le socialisme; mais si nous échouons dans cette lutte, le socialisme périra. En un mot, la question de savoir qui de la bourgeoisie ou du prolétariat l'emportera en Chine n'est pas encore tranchée aujourd'hui."

les femmes dans les campagnes

le rôle des femmes dans une commune populaire de chawan

Une paysanne d'une quarantaine d'années raconte l'histoire de la collectivisation des terres dans une commune populaire de Chawan, marquée à toutes les étapes par le rôle des femmes.

"A la libération la réforme agraire a politiquement émancipé les paysans pauvres et moyens pauvres, ainsi que les femmes qui reçurent des terres comme les hommes. Mais la production se faisait encore sur la base de la famille, si bien que la famille devait se débrouiller seule face aux difficultés. Une année, il y eut une grande sécheresse, et pour que la récolte puisse avoir lieu tout de même il fallait charrier de l'eau dans les champs. Les familles qui manquaient de bras étaient très désavantagées. Une veuve que je connais avait reçu cinq mous¹ pendant la réforme agraire, mais elle manquait d'aide et ses revenus étaient très bas. Elle prit conscience des difficultés et aida activement à la création des premiers groupes d'entraide entre les familles. Mais ces groupes ne résolvaient pas tout. Nous nous aidions, mais la propriété familiale restait la base de la production, et finalement c'était la famille qui était responsable de ses réussites et de ses échecs. Une année, une famille voisine a été très touchée par la maladie; ils ne purent pas travailler et finalement ils ont dû vendre leurs terres pour se soigner. Cela fut une leçon politique importante pour les paysans pauvres du village. Nous pensions: "Si on ne poursuit pas plus avant la collectivisation, les divisions de classe s'aprofondiront!" Nous avons alors créé les premières coopératives. Plusieurs familles travaillaient en commun et se partageaient les bénéfices sur la base des terres et du cheptel apportés. Les femmes étaient doublement attachées à la coopération. Comme paysanne d'abord: elles reconnaissaient là la seule voie pour éviter que les campagnes redeviennent l'horrible enfer d'exploitation des pauvres; mais aussi parce qu'aussi longtemps que la production s'effectuerait sur la base familiale, elles resteraient clouées à la maison. Qui d'autre qu'elles alors pourrait s'occuper des enfants, du ménage, des repas? En revanche dans les équipes, tout le monde, hommes et femmes, travaillait: alors il fallait bien trouver des solutions collectives pour les enfants et le travail ménager.

"Si nous nous entraïdions pour les travaux agricoles, nous devons nous entraïder aussi pour les travaux ménagers", telle était la position des femmes. Moi, je disais à mon mari: "Il faut que nous entrions dans cette coopérative." Mais il me répondait: "Tu n'es qu'une jument; tu n'entends rien à ces affaires, tu n'iras pas travailler au-dehors!" Cela me remplissait de colère: "Les femmes se sont émancipées, tu n'as aucun droit de me traiter ainsi; ce que nous avons, nous l'avons obtenu en luttant, je ne céderai pas!" Et je suis entrée sans lui à la coopérative. Lorsqu'il rouspétait contre les difficultés de son travail (en particulier son incapacité à lui, ancien paysan pauvre, propriétaire d'une petite parcelle, à effectuer seul tous les travaux agricoles) je lui expliquais, faits à l'appui, la supériorité de la coopérative; au bout de quelque temps, il comprit que son entêtement avait pour origine les idées féodales qu'il conservait sur la propriété privée et le rôle des femmes. Avant compris cela il put rejoindre la coopérative. Je connais dans le village beaucoup de familles où les choses se passèrent ainsi. Plus tard nous avons franchi, un nouveau pas dans la collectivisation. Il fallait regrouper plus de forces pour pouvoir entreprendre de grands travaux afin de maîtriser la nature, par exemple, des travaux d'irrigation. Et nous avons engagé le combat. L'une après l'autre, les quatre collines qui entourent la commune tombèrent entre nos mains. Nous y faisons maintenant des récoltes de thé les plus abondantes de la région. Aurions-nous pu arriver à ce résultat en restant sur nos parcelles individuelles? Et dans ce mouvement les femmes étaient au premier rang, c'est un fait connu de tous!"

Elle se tut. Le secrétaire du Comité révolutionnaire assis à côté d'elle intervint:

"On a trop tendance à penser que la spécificité féminine apparaît exclusivement sur le terrain des contradictions entre hommes et femmes. Le rôle d'avant-garde, que les femmes jouent à certains moments historiques, s'explique par le fait que plus que tout autre elles n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes."

1. 1 mou = 1/15 hectare.
2. Ce droit de vente a existé jusqu'en 1952.
3. Désigne les femmes dans l'ancienne société.



Les tractoristes passent un examen.
Photo de Houang Che-ying

l'expérience des femmes de taking

Taking cette ville qui il y a dix ans n'était que pâturage, est aujourd'hui peuplée par quelques 40,000 ouvriers, techniciens et leur famille. Taking est un modèle pour toute la Chine, c'est parce que Taking a réussi à établir, probablement pour la première fois dans l'histoire, un équilibre entre l'industrie, l'agriculture, les activités culturelles et la nature. Et cela, seuls les hommes pouvaient le réaliser: A Taking, ces hommes, ce furent surtout des femmes.

Tout compte fait, proportionnellement à l'immense étendue de Taking, les différents puits de pétrole, leurs canalisations et les raffineries n'occupent qu'une petite partie de la surface existante. Au printemps de 1962, les récoltes furent très mauvaises dans toute la Chine par suite de calamités naturelles sans précédent. Bon nombre de femmes d'ouvriers qui venaient de s'installer à Taking décidèrent tout naturellement de prendre baches et pioches pour améliorer l'ordinaire. Elles se mirent à retourner des potagers proches de leur foyer.

Mais ce travail ne satisfaisait pas mère Shue, cette femme de cinquante ans dont le mari et les trois enfants travaillaient aux puits. Non, ça n'allait pas. Les femmes des ouvriers du pétrole ne devaient pas se limiter à l'entretien de quelques potagers même si ces potagers étaient à tout le monde; ce n'était là qu'un pis-aller dû aux difficultés passagères que la Chine traversait. Elle nourrissait un tout autre dessein: "Les femmes devaient transformer Taking, cité industrielle, en une vaste cité industrielle et agricole et pour cela partir à la conquête des terres en friche." Elle gagna quatre de ses voisines à ce projet.

Après avoir pris conseil auprès des paysans de l'endroit, elles choisirent quelques champs en friche distants d'une trentaine de kilomètres de chez elles. Un problème se posa tout de suite. Il n'existait pas encore de crèches ni de garderies pour les petits et ces femmes avaient des enfants. "Tant pis les enfants on les prend avec nous, nous verrons plus tard comment organiser les services nécessaires"... Et un matin, elles rassemblèrent leurs cinq baches, des boîtes de conserves, une tente, les trois enfants, des casseroles, quelques kilos de semence et elles partirent. Elles plantèrent leur tente dans un champs à une demi-heure de marche du premier village. Le premier soir, un vent terrible se leva, et elle passèrent toute leur nuit à maintenir la tente qui menaçait de s'envoler. Malgré cela le lendemain matin, elles commencèrent à piocher le champs. En trois jours, elles retournèrent ainsi cinq mous. Comme le quatrième jour se levait, elles virent arriver une vingtaine de femmes, avec treize enfants, qui dirent à mère Shue: "Nous nous sommes inquiétées pour vous pendant le grand vent de l'autre nuit. Nous avons pensé: "Ces femmes bravent la bourrasque et le froid avec leurs enfants pour le bien de la communauté, pendant que nous dormons au chaud; ce sont elles qui transforment le monde, ce qu'elles font, nous pouvons le faire aussi..." Alors nous voilà!" Mère Shue fut si contente, qu'elle ne put dire un mot. Bien vite la communauté s'organisa. Une femme se chargeait de la garde des enfants pendant que les autres creuseraient la terre. Elles défrichèrent et ensemençèrent seize supplémentaires qui donnèrent une récolte de 3,850 livres de fèves de soja. C'est ainsi que naquit la première "brigade agricole" de Taking.



On a rentré une bonne récolte en dépit d'une grave sécheresse.

L'année suivante, sur les lieux de travail de cette première brigade, un village de quelques 200 maisons se construisait. Mère Shue, elle, repartit défricher d'autres terrains entraînant avec elle une centaine de femmes. Cette fois là, les femmes prirent le temps de s'organiser. Elles contruisirent des maisons collectives de pisé¹, pour elles et leurs familles qui les avaient suivies. Leur première tâche fut d'organiser une crèche et une école pour les petits. Pour la crèche le problème fut aisément résolu. Dans une des maisons de pisé on rassembla parcs et petits lits, un joli jardin fut aménagé et on confia tous les enfants à une équipe de grands-pères et de grand-mères volontaires. Pour l'école, ce fut une institutrice qui la créa, secondée par d'autres femmes. Certains cours étaient assurés par des personnes non enseignantes, comme les cours sur l'histoire de la révolution qui étaient faits par des hommes et des femmes ayant participé dans le passé aux grandes luttes. Les femmes tinrent aussi à ce que les garçons comme les filles acquièrent quelques pratiques de base du travail domestique collectif. On créa des cours de couture, de ressemelage, etc. Davantage de forces purent être employées dans l'agriculture et la première moisson cette année-là fut récoltée sur plus de 150 hectares.

La créativité des femmes ne s'arrêta pas là. Elles organisèrent une cantine populaire, des ateliers collectifs de travail domestique et, avec les médecins nouvellement arrivés, un réseau de santé très décentralisé. A Taking chaque village, si petit soit-il, possède une polyclinique, où l'on peut faire des opérations courantes. Plus tard, on créa des petites usines pour produire les différents objets utiles à la vie des habitants et au travail, depuis des fabriques de postes de radio en passant par celle des chaussures, des casseroles, des meubles, des pièces de rechange pour les machines, jusqu'à la production de machines comme des décortiqueuses de céréales. Dans cet extraordinaire courant déclenché par les femmes, les jeunes adolescents, les personnes âgées, les étudiants de l'institut du pétrole furent entraînés. Quoique moins d'un tiers de ces personnes aient été considérées à l'origine comme pouvant être actives, peu à peu tous, à l'exception des personnes malades, voulurent s'organiser pour effectuer des travaux collectifs. Et c'est peut-être là un des signes les plus flagrants de la réussite des femmes d'avoir diversifié à l'extrême leurs activités en partant de la production alimentaire, et qui intégrèrent peu à peu dans tous ces secteurs hommes et femmes.

1. Pisé: ses qualités d'isolation permettent d'avoir frais l'été et chaud l'hiver.

la collectivisation des travaux domestiques

l'organisation des services dans une cité ouvrière de changhaï

Dans les quartiers des villes comme dans les villages le "restaurant populaire" est souvent le bâtiment collectif le plus important; souvent aussi il est le plus ancien. Des différentes tâches domestiques ce furent généralement les repas collectifs qui s'organisent en premier.

Sans doute également parce que retirer aux femmes l'exclusivité de la préparation des repas était un pas important pour les libérer du travail domestique, que son intérêt public en était immédiatement visible et que par ailleurs cela ne nécessitait pour fonctionner que quelques grandes salles.

Les restaurants, nous dit-on, sont ouverts tous les jours et pour tous les repas. A l'intention de ceux qui doivent se déplacer, pour leur travail ou pour tout autre motif, le restaurant offre aussi des "gamelles" à emporter, bien fournies...

Le système habituel de gestion de ces restaurants est basé sur la triple direction des cuisiniers, des consommateurs et des responsables des autres services collectifs de la cité pour en assurer la coordination. Très souvent ce sont les anciennes ménagères du quartier qui ont créé ces restaurants, et ce sont elles encore qui en assurent l'organisation. L'existence généralisée de ces cuisines collectives réduit considérablement l'important

ce des cuisines privées. D'ailleurs, celles-ci ne le sont généralement pas au sens strict, mais communes à deux ou trois familles. Dans les immeubles de cette cité nous en trouvons une par étage, c'est-à-dire une pour deux appartements. Les ustensiles ménagers étaient mis en commun et bien souvent les familles s'organisent entre elles pour faire à tour de rôle la cuisine pour tous.

Quant aux autres services collectifs, comme ceux créés à Taking, leur première particularité est d'avoir été créés par les femmes elles-mêmes. Ce qui veut dire que leur organisation concrète comme leur développement sont extrêmement dépendants des aspirations de ces femmes à détruire le caractère privé, familial de ces tâches. Au milieu des immeubles de plusieurs étages, des petits bâtiments en rez-de-chaussée, nouvellement construits, constituaient les pôles d'animation de la vie du quartier.

Le matin, les ouvriers passaient dans les appartements pour collecter les vêtements à réparer: chemises déchirées, chaussettes trouées, pantalons décousus, boutons à remettre, cols frangés, pantoufles à repriser, vêtement à agrandir ou à raccourcir, etc. Puis revenus dans un atelier, ils se mettaient à l'ouvrage. Dans un laps de temps très court, souvent dans la journée, les vêtements étaient réparés et rendus à leur propriétaire (livrés à domicile) et pour un prix extrêmement 4

moueste, à peine plus que le prix du fil ou de la pièce de tissu pour la réparation nécessaire. Il existe de tels services pour le lavage et le repassage, la cordonnerie, la réparation des literies, pour la confection des vêtements sur mesure. Ils ont deux qualités particulièrement importantes: pour être réellement efficaces, ils sont au coeur même des cités d'habitation, donc tout proche des consommateurs; et ils sont très bon marché, et sont donc très massivement utilisés. Il y a également des ateliers de bricolage; ils s'occupent de la réparation de divers ustensiles familiaux: mettre des pièces à des bassines ou casseroles de métal trouées, aiguiser ciseaux et couteaux mais aussi réparer sur place la porte de l'armoire abimés, la fenêtre qui se coince, etc. Il y a encore des services de nettoyage qui vont à domicile nettoyer régulièrement les appartements et là encore à un prix vraiment minime même pour les budgets ouvriers.

Les équipes de travailleurs qui prennent en main ces ateliers de "services" ont été, nous l'avons dit, créées par les femmes, mais elles englobent d'autres personnes que les ménagères, en particulier elles ont été le moyen pour que les retraités en bonne santé continuent à exercer des activités sociales, ce qui constitue une des raisons de l'intégration totale des vieillards à la société; on y trouve également des hommes "actifs". Les ouvriers de ces ateliers travaillent six heures par jour, quelques fois seulement 3 ou 4 heures, ce qui permet la participation des personnes moins robustes, celle des jeunes en dehors de leurs études.

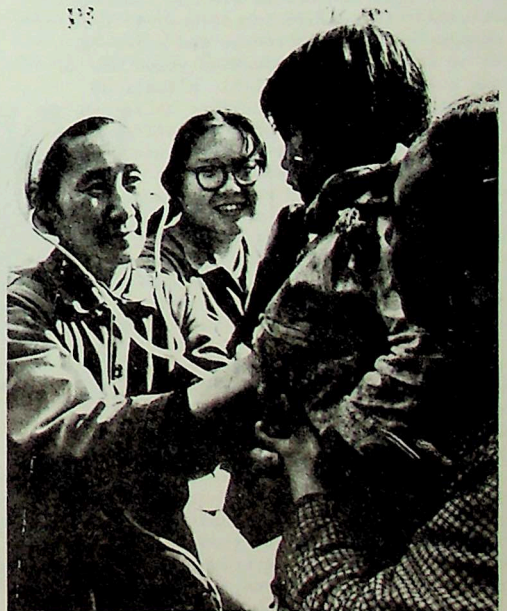
Développer la mécanisation, sur la base de ces ateliers collectifs, est une préoccupation constante des travailleurs comme des cadres politiques. Il y a dans ces ateliers comme dans n'importe quelle usine des petits groupes d'inventeurs, composés d'ouvriers et de techniciens, qui travaillent à mettre au point de nouveaux procédés pour mécaniser et simplifier le travail. Ici, on travaillait à mettre au point un système de séchage du linge rapide et économique, ailleurs, on inventait des appareils pour carder les matelas; ailleurs encore, on s'efforce de fabriquer des petits appareils à reprendre. Toutes ces équipes sont en liaison avec des usines de biens de consommation pour étudier avec elles les possibilités de satisfaction des différents besoins. Car si la mécanisation n'est pas un préalable à la socialisation, en revanche, aussitôt que celle-ci est commencée, elle devient un moyen important de son renforcement.

Comme les prix de ces services sont très bas, les ouvriers sont payés par l'administration des quartiers sur les fonds municipaux; selon les cas, il existe des subventions de l'Etat pour les salaires; dans les cas où les municipalités sont plus riches, elles rétribuent seules les employés. Le montant des salaires est assez bas, environ une trentaine de yuans par mois; il est vrai que les heures de travail sont souvent bien moindres que dans une autre usine, et qu'ils ont le droit comme n'importe quels ouvriers aux soins médicaux gratuits.

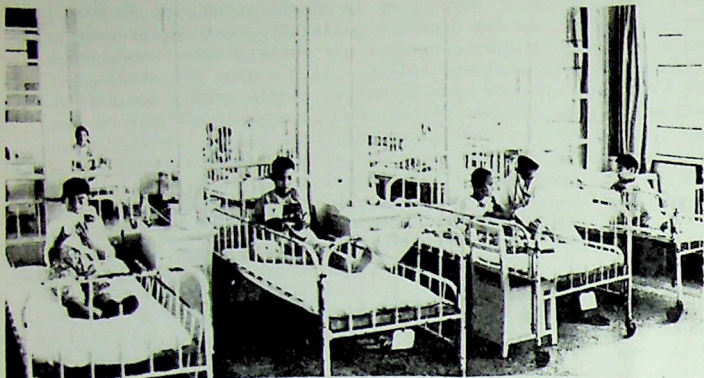
les services de santé et leurs conséquences pour les femmes

L'énorme décentralisation des services de Santé soulage aussi considérablement les femmes à qui incombent aussi dans nos pays des tâches d'aides-soignantes très prenantes. Ce n'est plus sur la mère de famille que repose la responsabilité de veiller à la bonne santé de tous les membres de la famille; ce n'est plus sur elle non plus que retombe la charge de soigner et de garder les enfants lorsqu'ils sont malades.

Dans chaque groupes d'immeubles des cités de Changhai, il y a un poste sanitaire. Là, formés par des médecins sur le tas, deux ou trois habitants des immeubles en général des anciennes ménagères, savent tous les soins et diagnostics courants. En liaison constante avec le personnel médical des dispensaires qui assure la santé de la cité, elles prennent en charge ceux dont la santé n'exige pas une hospitalisation, ou bien qui sont en convalescence. Ces travailleurs sanitaires veillent également à ce que les malades se reposent au mieux, ils leur apportent leurs repas, ou les aident dans leur toilette, ou encore prennent l'initiative de prévenir les différents comités de quartier que la camarade Un tel a une jambe cassée, qu'il faut aller la voir, lui apporter de la lecture, l'aider pour telle ou telle tâche, ce qui se fait le plus simplement du monde



Une doctoresse de Tientsin, Wang Yeou-wen



Une salle de malades.

En Chine on ne peut pas imaginer la situation, si couramment odieuse chez nous, où une personne reste seule aux prises avec ses difficultés; mais pour arriver à ce résultat, il fallait que les différents secteurs d'activités sociales se préoccupent de ces questions, comme le font les usines et les écoles, etc. et que la médecine devienne peu à peu une pratique de masse.

la production domestique démystifiée

Si les ateliers collectifs modifient l'apparence des quartiers, ils modifient plus profondément encore les rapports entre les habitants, et en premier lieu la vie des femmes. En collectivisant le travail domestique, il apparaît de plus en plus clairement que celui-ci n'était au fond qu'une production comme une autre; que son caractère familial n'était dû qu'à une organisation particulière de la société qui nécessitait que chaque famille le prenne en charge pour elle-même, et non pas lié à sa prétendue "nature". En reprenant les chausettes de tous, et en les reprenant avec des hommes et d'autres femmes, on est mieux à comprendre que ce qu'il y avait de servile, de peu glorieux dans ce travail venait, en fait, de ce qu'on était "asservie" soi-même à ce travail méprisé de tous, que son caractère utile, nécessaire, n'était pas socialement reconnu.

Une des qualités peut-être essentielle de ces ateliers est la fonction éducative qu'ils remplissent vis-à-vis des jeunes et des hommes. L'existence de ces ateliers a rendu tangible, palpable ce que les femmes de nos pays appellent à juste titre "le travail invisible". Nul ne peut plus l'ignorer. Et les hommes comme les jeunes apprennent à en connaître l'importance. Cela se traduit par leur participation volontaire au travail de ces ateliers dans leur temps libre, ou bien encore dans la construction commune de nouveaux bâtiments pour ouvrir de nouveaux ateliers. En se

socialisant le travail domestique a reconquis son droit de cité; et du même coup, ceux qui le prennent en main cessent d'être méprisés. La socialisation transforme et enrichit la vie des anciennes ménagères. Organisés et fonctionnant comme n'importe quelle autre unité de production, les équipes de quartier participent massivement à la vie politique sous toutes ses formes: des débats ont lieu sur la situation internationale, où sont discutées les positions du gouvernement, les questions majeures de l'édification socialiste, le rôle des femmes dans la révolution, etc. On ne voit pas de quel secteur elles seraient tenues à l'écart.

C'est aussi sur ces équipes que repose le principal de la vie culturelle du quartier. Il y a beaucoup de troupes d'artistes amateurs en Chine, et les anciennes ménagères en ont créées elles-mêmes beaucoup. Elles organisent des spectacles pour les habitants du quartier et vont aussi jouer dans les usines pour d'autres ouvriers, ou bien elles accueillent dans leur quartier d'autres troupes d'amateurs venues quelquefois de loin pour jouer des pièces de théâtre ou pour faire des numéros d'acrobatie, particulièrement prisés en Chine.

nouvelle conception de la famille

Il y a, nous semble-t-il, deux aspects dans la transformation du travail domestique en Chine. Le premier, dont nous avons donné de nombreux exemples, consiste, sous de formes multiples, à socialiser ce travail, à le regrouper, à l'organiser en dehors de la structure familiale. C'est principalement par cette socialisation que disparaît progressivement le travail ménager; mais d'un autre côté, il y a des tâches qui n'exigent nullement d'être centralisées pour libérer les ménagères, bien au contraire.

Si nous évoquons ce deuxième aspect, c'est justement parce que, dans la vision bureaucratique de la libération des femmes, on présente comme nécessaire de centraliser au maximum les tâches pour augmenter la productivité. Cela part de l'analyse superficielle de la différence entre travail familial et travail social; mais en réalité, le travail familial n'est pas "familial", il n'est pas effectué par la famille, mais pour elle et par la femme uniquement. Le mari n'aurait pas l'idée de demander à sa femme de lui laver les dents ou de l'habiller, mais il trouve naturel qu'elle fasse son lit, cire ses chaussures ou range le désordre qu'il a mis dans la maison. Cette comparaison peut paraître forcée, elle ne l'est pourtant pas si l'on songe qu'il n'y a pas si longtemps les gens riches avaient des chambrières dont le travail était justement de laver, coiffer, poudrer, habiller madame ou monsieur. Faire son ^{ut} brosser ses habits, mettre un point à un vêtement, ranger ses affaires, c'est en Chine comme se laver les dents: chacun le fait pour soi-même plus naturellement du monde. Et si justement c'est devenu culturellement une chose naturelle, alors qu'il y a vingt ans ce ne l'était pas, c'est parce que les hommes aussi se sont rééduqués dans le travail domestique. Ils ont appris à le mesurer réellement, à ne pas le mépriser. Il n'est plus féminin.



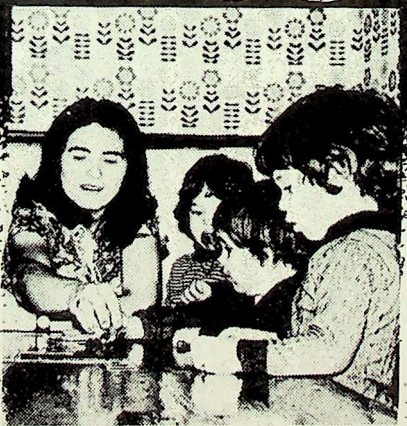
A la garderie



QUEBECOISES DEBOUTTE!



VOL. 1 - NO. 9
MARS 1974



SOMMAIRE :

pourquoi un journal?.....
enquête auprès des abonnées.....
la journée internationale des femmes.....
est-ce qu'on veut vraiment des garderies?.....
le pouvoir des femmes et la subversion
sociale.....
spectacle 8 mars.....
chansons.....

BON DE COMMANDE

Susan Griffin, LE VIOL, (traduction et introduction par des militantes
du Centre des Femmes), Ed. L'Étincelle, 1972...\$1.25

MANIFESTE DES FEMMES QUEBÉCOISES, Ed. L'Étincelle, 1971.....EPUISE

Selma James & Mariarosa Dalla Costa, LE POUVOIR DES FEMMES ET LA SUBVERSION
SOCIALE, Editions Adversaires, Genève, 1974.....\$2.00
(disponible à la fin mars)

Poster: QUEBÉCOISES DEBOUTTE! (vert, blanc, rouge, sur fond noir).....\$2.00
(+ 50¢ pour frais de poste et manutention)

Ci-joint un mandat de\$.....

à **QUEBÉCOISES DEBOUTTE**
4319 St-Denis
Montréal

-pour:...LE VIOL

-pour:...LE POUVOIR DES FEMMES ET LA SUBVERSION SOCIALE

-pour:...Poster QUEBÉCOISES DEBOUTTE!

POURQUOI UN JOURNAL ?

Dans un texte d'introduction à l'enquête les buts de Québécoises Deboutte! étaient comme suit: servir d'outil de travail autant pratique que théorique, servir de plate-forme pour traiter de certaines questions importantes pour le mouvement de femmes, à savoir: l'autonomie de l'organisation des femmes, le travail ménager (en tant que travail productif pour le système capitaliste), le rôle de la répression sexuelle à l'intérieur de l'idéologie dominante.

Québécoises Deboutte s'adressait, y dit-on, aux femmes en lutte et à celles qui commencent à prendre conscience.

Tout cela est extrêmement important sans doute et justifie amplement la décision de lancer un journal. Mais ce dernier a-t-il atteint ces buts? Étaient-ce ceux qu'ils devaient se donner? Il aurait été téméraire de notre part d'essayer de répondre à ces questions sans consulter les lectrices au moins pour avoir quelques indices nous permettant d'amorcer le débat. Ce fut l'objet de l'enquête auprès des abonnées de juillet dernier, ainsi qu'auprès des militantes rencontrées au cours des derniers mois.

Toutes les raisons mentionnées plus haut sont excellentes mais il apparaît important à l'heure actuelle de continuer à faire un journal tel que Québécoises Deboutte, bien sûr, par nécessité - il n'y a aucun autre journal féministe de cette nature - pour le développement de la conscience des femmes dont il pourra servir à briser l'isolement vivement ressenti par les ménagères, comme appui aux luttes des femmes. Nous voudrions aussi que le journal facilite l'échange, la prise de contact entre nous toutes, première étape d'une organisation des femmes dont nous posons l'autonomie en principe de base.

Nous avons pris conscience de l'ambiguïté qui était entretenue à l'intérieur des articles, à savoir, s'adresse-t-on à des femmes isolées ou à des femmes déjà engagées dans une lutte quelconque. Nous avons donc pris la décision de faire des textes moins théoriques.

Le journal avait cessé de paraître depuis septembre dernier dû à la longueur imprévue d'une période de réflexion, d'orientation politique du groupe connu sous le nom de Centre des Femmes dont une des tâches étaient de le publier. Cette période est maintenant en partie terminée et nous commençons la réorganisation du groupe, du travail qui s'y faisait et l'organisation de celui qui s'y fera.

Vous comprendrez que dans ces conditions il nous sera impossible de ne pas retarder à nouveau la parution du journal d'environ deux mois. Nous sommes confiants que vous ferez preuve encore d'une grande compréhension et votre intérêt pour le journal n'en sera pas amoindri. Il nous faut souligner à ce sujet que malgré le long retard mentionné plus haut nous avons enregistré environ 200 nouveaux abonnements, ce qui est pour nous d'un grand encouragement.

Donc, le journal Québécoises Deboutte! se réorganise. Nous pensons mettre sur pied une équipe stable dont la première tâche consistera à aller chercher la collaboration nécessaire à la rédaction et à la distribution sur laquelle nous mettrons des efforts particuliers. Il nous paraît souhaitable que de plus en plus de femmes à l'extérieur de Montréal puissent se procurer plus facilement le journal.

Déjà nous pouvons dire qu'une place sera prévue pour les lectrices, soit sous forme de Chronique aux lectrices qui ne sera pas un courrier du coeur, soit sous une autre forme. Nous espérons recevoir des lettres sur des sujets d'actualité, des problèmes que vous rencontrez, des réflexions sur des textes parus dans notre journal ou ailleurs, sur ce qui se passe chez-vous dans votre quartier, votre région, etc..

Des textes sur des sujets controversés ou qui vous intéressent seront bienvenus. Nous ne nous engageons pas à tout publier mais nous écrirons aux femmes qui nous auront envoyé des textes afin de les mettre au courant de nos décisions que nous gardions les manuscrits ou non. Si vous désirez conserver l'anonymat, nous le respecterons. Notre propre politique à ce sujet reste à clarifier et nous vous en ferons part dans la prochaine livraison du journal.

Nous comptons vraiment sur votre collaboration car la bonne volonté d'une équipe, si grande soit-elle, ne saurait suffire à rendre le journal plus accessible car il ne pourrait traduire que la conscience d'une minorité.

Enquête auprès des abonnées

Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'une enquête scientifique, beaucoup de questions étaient trop générales pour cela. De plus elles s'adressaient plutôt à des militantes, à des femmes regroupées. Il serait plus réaliste de parler d'un sondage d'autant plus que la période estivale ne favorisait pas de nombreux retours de questionnaire.

Toutefois et compte tenu des remarques qui précèdent nous sommes assez satisfaites des résultats du moins par leur qualité sinon par leur nombre.

L'intérêt manifesté par les répondantes qui nous ont fait d'excellentes remarques nous a aidé à repenser la formule du journal.

Dans l'ensemble, il n'y a pas de désaccord politique exprimé par les répondantes. Cependant, une critique revient tel un leitmotiv: les textes sont trop théoriques et s'adressent à une minorité de femmes conscientes. La même remarque nous fût faite par des militantes qui pour cette raison ne pouvaient diffuser le journal.

Certaines chroniques comme Femmes en lutte, Sexe et Politique ont soulevées des remarques fort intéressantes quant à l'importance de la première qui rend compte de luttes menées par des femmes et à la seconde qui renseigne et développe la conscience des lectrices au sujet de l'exploitation sexuelle des femmes.

Quant à la chronique Humour noir les avis sont partagés. Certaines pensent qu'il est bon de rire de nos propres travers et de situations où on se trouve alors que d'autres pensent le contraire.

Quelques répondantes se disent gênées par l'anonymat du journal. L'une d'elles faisait remarquer qu'il est difficile de s'identifier à des fantômes, et j'ajouterais encore moins de leur écrire.

Collaboration

De nombreuses offres de collaboration nous ont été faites auxquelles nous n'avons pas toutes répondues jusqu'à maintenant. Toutefois, nous comptons reprendre contact avec toutes celles qui sont prêtes à nous aider.

Il nous a été suggéré de créer une Chronique des lectrices ou encore une Tribune dans laquelle il serait possible à celles qui le désirent d'écrire sur un sujet controversé.

Plusieurs sujets et des plus variés nous ont été proposés - il serait trop long de les énumérer ici - ce qui nous aidera sans doute à mieux répondre aux désirs des lectrices.

LA JOURNEE INTERNATIONALE

DES FEMMES

Dans chaque partie du globe, il y a des millions de femmes de toutes races, de toutes nationalités qui subissent la même discrimination et exploitation.

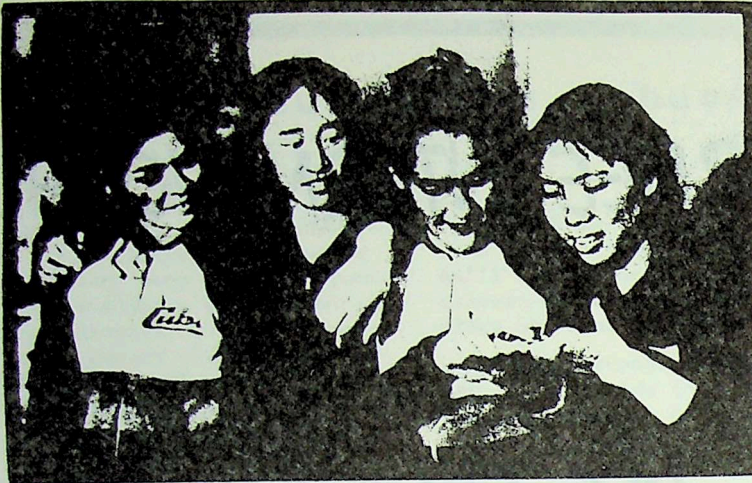
Le sens que revêt notre journée, doit être la solidarité que dégage cette fête avec l'union de nos forces afin de vaincre.

Nous québécoises: travailleuses, ménagères, étudiantes de plus en plus on a pris conscience de notre condition. Le premier pas est fait. A nous de prendre contact avec notre entourage. Soit dans nos quartiers, usines, bureaux, villages où tous les jours on commence à s'organiser entre nous pour prendre en main nos revendications.

Les luttes amorcées se clarifient d'année en année et nos ennemis ne peuvent plus rester indifférent. Ils sont solides et nous combatives.

En 1973-74, ici au Québec, plusieurs groupes de femmes se sont mis sur pied. Et d'autres ont avancé dans leur bataille. Mais malheureusement nous ne pouvons que faire un bref éventail des luttes qui se sont menées.

POUR NOUS TOUTES, LE 8 MARS C'EST UNE JOURNEE DE SOLIDARITE.



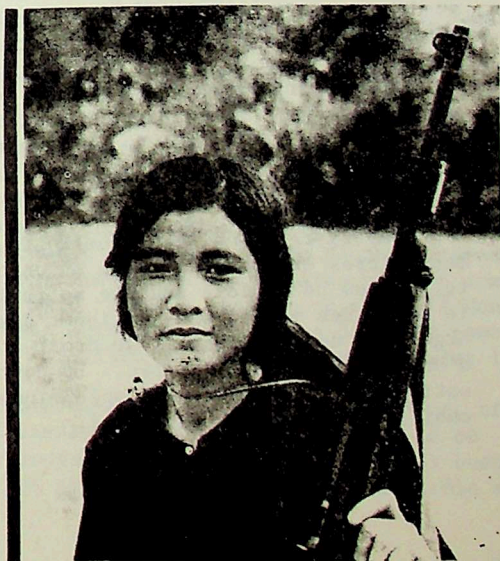
ceq : une prise de conscience

Au dernier congrès de la CEQ tenu au mois de juillet (du 3 au 6 juillet 1973), des enseignantes ont présenté quelques résolutions concernant la situation des femmes. Ces résolutions touchaient de près le problème des garderies, de la contraception, de l'avortement, de la discrimination et de la surexploitation des femmes sur le marché du travail; il était aussi question de l'image discriminatoire de la femme dans les manuels scolaires et des lois ou articles de lois aussi discriminatoires à l'égard des femmes.

Pour ces enseignantes, il devenait urgent que les déléguées (és) se penchent sur certains aspects particuliers de l'exploitation des femmes, cette centrale regroupant un peu plus de 46,000 femmes c'est-à-dire 66 2/3 % de ses effectifs. Le travail amorcé par les enseignantes au congrès ne s'est pas limité à ces quelques résolutions, heureusement adoptées. Il s'est poursuivi, mais de façon différente. Un comité sur la condition féminine a été formé au mois de septembre, et, libérées à demi-temps, cinq enseignantes ont pu entreprendre un travail d'information et de sensibilisation à travers les différents syndicats locaux de la province.

Jusqu'à maintenant, elles ont rencontré des femmes de Thedford Mines, de Québec, des Laurentides, de la Côte-Nord, du Lac St-Jean, de Sherbrooke, de Victoriaville, De Montréal, etc... Et chose nouvelle, dans les centrales, ces rencontres n'étaient pas réservées uniquement aux enseignantes mais étaient ouvertes aux ménagères, étudiantes et autres travailleuses. Cela a permis, dans certaines régions, le regroupement de femmes, jusqu'ici isolées, mais pourtant bien motivées à se battre autour de certaines revendications qui concernent les femmes.

A l'heure actuelle, 28 comités travaillent activement sur différents sujets relatifs aux problèmes des femmes dans leur région. Le comité sur la condition féminine, en plus d'organiser des rencontres avec des femmes, essaie de développer des instruments d'analyse et de travail comme la documentation, la recherche et l'information.



La lutte pour l'avortement

Le 29 janvier 1974; à la suite de l'acquittement du Dr. Morgentaler, la Couronne fait appel et demande que le verdict d'acquittement soit cassé et que le Dr. Morgentaler soit condamné. On attend le jugement de la Cour d'appel d'ici quelques mois...

Le 12 février 1974, l'infirmière du Dr. Morgentaler est accusée de conspiration pour avortement.

Le ministère de la justice demande une "enquête privilégiée" dans le cas du Dr. MacHabée, arrêté le 4 juillet '73 et accusé d'avoir commis plusieurs avortements: cela signifie, que, comme pour le Dr. Morgentaler, le ministère veut qu'il y ait un procès, automatiquement, et le plus rapidement possible.

Le 21 février 1974, (un an jour pour jour après la perquisition au Centre des Femmes!) le Dr. Robert Tanguay ainsi que son infirmière et sa secrétaire sont arrêtés. Le docteur Tanguay a été accusé d'avoir commis 8 avortements.

Il est clair que le gouvernement n'a pas digéré l'acquittement du Dr. Morgentaler, et qu'il continue ses attaques contre les femmes en empêchant que des avortements médicaux soient pratiqués à Montréal.

Mais arrêter des médecins, c'est renvoyer les femmes chez les charlatans au risque d'y perdre leur vie. Ce n'est pas trop grave, puisqu'évidemment ce ne sont ni les femmes de juges ni les maîtresses des banquiers qui auront à subir de tels avortements.

Formé en septembre '73, le "Comité de Défense du Dr. Morgentaler et pour la contraception et l'avortement libre et gratuit" a entrepris quelques actions au début de l'hiver pour appuyer le Dr. Morgentaler, en particulier (lignes de piquetages devant le Palais de justice, assemblées publiques).

Tout dernièrement, une partie de ce comité (dont les militantes du Centre des femmes, de l'A.D.D.S., de la C.E.Q., du CRPS) s'est séparée pour former le "Comité de lutte pour la contraception et l'avortement libre et gratuit".

Par la création de ce comité de lutte pour la contraception et l'avortement libres et gratuits, nous entendons dépasser l'aspect juridique de la lutte. Nous ne voulons pas que notre lutte devienne uniquement une lutte pour le droit des médecins à pratiquer des avortements mais une lutte véritable et organisée des femmes pour le droit à une sexualité libérée des contraintes d'une grossesse non désirée. Le contenu de notre lutte implique des revendications qui nous concernent spécifiquement en autres le droit des femmes à choisir librement la maternité.

Afin d'élargir la lutte à des milliers de femmes, ménagères et travailleuses, nous ne voulons pas nous restreindre à des actions telles que assemblées générales, lignes de piquetage, manifestation, (actions jusqu'ici employées par le comité de défense du Dr. Morgentaler). Nous croyons toutefois important de maintenir des liens avec le comité de défense et d'envisager la possibilité de travailler ensemble sur des projets précis considérés importants pour la lutte des femmes.

Nous publierons prochainement un livre concernant le problème des femmes face à la contraception et à l'avortement au Québec; ce livre sera distribué largement dans tous les kiosques et librairies. De plus, le comité de lutte prendra en charge le service d'information et de références (du Centre des femmes) permettant aux femmes d'obtenir un avortement médical. Il s'agit, pour nous, d'améliorer ce service afin qu'il réponde mieux aux besoins des femmes, afin aussi qu'il nous permette d'élargir notre lutte dans le sens des intérêts véritables des femmes.

Notre lutte est loin d'être terminée, et nous devons être de plus en plus nombreuses à nous y impliquer, si nous voulons vraiment gagner le droit au contrôle de nos maternités, par la contraception et l'avortement libres et gratuits.

Les garderies: un outil nécessaire.



- Novembre 1973: Coupure de budget.
- 27 novembre : Manifestation au bureau PIL.
- 30 novembre : Occupation du MAS à Montréal et rencontre avec le ministre Forget.
- 10 décembre : Occupations des bureaux de PIL à Montréal.
- 11 décembre : Nous retournons occuper les bureaux de PIL.
- 13 décembre : Manifestation au Parlement.

Lors de cette manifestation, M. Poisson, chef de cabinet du ministre déclare que PIL est prêt à subventionner dans la mesure et à la condition que les promoteurs de ces projets aient en leur possession un document indiquant qu'une source alternative de financement continu est disponible à compter du 1er mars 1974... Pendant ce temps, à Montréal, on fait signer des pétitions dans les comtés.
(tiré de "Le Bulletin", janvier 1974)

La lutte dans les garderies se continue, afin que le gouvernement réalise l'importance de ce besoin, y consacre une part de son (notre!) budget mais surtout qu'il en laisse le plein contrôle aux usagers.

EST - CE QU' ON VEUT VRAIMENT DES GARDERIES ?

Si vous aviez le choix, aimeriez-vous mieux envoyer vos enfants à la garderie ou le garder avec vous à la maison?

Si on posait cette question aux femmes québécoises, celles qui travaillent à l'extérieur comme les ménagères à plein temps, la majorité répondrait: "les garder à la maison".

Pourquoi alors certaines femmes (et aussi certains hommes) luttent-elles pour que le gouvernement crée partout au Québec des garderies populaires, gratuites et contrôlées par les parents? Pourquoi alors tout ce bruit dans les journaux et à la télévision sur le problème des garderies? Pourquoi tant de tapage si au fond les mères québécoises ne veulent pas des garderies?

Pourtant, le problème des garderies existe et s'il existe, c'est parce que des femmes, de plus en plus nombreuses, sentent et expriment leur besoin pour ce service.

Dans ce dossier, nous allons essayer d'expliquer ce "fameux" problème des garderies:

- Pourquoi beaucoup de femmes ne veulent pas des garderies?
- Pourquoi 'autres sont-elles prêtes à manifester dans les rues et jusqu'à Ottawa pour en avoir?

Ce sont des questions auxquelles il faut répondre si on veut avoir des idées plus claires sur certains problèmes des femmes et sur l'éducation des enfants.



Madame Lemieux

Pour Madame Lemieux qui travaille à l'extérieur, et qui doit faire garder ses enfants, il n'y a pas mille solutions:

- soit qu'elle puisse les confier à une parente ou une voisine fiable...en payant.
- soit engager une gardienne à la maison, solution pratiquement impossible pour la majorité des femmes, vu le coût de ces gardiennes.
- soit qu'elle les place dans une garderie privée, quelquefois loin de chez-elle, et...en payant très cher, c'est-à-dire en moyenne \$25.00 par semaine, par enfant. (Quand on sait que les femmes au Québec forment une main-d'oeuvre sous-payée, les garderies privées c'est pas une solution pour tout le monde.
- soit, si ses enfants sont plus vieux, les habituer à se débrouiller tout seuls. Ca coûte pas cher mais... c'est inquiétant.

Quelques fois, Madame Lemieux ne pourra recourir à aucune de ces solutions et elle devra rester à la maison. Tout est bien vous me direz. Des Madames Lemieux c'est fait pour rester à la maison, faire le ménage et s'occuper des enfants.

Mais le problème, c'est qu'il y a de plus en plus de Madame Lemieux au Québec sur le marché du travail (plus d'un tiers de la population féminine en âge de travailler...).

Ces femmes ont les meilleures raisons du monde pour aller travailler. Certaines doivent faire vivre leur famille. D'autres y vont pour arrondir le budget parce que le salaire du mari est insuffisant. Beaucoup y sont obligées pour réussir à payer les dettes, ou du surplus, ou simplement les études des enfants. Et enfin, certaines y vont parce qu'elles ont besoin de sortir de la maison, de voir des gens, de se créer un milieu.

Ce sont toutes de bonnes raisons. Les femmes qui le veulent ont le droit de travailler à l'extérieur et de recevoir un salaire.

Mais notre société leur accorde ce droit seulement en paroles. Dans les faits, les Madame Lemieux doivent payer très cher ce droit au travail: les patrons profitent d'elles en leur donnant des jobs plates, mal payées et surtout en les obligeant à payer sur leurs salaires le coût des gardiennes ou des garderies. (Sans compter qu'en plus de leur travail, les femmes doivent aussi s'occuper de la maison).

Ces Madame Lemieux auraient donc tout intérêt à réclamer du gouvernement des garderies populaires dans leur quartier, gratuites et où elles pourraient placer leurs enfants avec confiance parce qu'elles auraient leur mot à dire sur ce qui s'y passe. Beaucoup d'entre elles, d'ailleurs, commencent à l faire.



Madame Tremblay

Il y a aussi le cas de Madame Tremblay.

Madame Tremblay travaille à la maison à plein temps. Et quand on dit à plein temps, il n'y a rien de plus vrai. Le travail ménager n'est jamais fini. C'est toujours à recommencer et surtout, il n'y a pas d'heures, pas de fins de semaine, pas de vacances. C'est un travail que chaque femme fait toute seule, dans sa maison, avec personne à qui parler à part les enfants, le mari qui rentre le soir fatigué, et peut-être une voisine ou une amie de temps en temps.

Beaucoup de femmes sont devenues des Madame Tremblay parce qu'elles n'avaient pas le choix et qu'elles n'ont toujours pas le choix. Sans qualification, elles peuvent difficilement trouver un travail intéressant et payant. Si elles pouvaient avoir un travail, n'importe lequel, elles feraient face aux mêmes problèmes que rencontrent les Madame Lemieux. Elles préfèrent donc rester à la maison.

Mais il y a rester à la maison et rester à la maison. Beaucoup de Madames Tremblay aimeraient avoir du temps pour elles, un ou deux jours par semaine pour faire ce dont elles ont envie. Certaines aimeraient travailler à l'extérieur à mi-temps. D'autres voudraient s'engager dans la vie de leur quartier et participer aux activités organisées par des groupes populaires (cliniques médicales, juridiques etc.) Elles retrouveraient dans ces groupes le sentiment d'être utiles et appréciées, sentiment que souvent elles ont perdu en restant toujours à la maison. Mais à qui confier les enfants sans que ça coûte trop cher et sans qu'on doive toujours s'inquiéter?

Pour Madame Tremblay comme pour Madame Lemieux, le problème des garderies se pose avec la même urgence. Pourtant Madame Tremblay comme Madame Lemieux, les ménagères comme les travailleuses, continuent dans leur majorité à ignorer ce problème et à ne rien faire pour le résoudre. Pourquoi?



Pourquoi ?

Chaque femme a sûrement ses raisons personnelles (la famille jaserait, le mari veut pas en entendre parler etc...) mais il y a au moins deux raisons qui sont générales à presque toutes les femmes.

En effet, beaucoup pensent que c'est bien mieux pour les enfants que ce soit leur mère qui les élève. Mais est-ce bien vrai?

À ce sujet, les femmes sont souvent contradictoires. D'un côté, elles affirment que c'est à elles seulement que revient le travail d'élever des enfants. Mais d'un autre côté, il arrive qu'elles soient dépassées par les événements... Et souvent on peut entendre ce genre de réflexions:

"En tout cas, je les élèverai pas comme ma mère m'a élevée..."

"J'ai toujours voulu être une amie pour mes enfants, mais je me prends toujours à crier après eux autres..."

"Je sais pas ce que je donnerais pour avoir une heure à moi, rien qu'une heure!..."

"Si c'était à refaire, peut-être que je recommencerais pas. Je savais pas ce qui m'attendait..."

En effet, bien des femmes ne savent pas ce qui les attend quand elles décident d'avoir des enfants. Toute leur vie, on leur a répété qu'elles étaient faites pour être mère mais on ne les a pas préparées à l'être et on ne les a surtout pas informées de ce que seraient vraiment leurs conditions de mère.

On n'a qu'à écouter les "hot lines" à la radio pour se rendre compte à quel point bien des femmes se sentent inquiètes et souvent malheureuses dans leur vie de mère et de ménagère.

"Je m'ennuie- J'ai pas une minute à moi - Je me sens toute seule - je sais pu quoi faire avec les enfants - Je me sens coupable de travailler pis de laisser les enfants - C'est pas drôle d'être enfermée à la maison!"

Est-ce que ces femmes seraient toutes dénaturées? Peut-être que non. Peut-être qu'elles se plaignent de problèmes qui existent vraiment et qu'elles ont raison de le faire. Peut-être que si elles allaient au fond des questions qu'elles se posent, elles verraient les choses qui ne tournent pas rond dans leur vie. Et peut-être qu'elles penseraient aux garderies comme un moyen de les libérer d'une partie de leurs soucis. Car les garderies leur permettraient certainement d'avoir du temps pour elle, du temps pour faire autre chose, du temps pour sortir des quatre murs. En tout cas, c'est un pensez-y bien.

Mais voilà, il n'y a pas de garderies, ou si peu. Et de plus les femmes s'en méfient. Elles ont peur que si jamais il s'en créait, leurs enfants y soient entassés comme dans une espèce de "parking" où personne ne s'occuperait d'eux vraiment. (Il y a déjà assez de problèmes à l'école où les enfants sont "paquetés" à trente dans une classe avec un seul professeur!)

Certaines femmes ont même déjà fait l'expérience des garderies et elles y ont reçu un très mauvais service...ce qui les a rendues encore plus craintives.

Pourtant, il y a des garderies où les enfants ne sont pas traités comme de petits animaux qu'il faut dresser mais où on pense que ce sont des êtres humains qui ont le droit d'être aimés, d'apprendre et d'être heureux.

Dans ces garderies, il y a une monitrice ou un moniteur par sept enfants. Les parents sont consultés très souvent dans des réunions où l'on peut discuter de tous les problèmes d'éducation.

Ces garderies sont gratuites (ou à prix très modique) et pourtant les soins et la nourriture y sont excellents.

Les enfants, même très jeunes apprennent à jouer ensemble, à partager leurs jouets et ils participent à toutes sortes d'activités (bricolage, artisanat, dessin etc...) Très souvent, ces enfants y sont mieux qu'à la maison où la mère, (peut-être la gardienne) partagée entre le ménage et les enfants n'a pas toujours le temps de leur accorder beaucoup d'attention. Ce qui n'empêche pas bien sûr les enfants d'être très contents quand leur mère ou leur père vient les chercher. D'autant plus contents qu'ils ont eu le temps de s'ennuyer un tout petit peu...

Ces garderies qui ne sont pas comme les autres (les privées où tout ce qui intéresse les propriétaires c'est de faire de l'argent) on les appelle les GARDERIES POPULAIRES.

Si on y regarde de plus près est-ce que ces garderies ça serait pas le début d'une solution?

Pour être plus en mesure de répondre à cette question, nous aurons dans le prochain numéro de ce journal un article sur les garderies populaires: comment elles sont nées, ce qu'elles sont maintenant, la lutte qu'elles ont menées contre le gouvernement, simplement pour pouvoir survivre.

Tiré du Droit Populaire
Volume 11, no. 3
signé: Danièle Lamoureux

Abonnements

Québécoises Deboutte, paraîtra régulièrement tous les mois. Si vous désirez vous y abonner, les conditions sont les suivantes:

- 1) abonnement individuel:.....\$3.00 pour 12 nos, une copie
- 2) abonnement de groupe:.....\$9.00 pour 12 nos, cinq copies
- 3) abonnement d'organismes officiels
et
abonnement de soutien.....\$15.00 & plus, pour 12 nos
(spécifier si on veut plus d'une copie)

Vous pouvez adresser vos mandats à QUEBÉCOISES DEBOUTTE
4319 St-Denis
Montréal, Québec

NOM: (individu ou groupe).....

Adresse:

No. de téléphone:

Abonnement individuel

Abonnement de groupe

Abonnement d'organisme officiel

Abonnement de soutien

Le pouvoir des femmes

et la

subversion sociale

Les lectrices de Québécoises Deboutte! se souviendront sans doute d'une interview de deux féministes, Mariarosa Dalla Costa et Selma James, recueillie lors de leur passage à Montréal en mai dernier et publiée dans le no 6 du journal.

Nous avons annoncé alors la traduction française d'un petit livre qu'elles avaient signé. Il vient de paraître sous le titre: "Le pouvoir des femmes et la subversion sociale". Il est sans contredit le résultat de la rencontre de deux féministes dont les expériences se complètent à merveille pour notre bénéfice. M.-R. Dalla Costa docteur en droit, assistante à l'Institut des Sciences politiques et Sociales de l'Université de Padoue (Italie) et Selma James d'origine américaine, ménagère et ouvrière, vivant en Angleterre depuis 1960, sont toutes deux très actives dans le mouvement féministe.

Mariarosa et Selma qui se définissent elles-mêmes comme féministes-marxistes se sont donné pour tâche d'éclairer la vraie nature du rôle de la ménagère qui n'apparaissait pas clairement chez Marx.

Les hommes sont trop compromis dans le rapport de pouvoir qui sous-tend leurs relations avec les femmes. C'est pour cette raison que seules les femmes peuvent se définir elles-mêmes, aller de l'avant et lutter. p.64

Dans son introduction à l'édition anglaise Selma James dit du texte de M.-R. Dalla Costa, à juste titre, qu'il est une contribution majeure à la question que pose l'existence d'un mouvement international des femmes en pleine croissance: quel est le rapport des femmes au capital, et quel type de lutte pouvons-nous effectivement mener pour l'anéantir?

Afin de répondre à cette question Mariarosa commence l'analyse de l'exploitation des "sans salaire" de ce qu'elle appelle "l'usine sociale" dont le quartier général est la maison. Alors que nous parlons de plus en plus du salaire à la ménagère, par exemple, il me paraît nécessaire de prendre conscience du rôle de ce travail dans le monde actuel et des nouvelles possibilités de lutte qu'offre aux femmes, ménagères à temps plein ou ménagères-travailleuses, une analyse marxiste qui tienne compte du travail ménager qui selon Mariarosa est un travail productif au sens marxien du terme.

Le texte de Selma, "La place de la femme" publié pour la première fois aux Etats-Unis en 1953 exprime les difficultés éprouvées par les femmes ménagères et ouvrières en tant qu'immigrantes du Sud et de l'Est à destination de l'Ouest et décrit en termes simples la vie des femmes à partir d'expériences vécues.

La célibataire, la femme mariée, la famille, les enfants, le mari, la femme travailleuse, les déléguées syndicales, quelque soit la place qu'une femme occupe elle se reconnaîtra quelque part dans ce texte que le temps n'a pas usé et qui apporte un éclairage direct au texte plus théorique de Mariarosa.

Même s'il faut bien l'avouer, il ne s'agit pas d'abord d'une oeuvre littéraire - la traduction française laisse à désirer à maints endroits - ce petit livre demeure très important pour toutes les femmes désireuses de réfléchir sur leur condition d'êtres doublement exploitées et de travailler à briser l'isolement dans lequel nous maintient la société capitaliste. A lire et à relire.

Le pouvoir des femmes et la subversion sociale, Librairie Adversaire, Genève, 147 pp. disponible à la fin de mars au Centre des Femmes, 4319 Saint-Denis, au prix de \$2.



POUR CELLES QUI DEMENAGENT:

étant donné que le prochain no de Québécoises Deboutte! ne vous parviendra pas avant le 1er mai, nous vous prions de nous faire part de tout changement d'adresse au plus tôt.

SPECTACLE

Chanson du boss (air: "Le Frigidaire".)

Tant que les femmes resteront ben isolées
J'f'rai mon profit, j'ferm'rai ma gueule,
pis j's'rai l'patron
Mais y a quéqu'chose qui m'dit qu'ça tourne
pas rond
Les ménagères commencent à r'mettre ça en
question

Avant ça marchait ben
Les femmes comprenaient rien
Y dev'naient des p'tites mères
A partir de 16 ans
Y m'faisaient des enfants
Quasiment en série
C'tait d'la vraie production
D'main-d'oeuvre à bon marché

(refrain)

Avant a s'avortaient
Mais au moins y en crevaient
Pis celles qui survivaient
En mouraient de chagrin
A z'allaient s'confesser
A mon chum le curé
Qui les faisaient pleurer
Sur leur âme damnée

(refrain)

J'ai t'oujours mes curés
Pis mes docteurs bornés
En plus j'ai la TV
Pis la loi d'mon côté
Pourtant ça suffit pas
A mettr' les femmes au pas
A parlent de liberté
De leur droit d'décider

(refrain)

J'sais qu'a veulent des enfants
Mais à leurs conditions
Pas n'importe comment
Pis pas n'importe quand
Ca y en est pas question
Si j'veux garder pour moi
L'contrôle d'la production
Pis d'là reproduction

(refrain)

Y m'faut des travailleurs
Pis des consommateurs
Y m'faut du monde aussi
Pour les entretenir
C'est les femmes à maison
Qui me font c'te job-là
Si ça s'met à changer
Mon système va casser

(refrain)

Les p'tites mères rêvez pas
J'vous ferai pas d'cadeau
La loi j'la chang'rai pas
Que ça vous plaise ou non
Mais, j'peux dormir tranquille
J'vous ai d'jà isolées
Pis du fond d'vos cuisines
Vous pouvez pas lutter

(refrain)

Chanson des femmes

(air "M. le Président")

Partir pour la famille
 Quand tu l'veux c'est ben beau
 Mettre un enfant au monde
 Ca t'emplit l'coeur de joie
 Mais quand tu n'en veux pas
 Qu'est-ce qui te reste à faire
 Le garder malgré tout
 Ou ben t'faire avorter

Décider d'avorter

Décider d'avorter
 C'est ben facile à dire
 Mais pas facile à faire
 C'est pas légalisé
 Tu peux tout essayer
 Te r'trouver chez l'boucher
 Ou t'avorter toi-même
 Mais tu risques d'en crever

C'est ça le choix des femmes
 C'est ça la liberté
 Faire l'amour tant qu'on veut
 Mais payer toute not'vie
 Avorter (sans danger)
 C'est ça que l'on demande
 Mais pour être un sécurité
 Où c'est qu'on va aller

Finale

Face à toute répression
 Nous développons nos armes
 bis { Combattons notre exploitation
 { Il est fini le temps des larmes

C'est à nous de décider
 Des enfants que nous voulons
 C'est aussi à nous de lutter
 Pour changer notre société
 Pour faire un monde où ils pourront
 Connaître enfin la liberté

Note: ces chansons sont une création collective des femmes
 ayant participé à la pièce de théâtre présentée lors
 de la fête du 8 mars à Montréal.

opinion

des

lectrices

Note : Nous attendons vos lettres , opinions pour le
prochain numéro avec beaucoup d'impatience.

de: Québécoises Deboutte!
4319 St-Denis,
Montréal,
Québec.



publié
par le
CENTRE
DES
FEMMES

No. 4 FALL 1973

Women and Revolution



Journal of the Women's Commission of the Spartacist League

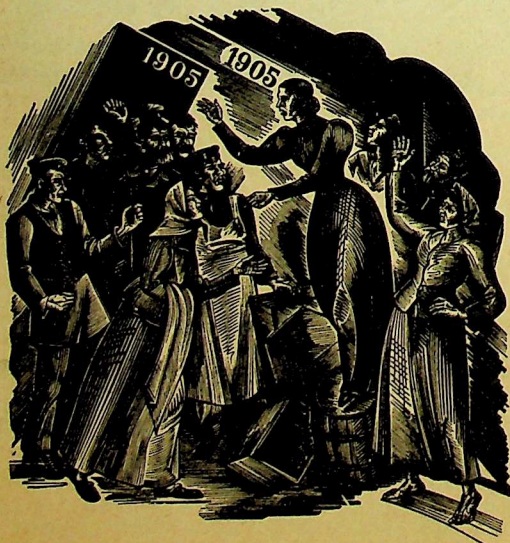
25c

Toward a Communist Women's Movement!... 2

How the Bolsheviks Organized Working Women: History of the Journal Rabotnitsa... 4

VERTRIEBEN DURCH:
KOMMUNISTISCHE KORRESPONDENZ
1 BERLIN 120
POSTLAGERKARTE A 051429

The Woman Question and the Split in the International Socialists... 6



On the Comintern Theses on Work Among Women— I.S. Slander Refuted... 8

Our Program... 23

Why We Support the ERA... 24